

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31360]

2 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 28;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 7 juillet 2011;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 2 mai 2013;

Vu le protocole du comité du Secteur XV n° 2012/4 du 25 janvier 2012;

Vu l'avis 51.255/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre des Pensions, donné le 18 février 2013;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 19 avril 2013;

Sur la proposition du ministre des Travaux publics et du Transport et du ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par:

1° L'Agence du stationnement: l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, créée par article 25 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° Le Gouvernement: le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° le ministre: le ministre chargé de la Fonction publique;

4° le ministre fonctionnellement compétent: le ministre ou le secrétaire d'Etat dont relève l'Agence du stationnement, en fonction des matières qui lui sont attribuées;

5° Organisations syndicales: les organisations syndicales représentatives qui siègent au Comité de Secteur compétent en exécution de l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

LIVRE 1^{er}. — DU STATUT ADMINISTRATIF**TITRE 1^{er}. — L'ORGANISATION DE L'AGENCE DU STATIONNEMENT****CHAPITRE 1^{er}. — Des agents**

Art. 2. La qualité d'agent est reconnue à toute personne qui est occupé à l'Agence du stationnement à titre définitif.

L'agent est soumis aux dispositions du présent statut.

Il ne peut être mis fin à la situation statutaire de l'agent que dans les cas fixés par les dispositions statutaires qui lui sont applicables.

CHAPITRE 2. — Des droits et devoirs

Art. 3. § 1^{er}. L'agent remplit ses fonctions avec loyauté, conscience et intégrité sous l'autorité de ses supérieurs hiérarchiques.

A cet effet, il est tenu de :

1° respecter les lois et règlements en vigueur ainsi que les directives parmi lesquelles les règles de conduite concernant la déontologie, de l'autorité dont il relève;

2° formuler ses avis et rédiger ses rapports avec rigueur et exactitude;

3° exécuter les décisions avec diligence et conscience professionnelle.

§ 2. L'agent a le droit d'être traité avec dignité et courtoisie tant par ses supérieurs hiérarchiques, ses collègues que ses subordonnés.

Il a le devoir de traiter ses collègues, ses supérieurs hiérarchiques et ses subordonnés avec dignité et courtoisie. Il évite toute parole, toute attitude, toute présentation qui pourrait compromettre cette dignité et

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31360]

2 MEI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gezien de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, inzonderheid artikel 28;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 7 juli 2011; Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2013;

Gelet op het protocol nr. 2012/4 van Sectorcomité XV van 25 januari 2012;

Gelet op het advies nr.51.255/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2012, in toepassing van artikel 84, § 1, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het akkoord van de Minister van Pensioenen, gegeven op 18 februari 2013;

Gelet op het akkoord van de Federale Ministerraad, gegeven op 19 april 2013;

Op voorstel van de minister van Openbare werken en vervoer en van de minister van Openbaar Ambtenaar

Na beraadslaging;

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° Parkeeragentschap: het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, opgericht bij artikel 25 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

2° De Regering: de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° De Minister: de Minister bevoegd voor het Openbaar Ambt;

4° de functioneel bevoegde minister: de minister of staatssecretaris waarvan het Parkeeragentschap afhangt krachtens die bevoegdheden die hij uitoefent;

5° Vakorganisaties: de representatieve vakorganisaties die zetelen in het bevoegde Sectorcomité in uitvoering van artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

BOEK I. — HET ADMINISTRATIEF STATUUT**TITEL I. — DE ORGANISATIE VAN HET PARKEERAGENTSCHAP****HOOFDSTUK 1. — De ambtenaren**

Art. 2. Ambtenaar is elkeen die in vast dienstverband in het Parkeeragentschap tewerkgesteld is.

De ambtenaar valt onder de bepalingen van dit statuut.

Aan de statutaire toestand van de ambtenaar kan alleen een einde worden gemaakt in de gevallen voorzien door de statutaire bepalingen die op hem toepasselijk zijn.

HOOFDSTUK 2. — Rechten en plichten

Art. 3. § 1. De ambtenaar oefent zijn ambt op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit onder het gezag van zijn hiërarchische meerderen.

Hij dient daartoe :

1° de van kracht zijnde wetten en reglementeringen, alsmede de richtlijnen waaronder de gedragsregels inzake deontologie, van de overheid waartoe hij behoort, na te leven;

2° nauwgezet en correct zijn adviezen te formuleren en zijn verslagen op te stellen;

3° de beslissingen zorgvuldig en plichtsbewust uit te voeren.

§ 2. De ambtenaar heeft het recht om met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld, zowel door zijn hiërarchische meerderen, door zijn collega's, als door zijn ondergeschikten.

Hij dient zijn collega's, zijn hiërarchische meerderen en zijn ondergeschikten met waardigheid en hoffelijkheid te behandelen. Hij vermijdt elk woord, elke houding, elk voorkomen dat deze waardigheid en

cette courtoisie ou obérer le bon fonctionnement du service.

§ 3. Sans préjudice de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, l'agent informe son supérieur hiérarchique ou, si nécessaire, un supérieur hiérarchique plus élevé, de toute illégalité ou irrégularité dont il a connaissance.

§ 4. L'agent traite les usagers de ses services avec bienveillance. Dans la manière dont il répond aux demandes des usagers ou dont il traite les dossiers, il respecte strictement les principes de neutralité, d'égalité de traitement et de respect des lois, règlements et directives.

Même en dehors de l'exercice de ses fonctions, l'agent évite tout comportement contraire à la dignité de ses fonctions. Il évite aussi toute situation où, même par personne interposée, il pourrait être associé à des occupations contraires à la dignité de ses fonctions.

§ 5. L'agent ne peut solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en-dehors de ses fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques. Ne sont pas visés les cadeaux symboliques de faible valeur échangés entre agents dans l'exercice normal de leurs fonctions.

§ 6. L'agent ne se place pas et ne se laisse pas placer dans une situation de conflits d'intérêts, c'est-à-dire une situation dans laquelle il a par lui-même ou par personne interposée un intérêt personnel susceptible d'influer sur l'exercice impartial et objectif de ses fonctions ou à créer la suspicion légitime d'une telle influence.

Lorsqu'un agent estime qu'il a un conflit d'intérêt ou qu'il craint d'en avoir un, il en informe immédiatement son supérieur hiérarchique. Celui-ci lui en donne acte par écrit.

En cas de conflit d'intérêt avéré, le supérieur hiérarchique prend les mesures adéquates pour y mettre fin.

L'agent peut solliciter par écrit l'avis du président du conseil de direction ou de son délégué sur une situation dans laquelle il se trouve afin de savoir si elle est constitutive d'un conflit d'intérêt.

§ 7. L'agent jouit de la liberté d'expression à l'égard des faits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Il lui est uniquement interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de l'autorité, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen, et notamment le droit au respect de la vie privée; cette interdiction vaut également pour les faits qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas encore été prise, ainsi que pour les faits qui, lorsqu'ils sont divulgués, peuvent porter préjudice à la position de concurrence de l'organisme dans lequel l'agent est occupé.

Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent également à l'agent qui a cessé ses fonctions.

§ 8. L'agent a droit à l'information pour tous les aspects utiles à l'exercice de ses tâches.

L'agent se tient au courant d'une façon permanente de l'évolution des techniques, réglementations et recherches dans les matières dont il est professionnellement chargé.

L'agent participe activement au partage des connaissances au sein du service public.

§ 9. L'agent a droit à la formation utile à son travail au sein de l'organisation. L'autorité pourvoit à cette formation et garantit à cet effet l'accès à la formation continue entre autres en vue du développement de la carrière professionnelle.

Les périodes d'absence justifiées par la participation aux activités obligatoires de formation, sont à tout point de vue assimilées à des périodes d'activité de service.

§ 10. Tout agent a le droit de consulter son dossier personnel.

CHAPITRE 3. — *Les grades*

Art. 4. Les agents des Agence du stationnement sont nommés à des grades.

Art. 5. Le grade est le titre qui situe l'agent à un rang et qui l'habilite à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades sont classés par niveau et par rang.

deze hoffelijkheid in het gedrang zou kunnen brengen of de goede werking van de dienst zou kunnen schaden.

§ 3. Onverminderd artikel 29 van het Wetboek van strafvordering stelt de ambtenaar zijn hiërarchische meerdere of, indien nodig, een hogere hiërarchische meerdere op de hoogte van elke onwettigheid of onregelmatigheid waarvan hij kennis heeft.

§ 4. De ambtenaar behandelt de gebruikers van zijn diensten met welwillendheid. In de manier waarop hij de vragen van de gebruikers beantwoordt of waarop hij de dossiers behandelt, eerbiedigt hij op een strikte manier de beginselen van neutraliteit, van gelijkheid in behandeling en van naleving van de wetten, de reglementen en de richtlijnen.

Zelfs buiten de uitoefening van zijn ambt vermijdt de ambtenaar elk gedrag dat in strijd is met de waardigheid van zijn ambt. Hij vermijdt evenzeer elke toestand waarbij hij, zelfs door een tussenpersoon, in verband zou kunnen gebracht worden met bezigheden die in strijd zijn met de waardigheid van zijn ambt.

§ 5. De ambtenaar mag, noch rechtstreeks, noch door een tussenpersoon, zelfs buiten zijn ambtsuitoefening, maar op basis ervan, giften, beloningen of enig voordeel vragen, eisen of aannemen. Dit slaat niet op symbolische geschenken van kleine waarde uitgewisseld tussen ambtenaren in de normale uitoefening van hun ambt.

§ 6. De ambtenaar plaatst zich niet en laat zich niet plaatsen in een toestand van belangenconflicten, dit wil zeggen in een toestand waarin hij door zichzelf of door een tussenpersoon een persoonlijk voordeel heeft dat van die aard is om de onpartijdige en objectieve uitoefening van zijn ambt te beïnvloeden of de gewettigde verdenking te doen ontstaan van zulke invloed.

Wanneer een ambtenaar van oordeel is dat hij een belangenconflict heeft of vrees te hebben, brengt hij zijn hiërarchische meerdere hierover onmiddellijk op de hoogte. Deze verleent hem hiervan schriftelijk akte.

In geval van een erkend belangenconflict, neemt de hiërarchische meerdere de passende maatregelen om er een einde aan te stellen.

De ambtenaar kan schriftelijk om het advies van de voorzitter van de directieraad of van diens afgevaardigde, vragen over een toestand waarin hij zich bevindt, dit om te weten of deze de oorzaak is van een belangenconflict.

§ 7. De ambtenaar heeft het recht op vrijheid van meningsuiting ten aanzien van de feiten waarvan hij kennis heeft uit hoofde van zijn ambt.

Het is hem enkel verboden feiten bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, het voorkomen en het bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en in het bijzonder het recht op eerbied voor het privéleven; dit verbod geldt bovendien voor feiten die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen zolang er nog geen eindbeslissing is genomen evenals voor feiten die, wanneer zij bekend worden gemaakt, de mededingingspositie van het organisme waarin de ambtenaar is tewerkgesteld, kunnen schaden.

De bepalingen van de voorgaande leden gelden eveneens voor de ambtenaar die zijn ambt heeft neergelegd.

§ 8. De ambtenaar heeft recht op informatie wat alle aspecten betreft die nuttig zijn voor de taakvervulling.

De ambtenaar houdt zich permanent op de hoogte van de ontwikkeling van de technieken, regelingen en onderzoeken in de materies waarmee hij beroepshalve belast is.

De ambtenaar neemt op actieve wijze deel aan de kennisdeling binnen de openbare dienst.

§ 9. De ambtenaar heeft recht op opleiding die nuttig is voor zijn functioneren in de organisatie. De overheid voorziet in die opleiding en waarborgt tevens de toegang tot de voortgezette opleiding onder meer met het oog op de uitbouw van de beroepsloopbaan.

Periodes van afwezigheid gerechtvaardigd door deelname aan verplichte opleidingsactiviteiten worden in ieder opzicht gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

§ 10. Elke ambtenaar heeft het recht zijn persoonlijk dossier te raadplegen.

HOOFDSTUK 3. — *De graden*

Art. 4. De ambtenaren van het Parkeeragentschap worden benoemd in graden

Art. 5. De graad is de titel op grond waarvan de ambtenaar met een rang bekleed is en waardoor hij gemachtigd is een betrekking in te nemen die met deze graad overeenstemt.

De graden worden gerangschikt per niveau en per rang.

Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie, selon la qualification de la formation et des aptitudes qui doivent être attestées pour que ce grade puisse être attribué.

Le rang détermine l'importance relative d'un grade dans son niveau.

Art. 6. Chaque rang est désigné par une lettre suivie d'un chiffre; la lettre renvoie au niveau; le chiffre situe le rang dans le niveau, le plus haut chiffre correspondant au rang le plus élevé.

Les rangs sont répartis entre les niveaux comme suit :

- 1° au niveau A, six rangs, à savoir les rangs A1, A2, A3, A4, A4+ et A5;
- 2° au niveau B, deux rangs, à savoir les rangs B1 et B2;
- 3° au niveau C, deux rangs, à savoir les rangs C1 et C2;
- 4° au niveau D, deux rangs, à savoir les rangs D1 et D2;
- 5° au niveau E, deux rangs à savoir les rangs E1 et E2.

Le niveau A est le niveau le plus élevé.

Art. 7. Les grades suivants sont créés :

- au rang A5 : directeur général;
- au rang A4+ : directeur général adjoint;
- au rang A4 : directeur-chef de service;
- au rang A3 : directeur;
 - ingénieur directeur;
- au rang A2 : premier attaché;
 - premier ingénieur;
- au rang A1 : attaché;
 - ingénieur;
- au rang B2 : assistant principal;
- au rang B1 : assistant;
- au rang C2 : adjoint principal;
- au rang C1 : adjoint;
- au rang D2 : commis principal;
- au rang D1 : commis;
- au rang E2 : préposé principal;
- au rang E1 : préposé.

CHAPITRE 4. — *Du cadre du personnel*

Art. 8. Le cadre du personnel définit le nombre des emplois par niveau, par rang et par grade jugés nécessaires à l'exécution des missions permanentes assignées à l'Agence du stationnement.

Art. 9. Le Gouvernement fixe, sur proposition du Conseil d'Administration, le cadre du personnel. Il fixe, sur proposition du Conseil de direction, parmi les emplois de premier attaché de rang A2 le nombre d'emplois d'expert de haut niveau.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par emploi d'expert de haut niveau, un emploi pour lequel l'accent est mis sur les connaissances spécialisées approfondies relatives aux matières traitées, qui sont exigées pour exercer l'emploi.

Art. 10. Le conseil de direction rédige les descriptions de fonction.

A chaque description de fonction sont jointes les qualifications. Il y a lieu d'entendre par qualifications l'ensemble des connaissances et aptitudes requises pour exercer la fonction.

Art. 11. Le conseil d'administration fixe l'organigramme.

L'organigramme de l'Agence du stationnement ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, sont communiqués à tous les membres du personnel au moyen d'une note de service ou par tout autre moyen de communication interne.

CHAPITRE 5. — *Des fonctionnaires dirigeants*

Art. 12. Les fonctionnaires dirigeants sont le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint qui sont respectivement le directeur général et directeur général adjoint.

Art. 13. Les fonctionnaires dirigeants peuvent, dans la limite de leurs compétences, déléguer leurs compétences, en tout ou en partie, aux agents de niveaux A et B qu'ils désignent.

Het niveau van een graad bepaalt de plaats van die graad in de hiërarchie volgens de kwalificatie van de vorming en de geschiktheid waarvan blijkt moet gegeven opdat die graad kan worden toegekend.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in zijn niveau.

Art. 6. Elke rang wordt aangeduid met een letter gevolgd door een cijfer; de letter verwijst naar het niveau; het cijfer plaatst de rang binnen het niveau. Het hoogste cijfer stemt overeen met de hoogste rang.

De rangen worden als volgt verdeeld onder de niveaus:

- 1° in niveau A, zes rangen, nl. De rangen A1, A2, A3, A4, A4+ en A5;
- 2° in niveau B, twee rangen, nl. de rangen B1 en B2;
- 3° in niveau C, twee rangen, nl. de rangen C1 en C2;
- 4° in niveau D, twee rangen, nl. de rangen D1 en D2;
- 5° in niveau E, twee rangen, nl. De rangen E1 en E2.

Het niveau A is het hoogste niveau.

Art. 7. De volgende graden worden gecreëerd :

- in rang A5: directeur-generaal;
- in rang A4+ : adjunct-directeur-generaal;
- in rang A4: directeur-diensthofd;
- in rang A3 :directeur;
 - ingenieur-directeur;
- in rang A2 :eerste attaché;
 - eerste ingenieur;
- in rang A1 :attaché;
 - ingenieur;
- in rang B2 : eerste assistent;
- in rang B1 : assistent;
- in rang C2: eerste adjunct;
- in rang C1: adjunct;
- in rang D2: eerste klerk;
- in rang D1 : klerk;
- in rang E2: eerste beambte;
- In rang E1: beambte.

HOOFDSTUK 4. — *De personeelsformatie*

Art. 8. De personeelsformatie drukt het aantal betrekkingen per niveau, rang en graad uit dat noodzakelijk wordt geacht om de permanente opdrachten van het Parkeeragentschap uit te voeren.

Art. 9. De Regering stelt, op voordracht van de Raad van Bestuur, de personeelsformatie vast. Zij bepaalt, op voorstel van de directieraad, onder de betrekkingen van eerste attaché van rang A 2 het aantal expertbetrekkingen van hoog niveau.

Voor de toepassing van dit artikel dient te worden verstaan onder expertbetrekking van hoog niveau, een betrekking waarbij de klemtoon ligt op de uitgebreide gespecialiseerde kennis van de behandelde aangelegenheden die worden vereist voor de uitoefening van de betrekking.

Art. 10. De directieraad stelt de functiebeschrijvingen op.

Aan iedere functiebeschrijving worden de kwalificaties toegevoegd. Er dient onder kwalificaties te worden verstaan het geheel van kennis en vaardigheden die vereist zijn om de functie uit te oefenen.

Art. 11. De raad van bestuur stelt het organigram vast.

Het organigram van het Parkeeragentschap, evenals elke wijziging die er wordt aan aangebracht, wordt bij wijze van dienstnota of onverschillig welk ander intern communicatiemiddel aan alle personeelsleden medegedeeld.

HOOFDSTUK 5. — *De leidende ambtenaren*

Art. 12. De leidende ambtenaren zijn de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar die respectievelijk de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal zijn.

Art. 13. De leidende ambtenaren kunnen binnen de perken van hun bevoegdheden, hun bevoegdheden geheel of gedeeltelijk delegeren aan de ambtenaren van niveau A en B die zij aanwijzen

CHAPITRE 6. — *Du conseil de direction*

Art. 14. Le conseil de direction comprend les fonctionnaires dirigeants et les agents de rang A4; il peut être complété par des agents de rang A3 désignés par le conseil d'administration.

Le conseil de direction est présidé par le directeur général ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le directeur général adjoint.

Dans le cas où les deux sont absents ou empêchés, le conseil de direction est présidé par le membre désigné par le directeur général ou le directeur général adjoint.

Art. 15. Le conseil de direction établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 16. Le conseil de direction est chargé des missions que le présent statut lui attribue.

Le conseil de direction peut être saisi pour avis de toute question touchant à l'organisation de l'Agence du stationnement par un de ses membres.

CHAPITRE 7. — *De la commission de recours commune en matière de fonction publique*

Art. 17. § 1 La commission de recours commune en matière de fonction publique instituée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour les recours en matière de stage, d'évaluation, d'absences, de congés, de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive, selon les mêmes règles de procédure et de fonctionnement.

§ 2. En vertu de l'article 16, les agents de l'Agence du stationnement seront soumis aux règles de procédure prévues par l'arrêté du 26 septembre 2002.

CHAPITRE 8. — *Des commissions de sélection et de la commission d'évaluation*

Art. 18. Il est créé des commissions de sélection compétentes en vue de l'attribution des emplois de mandat visés à l'article 84. Les commissions de sélection sont composées en fonction des emplois de mandat à attribuer et comprennent, chacune, cinq membres au moins et sept membres au plus.

Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, désigne les membres de chacune des commissions de sélection chaque fois qu'un emploi de mandat visé à l'article 84 est déclarée vacante et désigne le président parmi ceux-ci. Les membres des commissions de sélection disposent d'une expertise en rapport avec les matières qui relèvent de l'emploi de mandat à attribuer et/ou en rapport avec le management du secteur public. La désignation des membres des commissions de sélection est limitée à la procédure de sélection pour laquelle ils ont été désignés.

Les deux tiers au plus des membres de chacune des commissions de sélection appartiennent au même sexe.

Pour l'ensemble des commissions de sélection, le ministre :

1° désigne deux secrétaires effectifs et deux secrétaires suppléants de rôle linguistique différent;

2° fixe l'allocation accordée au président et aux membres;

Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, établit le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection.

Les commissions de sélection remplissent les missions qui leur sont assignées par le présent arrêté.

Le Gouvernement peut, sur la proposition du ministre, désigner un bureau externe de sélection et d'assessment pour assister la commission de sélection dans ses activités.

Art. 19. Quiconque aurait un intérêt en quelle que qualité que ce soit dans la procédure de sélection ne peut être désigné comme membre de la commission de sélection.

Les membres de la commission de sélection sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Art. 20. § 1 Il est créé une commission d'évaluation chargée de l'évaluation des titulaires de mandat visée à l'article 132. La commission d'évaluation est composée de sept membres qui disposent d'une

HOOFDSTUK 6. — *De directieraad*

Art. 14. De directieraad bestaat uit de leidende ambtenaren en de ambtenaren van rang A4; deze kan worden aangevuld door ambtenaren van rang A3 aangewezen door de raad van bestuur.

De directieraad wordt voorgezeten door de directeur-generaal of, bij afwezigheid of verhinderd, door de adjunct-directeur-generaal.

Indien beiden afwezig of verhinderd zijn, wordt de directieraad voorgezeten door het lid aangewezen door de directeur-generaal of door de adjunct-directeur-generaal.

Art. 15. De directieraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 16. De directieraad is belast met de opdrachten die dit statuut hem toekent.

Bij de directieraad kan elke aangelegenheid die betrekking heeft op de organisatie van het Parkeeragentschap aanhangig gemaakt worden voor advies door één van haar leden.

HOOFDSTUK 7. — *De gemeenschappelijke commissie van beroep inzake ambtenarenzaken*

Art. 17. § 1 De gemeenschappelijke commissie van beroep inzake openbaar ambt ingesteld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 26 september 2002 houdende het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is bevoegd voor beroepen inzake stage, evaluatie, afwezigheid, verlof, beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid volgens dezelfde regels inzake procedure en werking.

§ 2. Krachtens artikel 16, zullen de agenten van het Parkeeragentschap onderworpen worden aan de procedureregels voorzien in het besluit van 26 september 2002.

HOOFDSTUK 8. — *De selectiecommissies en de evaluatiecommissie*

Art. 18. Met het oog op de toekenning van de mandaatbetrekkingen bedoeld in artikel 84 worden er hiertoe bevoegde selectiecommissies opgericht. De selectiecommissies worden samengesteld in functie van de te begeven mandaatbetrekkingen en bestaan elk uit ten minste vijf en ten hoogste zeven leden.

De Regering wijst op voordracht van de minister de leden van een selectiecommissie aan telkens als een mandaatbetrekking bedoeld in artikel 84 vacant wordt verklaard en duidt één onder hen aan als voorzitter. De leden van de selectiecommissies beschikken over expertise met betrekking tot de materies die ressorteren onder de te begeven mandaatbetrekking en/of met betrekking tot overheidsmanagement. De aanstelling van de leden van een selectiecommissie is beperkt tot de selectieprocedure waarvoor zij zijn aangesteld.

Ten hoogste twee derden van de leden van een selectiecommissie behoort tot hetzelfde geslacht.

De minister, voor het geheel van de selectiecommissies:

1° duidt twee effectieve en twee plaatsvervangende secretarissen aan die tot een verschillende taalrol behoren;

2° bepaalt de vergoeding toegekend aan de voorzitter en de leden van de selectiecommissies;

De Regering, op voorstel van de minister, stelt het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies op.

De selectiecommissies vervullen de opdrachten die hen worden toegewezen door dit besluit.

De Regering kan, op voordracht van minister, een extern selectie- en assessmentbureau aanstellen dat de selectiecommissie ondersteunt in zijn werkzaamheden.

Art. 19. Niemand kan worden aangeduid tot lid van een selectiecommissie die in welke hoedanigheid dan ook belang heeft bij de desbetreffende selectieprocedure.

De leden van de selectiecommissies zijn gebonden tot geheimhouding omtrent de beraadslagingen en besluiten alsmede aangaande elke inlichting waarvan zij kennis zouden hebben gekregen bij het uitvoeren van hun opdracht.

Art. 20. § 1 Met het oog op de evaluatie van de mandaathouders bedoeld in artikel 132 wordt er een evaluatiecommissie opgericht. De evaluatiecommissie bestaat uit zeven leden die beschikken over

expertise en rapport avec le management du secteur public et qui ne ressortissent pas aux services qui relèvent de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Une allocation peut être accordée par le Gouvernement aux membres de la commission d'évaluation.

Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, désigne les membres de la commission d'évaluation ainsi que le président parmi ceux-ci. Le gouvernement désigne également sur proposition du ministre quatre membres suppléants qui répondent aux mêmes critères que les membres effectifs. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre, un suppléant est désigné par le président. En cas d'absence du président, la présidence est attribuée au plus âgé des membres effectifs présents.

Les membres sont désignés pour une période de cinq ans. Leur désignation est renouvelable.

Les deux tiers au plus des membres appartiennent au même sexe.

Le ministre désigne deux secrétaires effectifs et deux secrétaires suppléants de rôle linguistique différent pour assister la commission d'évaluation.

Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, établit le règlement d'ordre intérieur des commissions d'évaluation.

La commission d'évaluation remplit les missions qui lui sont assignées par le présent arrêté. Le Gouvernement peut lui confier des compétences supplémentaires.

Les membres de la commission d'évaluation qui en quelle que qualité que ce soit seraient concernés par un dossier examiné par la commission s'abstiennent de siéger.

TITRE 3. — DU RECRUTEMENT, DU STAGE ET DE LA NOMINATION

CHAPITRE 1^{er}. — *Du recrutement*

Section 1^{re}. — Des modes d'attribution des emplois, des conditions de recrutement et des grades de recrutement

Art. 21. Un emploi vacant est attribué à un candidat à la mobilité interne, à un lauréat d'un concours d'accession au niveau supérieur ou à un lauréat d'un concours de recrutement.

Le lauréat d'un concours d'accession au niveau supérieur a priorité par rapport à un candidat à la mobilité interne.

Art. 22. § 1^{er}. Nul ne peut être nommé agent s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- 1° réunir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;
- 2° réussir le concours de recrutement prévu;
- 3° accomplir avec succès le stage probatoire;
- 4° justifier de la possession de l'aptitude médicale éventuellement exigée pour la fonction à exercer.

§ 2. Nul ne peut être nommé agent s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

1° être Belge lorsque les fonctions à exercer sont liées à l'exercice de la puissance publique et destinées à sauvegarder les intérêts généraux de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région;

2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon l'annexe 2 du présent arrêté. Préalablement au concours de recrutement, il peut être dérogé par décision motivée à cette condition par le conseil d'administration, dans le cas d'une pénurie sur le marché du travail.

expertise met betrekking tot overheidsmanagement en die niet behoren tot diensten die ressorteren onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. De Regering kan een vergoeding toekennen aan de leden van het evaluatiecomité.

De Regering wijst op voordracht van de minister de leden van de evaluatiecommissie aan alsook de voorzitter onder hen. De Regering wijst eveneens op voordracht van de minister vier plaatsvervangende leden aan die beantwoorden aan dezelfde criteria als de effectieve leden. Wanneer één van de leden afwezig of verhinderd is, wijst de voorzitter het plaatsvervangend lid aan dat hem zal vervangen. Wanneer de voorzitter afwezig is, komt het voorzitterschap toe aan het oudste effectieve lid.

De leden worden aangesteld voor een periode van vijf jaar. Hun aanstelling is hernieuwbaar.

Ten hoogste twee derden van de leden van de evaluatiecommissie behoort tot hetzelfde geslacht.

De minister duidt twee effectieve en twee plaatsvervangende secretarissen aan van verschillende taalrol om de evaluatiecommissie bij te staan.

De Regering, op voorstel van de minister, stelt het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissies op.

De evaluatiecommissie vervult de opdrachten die haar worden toegewezen door dit besluit. De Regering kan haar bijkomende bevoegdheden toewijzen.

Leden van de evaluatiecommissie die in welke hoedanigheid dan ook bij een door de commissie onderzocht dossier betrokken zijn, onthouden zich van zitting.

TITEL 3. — DE WERVING, DE STAGE EN DE BENOEMING

HOOFDSTUK I. — *De werving*

Afdeling 1. — Toekenningswijzen van de betrekkingen, de wervingsvoorwaarden en de wervingsgraden

Art. 21. Een vacante betrekking wordt toegewezen aan een kandidaat van de interne mobiliteit, een lauréat van een vergelijkend overgangsexamen naar een hoger niveau of een lauréat van een vergelijkend wervingsexamen.

De geslaagde van een vergelijkend overgangsexamen naar een hoger niveau heeft voorrang ten opzichte van een kandidaat voor de interne mobiliteit.

Art. 22. § 1. Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd indien hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° de voor de te verlenen betrekking bepaalde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;
- 2° slagen voor het voorgeschreven vergelijkend wervingsexamen;
- 3° met goed gevolg de stage volbrengen;
- 4° bewijzen dat hij de eventuele vereiste medische geschiktheid voor het uit te oefenen ambt bezit.

§ 2. Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hiernavolgende algemene toelaatbaarheidsvereisten :

1° Belg zijn wanneer de uit te oefenen functies verband houden met de uitoefening van het openbaar gezag en ten doel hebben de algemene belangen van de Staat, van een Gemeenschap of van een Gewest te behartigen;

2° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens bijlage 2 van dit besluit. Hiervan kan, voorafgaand aan het vergelijkend wervingsexamen, door de raad van bestuur, bij gemotiveerde beslissing worden afgeweken in geval van schaarste op de arbeidsmarkt.

Art. 23. Des concours de recrutement sont organisés pour les grades des rangs A1, B1, C1, D1 et E1.

Sont considérés comme grades de recrutement :

au niveau A,

rang A1 : attaché;

ingénieur;

au niveau B, rang B1 : assistant;

au niveau C, rang C1 : adjoint;

au niveau D, rang D1 : commis;

au niveau E, rang E1 : préposé.

Section 2. — Organisation des concours de recrutement et constitution des jurys d'examens

Art. 24. Les concours de recrutement sont organisés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut toutefois, sous sa surveillance, confier à SELOR tout ou partie de l'organisation des concours, en accord avec le ministre. Le conseil d'administration annonce l'organisation des concours de recrutement au moins par un avis au *Moniteur belge*.

Art. 25. § 1^{er}. Des jurys d'examens de recrutement sont constitués lors de chaque concours de recrutement.

Les jurys comprennent un président ainsi que deux assesseurs au moins ou leurs suppléants. Le président et les assesseurs ou leurs suppléants ont voix délibérative. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil d'administration désigne les membres du jury parmi les personnalités particulièrement qualifiées en raison de leur compétence.

Une allocation peut être accordée aux membres du jury visés. Le conseil d'administration fixe le montant de cette allocation.

§ 2. Les délégués des organisations syndicales représentatives peuvent assister aux séances. Ils ne peuvent avoir de contacts avec les candidats. Ils sont invités au moins huit jours avant chaque épreuve.

Ils ne peuvent quitter la séance qu'après l'expiration du temps mentionné dans l'invitation ou de l'accord du président. Ils ne peuvent assister aux délibérations.

§ 3. S'il est fait appel à SELOR, l'administrateur délégué de SELOR organise le déroulement des épreuves en accord avec le conseil d'administration.

Art. 26. Lors de l'organisation d'un concours de recrutement, le conseil d'administration fixe la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives aux diplômes ou certificats d'études et le cas échéant à la condition d'un âge minimum ou à des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles.

L'avis du moniteur mentionne au moins la date limite de candidature et la constitution éventuelle d'une réserve des lauréats. Le cas échéant, il précise la durée et l'importance de cette réserve.

Les candidats disposent d'au moins quatorze jours pour se porter candidat.

Le conseil d'administration ou le cas échéant l'administrateur délégué de SELOR ou son délégué fixe la date et le lieu de l'examen, arrête la liste des candidats et les convoque par lettre au moins huit jours avant la date de chaque épreuve de sélection. Ce délai commence à partir de la date de réception de la convocation. Le destinataire est supposé en avoir pris connaissance le troisième jour ouvrable qui suit celui où la lettre a été remise aux services de l'opérateur postal, sauf preuve contraire du destinataire.

Les candidats absents, sont exclus.

Dès que le cas échéant le conseil d'administration ou l'administrateur délégué de SELOR constate que, pendant un concours de recrutement, un candidat ne remplit pas, ou ne pourra pas remplir, une des conditions générales ou spéciales d'admissibilité requises pour la fonction pour laquelle l'intéressé concourt, celui-ci est exclu du concours et en est informé.

Section 3. — De la constitution des réserves de lauréats.

Art. 27. Le conseil d'administration décide pour chaque concours de recrutement si une réserve de lauréats, appelée réserve générale, doit ou non être constituée.

Art. 23. Vergelijkende wervingsexamens worden georganiseerd voor de graden van rang A1, B1, C1, D1 en E1.

Worden beschouwd als wervingsgraden:

in niveau A,

rang A1 :attaché;

ingenieur;

in niveau B, rang B1 : assistant;

in niveau C, rang C1 : adjunct;

in niveau D, rang D1 : klerk;

in niveau E, rang E1 : beambte.

Afdeling 2. — Organisatie van de wervingsexamens en samenstelling van de examenjury's

Art. 24. De vergelijkende wervingsexamens worden georganiseerd door de raad van bestuur. De raad van bestuur kan echter onder zijn toezicht de organisatie van deze wervingsexamens geheel of gedeeltelijk opdragen aan SELOR. De raad van bestuur maakt de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens bekend met op zijn minst een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 25. § 1. Wervingsexamenjury's worden samengesteld voor elk vergelijkend wervingsexamen.

De jury's bestaan uit een voorzitter en ten minste twee assessoren of hun plaatsvervangers. De voorzitter en de assessoren of hun plaatsvervangers zijn stemgerechtigd. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

De raad van bestuur wijst de juryleden aan onder personen die, wegens hun bevoegdheid of hun specialisatie, bijzonder geschikt zijn.

Een vergoeding kan worden toegekend aan de leden van de jury. De raad van bestuur bepaalt het bedrag van deze vergoeding.

§ 2. De afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties mogen de zittingen bijwonen. Zij mogen geen contact hebben met de kandidaten. Zij worden minstens acht dagen vóór de datum van elk gedeelte opgeroepen.

Zij mogen de zitting pas verlaten na het verstrijken van de tijd vermeld in de uitnodiging of met de instemming van de voorzitter. Zij mogen niet aanwezig zijn tijdens de deliberatie.

§ 3. Indien beroep gedaan wordt op SELOR organiseert de afgevaardigde bestuurder van SELOR het verloop van de proeven in overeenstemming met de raad van bestuur.

Art. 26. Bij het organiseren van een vergelijkend wervingsexamen stelt de raad van bestuur de datum vast waarop de kandidaten moeten voldoen aan de vereisten inzake diploma's of studiegetuigschriften en in voorkomend geval, aan de vereiste inzake minimumleeftijd of aan de bijzondere vereisten inzake beroepsbekwaamheid.

Het bericht in het Staatsblad vermeldt ten minste de uiterste datum van de kandidaatstelling en of er eventueel een reserve van de geslaagden wordt aangelegd. In voorkomend geval wordt de duur en de omvang ervan meegedeeld.

De kandidaten beschikken over ten minste veertien dagen om zich kandidaat te stellen.

De raad van bestuur of in voorkomend geval de afgevaardigde bestuurder van SELOR of zijn afgevaardigde legt de datum en de plaats van het examen vast, stelt de lijst van de kandidaten vast en roept ze minstens acht dagen vóór de datum van elk selectiegedeelte op. Deze termijn begint vanaf de ontvangstdatum van de oproep. De ontvanger wordt verondersteld ervan kennis te hebben genomen drie werkdagen nadat de brief aan de postdienstoperator werd overhandigd, behoudens tegenbewijs van de ontvanger.

De kandidaten die afwezig zijn, worden uitgesloten.

Zodra in voorkomend geval de raad van bestuur of de afgevaardigde bestuurder van SELOR, tijdens een vergelijkend wervingsexamen, vaststelt dat een kandidaat niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan een van de algemene of bijzondere toelaatbaarheidsvereisten vereist voor de functie waarnaar de betrokkene mededingt, sluit hij deze van het vergelijkend wervingsexamen uit en brengt hem hiervan op de hoogte.

Afdeling 3. — Vorming van de reserves van de geslaagden

Art. 27. De raad van bestuur bepaalt voor elk wervingsexamen of er al dan niet een reserve van geslaagden, algemene reserve genaamd, wordt aangelegd.

Lorsqu'il décide de l'organisation d'épreuves complémentaires telles que visées à l'article 31 du présent arrêté, il décide si une ou plusieurs réserves de lauréats, appelées réserves spécifiques, doivent ou non être constituées.

La réserve a une durée de validité de deux ans. Le conseil d'administration peut fixer une autre durée. Il en informe les candidats.

Il peut également prolonger la durée de validité d'une réserve existante par périodes d'un an lorsque les besoins des services le justifient. Il en informe les lauréats.

Il peut déterminer préalablement à la constitution d'une réserve le nombre de lauréats admis dans cette réserve.

Section 4. — De la description des fonctions, du programme du concours de recrutement et des autres conditions de recrutement éventuelles

Art. 28. Le conseil d'administration fixe :

1° la description de fonction de l'emploi ou des emplois correspondant au grade de recrutement et la qualification requise des agents à recruter;

2° le programme du concours de recrutement.

Le conseil d'administration peut :

1° imposer des conditions particulières de recrutement lorsque la nature de la fonction l'exige;

2° préciser quels diplômes confèrent l'accès à la fonction pour laquelle un concours de recrutement est organisé;

3° imposer, pour un concours déterminé, des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles acquises consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer;

4° admettre à un concours déterminé, les étudiants qui accomplissent la dernière année d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou le certificat d'études exigé lorsque le conseil d'administration présume que les participants ne seront pas assez nombreux pour qu'il y ait suffisamment de candidats ou de lauréats; en ce cas, sont également admis à cette sélection ceux qui ont satisfait à l'épreuve relative à l'avant-dernière année et qui déclarent qu'ils se présenteront devant le jury de leur Communauté pour l'épreuve relative à la dernière année; les lauréats de ces concours ne peuvent toutefois faire valoir, en vue d'une nomination, le bénéfice de leur classement qu'à partir du jour où ils auront produit le diplôme ou certificat d'études exigé;

5° admettre, pour le concours de recrutement à un grade déterminé et lorsque les exigences des fonctions à exercer ne s'y opposent pas, outre les diplômes et certificats d'études indiqués à l'article 21, § 2, 4°, d'autres diplômes et certificats qu'il désigne parmi les suivants :

a) diplômes et certificats d'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement artistique de promotion socioculturelle;

a) diplômes et certificats d'enseignement technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice;

6° exiger, pour le concours de recrutement à des fonctions déterminées des niveaux D et E, la possession de diplômes et certificats d'études ou de formation qu'il désigne lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé des fonctions à exercer;

7° admettre, pour le concours de recrutement à des grades déterminés des niveaux A, B et C, les porteurs de diplômes ou certificats de formation qu'il désigne lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé des fonctions à exercer, et pour autant que les détenteurs de ces diplômes ou certificats soient également porteurs d'un des titres d'études prévus à l'article 22, § 2, 4°.

Section 5. — De la détermination des points

Art. 29. Le conseil d'administration détermine:

1° le nombre de points attribués à l'ensemble du concours, à chacune des épreuves et, le cas échéant, à leurs subdivisions,

2° le minimum de points qui est exigé pour l'ensemble du concours, pour chaque épreuve ou pour chaque matière déterminée ou pour chaque groupe de matières.

Zo hij beslist om bijkomende proeven te organiseren, zoals bedoeld in artikel 31 van dit besluit, beslist hij of er al dan niet een of meerdere reserves van de geslaagden, bijzondere reserves genaamd, moeten worden aangelegd.

De reserve heeft een geldigheidsduur van twee jaar. De raad van bestuur kan een andere duur bepalen. Hij licht de kandidaten ter zake in.

Hij kan ook de geldigheidsduur van een bestaande reserve met telkens een jaar verlengen indien de behoeften van de diensten dit rechtvaardigen. Hij licht de laureaten ter zake in.

Voorafgaand aan de vorming van een wervingsreserve, kan hij het aantal toelaatbare geslaagden in deze reserve bepalen.

Afdeling 4. — Functiebeschrijving, programma van het wervingsexamen en andere eventuele wervingsvoorwaarden

Art. 28. De raad van bestuur bepaalt:

1° de functiebeschrijving van de betrekking(en) overeenstemmend met de wervingsgraad en de vereiste kwalificatie van de te werven ambtenaren;

2° het programma van het vergelijkend wervingsexamen.

De raad van bestuur kan:

1° bijzondere wervingsvoorwaarden opleggen wanneer de aard van het ambt het vereist;

2° nader bepalen welke diploma's in het bijzonder toegang verlenen tot het ambt waarvoor een vergelijkend wervingsexamen wordt uitgeschreven;

3° voor een bepaald vergelijkend wervingsexamen bijzondere eisen stellen inzake beroepsbekwaamheid verworven door het bezit van praktische kennis of de uitoefening van een vorige werkzaamheid, wanneer de aard van de te verlenen betrekkingen zodanige eisen wettigt;

4° tot een bepaald examen de studenten toelaten die in het laatste jaar zitten van de studies voor het behalen van het vereiste diploma of getuigschrift wanneer de raad van bestuur vermoedt dat het aantal deelnemers niet groot genoeg zal zijn om voldoende kandidaten of geslaagden op te leveren; in dat geval worden zij die geslaagd zijn voor het examen van het voorlaatste jaar en verklaren dat zij het examen van het laatste jaar voor de examencommissie van hun Gemeenschap zullen afleggen ook tot dat wervingsexamen toegelaten. Voor hun benoeming kunnen de geslaagden van deze wervingsexamens zich slechts vanaf de dag waarop zij het vereiste diploma of studiegetuigschrift hebben voorgelegd, op hun rangschikking beroepen;

5° behalve de in artikel 21, § 2, 4°, vermelde diploma's en getuigschriften de volgende, door hem aan te wijzen diploma's en getuigschriften aanvaarden voor het wervingsexamen in een bepaalde graad en wanneer de vereisten van het uit te oefenen ambt dit toelaten:

a) diploma's en getuigschriften van het onderwijs voor sociale promotie en van het kunstonderwijs voor socioculturele promotie;

b) diploma's en getuigschriften van het technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan;

6° voor het vergelijkend wervingsexamen in bepaalde functies van de niveaus D en E het bezit van door hem aan te wijzen studie- of opleidingsdiploma's eisen als dit verantwoord is vanwege de technische of de gespecialiseerde aard van de uit te oefenen ambten;

7° voor het vergelijkend wervingsexamen in bepaalde graden van de niveaus A, B en C de houders van door hem aan te wijzen vormingsdiploma's en vormingsgetuigschriften aanvaarden als dit verantwoord is vanwege de technische of de gespecialiseerde aard van het uit te oefenen ambt en voor zover de houders van die diploma's en getuigschriften eveneens houder zijn van één van de studiebewijzen vermeld in artikel 22, § 2, 4°.

Afdeling 5. — Bepaling van de punten

Art. 29. De raad van bestuur bepaalt:

1° het aantal punten dat aan het volledig examen, aan iedere proef en desgevallend aan de onderverdelingen ervan wordt toegekend,

2° het minimum aantal punten dat voor het volledig examen, voor iedere proef of voor elk vak afzonderlijk of voor iedere vakkengroep wordt vereist.

Section 6. — De l'organisation du concours en dehors de l'épreuve complémentaire et du classement général des lauréats

Art. 30. § 1^{er}. Si pour un même concours, plusieurs épreuves sont organisées en dehors de l'épreuve complémentaire visée à l'article 31 du présent arrêté, le conseil d'administration détermine:

1° le nombre maximum de candidats qui, sous réserve de l'obtention du minimum de points fixés, sont admis à une épreuve suivante;

2° les règles suivant lesquelles les candidats sont admis à l'épreuve suivante.

§ 2. Un classement des lauréats, appelé classement général, est établi sur base des résultats obtenus par les lauréats pour les épreuves organisées en dehors de l'épreuve complémentaire visée à l'article 31 du présent arrêté.

Le conseil d'administration détermine préalablement au concours la ou les épreuves prises en compte pour l'établissement du classement général.

Section 7. — De l'épreuve complémentaire et du classement spécifique des lauréats

Art. 31. § 1^{er}. Le conseil d'administration peut décider d'organiser une ou plusieurs épreuves complémentaires, sur base d'une description de fonction déterminée ou de fonctions-type.

Le conseil d'administration fixe, en tenant compte de l'ordre du classement général visé à l'article 30, le nombre de lauréats devant être informés de l'emploi pour lequel une épreuve complémentaire est organisée.

Les lauréats qui ont été informés conformément à l'alinéa précédent notifient leur marque d'intérêt pour l'emploi par lettre recommandée à la poste.

Le conseil d'administration fixe, en tenant compte de l'ordre du classement général visé à l'article 30, le nombre de lauréats visés à l'alinéa précédent qui peuvent participer à l'épreuve complémentaire.

Si, à l'issue de l'épreuve complémentaire organisée pour les lauréats visés à l'alinéa précédent, aucun de ceux-ci n'est jugé apte à la fonction, le conseil d'administration fixe à nouveau le nombre de lauréats se trouvant à la suite du classement général qui peuvent participer à ladite épreuve. Il renouvelle cette opération autant de fois qu'il est nécessaire, en respectant chaque fois l'ordre du classement.

La participation à l'épreuve complémentaire est facultative.

Les candidats à l'épreuve complémentaire sont convoqués par le conseil d'administration dans l'ordre du classement général visé à l'article 30. Ils sont convoqués par lettre au moins dix jours avant la date de l'épreuve. Ce délai commence à partir de la date d'envoi de la convocation. Le destinataire est supposé en avoir pris connaissance le troisième jour ouvrable qui suit celui où la lettre a été remise aux services de l'opérateur postal, sauf preuve contraire du destinataire

Les candidats absents sont exclus.

§ 2. Les lauréats de l'épreuve complémentaire jugés aptes par le jury pour la fonction à exercer font l'objet d'un classement spécifique, distinct du classement général.

Le classement général est maintenu à côté du classement spécifique établi sur base de l'épreuve complémentaire.

§ 3. Sans préjudice de l'application de l'article 27, alinéa 5, du présent arrêté, si, pour une épreuve complémentaire, le conseil d'administration décide de la constitution d'une réserve spécifique, les lauréats de cette épreuve complémentaire non classés en ordre utile y sont versés. Ils maintiennent en même temps leur classement général dans la réserve générale.

Les lauréats d'une ou de plusieurs épreuves complémentaires peuvent faire partie d'une ou de plusieurs réserves spécifiques et, en même temps, de la réserve générale.

Les lauréats d'une épreuve complémentaire qui n'ont pas réussi celle-ci ou qui n'y ont pas participé, maintiennent leur classement général, ainsi que leur classement spécifique établi sur base d'autres épreuves complémentaires qu'ils ont réussies.

Afdeling 6. — Organisatie van het wervingsexamen buiten de aanvullende proef en algemene rangschikking van de geslaagden

Art. 30. § 1. Indien voor eenzelfde vergelijkend examen, meerdere proeven worden georganiseerd buiten de aanvullende proef, bedoeld in artikel 31 van dit besluit, bepaalt de raad van bestuur:

1° het maximum aantal kandidaten bepalen dat, onder voorbehoud van het behalen van het vastgestelde minimumaantal punten, tot een volgende proef wordt toegelaten;

2° de regels volgens dewelke de kandidaten worden toegelaten tot de volgende proef.

§ 2. Een rangschikking van de geslaagden, algemene rangschikking genaamd, wordt opgemaakt op basis van de door de geslaagden behaalde resultaten voor de proeven georganiseerd buiten de aanvullende proef bedoeld in artikel 31 van dit besluit.

De raad van bestuur bepaalt voorafgaandelijk aan het vergelijkende examen, de proef of proeven die in aanmerking komen voor het opmaken van de algemene rangschikking.

Afdeling 7. — Aanvullende proef en bijzondere rangschikking van de geslaagden

Art. 31. § 1. De raad van bestuur kan beslissen om een of meerdere aanvullende proeven te organiseren op basis van een bepaalde functiebeschrijving of typefuncties.

De raad van bestuur bepaalt, rekening houdend met de volgorde van de algemene rangschikking bedoeld in artikel 30, het aantal geslaagden dat moet worden ingelicht over de betrekking waarvoor een aanvullende proef wordt georganiseerd.

De geslaagden die werden ingelicht in overeenstemming met het voorgaande lid, betekenen hun belangstelling voor de betrekking met een aangetekende brief.

De raad van bestuur bepaalt, rekening houdend met de volgorde van de algemene rangschikking bedoeld in artikel 30, het aantal geslaagden bedoeld in het voorgaande lid, dat mag deelnemen aan de aanvullende proef.

Indien, na afloop van de aanvullende proef, die werd georganiseerd voor de in het vorige lid bedoelde geslaagden, geen enkele van deze laatste geschikt wordt geacht voor de functie, bepaalt de raad van bestuur opnieuw het aantal geslaagden, volgend in de algemene rangschikking, die mogen deelnemen aan de genoemde proef. Hij herhaalt deze handeling, zoveel als nodig is, telkens met inachtneming van de volgorde van de rangschikking.

De deelname aan de aanvullende proef is niet verplicht.

De kandidaten voor de aanvullende proef worden door de raad van bestuur opgeroepen in de volgorde van de algemene rangschikking, bedoeld in artikel 30. Zij worden opgeroepen per brief minstens tien dagen voor de datum van de proef. Deze termijn begint vanaf de verzendingdatum van de oproep. De ontvanger wordt verondersteld ervan kennis te hebben genomen drie werkdagen nadat de brief aan de postdienstoperator werd overhandigd, behoudens tegenbewijs van de ontvanger.

De afwezige kandidaten worden uitgesloten.

§ 2. De geslaagden voor de aanvullende proef die door de jury worden geschikt bevonden voor de uit te oefenen functie worden opgenomen in een bijzondere rangschikking, apart van de algemene rangschikking.

De algemene rangschikking wordt gehandhaafd naast de op basis van de aanvullende proef opgestelde bijzondere rangschikking.

§ 3. Onverminderd de toepassing van artikel 27, vijfde lid, van dit besluit, indien de raad van bestuur beslist om een bijzondere reserve te vormen voor een aanvullende proef, worden de niet batig gerangschikte geslaagden van deze aanvullende proef daarin opgenomen. Zij behouden tegelijkertijd hun algemene rangschikking in de algemene reserve.

De geslaagden voor een of meerdere aanvullende proeven kunnen deel uitmaken van een of meerdere bijzondere reserves en, tegelijkertijd, van de algemene reserve.

De geslaagden voor een aanvullende proef, die niet geslaagd zijn voor deze proef of er niet aan deelgenomen hebben, behouden hun algemene rangschikking evenals hun bijzondere rangschikking vastgesteld op basis van andere aanvullende proeven waarvoor zij wel slaagden.

Section 8. — Des modalités d'admission des lauréats

Art. 32. § 1^{er}. Le conseil d'administration établit le procès-verbal fixant le classement des candidats. Il en assure la publication au moniteur belge à moins que la liste ne soit notifiée à tous les candidats qui ont participé au concours.

Chaque lauréat reçoit communication de ses résultats. Ceux-ci figurent au dossier individuel dès sa nomination en qualité d'agent.

§ 2. Les lauréats peuvent demander à ne plus être consultés temporairement. A leur demande écrite, leur candidature est de nouveau prise en considération lors de la consultation suivante.

§ 3. Les lauréats qui ne répondent pas à un appel pour occuper un emploi sont d'office en sursis et ne sont plus appelés aussi longtemps qu'ils n'en font pas la demande par lettre recommandée.

§ 4. Les lauréats de l'épreuve complémentaire peuvent refuser un emploi proposé. Après le troisième refus, ils ne sont plus appelés et ils sont rayés d'office de la réserve générale et des réserves spécifiques.

Après avoir échoué cinq fois à des épreuves complémentaires d'un même concours, le lauréat n'est également plus appelé et il est rayé d'office de la réserve générale et des réserves spécifiques.

Les lauréats qui acceptent un emploi s'engagent à l'occuper. Ceux qui, après cette acceptation, refusent d'entrer en fonction, ne sont plus appelés et sont rayés d'office des dites réserves.

§ 5. Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

§ 6. Après clôture du procès-verbal de l'épreuve complémentaire, les lauréats classés en ordre utile et qui satisfont aux conditions requises sont, dans l'ordre de leur classement spécifique, admis en stage dans la fonction pour laquelle ils ont concouru.

Ils sont affectés à un emploi permanent vacant de ce grade.

Les lauréats qui ont été provisoirement écartés mais satisfont toutefois par après aux conditions requises, sont admis en stage au grade pour lequel ils ont concouru. Ceux qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus.

Section 9. — De l'appel aux réserves relevant des autres autorités

Art. 33. Moyennant l'accord des autorités fédérales ou des autres autorités fédérées, le conseil d'administration peut, pour un recrutement dans un emploi de l'Agence du stationnement, faire appel aux réserves de lauréats qui relèvent de ces autorités.

Il peut décider d'organiser une ou plusieurs épreuves complémentaires selon les règles prévues à l'article 31 du présent arrêté.

Le Conseil d'administration ne peut faire appel à une réserve de recrutement externe que si la réserve de l'Agence du stationnement est épuisée ou qu'elle n'a pas constitué une réserve pour l'emploi ou groupe d'emplois à conférer.

Section 10. — De l'appel en service des lauréats

Art. 34. Lorsqu'un emploi vacant doit être occupé par un lauréat d'un concours de recrutement, le conseil d'administration ou l'agent qu'il désigne à cet effet, appelle en service le candidat sélectionné.

Lorsque le lauréat doit encore respecter un délai de préavis chez son employeur, il est appelé en service le premier jour du mois qui suit l'expiration de ce délai.

CHAPITRE 2. — De l'attribution des emplois de mandats par procédure ouverte

Art. 35. Les mandats des rangs A4, A4+ et A5 sont déclarés vacants par procédure ouverte, lors de laquelle des candidats internes et externes concourent en même temps.

Il y lieu d'entendre par candidats externes, tous les autres candidats que les membres du personnel statutaire de l'Agence du stationnement.

Sans préjudice de l'application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les candidats externes peuvent recevoir un mandat dans l'Agence du stationnement.

Afdeling 8. — Regels voor de toelating van de geslaagden

Art. 32. § 1. De raad van bestuur stelt het proces-verbaal met de rangschikking van de kandidaten vast. Hij maakt ze bekend in het *Belgisch Staatsblad*, tenzij de lijst aan alle deelnemers aan het vergelijkend examen wordt medegedeeld.

Elke geslaagde krijgt kennisgeving van zijn resultaat. Dit wordt in het individueel dossier opgenomen zodra hij tot ambtenaar wordt benoemd.

§ 2. De geslaagden kunnen vragen om tijdelijk niet meer geraadpleegd te worden. Op hun schriftelijk verzoek wordt met hun kandidatuur opnieuw rekening gehouden bij de eerstvolgende raadpleging.

§ 3. De geslaagden die een oproep om een betrekking te bekleden niet beantwoorden, worden van ambtswege geschorst en worden niet meer opgeroepen zolang zij het niet per aangetekend schrijven aanvragen.

§ 4. De geslaagden van de aanvullende proef kunnen een voorgestelde betrekking weigeren. Na de derde weigering worden ze niet meer opgeroepen en van ambtswege uit de algemene reserve en de bijzondere reserves geschrapt.

Na vijf maal niet geslaagd te zijn voor aanvullende proeven voor eenzelfde vergelijkend examen wordt de geslaagde eveneens niet meer opgeroepen en van ambtswege uit de algemene reserve en de bijzondere reserves geschrapt.

De geslaagden die een betrekking aanvaarden, verbinden er zich toe in dienst te treden. Zij die, na deze aanvaarding, weigeren in dienst te treden, worden niet meer opgeroepen en uit de genoemde reserves geschrapt.

§ 5. Onder geslaagden van twee of meer vergelijkende wervingsexamens, wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de minst recente datum werd afgesloten.

§ 6. Na het afsluiten van het proces-verbaal van de aanvullende proef, worden de batig gerangschikte geslaagden die aan de gestelde eisen voldoen, in de orde van hun specifieke rangschikking, tot de stage toegelaten in de functie waarvoor zij hebben medegedongen.

Zij worden voor een vacante vaste betrekking van die graad aangewezen.

De geslaagden die voorlopig werden geweerd doch naderhand aan de gestelde eisen voldoen, worden tot de stage toegelaten in de graad waarvoor zij hebben medegedongen. Zij, die aan deze eisen niet voldoen, worden uitgesloten.

Afdeling 9. — Oproep tot de reserves behorende tot andere overheden

Art. 33. Middels het akkoord van de federale of de andere gefedereerde overheden, kan de raad van bestuur, voor een aanwerving in een betrekking bij het Parkeeragentschap, beroep doen op de reserves van de geslaagden die behoren tot deze overheden.

Hij kan beslissen om een of meerdere aanvullende proeven te organiseren volgens de regels die in artikel 31 van dit besluit voorzien zijn.

De Raad van Bestuur mag slechts beroep doen op een externe wervingsreserve indien de reserve van het Parkeeragentschap is uitgeput is of indien ze geen reserve heeft opgesteld voor de toe te kennen betrekkingen of verzameling betrekkingen.

Afdeling 10. — Oproep tot indiensttreding van de geslaagden

Art. 34. Wanneer een vacante betrekking moet worden ingevuld door een geslaagde van een vergelijkend wervingsexamen, roept de raad van bestuur of de ambtenaar die hij daartoe aanwijst, de geselecteerde kandidaat in dienst.

Wanneer de geslaagde bij zijn werkgever een opzeggingstermijn moet eerbiedigen, wordt hij in dienst geroepen de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van deze termijn.

HOOFDSTUK 2. — Toekenning van de mandaatbetrekkingen via een open procedure

Art. 35. De mandaten van rang A4, A4+ en A5 worden vacant verklaard via een open procedure, waarbij gelijktijdig interne en externe kandidaten meedingen.

Onder externe kandidaten dient te worden verstaan, alle andere kandidaten dan de statutaire personeelsleden van het Parkeeragentschap.

Onverminderd de toepassing van de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten bepaalt de Regering de modaliteiten volgens dewelke de externe kandidaten een mandaat kunnen opnemen bij het Parkeeragentschap.

CHAPITRE 3. — *Du stage*Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 36. Le stagiaire n'a pas la qualité d'agent au sens du présent arrêté.

Sont applicables au stagiaire les dispositions reprises dans le présent arrêté et relatives :

1° aux droits, devoirs, incompatibilités et cumuls d'activités;

2° au régime disciplinaire;

3° aux positions administratives;

4° du statut pécuniaire;

5° de la perte d'office de la qualité d'agent et de la cessation définitive des fonctions;

6° de la durée moyenne maximum du temps de travail.

Le stagiaire bénéficie :

1° des congés de vacances annuelles;

2° des jours fériés;

3° des jours de congé de circonstances;

4° du congé de maternité;

5° du congé de maladie;

6° de la disponibilité pour maladie;

7° des congés pour prendre soin d'une personne gravement malade ou accidentée habitant sous son toit;

8° du congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel;

9° du congé pour exercer un mandat politique;

10° du congé pour interruption de la carrière pour soins palliatifs et du congé pour interruption de la carrière pour congé parental.

Pour l'application du présent article, le stagiaire est considéré comme étant titulaire du grade auquel il s'est porté candidat.

Art. 37. § 1^{er}. Le conseil d'administration fixe les fonctions et grades pour lesquelles des aptitudes médicales sont exigées et précise les conditions d'aptitudes.

§ 2. Dans les cas où il est prévu un examen d'aptitudes physiques conformément à l'arrêté royal du 13 mai 1999 organisant le contrôle médical des agents de certains services publics, le lauréat n'est admissible à la nomination que s'il s'est présenté à l'examen; ce dernier a pour objet de déterminer si l'intéressé est apte à exercer la fonction pour laquelle il s'est porté candidat. S'il ne satisfait pas aux conditions d'aptitudes, il est licencié.

Au plus tard à la date de ce licenciement, il est conclu avec l'intéressé un contrat de travail à durée déterminée, celle-ci étant égale à la durée minimale exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage. Lorsqu'il est dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours ce contrat ou lorsqu'il le devient pendant l'exécution de celui-ci, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le deuxième cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités.

Art. 38. Le candidat à un emploi du niveau A ou B est admis au stage par le conseil d'administration. Le candidat à un emploi du niveau C, D ou E est admis au stage par le conseil d'administration ou son délégué.

Art. 39. Le stage est suspendu dès que le stagiaire compte, en dehors des congés visés à l'article 36 alinéa 3, 1° à 3°, 7° et 8°, plus de 15 jours d'absence dûment justifiés.

Pendant la suspension du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire.

Il conserve également celle-ci jusqu'à la date où une décision définitive de nomination ou de licenciement est prise.

Art. 40. Le directeur général et le directeur général adjoint affectent provisoirement le stagiaire à un emploi vacant correspondant à sa qualification dans le service où ce dernier accomplira son stage.

Ils peuvent modifier cette affectation :

1° dans l'intérêt du service;

HOOFDSTUK 3. — *De stage*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 36. De stagiair is geen ambtenaar in de zin van dit besluit.

De volgende in dit besluit opgenomen bepalingen zijn op de stagiair van toepassing :

1° de rechten, plichten, onverenigbaarheden en cumulatie van activiteiten;

2° de tuchtregeling;

3° de administratieve standen;

4° de geldelijk statuut;

5° het ambtshalve verlies van de hoedanigheid van ambtenaar en de definitieve ambtsneerlegging;

6° de gemiddelde maximum arbeidsduur.

De stagiair geniet :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° de feestdagen;

3° het omstandigheidsverlof;

4° het bevallingsverlof;

5° het verlof wegens ziekte;

6° de beschikbaarheid wegens ziekte;

7° verloven om in geval van ernstige ziekte of ongeval een persoon bij te staan die met de ambtenaar onder hetzelfde dak woont;

8° het verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet;

9° het verlof om een politiek mandaat uit te oefenen;

10° verlof voor loopbaanonderbreking voor palliatieve verzorging en verlof voor loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de stagiair geacht de graad te bezitten waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

Art. 37. § 1. De raad van bestuur stelt de ambten en graden vast waarvoor er een bepaalde medische geschiktheid vereist is en geeft de gevorderde geschiktheid nauwkeurig aan.

§ 2. In de gevallen waarin een onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid is voorgeschreven volgens het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot regeling van het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten, kan de geslaagde slechts tot benoeming worden toegelaten wanneer hij zich voor het onderzoek heeft aangemeld; de bedoeling daarvan is te bepalen of de betrokkene geschikt is om het ambt uit te oefenen waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft. Indien hij niet aan de geschiktheidsvoorwaarden voldoet, wordt hij ontslagen.

Ten laatste op de datum van dit ontslag wordt met de betrokkene een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur afgesloten. Deze duur is gelijk aan de minimumduur die in zijn geval wordt opgelegd om het voordeel van werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten. Wanneer hij op de datum waarop deze overeenkomst begint te lopen arbeidsongeschikt is of wanneer hij dat wordt tijdens de uitvoering ervan, wordt hem in het eerste geval een wedde uitbetaald gedurende zes maanden en in het tweede geval gedurende de periode nodig om de wachttijd te dekken voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen.

Art. 38. Kandidaten voor een betrekking van niveau A of B worden tot de stage toegelaten door de raad van bestuur, kandidaten voor een betrekking van niveau C, D of E door de raad van bestuur of zijn gemachtigde.

Art. 39. Wanneer de stagiair buiten de verloven bedoeld in artikel 36 derde lid, 1° tot 3°, 7° en 8°, vijftien dagen gewettigde afwezigheid overschrijdt, wordt de stage geschorst.

Tijdens de schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair.

Hij behoudt deze eveneens tot de datum waarop een definitieve beslissing omtrent zijn benoeming of afdanking wordt genomen.

Art. 40. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal wijzen de stagiair voorlopig aan voor een met zijn kwalificatie overeenstemmende vacante betrekking bij de dienst waar deze laatste zijn stage zal volbrengen.

Zij kunnen deze aanwijzing veranderen :

1° in het belang van de dienst;

à la demande du stagiaire.

Art. 41. Le directeur général et le directeur général adjoint désignent un supérieur hiérarchique qui assure la direction du stage, selon le rôle linguistique du stagiaire.

Art. 42. La formation du stagiaire a lieu sous la responsabilité de l'agent chargé de la direction du stage, en collaboration avec le supérieur hiérarchique habilité et le service chargé de la formation.

Le supérieur hiérarchique habilité s'occupe de la formation portant sur la matière traitée par son service. En collaboration avec le service chargé de la formation, il informe le stagiaire des activités des autres services de l'Agence du stationnement.

Le service chargé de la formation détermine les activités de formation auxquelles le stagiaire est tenu de participer.

Art. 43. L'agent chargé de la direction du stage rédige les rapports visés aux articles 46, 48 et 49 et les transmet au service de gestion des ressources humaines de l'Agence du stationnement, ci-après dénommé "GRH".

Ce dernier, en accord avec l'agent chargé de la direction du stage, peut décider de faire suivre au stagiaire des formations complémentaires.

Le conseil d'administration arrête le modèle du rapport de stage.

Section 2. — Des stagiaires des niveaux A et B.

Art. 44. La durée du stage est d'un an.

Elle peut être prolongée d'un an au maximum dans le cas prévu à l'article 56, 1^o.

Art. 45. Chaque stagiaire rédige un mémoire de stage sur un sujet qui est déterminé en concertation avec son supérieur hiérarchique habilité et la GRH.

Art. 46. A l'issue des 1^{er}, 3^e, 6^e, 8^e, 10^e et 12^e mois du stage, l'agent chargé de la direction du stage organise un entretien d'évaluation relatif au déroulement du stage. Lorsqu'il le juge nécessaire, il peut décider d'entretiens supplémentaires. L'entretien se déroule notamment au sujet :

- 1^o des activités de formation et de leurs résultats;
- 2^o de la façon dont le stagiaire s'intègre dans le service;
- 3^o de l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

L'entretien a pour but d'évaluer le progrès du stagiaire ainsi que de mettre en évidence les points susceptibles d'être améliorés.

Il vise également à permettre une appréciation tant des faits favorables que défavorables. En cas de constatation de faits défavorables, l'agent chargé de la direction du stage donne un avertissement au stagiaire. Au second avertissement, il en avise le supérieur hiérarchique habilité ainsi que la GRH.

Les conclusions de chaque entretien sont consignées dans le rapport de stage. Le rapport est communiqué au stagiaire qui peut, le cas échéant, y ajouter ses observations.

Section 3. — Des stagiaires des niveaux C, D et E

Art. 47. La durée du stage est de six mois.

Dans le cas prévu à l'article 56, 1, elle peut être prolongée de six mois au maximum.

Art. 48. L'agent chargé de la direction du stage rédige un rapport de stage après le premier, le troisième et le sixième mois du stage. Ce rapport est porté à la connaissance du stagiaire qui, le cas échéant, y apporte ses observations.

En cas de constatation de faits défavorables, l'agent chargé de la direction du stage donne un avertissement au stagiaire. Au second avertissement, il en avise le supérieur hiérarchique habilité ainsi que la GRH. Le second avertissement ne peut être prononcé qu'après un délai d'un mois qui suit directement le premier avertissement.

Le rapport susvisé est transmis au service chargé de la formation.

Section 4. — De la fin du stage

Art. 49. L'agent chargé de la direction du stage rédige le rapport final du stage en concertation avec le service chargé de la formation. Il y ajoute une des propositions, visées à l'article 51.

op aanvraag van de stagiair.

Art. 41. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal wijzen een hiërarchische meerdere aan die de leiding van de stage uitoefent, naargelang van de taalrol van de stagiair.

Art. 42. De opleiding van de stagiair gebeurt onder de verantwoordelijkheid van de ambtenaar belast met de leiding van de stage, in samenwerking met de bevoegde hiërarchische meerdere en de dienst belast met de vorming.

De bevoegde hiërarchische meerdere zorgt voor de opleiding in de materie die door zijn dienst wordt behandeld. In samenwerking met de dienst belast met de vorming leert hij de stagiair de activiteiten kennen van de andere diensten van het Parkeeragentschap.

De dienst belast met de vorming bepaalt de vormingsactiviteiten waaraan de stagiair verplicht moet deelnemen.

Art. 43. De ambtenaar belast met de leiding van de stage maakt de verslagen bedoeld in artikelen 46, 48 en 49 op en zendt ze naar het Human Resource Management van het Parkeeragentschap, hieronder "HRM" genoemd.

Deze laatste kan in overleg met de ambtenaar belast met de leiding van de stage beslissen de stagiair bijkomende vormingsactiviteiten te laten volgen.

De raad van bestuur legt het model van het stageverslag vast.

Afdeling 2. — De stagiairs van niveau A en B.

Art. 44. De stage duurt één jaar.

Zij kan ten hoogste met een jaar worden verlengd in het in artikel 56, 1, bedoelde geval.

Art. 45. Elke stagiair stelt een eindverhandeling op over een onderwerp dat in overleg met zijn bevoegde hiërarchische meerdere en het HRM wordt vastgelegd.

Art. 46. Na de 1ste, 3de, 6de, 8ste, 10de en 12de maand van de stage, organiseert de ambtenaar belast met de leiding van de stage een evaluatiegesprek over het verloop van de stage. Wanneer hij het nodig acht, kan hij besluiten tot bijkomende gesprekken. Het onderhoud verloopt met name over:

- 1^o de vormingsactiviteiten en de resultaten ervan;
- 2^o de wijze waarop de stagiair zich in de dienst integreert;
- 3^o de uitvoering van zijn werkopdrachten.

Het onderhoud heeft tot doel de vooruitgang te evalueren die de stagiair maakt en de nog te verbeteren punten aan te stippen.

Het beoogt eveneens de beoordeling mogelijk te maken van zowel de gunstige als de ongunstige feiten. Ingeval ongunstige feiten worden vastgesteld, geeft de ambtenaar belast met de leiding van de stage de stagiair een verwittiging. Bij een tweede verwittiging, licht hij de gemachtigde hiërarchische meerdere, evenals de HRM, hierover in.

De conclusies van elk gesprek worden opgetekend in het stageverslag. Het verslag wordt meegedeeld aan de stagiair die er desgevallend zijn opmerkingen kan aan toevoegen.

Afdeling 3. — De stagiairs van niveau C, D en E

Art. 47. De stage duurt zes maanden.

Zij kan ten hoogste met zes maanden worden verlengd in het in artikel 56,1 bedoelde geval.

Art. 48. De ambtenaar belast met de leiding van de stage stelt na de eerste, de derde en de zesde maand van de stage een stageverslag op. Het verslag wordt ter kennis gebracht van de stagiair, die er desgevallend zijn opmerkingen kan aan toevoegen.

Ingeval ongunstige feiten worden vastgesteld, geeft de ambtenaar belast met de leiding van de stage de stagiair een verwittiging. Bij een tweede verwittiging, licht hij de gemachtigde hiërarchische meerdere hierover in, evenals de HRM. De tweede verwittiging mag alleen worden uitgesproken na een termijn van één maand die direct volgt op de eerste verwittiging.

Het voormelde verslag wordt aan de dienst belast met de vorming toegezonden.

Afdeling 4. — Het einde van de stage

Art. 49. De ambtenaar belast met de leiding van de stage stelt het eindverslag van de stage op, in overleg met de dienst belast met de vorming. Hij voegt er een van de voorstellen bedoeld in artikel 51 aan toe.

Il communique le rapport final au stagiaire qui dispose de quinze jours pour y ajouter ses observations.

Art. 50. L'évaluation finale tient compte de tous les faits, tant favorables que défavorables qui ont été établis pendant le stage, et des évaluations intermédiaires.

Pour les stagiaires de niveaux A et B, il est en outre tenu compte du mémoire de stage.

Art. 51. L'agent chargé de la direction du stage transmet le rapport final au directeur général et au directeur général adjoint.

Si le rapport final relatif à l'ensemble du stage est favorable, le directeur général et le directeur général adjoint proposent la nomination du stagiaire à l'autorité investie du pouvoir de nomination visée au conseil d'administration.

Si le rapport final est défavorable ou si une réserve est émise quant au déroulement du stage, le directeur général et le directeur général adjoint proposent le licenciement pour inaptitude à l'exercice d'une fonction à l'Agence du stationnement ou la prolongation du stage.

Art. 52. Si au cours du stage, le stagiaire a reçu deux avertissements de l'agent chargé de la direction du stage, celui-ci remet immédiatement un rapport défavorable aux fonctionnaires visés à l'article 51 du présent arrêté, lesquels proposent le licenciement du stagiaire pour inaptitude à l'exercice de la fonction.

Section 5. — De la procédure en matière de recours

Art. 53. Dans les cas visés à l'article 51, alinéa 3 et l'article 52, le directeur général et le directeur général adjoint déposent le dossier devant la commission visée à l'article 17. Ils y ajoutent la proposition de décision.

Ils notifient ce dépôt au stagiaire. La date de la notification fait courir le délai visé à l'article 56, alinéa 2.

Art. 54. Le président de la commission convoque le stagiaire. Ce dernier peut être assisté d'une personne de son choix.

Art. 55. L'agent chargé de la direction du stage fait rapport quant au déroulement du stage.

Le chef du service chargé de la formation ou son délégué ainsi que l'agent chargé de la direction du stage sont entendus.

Art. 56. La commission peut décider :

1° de prolonger le stage, suivant les modalités qu'elle fixe pour les périodes maximales visées aux articles 44 alinéa 2 et 47 alinéa 2;

2° de proposer la nomination à l'autorité investie du pouvoir de nomination;

3° de proposer le licenciement pour inaptitude à l'exercice d'une fonction dans l'Agence du stationnement, à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

La commission se prononce dans les trois mois de l'introduction du dossier auprès d'elle. A défaut, la nomination du stagiaire est proposée au conseil d'administration.

Art. 57. En cas de prolongation du stage, le stagiaire est évalué selon les règles du stage initial.

L'article 51 est d'application étant entendu que l'agent chargé de la direction du stage ne peut pas proposer une deuxième prolongation du stage.

Art. 58. La décision de licenciement pour cause d'inaptitude professionnelle est prise par le conseil d'administration.

Le stagiaire licencié bénéficie d'un délai de préavis de trois mois. Toutefois, en cas de faute grave, il est licencié sans préavis.

CHAPITRE 4. — De la nomination

Art. 59. Le stagiaire jugé apte est nommé par le conseil d'administration en qualité d'agent au grade auquel il s'est porté candidat.

La qualité d'agent est sanctionnée par le serment prêté dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Les agents prêtent serment entre les mains de l'agent désigné par le conseil d'administration.

Hij deelt het eindverslag aan de stagiair mede, die over vijftien dagen beschikt om er zijn opmerkingen aan toe te voegen.

Art. 50. De eindevaluatie houdt rekening met alle feiten, al dan niet ten goede, die in de loop van de stage werden vastgesteld, evenals met de tussentijdse evaluaties.

Voor de stagiairs van niveau A en B wordt bovendien rekening gehouden met de eindverhandeling.

Art. 51. De ambtenaar belast met de leiding van de stage overhandigt het eindverslag aan de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Indien het eindverslag over het geheel van de stage gunstig is, stellen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal de benoeming voor van de stagiair aan de raad van bestuur.

Indien het eindverslag ongunstig is of een voorbehoud uitdrukt wat het verloop van de stage betreft, stellen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal de afdanking voor wegens ongeschiktheid voor een betrekking bij het Parkeeragentschap of de verlenging van de stage.

Art. 52. Indien, in de loop van de stage, de stagiair twee verwittigingen heeft gekregen van de ambtenaar belast met de leiding van de stage, legt deze laatste onmiddellijk een ongunstig verslag voor aan de ambtenaren bedoeld in artikel 51 van dit besluit. Zij stellen het ontslag van de stagiair voor, wegens ongeschiktheid voor de uitoefening van de functie.

Afdeling 5. — De procedure van beroep

Art. 53. In de gevallen bedoeld in artikel 51, derde lid en artikel 52, leggen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal het dossier voor aan de commissie bedoeld in artikel 17. Zij voegen er het voorstel van beslissing aan toe.

Zij betekenen dit aan de stagiair. De datum van de betekening doet de termijn lopen, bedoeld in artikel 56, tweede lid.

Art. 54. De voorzitter van de commissie roept de stagiair op. Deze laatste kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 55. De ambtenaar belast met de leiding van de stage brengt verslag uit over het verloop van de stage.

Het hoofd van de dienst belast met de vorming of zijn afgevaardigde evenals de ambtenaar belast met de leiding van de stage worden gehoord.

Art. 56. De commissie kan beslissen :

1° de stage te verlengen, volgens de nadere regels die zij bepaalt, met inachtneming van de maximumtermijnen bedoeld in artikelen 44, tweede lid en 47, tweede lid.

2° de benoeming voor te stellen aan de benoemende overheid;

3° de afdanking wegens ongeschiktheid voor een betrekking bij het Parkeeragentschap voor te stellen aan de benoemende overheid.

De commissie beslist binnen drie maanden nadat het dossier bij haar werd ingediend. Bij ontstentenis, wordt de benoeming van de stagiair voorgesteld aan de raad van bestuur.

Art. 57. In geval van verlenging van de stage wordt de stagiair geëvalueerd zoals tijdens de initiële stage.

Artikel 51 is toepasselijk, met dien verstande dat de ambtenaar belast met de leiding van de stage geen tweede verlenging van de stage kan voorstellen.

Art. 58. De beslissing tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid wordt door de raad van bestuur genomen.

De stagiair geniet een opzeggingstermijn van drie maanden. Bij zware fout echter, wordt hij zonder opzeggingstermijn ontslagen.

HOOFDSTUK 4. — De benoeming

Art. 59. De geschikt verklaarde stagiair wordt door de raad van bestuur benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

De hoedanigheid van ambtenaar wordt bekrachtigd door de eed die wordt afgelegd in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

De ambtenaren leggen de eed af in handen van de door de raad van bestuur aangewezen ambtenaar.

Art. 60. Le directeur général et le directeur général adjoint affectent l'agent nouvellement nommé à un emploi de son grade.

TITRE 4. — DE LA CARRIERE

CHAPITRE 1^{er}. — De la carrière hiérarchique

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 61. La carrière hiérarchique est la carrière que l'agent peut poursuivre par avancement en grade ou par promotion à un emploi d'expert de haut niveau correspondant au même grade que celui dont il est revêtu.

Art. 62. Tout emploi non occupé est déclaré vacant par le conseil d'administration, avant qu'il ne puisse être conféré.

Art. 63. § 1^{er}. La vacance des emplois est portée par note de service à la connaissance des candidats de l'Agence du stationnement susceptibles de remplir les conditions de nomination.

Les intéressés visent la note de service. Un exemplaire de la note est envoyé par lettre recommandée à la poste, au domicile de l'agent qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

La vacance des emplois visés à l'article 69 du même arrêté est portée à la connaissance des agents qui n'appartiennent pas à l'Agence du stationnement par un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*.

§ 2. Sont seules prises en considération, les candidatures des agents de l'Agence du stationnement qui ont été envoyées par l'opérateur postal et adressées par lettre recommandée au président du conseil de direction, dans un délai de vingt jours. Ce délai commence à courir, soit le jour où l'agent a visé la note de service, soit le jour où le pli recommandé contenant la note de service a été présenté par la poste au domicile de l'agent.

Pour les agents qui n'appartiennent pas à l'Agence du stationnement, le délai visé à l'alinéa premier commence à courir le jour qui suit la publication de l'appel au *Moniteur belge*.

§ 3. Tout acte de candidature à un emploi de promotion doit comporter un exposé des éléments qui soutiennent la candidature.

§ 4. Les agents sont autorisés à solliciter par anticipation tout emploi qui serait déclaré vacant pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à deux mois. Elle doit être introduite par lettre recommandée adressée au président du conseil de direction.

Art. 64. Les promotions dans la carrière hiérarchique sont conférées par le conseil d'administration.

Section 2. — De la promotion à un grade de rang A2 ou A3

Sous-section 1^{re}. — Des conditions en matière de rang et d'ancienneté

Art. 65. Les emplois de premier attaché de rang A2 sont ouverts aux titulaires du grade d'attaché de rang A1 qui comptent au moins trois années d'ancienneté de grade.

Les emplois de premier ingénieur de rang A2 sont ouverts aux titulaires du grade d'ingénieur de rang A1 qui comptent au moins trois années d'ancienneté de grade.

En l'absence de candidats qui satisfont aux conditions d'ancienneté requises, le conseil d'administration peut réduire l'exigence d'ancienneté d'un tiers.

La décision de réduire l'exigence d'ancienneté d'un tiers est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

Art. 66. Les emplois de premier attaché de rang A2, expert de haut niveau sont ouverts aux titulaires du grade d'attaché de rang A1 qui comptent au moins trois années d'ancienneté de grade ainsi qu'aux autres titulaires du grade de premier attaché de rang A2.

Art. 67. Les emplois de directeur de rang A 3 sont ouverts aux titulaires des grades d'attaché de rang A 1 et de premier attaché de rang A 2 qui comptent au moins neuf ans d'ancienneté de niveau.

Les emplois d'ingénieur directeur de rang A 3 sont ouverts aux titulaires des grades d'ingénieur de rang A 1 et de premier ingénieur de rang A 2 qui comptent au moins neuf ans d'ancienneté de niveau.

Art. 68. Le conseil d'administration peut ouvrir un emploi vacant aux agents d'un ministère, d'un organisme d'intérêt public ou d'une entreprise publique autonome dont le personnel est recruté par l'intermédiaire de SELOR, de l'Etat, d'une Communauté ou d'une

Art. 60. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal wijzen de pas benoemde ambtenaar een betrekking van zijn graad toe.

TITEL 4. — DE LOOPBAAN

HOOFDSTUK I. — De hiërarchische loopbaan

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 61. De hiërarchische loopbaan is de loopbaan die de ambtenaar kan doorlopen door verhoging in graad of door bevordering in een expertbetrekking van hoog niveau overeenstemmend met dezelfde graad als degene die hij bekleedt.

Art. 62. Iedere open betrekking wordt door de raad van bestuur vacant verklaard alvorens zij kan worden bevestigd.

Art. 63. § 1. De vacante betrekkingen worden per dienstnota ter kennis gebracht van de kandidaten van het Parkeeragentschap die de benoemingsvoorwaarden kunnen vervullen.

De betrokkenen brengen hun visum aan op de dienstnota. Indien de betrokken ambtenaar tijdelijk van de dienst afwezig is, om welke reden ook, wordt de dienstnota bij aangetekend schrijven naar zijn woonplaats gezonden.

De vacante betrekkingen bedoeld in artikel 69 van dit besluit worden ter kennis gebracht van de ambtenaren die niet tot het Parkeeragentschap behoren door middel van een oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Worden enkel in aanmerking genomen, de candidaturen van de ambtenaren van het Parkeeragentschap die via de postoperator per aangetekend schrijven opgestuurd zijn aan de voorzitter van de directieraad, binnen een termijn van twintig dagen. Deze termijn gaat in ofwel de dag waarop de ambtenaar zijn visum aangebracht heeft op de dienstnota, ofwel de dag waarop het aangetekend schrijven met de dienstnota door de post werd aangeboden op de woonplaats van de ambtenaar.

Voor de ambtenaren die niet tot het Parkeeragentschap behoren, begint de termijn bedoeld in het eerste lid te lopen daags na de publicatie van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Elke kandidatuur voor een bevorderingsbetrekking dient een uiteenzetting te bevatten over de elementen die de kandidatuur staven.

§ 4. Het staat de ambtenaren vrij om voorafgaandelijk te dingen naar elke betrekking die eventueel vacant zou worden verklaard tijdens hun afwezigheid. De geldigheid van een dergelijke kandidatuur is beperkt tot twee maanden. Zij behoort met een aangetekend schrijven ingediend te worden bij de voorzitter van de directieraad.

Art. 64. De bevorderingen in de hiërarchische loopbaan worden verleend door de Raad van Bestuur.

Afdeling 2. — De bevordering tot een graad van rang A2 of A3

Onderafdeling 1. — De voorwaarden inzake rang en anciënniteit

Art. 65. De betrekkingen van eerste attaché van rang A2 staan open voor titularissen van de graad van attaché in rang A1 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen.

De betrekkingen van eerste ingenieur in rang A2 staan open voor titularissen van de graad van ingenieur in rang A1 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen.

Bij gebrek aan kandidaten die de voorwaarden inzake anciënniteit vervullen, kan de raad van bestuur, de vereiste anciënniteit met een derde verlagen.

De beslissing tot verlaging van de vereiste anciënniteit wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

Art. 66. De betrekkingen van eerste attaché van rang A2, expert van hoog niveau staan open voor ambtenaren bekleed met de graad van attaché van rang A1 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen, evenals voor andere titularissen van de graad van eerste attaché van rang A2.

Art. 67. De betrekkingen van directeur in rang A 3 staan open voor de titularissen van de graden van attaché in rang A 1, van eerste attaché in rang A 2 die ten minste negen jaar niveauanciënniteit tellen.

De betrekkingen van ingenieur-directeur in rang A 3 staan open voor de titularissen van de graden van ingenieur in rang A 1 en van eerste ingenieur in rang A 2 die ten minste negen jaar niveauanciënniteit tellen.

Art. 68. De raad van bestuur kan een vacante betrekking openstellen voor ambtenaren van een ministerie, van een instelling van openbaar nut of van een autonoom overheidsbedrijf waarvan het personeel wordt aangeworven via SELOR, van het Rijk, van een Gemeenschap of

Région, qui répondent à des conditions de promotion équivalentes à celles exigées pour les agents de l'Agence du stationnement.

Sous-section 2. — Des conditions en matière d'évaluation

Art. 69. L'agent qui pose sa candidature à un emploi de rang A2 ou de rang A3 doit disposer d'une évaluation "favorable".

Sous-section 3. — De la procédure de promotion

Art. 70. § 1^{er}. Pour chaque promotion, le conseil de direction émet un avis motivé.

Le conseil de direction se prononce, dans son avis, sur chaque candidat qui répond aux conditions requises pour occuper l'emploi.

Il prend en considération :

1° la description de la fonction et la qualification requise du candidat;

2° les titres et expériences que le candidat fait valoir pour obtenir une promotion dans l'emploi vacant;

le dossier d'évaluation du candidat.

Art. 71. Le conseil de direction formule une proposition de nomination qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant. Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en compte pour la nomination.

Art. 72. La proposition est portée par note de service à la connaissance des agents qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

Les intéressés visent la note de service. Un exemplaire de la note est envoyé par lettre recommandée à la poste, au domicile de l'agent qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

L'agent qui s'estime lésé peut, dans les quinze jours, introduire une réclamation auprès du président du conseil de direction.

Les notifications et les délais visés au présent article sont régis selon les mêmes règles que celles visées à l'article 295 du présent arrêté.

A sa demande, l'agent est entendu par le conseil de direction. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

Art. 73. L'autorité investie du pouvoir de nomination suit la proposition de classement définitif si elle est émise à l'unanimité.

Si la proposition émise par le conseil de direction n'est pas unanime, l'autorité investie du pouvoir de nomination doit motiver sa décision de manière circonstanciée si elle ne suit pas le classement proposé par le conseil.

Section 3. — De la promotion à un grade des rangs B2, C2, D2 et E2

Sous-section 1^{re}. — Des conditions en matière de rang, d'ancienneté et d'évaluation

Art. 74. Les emplois des rangs B2, C2, D2 et E2 sont ouverts aux agents des rangs respectivement B1, C1, D1 et E1 qui comptent au moins neuf années d'ancienneté de grade.

Les candidats doivent disposer d'une évaluation "favorable".

Sous-section 2. — De la procédure de promotion

Art. 75. Pour chaque promotion, le conseil de direction émet un avis motivé.

Le conseil de direction se prononce, dans son avis, sur chaque candidat qui répond aux conditions requises pour occuper l'emploi.

Il prend en considération :

1° la description de la fonction et la qualification requise du candidat;

le dossier d'évaluation des candidats.

Art. 76. Le conseil de direction formule une proposition de nomination qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant. Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en compte pour la nomination.

En cas d'égalité entre les candidats, la préférence est donnée à celui qui, dans l'ordre :

1° a l'ancienneté de grade la plus élevée;

2° a l'ancienneté de service la plus élevée;

est le plus âgé.

van een Gewest, die aan dezelfde bevorderingsvoorwaarden voldoen als degene welke voor de ambtenaren van het Parkeeragentschap.

Onderafdeling 2. — De voorwaarden inzake evaluatie

Art. 69. De ambtenaar die zich kandidaat stelt voor een betrekking van rang A2 of rang A3 moet een evaluatie "gunstig" hebben.

Onderafdeling 3. — De bevorderingsprocedure

Art. 70. § 1. Voor iedere bevordering brengt de directieraad een met redenen omkleed advies uit.

De directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere sollicitant die voldoet aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden.

Hij neemt hierbij in overweging :

1° de beschrijving van de functie en de vereiste kwalificatie van de kandidaat;

2° de aanspraken en ervaringen die de sollicitant doet gelden voor een bevordering in de vacante betrekking;

het evaluatiedossier van de kandidaat.

Art. 71. De directieraad formuleert een voorstel van benoeming dat ten hoogste zes namen van kandidaten per vacante betrekking bevat. De kandidaten worden geklasseerd in de volgorde waarin zij voor de benoeming in aanmerking komen.

Art. 72. Van het voorstel wordt kennis gegeven per dienstnota aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De betrokkenen brengen hun visum aan op de dienstnota. Indien de betrokken ambtenaar tijdelijk van de dienst afwezig is, om welke reden ook, wordt de dienstnota bij aangetekend schrijven naar zijn woonplaats gezonden.

De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen vijftien dagen bezwaar indienen bij de voorzitter van de directieraad.

De betekeningen en de termijnen bedoeld in dit artikel worden geregeld volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 295 van dit besluit.

De ambtenaar wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 73. De raad van bestuur volgt het voorstel van definitieve volgorde indien het éénparig werd uitgebracht.

Indien het voorstel van de directieraad niet eenparig wordt uitgebracht en de raad van bestuur niet instemt met de door de directieraad voorgestelde volgorde, moet zij haar beslissing omstandig met redenen omkleden.

Afdeling 3. — De bevordering tot een graad van rang B2, C2, D2 en E2

Onderafdeling 1. — De voorwaarden inzake rang, anciënniteit en evaluatie

Art. 74. De betrekkingen van rang B2, C2, D2 en E2 staan open voor ambtenaren van respectievelijk rang B1, C1, D1 en E1 die ten minste negen jaar graadanciënniteit tellen.

De kandidaten moeten "gunstig" als evaluatie hebben.

Onderafdeling 2. — De bevorderingsprocedure

Art. 75. Voor iedere bevordering brengt de directieraad een met redenen omkleed advies uit.

De directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere sollicitant die voldoet aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden.

Hij neemt hierbij in overweging :

1° de beschrijving van de functie en de vereiste kwalificatie van de kandidaat;

het evaluatiedossier van de kandidaten.

Art. 76. De directieraad formuleert een voorstel van benoeming dat ten hoogste zes namen van kandidaten per vacante betrekking bevat. De kandidaten worden geklasseerd in de volgorde waarin zij voor de benoeming in aanmerking komen.

Bij gelijkheid van de kandidaturen, geeft hij de voorkeur aan de kandidaat met achtereenvolgens :

1° de grootste graadanciënniteit;

2° de grootste dienstanciënniteit;

de hoogste leeftijd.

Art. 77. La proposition est portée par note de service à la connaissance des agents qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

Les intéressés visent la note de service. Un exemplaire de la note est envoyé par lettre recommandée à la poste, au domicile de l'agent qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

L'agent qui s'estime lésé peut, dans les quinze jours, introduire une réclamation auprès du président du conseil de direction.

Les notifications et les délais visés au présent article sont régis selon les mêmes règles que celles visées à l'article 295 du présent arrêté.

A sa demande, l'agent est entendu par le conseil de direction. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

Art. 78. Le conseil d'administration qui a le pouvoir de nomination suit la proposition de classement définitif si elle est émise à l'unanimité.

Si la proposition émise par le conseil de direction n'est pas unanime, le conseil d'administration doit motiver sa décision de manière circonstanciée si elle ne suit pas le classement proposé par le conseil.

CHAPITRE 2. — De la carrière fonctionnelle

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 79. La carrière fonctionnelle est réservée aux agents titulaires d'un grade de recrutement.

Elle consiste pour l'agent, à bénéficier sans changer de grade, d'une ou de deux échelles de traitement supérieures à l'échelle de traitement liée à son grade, aussi longtemps qu'il satisfait aux exigences prévues par le statut en matière d'ancienneté, d'évaluation et de formation.

Art. 80. Le conseil de direction gère le régime des carrières fonctionnelles. Il accorde à l'agent une échelle de traitement plus élevée dès que celui-ci remplit les conditions en matière d'ancienneté de grade, d'évaluation et de formation.

Section 2. — De la carrière fonctionnelle normale

Art. 81. § 1^{er}. Aux grades de recrutement d'attaché, d'assistant, d'adjoint, de commis et de préposé, sont attachées les échelles de traitement 101, 102 et 103.

Aux grades de recrutement d'ingénieur sont attachées les échelles de traitement 111, 112 et 113.

L'échelle de traitement 101 ou 111, selon le grade, est attribuée lors du recrutement ou de l'accession au niveau supérieur.

§ 2. L'échelle de traitement 102 ou 112, selon le grade, est accordée à l'agent qui :

- 1° compte neuf années d'ancienneté de grade;
- 2° dispose d'une évaluation "favorable";
- 3° a suivi avec succès la formation visée à l'article 279.

§ 3. L'échelle de traitement 103 ou 113, selon le grade, est octroyée à l'agent dès qu'il compte dix-huit années d'ancienneté de grade, aux mêmes conditions d'évaluation et de formation que celles visées au § 2.

Section 3. — De la carrière fonctionnelle accélérée

Art. 82. L'agent qui dispose d'une évaluation "favorable" peut accélérer sa carrière fonctionnelle en terminant avec succès avant qu'il ne compte l'ancienneté de grade requise, un programme de formation professionnelle volontaire visé à l'article 281 du présent arrêté.

Cette formation doit comporter un intérêt professionnel en rapport avec les missions de l'Agence du stationnement et doit être approuvée par le Directeur général et le Directeur général adjoint sur avis motivé du service chargé de la formation.

En cas de refus de reconnaissance de l'intérêt professionnel visé à l'alinéa deux du présent article, l'agent peut introduire un recours auprès du conseil de direction dans le mois qui suit la notification de la décision de refus des Directeur général et Directeur général adjoint.

La formation doit répondre aux conditions prévues à l'article 285§ 2 et sa durée doit être d'au moins :

- 30 heures pour le niveau E;
- 75 heures pour le niveau D;

Art. 77. Van het voorstel wordt kennis gegeven per dienstnota aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De betrokkenen brengen hun visum aan op de dienstnota. Indien de betrokken ambtenaar tijdelijk van de dienst afwezig is, om welke reden ook, wordt de dienstnota bij aangetekend schrijven naar zijn woonplaats gezonden.

De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen vijftien dagen bezwaar indienen bij de voorzitter van de directieraad.

De betekeningen en de termijnen bedoeld in dit artikel worden geregeld volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 295 van dit besluit.

De ambtenaar wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 78. De raad van bestuur die de benoemingsbevoegdheid heeft, volgt het voorstel van definitieve volgorde indien het éénparig werd uitgebracht.

Indien het voorstel van de directieraad niet éénparig wordt uitgebracht en de raad van bestuur niet instemt met de door de directieraad voorgestelde volgorde, moet zij haar beslissing omstandig met redenen omkleden.

HOOFDSTUK 2. — De functionele loopbaan

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 79. De functionele loopbaan is voorbehouden aan de ambtenaren die titularis zijn van een wervingsgraad.

Zij bestaat erin dat de ambtenaar, zonder in graad te verhogen, een of twee hogere weddenschalen geniet dan die welke zijn verbonden aan zijn graad, zolang hij voldoet aan de eisen die het statuut stelt inzake anciënniteit, evaluatie en vorming.

Art. 80. De directieraad beheert het stelsel van de functionele loopbanen. Zij kent de hogere weddenschaal toe zodra een ambtenaar de voorwaarden inzake graadanciënniteit, evaluatie en vorming vervult.

Afdeling 2. — De gewone functionele loopbaan

Art. 81. § 1. Aan de wervingsgraden attaché, assistent, adjunct, klerk en beambte zijn de weddenschalen 101, 102 en 103 verbonden.

Aan de wervingsgraden ingenieur zijn de weddenschalen 111, 112 en 113 verbonden.

De weddenschaal 101 of 111, naargelang de graad, wordt toegekend vanaf de aanwerving of de overgang naar een hoger niveau.

§ 2. De weddenschaal 102 of 112, naargelang de graad, wordt toegekend aan de ambtenaar die :

- 1° negen jaar graadanciënniteit telt;
- 2° over een evaluatie "gunstig" beschikt;
- 3° met goed gevolg de in artikel 279 bedoelde vorming heeft gevolgd.

§ 3. De weddenschaal 103 of 113, naargelang de graad, wordt toegekend aan de ambtenaar zodra hij achttien jaar graadanciënniteit telt, onder dezelfde voorwaarden inzake evaluatie en vorming als diegenen bedoeld in § 2.

Afdeling 3. — De versnelde functionele loopbaan

Art. 82. De ambtenaar die beschikt over een evaluatie "gunstig", kan, alvorens hij de vereiste graadanciënniteit heeft bereikt, zijn functionele loopbaan versnellen door het succesvol afwerken van een programma in het kader van de vrijwillige beroepsvorming, bedoeld in artikel 281 van dit besluit.

Die vorming moet een professioneel belang bevatten inzake de opdrachten van het Parkeeragentschap en door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal moet worden goedgekeurd op basis van een met redenen omkleed advies van de dienst belast met de vorming.

Ingeval het in het tweede lid van dit artikel bedoeld professioneel belang wordt geweigerd, kan de ambtenaar beroep indienen bij de directieraad binnen een maand na de betekening van de beslissing tot weigering van de directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal.

De vorming moet beantwoorden aan de in artikel 285 § 2 bedoelde voorwaarden en de tijdsduur ervan bedraagt minstens:

- 30 uur voor niveau E;
- 75 uur voor niveau D;

- 100 heures pour les autres niveaux.

Aux conditions fixées à l'alinéa premier du présent article, l'échelle de traitement 103 ou 113, selon le grade, est accordée dès que l'agent compte six années d'ancienneté de grade et l'échelle de traitement 104 ou 114, selon le grade, dès qu'il compte douze années d'ancienneté de grade.

L'échelle de traitement 103 ou 113, selon le grade, n'est accordée que si l'agent bénéficie de l'échelle de traitement 102 ou 112, selon le grade, depuis quatre années au moins.

CHAPITRE 3. — *Du mandat*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 83. Le Gouvernement confère par mandat les emplois correspondant aux grades des rangs A4, A4+ et A5.

Chaque emploi est déclaré vacant par le Gouvernement avant qu'il puisse être attribué par mandat.

Art. 84. Avant toute attribution d'un mandat, l'autorité fixe les objectifs à atteindre durant ce mandat.

Il y a lieu d'entendre par autorité :

1° pour un mandat de rang A4 : le directeur général et le directeur général adjoint de l'Agence du stationnement ainsi que le ministre fonctionnellement compétent;

2° pour un mandat de rang A4+ et A5 : le Gouvernement sur proposition du(des) ministre(s) fonctionnellement compétent(s); l'avis du Conseil d'administration est en outre demandé préalablement.

Art. 85. L'agent désigné exerce effectivement le mandat.

Dans le cas où l'agent désigné ne peut pas exercer le mandat pour cause de maladie de longue durée ou de congé de maternité ou de suspension dans l'intérêt du service, le Gouvernement peut confier temporairement le mandat à un autre agent pour une durée de six mois au maximum, conformément aux articles 111 et 112.

Art. 86. L'ancienneté de grade du détenteur du mandat est égale à son ancienneté dans le grade qu'il portait avant son affectation. La durée du mandat est comptabilisée dans ses anciennetés de service, de grade et pécuniaire

L'agent bénéficie des avantages pécuniaires qui sont liés au grade dont il est revêtu par mandat.

Art. 87. La durée du mandat est de cinq ans. Sans préjudice de l'article 133, le mandat prend fin à l'expiration de la durée fixée, en cas de suspension dans l'intérêt du service pendant plus de six mois, en cas d'absence ininterrompue pour cause de maladie de longue durée de plus de six mois, en cas de rétrogradation ou par la démission volontaire du mandataire.

L'agent qui termine son mandat peut prolonger celui-ci dans les conditions prévues à l'article 133, § 2.

L'agent dont le mandat n'est pas prolongé, reprend le grade qu'il occupait avant l'attribution de son mandat.

Art. 88. Le Gouvernement ouvre les mandats aux agents du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il fixe les modalités selon lesquelles des agents qui ne relèvent pas de l'Agence du stationnement dans lequel l'emploi est ouvert, peuvent recevoir un mandat dans ledit organisme.

Section 2. — De la procédure d'octroi des mandats

Art. 89. Les mandats des rangs A4, A4+ et A5 sont ouverts aux agents du niveau A qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau A ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction dirigeante.

Par expérience dans une fonction dirigeante on entend l'expérience en matière de gestion dans un service public ou dans une organisation du secteur privé.

Chaque candidat établit un plan de gestion qui tient compte des objectifs visés à l'article 84, alinéa 1^{er}.

- 100 uur voor de overige niveaus.

Onder de voorwaarde bepaald in het eerste lid van dit artikel, wordt de weddenschaal 103 of 113 naargelang de graad toegekend zodra hij zes jaar graadanciënniteit telt en de weddenschaal 104 of 114 naargelang de graad zodra hij twaalf jaar graadanciënniteit telt.

De weddenschaal 103 of 113 naargelang de graad wordt nochtans alleen toegekend nadat de ambtenaar ten minste vier jaar zijn weddenschaal 102 of 112 naargelang de graad heeft genoten.

HOOFDSTUK 3. — *Het mandaat*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 83. De Regering kent de betrekkingen verbonden aan de graden van de rangen A4, A4+ en A5 bij mandaat toe.

Iedere betrekking wordt door de Regering vacant verklaard alvorens zij kan worden bevestigd bij mandaat.

Art. 84. Vóór elke toekenning van een mandaat legt de overheid de doeleinden vast die tijdens dit mandaat moeten bereikt worden.

Onder overheid moet worden verstaan :

1° voor een mandaat van rang A4 : de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van het Parkeeragentschap evenals de functioneel bevoegde minister;

2° voor een mandaat van rang A4+ en A5: de Regering op voorstel van de functioneel bevoegde minister(s); bovendien wordt voorafgaand het advies van de Raad van bestuur gevraagd.

Art. 85. De aangestelde ambtenaar oefent het mandaat daadwerkelijk uit.

In geval de aangestelde ambtenaar het mandaat niet kan uitoefenen wegens langdurige ziekte of zwangerschapsverlof of schorsing in het belang van de dienst, kan de Regering de voortzetting ervan voor maximum zes maanden aan een andere ambtenaar toevertrouwen, conform de artikelen 111 en 112.

Art. 86. De graadanciënniteit van de mandaathouder is gelijk aan zijn anciënniteit in de graad die hij bekleedde voor zijn aanstelling. De duur van het mandaat wordt meegerekend in zijn dienst-, graad- en geldelijke anciënniteit

De ambtenaar geniet de geldelijke rechten verbonden aan de graad die hem bij mandaat wordt toegekend.

Art. 87. Het mandaat duurt vijf jaar. Onverminderd artikel 133, eindigt het na afloop van de vastgestelde duur, in geval van schorsing in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden, in geval van ononderbroken afwezigheid wegens langdurige ziekte van meer dan zes maanden, in geval van terugzetting in graad of door het vrijwillig ontslag van de mandaathouder.

De ambtenaar die zijn mandaat beëindigt, kan dit verlengen volgens de voorwaarden voorzien in artikel 133, § 2.

De ambtenaar wiens mandaat niet wordt verlengd, herkrijgt de graad die hij voor zijn mandaat bekleedde.

Art. 88. De Regering stelt de mandaten open voor ambtenaren van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ze stelt de wijze vast waarop ambtenaren die niet behoren tot het Parkeeragentschap waarin de betrekking wordt geopend een mandaat kunnen opnemen in deze instelling.

Afdeling 2. — De procedure van toekenning van de mandaten

Art. 89. De mandaten van rang A4, A4+ en A5 staan open voor ambtenaren van niveau A die ten minste twaalf jaar anciënniteit van niveau A hebben of ten minste zes jaar leidinggevende ervaring hebben.

Onder leidinggevende ervaring wordt verstaan ervaring inzake het beheer in een overheidsdienst of in een organisatie uit de privé-sector.

Elke kandidaat dient een beheersplan op te stellen waarin rekening gehouden wordt met de doelstellingen bedoeld in artikel 84, eerste lid.

Art. 90. § 1^{er}. La vacance des mandats est portée à la connaissance des agents par un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*.

L'appel aux candidats mentionne, pour chaque mandat déclaré vacant :

1° le délai visé au § 2 du présent article dans lequel la candidature doit être introduite auprès du président du conseil de direction;

2° les éléments que l'acte de candidature doit contenir et qui sont visés au § 3 du présent article;

3° les coordonnées du service du personnel auprès duquel la description de fonction de l'emploi et la définition des objectifs visés à l'article 84, alinéa 1^{er} peuvent être obtenus.

§ 2. Sont seules prises en considération, les candidatures des agents qui ont été adressées par lettre recommandée au président du conseil de direction, dans un délai de trente jours. Ce délai commence à courir le jour qui suit la publication de l'appel au *Moniteur belge*.

§ 3. Tout acte de candidature comporte :

1° un exposé des titres et expériences que le candidat fait valoir pour postuler l'emploi;

2° le plan de gestion visé à l'article 89 alinéa 3.

Un acte de candidature doit être introduit pour chaque emploi auquel l'intéressé se porte candidat.

§ 4. Les agents sont autorisés à solliciter par anticipation tout mandat qui serait déclaré vacant pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à deux mois. Elle doit être introduite par lettre recommandée adressée au président du conseil de direction.

Art. 91. § 1^{er}. La commission de sélection est saisie par le président du conseil de direction de la demande d'avis visé par l'article 93, alinéa premier.

§ 2. La demande d'avis adressée à la commission de sélection mentionne le délai dans lequel celui-ci doit se prononcer.

Ce délai ne peut être inférieur à trente jours à dater de la réception de la demande par le président de la commission de sélection.

§ 3. La demande d'avis comporte :

1° les actes de candidature visés à l'article 90 § 3;

2° les objectifs visés à l'article 84, alinéa 1^{er};

la description de fonction de l'emploi à pourvoir;

Art. 92. § 1^{er}. La commission de sélection vérifie les conditions générales et particulières d'admissibilité des candidats.

Les candidats qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus de la sélection par une décision motivée de la commission. Cette décision est notifiée aux candidats exclus par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours qui suivent cette notification, le candidat peut introduire une réclamation par lettre recommandée à la poste auprès du Président de la commission et peut demander à être entendu. Le candidat peut se faire assister par une personne de son choix.

Après examen de la réclamation, la commission statue sur l'admissibilité et notifie sa décision par lettre recommandée.

Lorsque la commission exclut un candidat, le délai prévu pour rendre son avis commence à courir à partir du jour où la commission s'est prononcée sur les conditions d'admissibilité.

§ 2. La commission de sélection invite les candidats à un entretien.

En ce qui concerne les emplois de mandat de rang A4, la commission de sélection entend le mandataire de rang A4+ ou A5, au sujet des compétences générales et du profil de fonction de l'emploi à pourvoir.

La commission de sélection émet un avis motivé sur le degré d'adéquation des compétences, d'aptitude relationnelle et de management de chaque candidat par rapport aux éléments contenus dans la demande d'avis visée à l'article 91§ 3.

Après comparaison des titres et mérites des candidats, les candidats sont inscrits soit dans le groupe A "apte", soit dans le groupe B "pas apte".

Art. 90. § 1. De vacante mandaten worden ter kennis van de ambtenaren gebracht via een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad*.

In de oproep tot de kandidaten wordt voor elke vacant verklaarde mandaat het volgende vermeld :

1° de termijn bedoeld in § 2 van dit artikel waarbinnen de kandidatuur ingediend moet worden bij de voorzitter van de directieraad;

2° de gegevens die de kandidatuur dient te bevatten bedoeld in § 3 van dit artikel;

3° de adresgegevens van de personeelsdienst waar een functiebeschrijving van de te begeven betrekking en de omschrijving van de doeleinden bedoeld in artikel 84, eerste lid bekomen kunnen worden.

§ 2. Worden enkel in aanmerking genomen de kandidaturen van de ambtenaren die per aangetekend schrijven gericht zijn aan de voorzitter van de directieraad, binnen een termijn van dertig dagen. Deze termijn gaat in de dag volgend op de bekendmaking van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Elke kandidatuur bevat :

1° een uiteenzetting van de aanspraken en ervaring die de kandidaat laat gelden om voor de betrekking te kandideren;

2° het beheersplan bedoeld in artikel 89, derde lid

De betrokkene dient een kandidatuur in te dienen voor elke betrekking waarvoor hij zich kandidaat stelt.

§ 4. Het staat de ambtenaren vrij om voorafgaandelijk naar elke betrekking te dingen die eventueel vacant zou worden verklaard tijdens hun afwezigheid. De geldigheid van een dergelijke kandidatuur is beperkt tot twee maanden. Zij behoort met een aangetekend schrijven ingediend te worden bij de voorzitter van de directieraad

Art. 91. § 1. Het verzoek bedoeld in artikel 93, eerste lid wordt door de voorzitter van de directieraad bij de selectiecommissie ingediend.

§ 2. In het verzoek om advies dient de termijn vermeld te worden waarbinnen de selectiecommissie zich dient uit te spreken.

Deze termijn mag niet minder bedragen dan dertig dagen na ontvangst van het verzoek door de voorzitter van de selectiecommissie.

§ 3. Het verzoek om advies bevat :

1° de kandidaatstellingen bedoeld in artikel 90 § 3;

2° de doelstellingen bedoeld in artikel 84, eerste lid;

de functiebeschrijving van de te begeven betrekking;

Art. 92. § 1. De selectiecommissie controleert de algemene en bijzondere toelatingsvoorwaarden van de kandidaten.

De kandidaten die niet voldoen aan deze voorwaarden worden van de selectie uitgesloten door een gemotiveerde beslissing van de selectiecommissie. Deze beslissing wordt aan de uitgesloten kandidaten meegedeeld per aangetekend schrijven.

Binnen de vijftien dagen die volgen op deze officiële kennisgeving kan de kandidaat bezwaar aantekenen per aangetekend schrijven aan de voorzitter van de selectiecommissie en kan hij vragen gehoord te worden. De kandidaat kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Na onderzoek van het bezwaar doet de selectiecommissie een uitspraak over de toelaatbaarheid en deelt haar beslissing mee per aangetekend schrijven.

Wanneer de selectiecommissie een kandidaat uitsluit, begint de termijn voorzien om zijn advies te geven te lopen vanaf de dag waarop de commissie een uitspraak heeft gedaan over de toelatingsvoorwaarden.

§ 2. De selectiecommissie nodigt de kandidaten uit voor een gesprek.

Wat betreft de mandaatbetrekkingen van rang A4 hoort de selectiecommissie de mandaathouder van rang A4+ en A5, met betrekking tot de algemene competenties en het functieprofiel van de te begeven betrekking.

De selectiecommissie geeft een gemotiveerd advies over de gelijkwaardigheidsgraad van de competenties, van de relationele en managementvaardigheden van iedere kandidaat met betrekking tot de elementen vervat in het verzoek om advies bedoeld in artikel 91§ 3.

Na een vergelijking van de diploma's en de verdiensten van de kandidaten, deelt de selectiecommissie de kandidaten in hetzij in groep A "geschikt", hetzij in groep B "niet geschikt".

Dans le groupe A, les candidats sont classés. Quand les candidats sont jugés équivalents, ils sont classés ex aequo.

Art. 93. Le Gouvernement désigne le mandataire parmi les candidats du groupe A. Il motive sa décision.

CHAPITRE 4. — *De la promotion par accession au niveau supérieur*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 94. L'accession au niveau supérieur est accordée par le biais d'un concours organisé par le conseil d'administration, si nécessaire via SELOR.

Art. 95. La promotion par accession au niveau supérieur est possible uniquement si, à ce niveau, il y a un emploi vacant dans un grade de recrutement.

Art. 96. § 1^{er}. Pour participer à un concours d'accession au niveau supérieur, l'agent doit se trouver dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion et avoir obtenu une mention d'évaluation "favorable" lors de la dernière évaluation.

§ 2. Pour participer à un concours d'accession au niveau A, l'agent de niveau B ou C doit en outre compter une ancienneté de niveau de 3 ans au moins dans un de ces niveaux ou dans les deux.

Pour participer à un concours d'accession aux niveaux B, C et D, l'agent doit en outre compter une ancienneté de niveau de 3 ans au moins dans le niveau immédiatement inférieur à celui du grade à conférer.

§ 3. Les conditions de participation visées aux §§ 1^{er} et 2 du présent article doivent être remplies à la date limite d'inscription à la première épreuve.

§ 4. Les inscriptions aux épreuves sont illimitées.

Art. 97. Les concours sont organisés pour autant qu'il y ait suffisamment d'emplois vacants au cadre.

Le conseil d'administration, si nécessaire en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR, détermine la composition des jurys et désigne le président ainsi que les assesseurs et leurs suppléants.

Les règles relatives aux jurys d'examens visés à l'article 25 §§ 2 à 3 du présent arrêté sont d'application au présent chapitre.

Section 2. — Du concours d'accession au niveau A.

Art. 98. La promotion par accession au niveau A est ouverte aux agents des niveaux B et C.

Art. 99. Le concours d'accession au niveau A consiste en deux premières épreuves à caractère éliminatoire suivies de trois brevets et d'une épreuve orale.

Seuls les lauréats de la première épreuve peuvent participer à la seconde épreuve et ceux de la seconde épreuve peuvent passer les trois brevets et l'épreuve orale.

Pour passer l'épreuve orale, les candidats doivent en outre avoir réussi chaque brevet.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60% des points pour l'ensemble des épreuves et brevets et au moins 50% pour chaque épreuve et chaque brevet.

Les deux premières épreuves à caractère éliminatoire pour lesquelles le candidat a obtenu 60% des points au moins sont acquises à titre définitif.

Chaque brevet pour lequel le candidat a obtenu 50% des points est acquis à titre définitif.

Art. 100. Le conseil d'administration, si nécessaire en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR, détermine la nature et les matières des épreuves et des brevets visés à l'article 99.

Art. 101. Les lauréats du concours sont classés en fonctions des points qu'ils ont obtenus à l'ensemble des épreuves et brevets visés à l'article 99.

Section 3. — Des concours d'accession aux niveaux B, C et D

Art. 102. L'accession aux niveaux B, C et D est ouverte aux agents respectivement des niveaux C, D et E.

In de groep A worden de kandidaten gerangschikt. Als geoordeeld wordt dat ze gelijkwaardig zijn, worden ze ex aequo gerangschikt.

Art. 93. De Regering duidt de mandaathouder aan onder de kandidaten van groep A. Ze motiveert haar beslissing.

HOOFDSTUK 4. — *De bevordering door overgang naar een hoger niveau*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 94. De overgang naar een hoger niveau wordt verleend bij wijze van een vergelijkend examen georganiseerd door de raad van bestuur, zo nodig via SELOR.

Art. 95. De bevordering door overgang naar een hoger niveau is alleen mogelijk als er een betrekking in de wervingsgraad van dat niveau vacant is.

Art. 96. § 1. Om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau dient een ambtenaar zich in een administratieve stand te bevinden waarbij hij op de bevordering aanspraak kan maken en de evaluatievermelding "gunstig" te hebben gekregen bij de laatste evaluatie.

§ 2. Om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar niveau A dient een ambtenaar van niveau B of C bovendien in een van beide of in beide niveaus een niveauanciënniteit van ten minste 3 jaar te hebben.

Om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar niveau B, C en D dient een ambtenaar in het niveau dat voorafgaat aan datgene waartoe de te verlenen graad behoort bovendien een niveauanciënniteit van ten minste 3 jaar te hebben.

§ 3. De gestelde deelnemingsvoorwaarden bedoeld in §§ 1 en 2 van dit artikel dienen vervuld te zijn op de datum waarop de inschrijvingen voor de eerste proef worden afgesloten.

§ 4. De inschrijvingen voor de eerste proef zijn onbeperkt.

Art. 97. De vergelijkende examens worden georganiseerd voor zover er voldoende vacante betrekkingen in de personeelsformatie zijn.

De raad van bestuur bepaalt, zo nodig in overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, de samenstelling van de examencommissies en wijst de voorzitter aan evenals de assessoren en hun plaatsvervaardigers.

De regels betreffende de examencommissies, bedoeld in artikel 25, §§ 2 tot 3 van dit besluit, zijn van toepassing op dit hoofdstuk.

Afdeling 2. — Het vergelijkend examen voor overgang naar niveau A

Art. 98. De overgang naar niveau A staat open voor ambtenaren van de niveaus B en C.

Art. 99. Het vergelijkende examen voor overgang naar niveau A bestaat uit twee eerste schiftingsproeven gevolgd door drie brevetten en een mondelinge proef.

Enkel de geslaagden voor de eerste proef kunnen deelnemen aan de tweede proef en de geslaagden voor de tweede proef kunnen de drie brevetten en de mondelinge proef afleggen.

Om de mondelinge proef af te leggen, moeten de kandidaten bovendien slagen voor elk brevet.

Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60% der punten behalen voor het geheel van de proeven en brevetten en ten minste 50% voor elke proef en elk brevet.

De eerste twee schiftingsproeven, waarvoor de kandidaat ten minste 60% van de punten heeft behaald zijn definitief verworven.

Elk brevet waarvoor de kandidaat 50% van de punten heeft behaald is definitief verworven.

Art. 100. De raad van bestuur bepaalt, zo nodig in overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, de aard en de materies van de proeven en de brevetten, bedoeld in artikel 99.

Art. 101. De geslaagden voor het vergelijkend examen worden gerangschikt volgens de punten behaald voor het geheel van de proeven, bedoeld in artikel 99.

Afdeling 3. — De vergelijkende examens voor overgang naar niveau B, C en D

Art. 102. De overgang naar niveaus B, C en D staat open voor de ambtenaren van respectievelijk niveaus C, D en E.

Art. 103. Les concours d'accèsion au niveau B ou C comportent une épreuve générale et une épreuve spécifique.

Le conseil d'administration, en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR, détermine la nature et les matières des épreuves visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 104. Seul le candidat qui réussit l'épreuve générale peut participer à l'épreuve spécifique.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 50% des points pour chacune des épreuves et 60% des points sur l'ensemble des épreuves.

Un candidat qui a obtenu 60% pour la première épreuve mais pas pour la seconde, est, lorsqu'il présente à nouveau un concours d'accèsion au même niveau, dispensé de cette première épreuve.

Les lauréats sont classés en fonction des points obtenus aux deux épreuves du concours.

Art. 105. Le concours d'accèsion au niveau D consiste en une seule épreuve basée sur les qualifications et les aptitudes requises pour le niveau supérieur.

Le conseil d'administration, en concertation avec l'administrateur délégué de SELOR, détermine la nature et les matières de l'épreuve visée à l'alinéa 1^{er}.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir 60 % des points.

Les lauréats sont classés en fonction des points obtenus.

Section 4. — De l'épreuve orale complémentaire

Art. 106. A l'issue du concours, une épreuve orale complémentaire est organisée sur base d'une description de fonctions déterminée ou de fonctions-type.

Les candidats à une épreuve complémentaire sont convoqués dans l'ordre de leur premier classement.

Les lauréats jugés aptes pour la fonction à exercer font l'objet d'un classement spécifique, distinct du premier classement.

Ceux qui n'ont pas été jugés aptes pour la fonction à exercer maintiennent leur premier classement et peuvent participer à d'autres épreuves complémentaires.

Les lauréats sont appelés en fonction, dans l'ordre de leur classement spécifique.

Section 5. — De la période d'essai

Art. 107. En cas de sélection d'un lauréat, celui-ci est soumis à une période d'essai de six mois à partir de son entrée en fonction.

Le directeur général et le directeur général adjoint désignent dans leurs services les agents d'un grade supérieur auxquels ils confient la supervision de la période d'essai.

Ceux-ci organisent à l'issue du 1^{er} et du 6^{ième} mois un entretien d'évaluation relatif au déroulement de la période d'essai. Ils peuvent décider d'entretiens supplémentaires. Ils rédigent les rapports de ces entretiens et les transmettent à la DRH.

Durant la période d'essai, les lauréats d'un concours d'accèsion aux niveaux A ou B sont tenus de rédiger un rapport d'activités.

A l'issue de la période d'essai, la candidature de l'agent est définitivement acceptée ou refusée par l'agent habilité par le directeur général et le directeur général adjoint. Il notifie sa décision à l'agent et motive sa décision.

Tant l'agent que le fonctionnaire habilité peuvent mettre fin prématurément à la période d'essai. Ce dernier ne peut le faire que s'il est démontré sur la base d'un rapport motivé que le candidat ne répond pas aux exigences de la fonction, ainsi qu'en cas de sanctions disciplinaires.

Pendant la période d'essai, l'évaluation de l'agent est suspendue. Il ne peut être fait mention dans le dossier d'évaluation de l'agent, de la motivation de la décision mettant fin à la période d'essai.

Les agents qui n'ont pas réussi leur période d'essai ou qui renoncent à l'emploi reprennent leur grade d'origine et maintiennent leur premier classement ainsi que leur classement éventuel établi sur base d'une autre description de fonction. Ils réintègrent leur ancienne fonction ou une fonction équivalente.

Art. 103. Het vergelijkend examen voor overgang naar niveau B of C omvat een algemeen gedeelte en een bijzonder gedeelte.

De raad van bestuur bepaalt, in overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, de aard en de materies van de proeven, bedoeld in het eerste lid.

Art. 104. Alleen wie slaagt voor het algemene examengedeelte kan deelnemen aan het specifieke examengedeelte.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 50% van de punten voor elk gedeelte behalen en 60% van de punten voor het geheel van het examen.

Een kandidaat die 60% behaalde voor het eerste gedeelte maar niet voor het tweede, wordt vrijgesteld van het eerste gedeelte als hij nogmaals aan een vergelijkend examen voor overgang naar hetzelfde niveau deelneemt.

De geslaagden worden gerangschikt volgens de in beide examengedeelten behaalde punten.

Art. 105. Het vergelijkend examen voor overgang naar niveau D bestaat uit een eenmalige proef gebaseerd op de voor het hogere niveau vereiste kwalificaties en geschiktheden.

De raad van bestuur bepaalt, in overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, de aard en de materies van de proef, bedoeld in het eerste lid.

Om te slagen moeten de kandidaten 60 % van de punten behalen.

De geslaagden worden gerangschikt volgens de behaalde punten.

Afdeling 4. — Aanvullende mondelinge proef

Art. 106. Aan het einde van het vergelijkend examen, wordt een aanvullende mondelinge proef georganiseerd op basis van een beschrijving van bepaalde functies of typefuncties.

De kandidaten voor een aanvullende proef worden opgeroepen in de volgorde van hun eerste rangschikking.

De geslaagden die geschikt worden bevonden voor de uit te oefenen functie worden opgenomen in een bijzondere rangschikking, verschillend van de eerste rangschikking.

Zij die niet geschikt werden bevonden voor de uit te oefenen functie behouden hun eerste rangschikking en kunnen deelnemen aan andere aanvullende proeven.

De geslaagden worden in functie geroepen in de volgorde van hun bijzondere rangschikking.

Afdeling 5. — Proefperiode

Art. 107. In geval van selectie van een geslaagde, wordt laatstgenoemde toegelaten tot een proefperiode van zes maanden vanaf zijn infunctietreding.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal wijzen in hun diensten de ambtenaren met een hogere graad aan die de supervisie van de proefperiode waarnemen.

Na de 1ste en 6de maand organiseren ze een evaluatiegesprek over het verloop van de proefperiode. Ze kunnen besluiten tot bijkomende gesprekken. Ze stellen de verslagen van deze gesprekken op en overhandigen ze aan de dienst HRM.

Tijdens de proefperiode zijn de geslaagden van een overgangsexamen naar niveau A of B gehouden een activiteitenverslag op te stellen.

Bij het verstrijken van de proefperiode wordt de kandidatuur van de ambtenaar definitief aanvaard of verworpen door de door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal gemachtigde ambtenaar. Hij betekent zijn beslissing aan de ambtenaar en motiveert zijn beslissing.

Zowel de ambtenaar als de gemachtigde ambtenaar kunnen de proefperiode voortijdig beëindigen. Laatstgenoemde kan dat enkel indien op grond van een gemotiveerd verslag is aangetoond dat de kandidaat niet voldoet aan de vereisten van het ambt, alsook bij tuchtstraffen.

Tijdens de proefperiode, wordt de evaluatie van de ambtenaar opgeschort. Er kan geen melding worden gemaakt van de motivering die een einde maakt aan de proefperiode in het evaluatiedossier van de ambtenaar.

De ambtenaren die niet slaagden voor hun proefperiode of die de betrekking opgeven, hernemen hun oorspronkelijke graad en behouden hun eerste rangschikking, evenals hun eventuele rangschikking op basis van een andere functiebeschrijving. Zij hernemen hun voormalige betrekking of een gelijkgestelde betrekking.

Section 6. — De la procédure en matière de recours à l'encontre de la décision du fonctionnaire habilité

Art. 108. L'agent peut introduire un recours auprès de la commission de recours dans les huit jours de la notification de la décision du fonctionnaire habilité. Le recours est suspensif.

Le président de la commission convoque l'agent dans les quinze jours de l'introduction du recours. Ce dernier peut être assisté d'une personne de son choix.

Le fonctionnaire habilité fait rapport auprès de la commission de recours quant au déroulement de la période d'essai et est entendu par la commission.

La commission décide de confirmer ou d'annuler la décision du fonctionnaire habilité. Cette décision est prise dans le délai d'un mois à partir de l'introduction du recours et est notifiée à l'agent, au fonctionnaire habilité et au responsable de la GRH.

Les notifications et les délais visés au présent chapitre sont régis selon les mêmes règles que celles visées à l'article 295 du présent arrêté.

CHAPITRE 5. — *De l'exercice d'une fonction supérieure*

Art. 109. Sans préjudice de l'article 86, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux emplois qui sont exercés par mandat.

Art. 110. Par fonction supérieure, il y a lieu d'entendre toute fonction qui correspond à un emploi prévu au cadre du personnel attaché à un grade d'un rang supérieur à celui dont l'agent est titulaire.

Art. 111. Un agent peut être désigné à une fonction supérieure pour un emploi momentanément inoccupé.

Le seul fait qu'un emploi soit momentanément inoccupé ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Art. 112. Seul l'agent qui remplit toutes les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, peut être désigné pour exercer cette fonction.

Un agent qui a fait l'objet d'une peine disciplinaire, ne peut pas être désigné tant que sa sanction n'a pas été radiée.

Art. 113. Un agent ne peut être désigné pour occuper un emploi temporairement vacant que lorsque le titulaire est absent pour un mois au moins.

Une fonction supérieure ne peut être attribuée qu'à partir du premier jour d'un mois.

Art. 114. Le conseil d'administration décide de l'attribution d'une fonction supérieure sur proposition du conseil de direction.

Art. 115. L'acte de désignation mentionne :

1° une description de la fonction temporairement vacante, l'actuel titulaire et la raison de son absence;

2° une justification de la nécessité de conférer une fonction supérieure;

une justification du choix de l'agent proposé.

Art. 116. L'agent chargé d'une fonction supérieure dispose de toutes les prérogatives liées à cette fonction.

Art. 117. L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination au grade de cette fonction.

TITRE 5. — *DE LEVALUATION*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 118. L'évaluation a pour but d'apprécier de manière continue le travail effectué par l'agent dans la fonction qu'il exerce par référence à la description de cette fonction.

Art. 119. L'agent est évalué par un supérieur hiérarchique habilité dans le respect des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative. S'il n'est pas du même rôle linguistique que l'agent, le supérieur hiérarchique doit posséder une connaissance suffisante de la langue de l'agent évalué, soit parce qu'il est un agent du cadre bilingue qui, en vertu de l'article 43, § 3, alinéa 3 des mêmes lois, a fourni la preuve qu'il connaît suffisamment la seconde langue, soit parce qu'il détient un certificat linguistique attestant de la connaissance suffisante de l'autre langue délivré sur la base des articles 7, 12 ou 11 et 9, § 1^{er} de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des mêmes lois.

Afdeling 6. — De procedure inzake beroep tegen de beslissing van de gemachtigde ambtenaar

Art. 108. De ambtenaar kan beroep indienen bij de commissie van beroep binnen acht dagen na de betekening van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar. Het beroep is opschortend.

De voorzitter van de commissie roept de ambtenaar op binnen vijftien dagen na de indiening van het beroep. Deze laatste kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze.

De gemachtigde ambtenaar brengt verslag uit bij de commissie van beroep betreffende het verloop van de proefperiode en wordt gehoord door de commissie.

De commissie beslist om de beslissing van de gemachtigde ambtenaar te bevestigen of te vernietigen. Deze beslissing wordt genomen binnen een termijn van een maand na de indiening van het beroep en wordt betekend aan de ambtenaar, de gemachtigde ambtenaar en de verantwoordelijke van het HRM.

De betekeningen en de termijnen bedoeld in dit hoofdstuk worden geregeld volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 295 van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *De uitoefening van een hoger ambt*

Art. 109. Onverminderd artikel 86 vallen de ambten die bij mandaat worden uitgeoefend, niet onder de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 110. Onder hoger ambt wordt verstaan elk ambt dat overeenstemt met een in de personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad van hogere rang dan die waarvan de ambtenaar titularis is.

Art. 111. Een ambtenaar kan worden aangesteld in een hoger ambt voor een betrekking die tijdelijk onbezet is.

Het feit alleen dat een betrekking tijdelijk onbezet is, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

Art. 112. Alleen een ambtenaar die voldoet aan alle statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad te worden benoemd, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

Een ambtenaar die een tuchtstraf heeft opgelopen mag niet worden aangesteld alvorens zijn straf is doorgehaald.

Art. 113. In een tijdelijk vacante betrekking kan een ambtenaar alleen worden aangesteld indien de titularis ten minste een maand afwezig is.

Een hoger ambt kan alleen worden toegekend met ingang van de eerste dag van een maand.

Art. 114. De raad van bestuur beslist over de toekenning van een hoger ambt op voorstel van de directieraad.

Art. 115. De akte tot aanstelling vermeldt :

1° een omschrijving van het ambt dat tijdelijk vacant is, zijn huidige titularis en de reden van diens afwezigheid;

2° een verantwoording van de noodzaak om een hoger ambt toe te kennen;

een verantwoording van de keuze van de voorgestelde ambtenaar.

Art. 116. Een ambtenaar die met een hoger ambt is belast, beschikt over alle aan dat ambt verbonden prerogatieven.

Art. 117. De uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op een benoeming in de graad van dat ambt.

TITEL 5. — *DE EVALUATIE*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 118. De evaluatie heeft tot doel het werk van de ambtenaar in de functie die hij vervult, aan de hand van de functiebeschrijving ervan, doorlopend te beoordelen.

Art. 119. De ambtenaar wordt geëvalueerd door een gemachtigde hiërarchische meerdere met eerbiediging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Indien hij niet tot dezelfde taalrol als de ambtenaar behoort, dient de hiërarchische meerdere een voldoende kennis van de taal van de geëvalueerde ambtenaar te bezitten, als ambtenaar behorend tot het tweetalig kader, die krachtens artikel 43, § 3, derde lid van dezelfde wetten het bewijs heeft geleverd de tweede taal voldoende te kennen, ofwel omdat hij in het bezit is van een taalbewijs waaruit de voldoende kennis van de andere taal blijkt dat uitgereikt is op grond van de artikelen 7, 12 of 11 en 9, § 1 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van dezelfde wetten.

Le supérieur hiérarchique habilité à faire l'évaluation est désigné par le directeur général et le directeur général adjoint.

Aucun agent ne peut effectuer une évaluation sans avoir suivi au préalable une formation appropriée.

Art. 120. L'évaluation s'effectue sur base d'un dossier d'évaluation.

Ce dossier comporte notamment :

- la description de fonction de référence;
- le rapport de l'entretien de fonction;
- les documents portant sur les constatations et appréciations favorables ou défavorables visés à l'article 124;
- le rapport d'évaluation.

L'agent reçoit copie de ces documents dont le modèle est établi par la GRH.

Le dossier d'évaluation fait partie du dossier personnel de l'agent.

CHAPITRE 2. — Du déroulement de l'évaluation

Art. 121. La période d'évaluation de l'agent est celle qui s'étend entre le (ou les) entretien(s) de fonction et l'entretien d'évaluation.

Cette période est d'une durée de six mois au moins.

Art. 122. Au début de chaque période d'évaluation et lors de chaque nomination ou affectation de l'agent, le supérieur hiérarchique habilité a un entretien de fonction avec celui-ci, au cours duquel sont précisés les objectifs à atteindre et les éléments sur lesquels l'agent sera évalué en rapport avec la description de fonction.

Ceux-ci portent sur :

- * la qualité du travail;
 - * le rythme de travail;
 - * les méthodes de travail à appliquer;
- les attitudes de travail à adopter.

Art. 123. Endéans les quinze jours qui suivent l'entretien, le supérieur hiérarchique habilité rédige un rapport d'entretien de fonction. Ce rapport est visé par l'agent. Si l'agent ne vise pas pour réception le rapport d'entretien de fonction, celui-ci lui est envoyé par lettre recommandée. Le supérieur hiérarchique habilité transmet à la GRH ledit rapport dans les trente jours qui suivent l'entretien de fonction.

Art. 124. Dans le courant de chaque période d'évaluation, le supérieur hiérarchique habilité peut joindre au dossier d'évaluation des constatations favorables ou défavorables en rapport avec les objectifs et les éléments d'évaluation précisés à l'article 123.

Ces constatations sont portées à la connaissance de l'agent qui peut y ajouter ses remarques éventuelles.

L'agent peut demander au supérieur hiérarchique habilité d'ajouter à son dossier d'évaluation un document portant une appréciation favorable sur l'exécution de son travail.

Art. 125. A la fin de chaque période d'évaluation, le supérieur hiérarchique habilité a un entretien d'évaluation avec l'agent.

Art. 126. Cet entretien d'évaluation a lieu, tous les deux ans entre le 15 janvier et le 15 mars, une année pour les agents des niveaux A et B, l'année suivante pour ceux des autres niveaux.

Si l'entretien d'évaluation ne peut avoir lieu entre le 15 janvier et le 15 mars, il peut avoir lieu à une autre date pour autant que la période de prestations effectives de l'agent évalué soit de six mois au moins depuis l'entretien de fonction.

Cet entretien d'évaluation porte sur la réalisation des objectifs et sur les éléments visés à l'article 123 fixés lors de l'entretien de fonction.

En cas d'attribution d'une mention " avec réserve " ou " insuffisant ", une nouvelle évaluation doit avoir lieu après un délai d'un an, ce délai pouvant, à la demande de l'agent, être réduit à six mois.

Cette dernière évaluation doit être suivie d'un nouvel entretien de fonction; le nouvel entretien d'évaluation peut avoir lieu entre les 15 janvier et 15 mars à l'issue de la période d'évaluation en cours pour autant qu'il y ait au moins 6 mois de prestations effectives.

De hiërarchische meerdere gemachtigd tot het uitvoeren van de evaluatie wordt aangewezen door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Een ambtenaar mag geen evaluatie uitvoeren zonder eerst een vorming te hebben genoten.

Art. 120. De evaluatie gebeurt op basis van een evaluatiedossier.

Dit dossier bevat met name :

- de functiebeschrijving;
- het verslag van het functiegesprek;
- de documenten betreffende de vaststellingen en de gunstige of ongunstige beoordelingen bedoeld in artikel 124;
- het verslag van het evaluatiegesprek.

De ambtenaar krijgt een kopie van de documenten waarvan het model wordt opgesteld door het HRM.

Het evaluatiedossier maakt deel uit van het persoonlijk dossier van de ambtenaar.

HOOFDSTUK 2. — Het verloop van de evaluatie

Art. 121. De evaluatieperiode van de ambtenaar is de periode tussen het (of de) functiegesprek(ken) en het evaluatiegesprek.

Deze periode heeft een tijdsduur van minstens zes maanden.

Art. 122. In het begin van elke evaluatieperiode en bij elke benoeming of dienstaanwijzing van de ambtenaar heeft de gemachtigde hiërarchische meerdere een functiegesprek met hem, waarbij de te bereiken doelstellingen en de elementen waarop de ambtenaar zal worden geëvalueerd op basis van de functiebeschrijving, worden omschreven.

Deze betreffen :

- * de kwaliteit van het werk;
 - * het werkritme;
 - * de toe te passen werkmethoden;
- de te verwerven werkatitudes.

Art. 123. Binnen vijftien dagen na het gesprek stelt de gemachtigde hiërarchische meerdere een verslag op van het functiegesprek. Dit verslag wordt geïllustreerd door de ambtenaar. Als de ambtenaar het verslag van het functiegesprek niet tekent voor ontvangst, wordt het verslag hem aangetekend opgestuurd. De gemachtigde hiërarchische meerdere stuurt dit verslag naar het HRM binnen dertig dagen na het functiegesprek.

Art. 124. In de loop van elke evaluatieperiode kan de gemachtigde hiërarchische meerdere gunstige of ongunstige vaststellingen op basis van de doelstellingen en de evaluatiecriteria bedoeld in artikel 123, aan het evaluatiedossier toevoegen.

Deze vaststellingen worden ter kennis van de ambtenaar gebracht, die er zijn eventuele bemerkingen kan aan toevoegen.

De ambtenaar kan de gemachtigde hiërarchische meerdere vragen een document met een gunstige beoordeling betreffende de uitvoering van zijn werk aan zijn evaluatiedossier toe te voegen.

Art. 125. Op het einde van elke evaluatieperiode heeft de gemachtigde hiërarchische meerdere een evaluatiegesprek met de ambtenaar.

Art. 126. Dit evaluatiegesprek heeft plaats om de twee jaar tussen 15 januari en 15 maart voor de ambtenaren van niveau A en B, het jaar daarop voor de ambtenaren van de andere niveaus.

Als het evaluatiegesprek niet kan plaatshebben tussen 15 januari en 15 maart, kan het plaatshebben op een andere datum, voor zover de periode van effectieve prestaties van de geëvalueerde ambtenaar sinds het functiegesprek minstens zes maanden bedraagt.

Dit evaluatiegesprek handelt over de verwezenlijking van de doelstellingen en de elementen bedoeld in artikel 123 opgesteld tijdens het functiegesprek.

Bij het erkennen van een vermelding "met voorbehoud" of "onvoldoende" moet een nieuwe evaluatie plaatshebben na een termijn van een jaar. Deze termijn kan op vraag van de ambtenaar tot zes maanden worden teruggebracht.

De laatste evaluatie moet worden gevolgd door een nieuw functiegesprek; het nieuwe evaluatiegesprek kan plaatshebben tussen 15 januari en 15 maart aan het einde van de lopende evaluatieperiode voor zover de effectieve prestaties een periode van minstens zes maanden bestrijken.

Art. 127. Endéans les quinze jours qui suivent l'entretien d'évaluation, le supérieur hiérarchique habilité rédige un rapport relatif à l'entretien d'évaluation et attribue la mention "favorable", "avec réserve" ou "insuffisant" accompagnée d'une motivation. Ce rapport d'entretien d'évaluation est daté et signé dans le même délai par le supérieur hiérarchique habilité; il est visé pour réception par l'agent évalué et adressé immédiatement à la GRH.

Si l'agent ne vise pas pour réception le rapport d'évaluation, celui-ci lui est envoyé par lettre recommandée.

Art. 128. Le supérieur hiérarchique habilité qui n'a pas eu l'agent sous son autorité durant toute la période d'évaluation, consulte les précédents supérieurs hiérarchiques habilités de l'agent avant l'entretien d'évaluation.

Le supérieur hiérarchique habilité, s'il n'est pas le supérieur fonctionnel de l'agent, consulte ce supérieur fonctionnel avant les entretiens de fonction et d'évaluation. Il lui transmet copie des rapports d'entretien de fonction et d'évaluation.

Art. 129. Au terme de l'entretien d'évaluation, un nouvel entretien de fonction relatif à la période d'évaluation suivante a lieu conformément à l'article 123, soit au même moment, soit à un autre moment situé cependant entre le 15 janvier et le 15 mars de l'année de l'entretien d'évaluation.

Art. 130. L'agent qui n'a pas exercé de manière effective ses prestations pendant six mois au moins et qui est absent, en congé ou n'exerce pas sa fonction, conserve sa dernière évaluation.

Hormis les cas visés à l'alinéa 1^{er} du présent article, l'agent qui n'a pas été évalué pour quelque raison que ce soit, reçoit une évaluation favorable, quelle que soit la période durant laquelle il a effectivement effectué ses prestations, sauf s'il a refusé délibérément d'être évalué.

A l'issue du stage l'agent nommé reçoit d'office une évaluation favorable.

CHAPITRE 3. — *De l'évaluation des détenteurs de mandat*

Art. 131. L'évaluation a pour but de vérifier dans quelle mesure les objectifs convenus lors de l'attribution du mandat, sont atteints ou sont en voie d'être atteints.

Le mandataire rédige à cette fin, à l'issue de chaque période d'évaluation, un rapport sur ses activités en tant que responsable de l'entité administrative qu'il dirige.

Art. 132. La commission d'évaluation évalue le mandataire sur la manière dont il a exercé le mandat.

Elle prend connaissance du rapport rédigé par le mandataire et invite celui-ci à un entretien d'évaluation.

La mention "favorable" est attribuée au mandataire lorsque celui-ci atteint pleinement les objectifs qui lui ont été assignés au début de son mandat.

La mention "satisfaisant" est attribuée au mandataire lorsque les objectifs ont été partiellement réalisés par lui.

La mention "défavorable" est attribuée au mandataire lorsque les objectifs n'ont pas ou peu été réalisés.

Dans son évaluation, la commission d'évaluation doit tenir compte des circonstances imprévisibles ou indépendantes, qui ont rendu impossible la réalisation totale ou partielle des objectifs fixés.

L'évaluation est notifiée à l'évalué par lettre recommandée à la poste.

Art. 133. § 1^{er}. Une première évaluation a lieu deux ans après le début du mandat.

Au cas où cette évaluation se termine par la mention "défavorable", une évaluation complémentaire a lieu après six mois qui suivent cette première évaluation. Si la mention attribuée au mandataire à l'issue de l'évaluation complémentaire est défavorable, son mandat prend fin définitivement et il ne peut participer à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

§ 2. Une seconde évaluation a lieu six mois avant la fin du mandat.

Si, à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée au mandataire est "favorable", le Gouvernement peut renouveler son mandat sans qu'il soit procédé à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe. Le mandataire établit, à l'occasion du renouvellement de son mandat, un plan de gestion tel que visé à l'article 89, qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par l'autorité.

Art. 127. Binnen vijftien dagen na het evaluatiegesprek stelt de gemachtigde hiërarchische meerdere een evaluatieverslag en kent de vermelding "gunstig", "onder voorbehoud" of "onvoldoende" toe, voorzien van een motivering. Het evaluatieverslag wordt gedateerd en getekend binnen dezelfde termijn door de gemachtigde hiërarchische meerdere, het wordt voor ontvangst getekend door de geëvalueerde ambtenaar en onmiddellijk doorgestuurd naar het HRM.

Indien de ambtenaar het evaluatieverslag niet tekent voor gezien, wordt het hem aangetekend opgestuurd.

Art. 128. De gemachtigde hiërarchische meerdere die de ambtenaar niet onder zijn gezag heeft gehad gedurende de volledige evaluatieperiode, raadpleegt de vorige gemachtigde hiërarchische meerderen van de ambtenaar voor het evaluatiegesprek.

Indien de gemachtigde hiërarchische meerdere niet de functionele meerdere van de ambtenaar is, dient hij de functionele meerdere te raadplegen voor de functie- en evaluatiegesprekken. Hij stuurt hem een afschrift van het verslag van het functiegesprek en het evaluatieverslag.

Art. 129. Op het einde van het evaluatiegesprek heeft een nieuw functiegesprek plaats over de volgende evaluatieperiode conform artikel 123, hetzij op hetzelfde ogenblik, hetzij op een ander ogenblik maar niettemin tussen 15 januari en 15 maart van het jaar van het evaluatiegesprek.

Art. 130. De ambtenaar die zijn prestaties niet effectief gedurende ten minste zes maanden heeft geleverd en die afwezig is, met verlof is, of zijn functie niet vervult, behoudt zijn laatste evaluatie.

Buiten de gevallen, bedoeld in het eerste lid van dit artikel, krijgt de ambtenaar die om welke reden dan ook niet werd geëvalueerd, een gunstige evaluatie, ongeacht de periode tijdens dewelke hij effectief zijn prestaties leverde, behalve als hij bewust weigerde geëvalueerd te worden.

Na afloop van de stage, krijgt de benoemde ambtenaar van ambtswege een gunstige evaluatie.

HOOFDSTUK 3. — *De evaluatie van de mandaathouders*

Art. 131. De evaluatie heeft tot doel na te gaan in welke mate de bij de toekenning van het mandaat overeengekomen doeleinden werden bereikt of op weg zijn om te worden bereikt.

De mandaathouder stelt hiertoe op het einde van iedere evaluatieperiode een verslag op over zijn werkzaamheden als hoofd van de administratieve eenheid die hij leidt.

Art. 132. De evaluatiecommissie evalueert de mandaathouder over de wijze waarop hij het mandaat heeft uitgeoefend.

Ze neemt kennis van het verslag opgesteld door de mandaathouder en nodigt deze uit voor een evaluatiegesprek.

De vermelding "gunstig" wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer deze de doelstellingen die hem bij het begin van zijn mandaat werden opgedragen heeft bereikt.

De vermelding "voldoende" wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer hij de doelstellingen gedeeltelijk heeft bereikt.

De vermelding "ongunstig" wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer de doelstellingen niet of in zeer geringe mate zijn gerealiseerd.

In zijn evaluatie moet de evaluatiecommissie rekening houden met onvoorziene omstandigheden of omstandigheden, die het geheel of gedeeltelijk realiseren van de vastgestelde objectieven onmogelijk hebben gemaakt.

De evaluatie wordt aan de geëvalueerde meegedeeld bij aangetekend schrijven.

Art. 133. § 1. Een eerste evaluatie heeft plaats twee jaar na het begin van het mandaat.

Indien bij deze evaluatie de vermelding "ongunstig" wordt weerhouden heeft een bijkomende evaluatie plaats zes maanden na deze eerste evaluatie. Als de bijkomende evaluatie van de mandaathouder eveneens ongunstig is wordt zijn mandaat definitief beëindigd en kan hij niet deelnemen aan een nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

§ 2. Een tweede evaluatie heeft plaats zes maanden voor het einde van het mandaat.

Indien op het einde van deze tweede evaluatie de mandataris de vermelding "gunstig" bekomt, dan kan de Regering zijn mandaat verlengen zonder dat er wordt overgegaan tot een nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt. De mandaathouder stelt, bij de hernieuwing van zijn mandaat, een beheersplan op zoals bedoeld in artikel 89, dat rekening houdt met de te bereiken doelstelling vastgelegd door de overheid.

Si la mention attribuée au mandataire est " satisfaisant ", son mandat n'est pas renouvelé mais il peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

Si la mention attribuée au mandataire est " défavorable ", son mandat prend fin définitivement et il ne peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

CHAPITRE 4. — De la procédure de recours

Section 1^{re}. — De la procédure de recours pour les mandataires

Art. 134. Le mandataire dispose de quinze jours à partir de la notification de son évaluation pour introduire un recours écrit auprès du Gouvernement.

Les notifications et les délais visés au présent article sont régis selon les mêmes règles que celles visées à l'article 295 du présent arrêté.

Le Gouvernement statue sur le recours d'un mandataire.

La commission de recours commune visée à l'article 17 n'est pas compétente pour connaître du recours d'un mandataire.

Art. 135. Le Gouvernement doit se prononcer dans le mois de la réception de la requête.

A sa demande, le mandataire est entendu. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

En cas d'absence de décision dans le délai requis, celle-ci est réputée favorable au mandataire.

Section 2. — De la procédure de recours pour les autres agents

Art. 136. L'agent qui ne peut marquer son accord sur la mention " insuffisant " ou " avec réserve " dispose d'un délai de quinze jours pour introduire un recours par lettre recommandée à la poste auprès de la commission de recours.

Art. 137. Ce délai est calculé selon les mêmes règles que celles visées à l'article 295 du présent arrêté.

L'agent se voit délivrer un accusé de réception du recours.

Art. 138. Tout recours doit être inscrit dans le mois de sa notification à l'ordre du jour de la commission de recours.

Art. 139. La commission de recours doit se prononcer dans les trois mois de la réception du recours et dispose d'une compétence de décision.

Sans préjudice de l'article 142, la commission, soit confirme l'évaluation du supérieur hiérarchique, soit attribue une des autres mentions prévues à l'article 128.

L'agent est entendu, à sa demande ou lorsque la commission l'estime nécessaire. L'agent peut se faire assister par la personne de son choix.

CHAPITRE 5. — Des conséquences de la mention " avec réserve " ou " insuffisant "

Art. 140. La période pendant laquelle l'agent se voit attribuer la mention " avec réserve " ou la mention " insuffisant " n'est pas prise en compte pour le calcul de l'ancienneté de grade nécessaire à l'obtention d'une échelle supérieure en application de la carrière fonctionnelle normale ou accélérée.

Art. 141. § 1^{er}. Il ne peut être attribué qu'une seule mention " insuffisant ". Si, après l'attribution de cette mention, l'agent n'obtient pas une des autres mentions prévues à l'article 128, il est déclaré inapte professionnellement par le supérieur hiérarchique qui a procédé à l'évaluation.

§ 2. L'agent qui ne peut marquer son accord sur la déclaration d'inaptitude professionnelle définitive dispose d'un délai de quinze jours pour introduire un recours par lettre recommandée à la poste auprès de la commission de recours.

Ce délai est calculé selon les mêmes règles que celles visées à l'article 295 du présent arrêté.

L'agent se voit délivrer un accusé de réception du recours.

La procédure visée aux articles 139 et 140 s'applique.

La commission émet un avis au conseil d'administration. Celle-ci se prononce sur la déclaration d'inaptitude professionnelle définitive.

Indien de mandaathouder de vermelding "voldoende" bekomt, dan wordt zijn mandaat niet verlengd maar kan hij deelnemen aan een nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

Indien de mandaathouder de vermelding "ongunstig" bekomt, dan wordt zijn mandaat definitief beëindigd en kan hij niet deelnemen aan de nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

HOOFDSTUK 4. — De beroepsprocedure

Afdeling 1. — De beroepsprocedure voor de mandaathouders

Art. 134. De mandaathouder beschikt over vijftien dagen vanaf de betekening van zijn evaluatie om schriftelijk beroep in te dienen bij de Regering.

De betekeningen en de termijnen bedoeld in dit artikel worden geregeld volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 295 van dit besluit.

De Regering spreekt zich uit over het beroep van een mandaathouder.

De gemeenschappelijke commissie van beroep bedoeld in artikel 17 is niet bevoegd om uitspraak te doen over het beroep van een mandaathouder.

Art. 135. De Regering moet zich uitspreken binnen de maand na ontvangst van het verzoekschrift.

De mandaathouder wordt op zijn verzoek gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Indien geen beslissing wordt genomen binnen de vereiste termijn, wordt ze gunstig geacht voor de mandaathouder.

Afdeling 2. — De beroepsprocedure voor de andere ambtenaren

Art. 136. De ambtenaar die zijn goedkeuring niet kan hechten aan de vermelding "onvoldoende" of "onder voorbehoud" beschikt over een termijn van vijftien dagen om beroep in te dienen per aangetekend schrijven bij de commissie van beroep.

Art. 137. Deze termijn is berekend volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 295 van dit besluit.

Er wordt de ambtenaar een ontvangstbewijs van het beroep uitgegeeft.

Art. 138. Elk beroep dient te worden ingeschreven binnen een maand na de plaatsing op de agenda van de commissie van beroep.

Art. 139. De commissie van beroep dient zich uit te spreken binnen drie maanden na ontvangst van het beroep en heeft een beslissende bevoegdheid.

Onverminderd artikel 142 bevestigt de commissie de evaluatie van de hiërarchische meerdere of ze kent een van de andere vermeldingen uit artikel 128 toe.

De ambtenaar wordt op eigen verzoek of wanneer de commissie dit nodig acht gehoord. De ambtenaar kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze.

HOOFDSTUK 5. — De gevolgen van de vermelding "met voorbehoud" of "onvoldoende"

Art. 140. De periode gedurende dewelke de ambtenaar die bij zijn evaluatie de vermelding "met voorbehoud" of "onvoldoende" krijgt, wordt niet in aanmerking voor de berekening van de graadanciënniteit vereist voor het bekomen van een hogere weddenschaal in toepassing van de gewone of de versnelde functionele loopbaan.

Art. 141. § 1. De vermelding "onvoldoende" kan slechts eenmaal worden toegekend. Indien na de toekenning van deze vermelding de ambtenaar geen van de andere vermeldingen bedoeld in artikel 128 wordt toegekend, wordt hij door de hiërarchische meerdere die de evaluatie heeft verricht beroepsongeschikt verklaard.

§ 2. De ambtenaar die zijn goedkeuring niet kan hechten aan de verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid beschikt over een termijn van vijftien dagen om per aangetekend schrijven beroep in te dienen bij de commissie van beroep.

Deze termijn is berekend volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 295 van dit besluit.

Er wordt de ambtenaar een ontvangstbewijs van het beroep uitgegeeft.

De procedure bedoeld in artikelen 139 en 140 is van toepassing.

De commissie brengt advies uit bij de raad van bestuur. Deze spreekt zich uit over de verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid.

§ 3. En cas de confirmation de la déclaration d'inaptitude professionnelle ou lorsque l'agent n'a pas été en recours contre la déclaration d'inaptitude professionnelle, l'agent est licencié par le conseil d'administration.

Une indemnité de départ est accordée à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle.

Cette indemnité est égale à douze fois la dernière rémunération mensuelle de l'agent si celui-ci compte au moins vingt années de service, à huit fois ou à six fois cette rémunération selon que l'agent compte dix ans de service ou moins de dix ans de service.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par "rémunération", tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La rémunération à prendre en considération est celle qui est due pour des prestations complètes, en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

TITRE 6. — DE LA MOBILITE INTERNE

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 142. La mobilité interne a pour objectif de rendre les agents plus efficaces, en tenant compte aussi bien de leurs compétences, de leur expérience et de leur motivation que des besoins en personnel des services.

Art. 143. La mutation est le passage d'un agent à un autre emploi correspondant à son grade dans le même service ou dans un autre service de l'Agence du stationnement.

La mutation ne peut intervenir au sein des emplois de rang A 2 que dans un emploi de la même catégorie telle que définie à l'article 9.

Art. 144. L'agent garde, en tout cas, son grade et l'échelle y afférente. Il garde également les avantages qu'il a obtenus au cours de sa carrière fonctionnelle, dans le respect des dispositions en matière de formation et d'évaluation.

Art. 145. La mobilité interne est réalisée soit par mutation volontaire à l'initiative de l'agent ou suite à un appel interne, soit par mutation d'office, soit par réaffectation.

Art. 146. La GRH gère le régime de la mobilité interne au moyen d'une banque de données dans laquelle sont versées les offres et les demandes de mutation.

Les offres de mutation sont les offres d'emploi introduites par les responsables des directions en vue de pourvoir à des emplois vacants ou momentanément inoccupés par des transferts internes. Elles sont approuvées par le conseil de direction et portées à la connaissance de tous les agents, notamment au moyen du réseau informatique intranet.

Les demandes de mutation sont les demandes de transfert dans un autre emploi de l'Agence, introduites à l'initiative des agents. Les informations relatives à ces demandes de mutation ne peuvent être consultées que par la GRH.

CHAPITRE 2. — De la mutation volontaire à l'initiative de l'agent

Art. 147. Chaque agent peut, à tout moment et d'initiative, introduire une demande de mutation auprès de la GRH au moyen d'un formulaire mis à sa disposition par ledit service.

La GRH examine dans quelle mesure il peut être donné suite à la demande. A cet effet, elle consulte la banque de données et compare le profil des demandeurs avec les descriptions de fonction des emplois offerts et figurant dans la banque de données.

Art. 148. La GRH soumet au responsable de la direction dans laquelle l'emploi est ouvert à la mutation, une liste de candidats dont le profil correspond à la description de fonction de cet emploi.

Ce dernier assisté par la GRH sélectionne le candidat qui correspond le mieux aux exigences de la fonction et décide de la mutation.

La GRH en informe le directeur général et le directeur général adjoint selon le cas.

En cas de mutation, le responsable de la direction ou du service d'origine de l'agent peut imposer un délai d'attente de trois mois avant le départ effectif de celui-ci. Ce délai peut être porté à six mois maximum sur base de l'avis du conseil de direction.

§ 3. In geval van bevestiging van de verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid, of indien de ambtenaar tegen de verklaring van beroepsongeschiktheid niet in beroep is gegaan, wordt de ambtenaar door de raad van bestuur ontslagen.

Aan de wegens beroepsongeschiktheid ontslagen ambtenaar wordt een vergoeding wegens ontslag toegekend.

Deze vergoeding is gelijk aan twaalf maal de laatste maandbezoldiging van de ambtenaar indien hij ten minste twintig jaar dienst heeft, aan acht maal of zes maal deze bezoldiging naargelang de ambtenaar tien jaar dienst of minder dan tien jaar dienst heeft.

Voor de toepassing van dit artikel moet onder "bezoldiging" worden verstaan elke wedde, elk loon of elke vergoeding geldend als wedde of loon, rekening houdend met de verhogingen of verminderingen die te wijten zijn aan de schommelingen van de index der kleinhandelsprijzen. De in aanmerking te nemen bezoldiging is die welke verschuldigd is voor volledige prestaties, eventueel met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, rekening houdend met de verhogingen of verminderingen die te wijten zijn aan de schommelingen van de index der kleinhandelsprijzen.

TITEL 6. — DE INTERNE MOBILITEIT

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 142. De interne mobiliteit heeft tot doel de ambtenaren efficiënter te maken, rekening houdend zowel met hun bekwaamheden, ervaring en motivatie als met de personeelsbehoeften van de diensten.

Art. 143. De mutatie is de overgang van een ambtenaar naar een andere betrekking van zijn graad in dezelfde dienst of in andere dienst van het Parkeeragentschap.

De mutatie kan slechts geschieden binnen de betrekkingen van rang A 2 in een betrekking van dezelfde categorie zoals bepaald in artikel 9.

Art. 144. De ambtenaar behoudt hoe dan ook zijn graad en de daaraan verbonden weddenschaal. Hij behoudt tevens de voordelen die hij in zijn functionele loopbaan heeft verkregen, met inachtneming van de bepalingen inzake vorming en evaluatie.

Art. 145. De interne mobiliteit vindt plaats hetzij door vrijwillige mutatie op initiatief van de ambtenaar of naar aanleiding van een interne oproep, hetzij door ambtshalve mutatie, hetzij door herplaatsing.

Art. 146. Het HRM beheert het stelsel van de interne mobiliteit met een gegevensbank waarin de mutatieaanbiedingen en -aanvragen worden opgenomen.

De mutatieaanbiedingen zijn de door de verantwoordelijken van de directies ingediende werkaanbiedingen om te voorzien in vacante of tijdelijk onbezette betrekkingen door middel van interne overplaatsingen. Zij worden goedgekeurd door de directieraad en ter kennis van alle ambtenaren gebracht, namelijk met het informaticanetwerk intranet.

De mutatieaanvragen zijn de aanvragen tot overplaatsing naar een andere betrekking van de instelling, ingediend op initiatief van de ambtenaren. De informatie betreffende deze aanvragen mogen enkel geraadpleegd worden door het HRM.

HOOFDSTUK 2. — De vrijwillige mutatie op initiatief van de ambtenaar

Art. 147. Iedere ambtenaar kan op elk ogenblik uit eigen beweging een mutatieaanvraag indienen bij het HRM door middel van een formulier verstrekt door de genoemde dienst.

Het HRM onderzoekt in welke mate aan het verzoek gevolg kan worden gegeven. Daartoe raadpleegt het de gegevensbank en vergelijkt het profiel van de aanvragers met de functiebeschrijvingen van de werkaanbiedingen die in de gegevensbank zijn opgenomen.

Art. 148. Het HRM legt de verantwoordelijke van de directie een lijst met kandidaten voor waarvan het profiel overeenstemt met de functiebeschrijving van deze betrekking.

Deze laatste, bijgestaan door het HRM, selecteert de kandidaat die het best beantwoordt aan de vereisten van het ambt en neemt een beslissing over de mutatie.

Het HRM brengt de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal al naar gelang het geval op de hoogte.

In geval van mutatie kan de verantwoordelijke van het oorspronkelijke bestuur of dienst van de ambtenaar een wachttijd van drie maanden opleggen voor het eigenlijke vertrek van deze laatste. Deze termijn kan worden verlengd tot maximum zes maanden op basis van het advies van de directieraad.

L'agent transféré par mobilité interne a l'obligation d'exercer ses nouvelles fonctions pour une durée de trois ans minimum sauf dérogation du conseil de direction.

CHAPITRE 3. — *De la mutation volontaire par appel interne*

Art. 149. Un appel interne peut être lancé par la GRH aux agents de l'Agence du stationnement pour les emplois repris dans la banque de données, au moyen d'une note de service qui mentionne :

- 1° la description de la fonction;
 - 2° le profil requis des candidats;
- dans quel délai l'agent peut faire connaître son intérêt pour l'emploi.

Art. 150. Les candidatures sont introduites auprès de la GRH.

La GRH examine dans quelle mesure il peut être donné suite aux candidatures introduites spontanément et celles résultant de l'appel interne. A cet effet, elle compare le profil des candidats avec les descriptions de fonction des emplois pour lesquels l'appel interne a été lancé.

La sélection est opérée selon la procédure visée à l'article 148, alinéas 2 à 5.

S'il s'avère qu'aucun candidat ne correspond aux exigences de la fonction, la GRH en avise les agents ayant posé leur candidature.

CHAPITRE 4. — *De la mutation d'office*

Art. 151. Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent décider d'une mutation d'office si des exigences particulières de connaissances ou d'expérience sont requises pour occuper un emploi et si l'emploi n'a pas pu être pourvu après un appel interne.

Ils consultent préalablement l'agent concerné et motivent leur décision d'après la description de fonction et le profil souhaité pour pouvoir occuper l'emploi.

La mutation d'office peut également être décidée si elle est justifiée par des besoins ou des nécessités du service.

Art. 152. Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent décider d'une mutation d'office au cas où un agent n'aurait plus les qualifications requises pour occuper son emploi. Ils entendent préalablement l'agent concerné.

CHAPITRE 5. — *De la réaffectation*

Art. 153. La réaffectation a lieu :

1° si la suppression ou la modification d'une mission de l'Agence du stationnement entraîne la suppression d'un ou de plusieurs emplois;

si un agent s'avère médicalement inapte à exercer sa fonction, mais peut être réaffecté à un emploi que son état de santé lui permet d'exercer.

Art. 154. La réaffectation d'un agent a lieu dans un emploi relevant d'un autre service de l'Agence du stationnement.

L'emploi doit être vacant et correspondre aux besoins en personnel du service dans lequel l'agent est réaffecté.

Art. 155. La réaffectation est décidée par le directeur général et le directeur général adjoint.

L'agent en réaffectation conserve ses droits au traitement et ses titres à la promotion; la période de réaffectation est prise en compte dans l'ancienneté administrative et dans l'ancienneté pécuniaire.

TITRE 7. — *DES POSITIONS ADMINISTRATIVES, DES ABSENCES ET DES CONGES*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des positions administratives*

Section 1^{re}. — *De l'activité de service*

Art. 156. L'activité de service est la position administrative habituelle de l'agent.

Sauf dispositions contraires, l'agent en activité de service a droit à son traitement et à l'avancement dans son échelle de traitement.

Il peut faire valoir ses titres à la promotion, à l'attribution d'un mandat ou à l'octroi d'une échelle de traitement plus élevée dans sa carrière fonctionnelle.

De bij interne mobiliteit overgeplaatste ambtenaar is verplicht zijn nieuwe functie uit te oefenen gedurende een periode van minimaal drie jaar, behoudens afwijking door de directieraad.

HOOFDSTUK 3. — *De vrijwillige mutatie door een interne oproep*

Art. 149. Een interne oproep kan worden gedaan door het HRM aan de ambtenaren van het Parkeeragentschap voor de betrekkingen opgenomen in de gegevensbank, met een dienstnota die het volgende vermeldt :

- 1° de functiebeschrijving;
 - 2° het gewenste profiel van de kandidaten;
- binnen welke termijn de ambtenaar zijn belangstelling voor de betrekking kan kenbaar maken.

Art. 150. De candidaturen worden ingediend bij het HRM.

Het HRM onderzoekt in welke mate er gevolg kan worden gegeven aan de uit eigen beweging ingediende candidaturen alsmede aan degene die het gevolg zijn van een interne oproep. Daartoe vergelijkt het HRM het profiel van de kandidaten met de functiebeschrijvingen waarvoor de interne oproep werd gedaan.

De selectie wordt uitgevoerd volgens de procedure bedoeld in artikel 148, tweede tot vijfde lid.

Indien blijkt dat geen enkele kandidaat beantwoordt aan de vereisten van het ambt brengt het HRM dit ter kennis van de ambtenaren die zich kandidaat hadden gesteld.

HOOFDSTUK 4. — *De ambtshalve mutatie*

Art. 151. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal kunnen over een ambtshalve mutatie beslissen als voor het bekleden van een betrekking bijzondere eisen inzake kennis of ervaring gelden en indien de betrekking niet kon worden bezet na een interne oproep.

Zij raadplegen vooraf de betrokken ambtenaar en motiveren hun beslissing aan de hand van de functiebeschrijving en het gewenste profiel om betrekking te kunnen bekleden.

Tot ambtshalve mutatie kan eveneens worden beslist indien zij gerechtvaardigd is door dienstbehoeften of -noodwendigheden.

Art. 152. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal kunnen beslissen over een ambtshalve mutatie ingeval de ambtenaar niet meer over de vereiste bekwaamheden beschikt om zijn betrekking te bekleden. Ze horen vooraf de betrokken ambtenaar.

HOOFDSTUK 5. — *De herplaatsing*

Art. 153. De herplaatsing vindt plaats :

1° indien de opheffing of de wijziging van een opdracht van het Parkeeragentschap de afschaffing van een of meer betrekkingen met zich meebrengt;

indien een ambtenaar medisch ongeschikt wordt bevonden voor de uitoefening van zijn ambt, maar opnieuw kan worden geplaatst in een betrekking die verenigbaar is met zijn gezondheidstoestand.

Art. 154. De herplaatsing van een ambtenaar gebeurt in een betrekking behorend tot dezelfde of een andere dienst van het Parkeeragentschap.

De betrekking moet openstaan en beantwoorden aan een personeelsbehoefte bij de dienst waar de ambtenaar herplaatst wordt.

Art. 155. De herplaatsing wordt beslist door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Een herplaatst ambtenaar behoudt zijn rechten inzake wedde en zijn aanspraken op bevordering; de herplaatsingsperiode wordt meegerekend voor de administratieve en de geldelijke anciënniteit.

TITEL 7. — *DE ADMINISTRATIEVE STANDEN, DE AFWEZIGHEDEN EN DE VERLOVEN*

HOOFDSTUK I. — *De administratieve standen*

Afdeling 1. — *De dienstactiviteit*

Art. 156. De dienstactiviteit is de gewone administratieve stand van de ambtenaar.

Tenzij anders bepaald, heeft de ambtenaar in dienstactiviteit recht op wedde en op verhoging in zijn weddenschaal.

Hij kan zijn aanspraken op bevordering, op toekenning van een mandaat of op een hogere weddenschaal in zijn functionele loopbaan doen gelden.

Section 2. — De la non-activité

Art. 157. L'agent peut, conformément aux dispositions du présent arrêté, être mis en non-activité de plein droit ou sur décision de l'autorité compétente.

Sauf dispositions contraires, l'agent dans cette position, n'a droit ni à son traitement, ni à l'avancement dans son échelle de traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à :

1° la promotion ou à l'attribution d'un mandat;

l'octroi d'une échelle de traitement plus élevée dans sa carrière fonctionnelle.

Art. 158. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions de mise à la retraite.

Section 3. — De la disponibilité

Sous-section 1^{re}. — De la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Art. 159. L'agent peut, sans préavis, être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service s'il ne peut exercer une fonction déterminée et s'il ne peut pas être immédiatement réaffecté à un emploi plus adapté.

Sur proposition du conseil de direction, le conseil d'administration se prononce sur la mise en disponibilité. L'intéressé est préalablement entendu par le conseil de direction et peut être assisté par la personne de son choix.

Art. 160. L'agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service n'a droit ni au traitement, ni à l'avancement dans son échelle de traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à :

1° la promotion ou l'attribution d'un mandat;

2° l'octroi d'une échelle de traitement plus élevée dans sa carrière fonctionnelle.

Il bénéficie durant la première année d'un traitement d'attente équivalent à son dernier traitement d'activité. A partir de la deuxième année, ce traitement d'attente est égal à 1/60ème du dernier traitement d'activité, multiplié par le nombre d'années de service qu'il compte à la date de sa mise en disponibilité.

Sous-section 2. — De la disponibilité pour maladie

Art. 161. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 235, l'agent qui est absent pour maladie après avoir atteint le nombre de jours de congés accordés en vertu de l'article 231 se trouve de plein droit en disponibilité pour maladie.

Il conserve ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

L'article 239 est applicable à l'agent en disponibilité pour maladie.

§ 2. L'agent en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'incapacité physique.

Le traitement d'attente est établi sur base du dernier traitement d'activité.

En cas de cumul de fonctions, le traitement d'attente n'est accordé qu'en raison de la fonction principale.

§ 3. L'agent a droit à un traitement d'attente mensuel égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie grave et de longue durée par l'Administration de l'expertise médicale de l'Etat. Ce droit ne produit ses effets qu'à partir du moment où l'agent a été mis en disponibilité pour une période ininterrompue de trois mois au moins.

Ce droit entraîne une révision de la situation de l'agent avec effet pécuniaire au jour où sa disponibilité a débuté.

Afdeling 2. — De non-activiteit

Art. 157. De ambtenaar kan, krachtens de bepalingen van dit besluit, van rechtswege of bij beslissing van de bevoegde overheid in non-activiteit worden geplaatst.

Tenzij anders bepaald, heeft de ambtenaar in deze stand geen recht op wedde en op verhoging in zijn weddenschaal.

Hij verliest zijn aanspraken op :

1° bevordering of toekenning van een mandaat;

een hogere weddenschaal in zijn functionele loopbaan.

Art. 158. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de voorwaarden voldoet om te worden gepensioneerd.

Afdeling 3. — De beschikbaarheid

Onderafdeling 1. — De beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 159. De ambtenaar kan, zonder opzegging, in beschikbaarheid worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst wanneer hij een bepaald ambt niet kan uitoefenen en hij niet onmiddellijk in een beter geschikte betrekking wedertewerkgesteld kan worden.

Op voorstel van de directieraad neemt de raad van bestuur een beslissing omtrent de indisponibiliteitstelling. De betrokkene wordt vooraf door de directieraad gehoord en kan worden bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 160. De ambtenaar in beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst heeft geen recht op wedde of op verhoging in zijn weddenschaal.

Hij verliest zijn aanspraken op :

1° bevordering of toekenning van een mandaat;

2° een hogere weddenschaal in zijn functionele loopbaan.

Hij geniet het eerste jaar een wachtgeld gelijk aan zijn laatste activiteitswedde. Vanaf het tweede jaar is dit wachtgeld gelijk aan 1/60e van de laatste activiteitswedde per dienstjaar dat hij telt op de datum waarop hij in beschikbaarheid is gesteld.

Onderafdeling 2. — De beschikbaarheid wegens ziekte

Art. 161. § 1. Onverminderd artikel 235 is de ambtenaar die wegens ziekte afwezig is na het maximum aantal verlofdagen hem toegekend bij artikel 231, van rechtswege in beschikbaarheid wegens ziekte.

Hij behoudt zijn recht op bevordering en op bevordering in zijn weddenschaal.

Artikel 239 is van toepassing op de ambtenaar in beschikbaarheid wegens ziekte.

§ 2. De ambtenaar die in beschikbaarheid wegens ziekte is ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van zijn laatste activiteitswedde.

Het bedrag van dit wachtgeld mag echter in geen geval lager liggen dan :

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde toestand zou ontvangen indien de sociale-zekerheidsregeling op hem toepasselijk was geweest sinds het begin van zijn afwezigheid;

2° het pensioen dat hij zou verkregen hebben indien hij, op de datum van zijn indisponibiliteitstelling, tot de vervroegde oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid was toegelaten.

Het wachtgeld wordt vastgesteld op grondslag van de laatste activiteitswedde.

In geval van cumulatie van betrekkingen wordt het wachtgeld slechts toegekend op grond van het hoofdamt.

§ 3. De ambtenaar heeft recht op een maandelijks wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn laatste activiteitswedde indien de kwaal waarvan hij lijdt door het Bestuur van de medische expertise van de Staat als een ernstige en langdurige ziekte wordt erkend. Dit recht heeft slechts uitwerking nadat de ambtenaar in beschikbaarheid wegens ziekte werd gesteld voor een ononderbroken periode van ten minste drie maanden.

Dit recht heeft een herziening van de toestand van de ambtenaar tot gevolg met geldelijke uitwerking op de dag waarop zijn beschikbaarheid wegens ziekte een aanvang heeft genomen.

§ 4. La disponibilité pour maladie ne met pas fin aux régimes de l'interruption de la carrière professionnelle visés aux articles 168 à 173, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire de quatre jours visés dans la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, ni aux prestations réduites pour convenances personnelles visées aux articles 179 à 181.

Pour l'application du § 2 du présent article, le dernier traitement d'activité est celui qui était dû avant les prestations réduites.

Art. 162. L'agent qui est mis en disponibilité pour maladie, subit chaque année un examen médical auprès du service de contrôle médical visé à l'article 239, dans le courant du mois correspondant à celui au cours duquel il a été mis en disponibilité.

Si l'agent ne comparaît pas devant le service de contrôle médical prévu par l'article 239 à l'époque fixée par l'alinéa 1^{er}, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Art. 163. Le conseil d'administration peut, sur avis du conseil de direction, déclarer immédiatement vacant l'emploi dont l'agent placé en disponibilité était titulaire, en cas de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

En cas de disponibilité pour maladie, la déclaration de vacance ne peut être décidée qu'après un an.

Art. 164. Le conseil d'administration peut rappeler en activité de service l'agent placé en disponibilité s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises.

L'agent en disponibilité pour maladie dont l'emploi n'a pas été déclaré vacant, le reprend lorsqu'il réintègre son service.

L'agent est tenu en tous cas d'occuper, dans les délais fixés par le conseil d'administration, l'emploi qui lui est assigné. L'agent qui s'y refuse sans raison valable, est, après dix jours ouvrables d'absence, démis d'office.

Art. 165. Nul ne peut être mis en disponibilité s'il se trouve dans les conditions de mise à la retraite.

CHAPITRE 2. — Des absences

Art. 166. L'agent ne peut s'absenter s'il n'a pas obtenu un congé ou une dispense de service.

Par dispense de service, il y a lieu d'entendre l'autorisation accordée à l'agent de s'absenter pendant les heures de service pour une durée déterminée avec maintien de ses droits.

A l'exception des cas prévus dans le présent arrêté, le directeur général et le directeur général adjoint ou l'agent désigné par eux accordent les congés et dispenses de service.

Art. 167. Dans le respect de l'article 18 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux et sans préjudice de l'application éventuelle d'une peine disciplinaire, l'agent qui s'absente sans autorisation ou dépasse le terme de son congé sans motif valable, se trouve de plein droit en non-activité.

L'agent qui, sans raison valable, s'absente plus de dix jours ouvrables, est démis d'office.

CHAPITRE 3. — Des congés dans le cadre de l'interruption de carrière et de la redistribution du travail

Section 1^{re}. — Du congé pour interruption de carrière

Art. 168. § 1^{er}. L'agent bénéficie d'un congé pour interruption de carrière accordée en vertu de la loi de redressement du 22 janvier 1985 selon le régime fixé par l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations ainsi que par toutes les dispositions qui les modifieraient ou les remplaceraient.

§ 2. L'agent peut obtenir, aux conditions et selon les modalités prévues par l'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er}, un congé pour interrompre sa carrière professionnelle :

1° de manière complète;

2° de manière partielle à raison d'un cinquième ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées;

§ 4. De beschikbaarheid wegens ziekte maakt geen einde aan de stelsels van loopbaanonderbreking bedoeld in artikelen 168 tot 173, noch aan de stelsels van halftijdse vervroegde uittreding en van vrijwillige vierdagenweek zoals bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende arbeidsverdeling in de openbare sector, noch aan verminderde prestaties om persoonlijke redenen bedoeld in de artikelen 179 tot 181.

Voor de toepassing van § 2 van dit artikel, is de laatste activiteitswedde deze, welke voor de verminderde prestaties verschuldigd was.

Art. 162. De ambtenaar die in beschikbaarheid werd gesteld wegens ziekte, wordt ieder jaar medisch onderzocht door de medische controledienst bedoeld in artikel 239, in de loop van de maand overeenstemmend met die waarin hij in beschikbaarheid werd gesteld.

Verschoont de ambtenaar niet voor de medische controledienst bedoeld in artikel 239 op het tijdstip bepaald in het eerste lid, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld vanaf dat tijdstip geschorst tot hij verschijnt.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 163. De raad van bestuur kan, op advies van de directieraad, de betrekking waarvan de in beschikbaarheid gestelde ambtenaar titularis was, onmiddellijk vacant verklaren in geval van beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

De vacantverklaring kan slechts worden beslist na verloop van een jaar in geval van beschikbaarheid wegens ziekte.

Art. 164. De raad van bestuur kan de in beschikbaarheid gestelde ambtenaar in actieve dienst terugroepen indien hij de vereiste beroeps- en lichamelijke geschiktheid bezit.

De ambtenaar in beschikbaarheid wegens ziekte, wiens betrekking niet vacant werd verklaard, neemt haar opnieuw op wanneer hij zijn dienst hervat.

De ambtenaar moet in ieder geval, binnen de door de raad van bestuur gestelde termijn, het aangewezen ambt opnemen. Indien hij zonder geldige reden weigert, wordt hij, na een afwezigheid van tien werkdagen, ambtshalve ontslagen.

Art. 165. Niemand kan in beschikbaarheid gesteld of gehouden worden wanneer hij voldoet aan de voorwaarden om gepensioneerd te worden.

HOOFDSTUK 2. — De afwezigheden

Art. 166. De ambtenaar mag niet afwezig zijn zonder verlof of dienstvrijstelling te hebben gekregen.

Onder dienstvrijstelling wordt verstaan de toestemming gegeven aan een ambtenaar om gedurende de diensturen afwezig te zijn voor een bepaalde duur met het behoud van al zijn rechten.

Met uitzondering van de in dit besluit bepaalde gevallen worden de verloven en dienstvrijstellingen door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal of de door hen aangewezen ambtenaar toegekend.

Art. 167. Met inachtnaam van artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes en onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf, bevindt de ambtenaar die zonder toestemming afwezig is of de duur van zijn verlof zonder geldige reden overschrijdt, zich van rechtswege in non-activiteit.

Indien de ambtenaar zonder geldige reden meer dan tien werkdagen afwezig is, wordt hij ambtshalve ontslagen.

HOOFDSTUK 3. — De verloven van loopbaanonderbreking en van arbeidsherverdelende aard

Afdeling 1. — Het verlof voor loopbaanonderbreking

Art. 168. § 1. De ambtenaar krijgt verlof om zijn loopbaan te onderbreken volgens de herstelwet van 22 januari 1985 onder het stelsel van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen alsmede van alle bepalingen die deze regeling mochten wijzigen of vervangen.

§ 2. De ambtenaar kan verlof voor loopbaanonderbreking krijgen volgens de voorwaarden en modaliteiten van het koninklijk besluit bedoeld in de eerste alinea:

1° volledig;

2° gedeeltelijk, naar rata van een vijfde of de helft van de duur van de dienstprestaties die normaal behoren te worden verricht;

3° pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave;

4° pour donner des soins palliatifs;

dans le cadre du congé parental lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Art. 169. § 1^{er}. Tous les agents ont droit aux congés pour interruption de carrière pour soins palliatifs et dans le cadre du congé parental visés à l'article 168 § 2, 4° et 5°.

§ 2. Ont droit aux congés pour interruption de la carrière complète, partielle et dans le cadre de l'assistance médicale visés à l'article 168, § 2, 1° à 3°, les agents titulaires d'un grade de recrutement.

Peuvent bénéficier de ces congés les agents titulaires d'un grade de promotion, moyennant l'autorisation du Directeur général et du Directeur général adjoint.

En sont exclus les agents titulaires d'un mandat.

Art. 170. § 1^{er}. En cas d'interruption partielle de la carrière, les prestations s'effectuent soit chaque jour soit selon une autre répartition sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le conseil de direction peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

§ 2. L'agent peut reprendre sa fonction avant l'échéance de la période d'interruption de carrière moyennant un préavis de trois mois, communiqué par lettre recommandée au directeur général et au directeur général adjoint, à moins que ceux-ci n'acceptent un délai plus court.

Art. 171. L'agent qui a atteint l'âge de 55 ans et qui obtient un congé pour interrompre sa carrière professionnelle, conformément à l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 visé à l'article 168, § 1^{er}, est tenu de s'engager à interrompre partiellement sa carrière jusqu'à sa retraite. Il peut changer de régime pour autant que la durée de ses prestations de travail s'en trouve réduite.

Art. 172. L'agent n'a pas droit à son traitement durant son congé.

L'agent qui bénéficie d'une interruption de carrière à temps plein ne peut faire valoir ses titres à la carrière fonctionnelle accélérée. L'agent qui bénéficie d'une interruption à temps partiel peut faire valoir ses titres à la carrière fonctionnelle accélérée proportionnellement aux services qu'il preste.

Le congé est, pour le surplus, assimilé à une période d'activité de service.

Art. 173. Le congé pour interruption de carrière est converti en congé pour convenances personnelles lorsque l'agent exerce une activité professionnelle, excepté dans les cas visés à l'article 24, alinéa 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 susmentionné ou si l'agent exerce une activité professionnelle accessoire en tant que travailleur salarié.

Section 2. — Des congés dans le cadre de la redistribution du travail
Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 174. § 1^{er}. En vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du travail dans le secteur public et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du travail dans le secteur public ainsi que de toutes les dispositions qui les modifieraient ou les remplaceraient, l'agent peut bénéficier du régime de la semaine volontaire de quatre jours et du régime du départ anticipé à mi-temps.

§ 2. Ont droit aux régimes de la semaine volontaire de quatre jours ou du départ anticipé à mi-temps, les agents titulaires d'un grade de recrutement.

Peuvent bénéficier de ces régimes les agents titulaires d'un grade de promotion, moyennant l'autorisation du directeur général et du directeur général adjoint.

Sont exclus de ces régimes les agents titulaires d'un mandat.

§ 3. Ce congé n'est pas rémunéré et est, pour le surplus, assimilé à une période d'activités de service.

3° met het oog op hulpverlening aan of verzorging van een gezins- of familielid tot de tweede graad dat aan een ernstige kwaal lijdt;

4° met het oog op palliatieve verzorging;

in het kader van het ouderschapsverlof bij de geboorte of de adoptie van een kind.

Art. 169. § 1. Iedere ambtenaar heeft recht op de verloven voor loopbaanonderbreking voor palliatieve verzorging en in het kader van het ouderschapsverlof bedoeld in artikel 168 § 2, 4° en 5°.

§ 2. De ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad hebben recht op de verloven voor volledige, gedeeltelijke loopbaanonderbreking en in het kader van de medische bijstand bedoeld in artikel 168, § 2, 1° tot 3°.

De houders van een bevorderingsgraad kunnen deze verloven genieten, middels de toelating van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

De mandaathouders worden ervan uitgesloten.

Art. 170. § 1. Bij gedeeltelijke loopbaanonderbreking worden de dienstprestaties ofwel dagelijks ofwel volgens een andere indeling van de werkweek verricht.

In afwijking van het eerste lid kan de directieraad beslissen voor sommige door hem bepaalde functies een indeling van de dienstprestaties per maand op te leggen.

§ 2. Een ambtenaar kan zijn ambtsverrichtingen hervatten vooraleer de periode van loopbaanonderbreking verstreken is met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven aan de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal ter kennis wordt gebracht, tenzij laatstgenoemden een kortere termijn aanvaarden.

Art. 171. Een ambtenaar die de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt en die verlof verkrijgt tot loopbaanonderbreking overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 bedoeld in artikel 168, § 1, is ertoe gehouden zich ertoe te verbinden zijn loopbaan gedeeltelijk tot aan de pensionering te onderbreken. Hij kan voor een andere regeling opteren, op voorwaarde dat de duur van de verrichte dienstprestaties wordt beperkt.

Art. 172. De ambtenaar kan tijdens zijn verlof geen aanspraak maken op wedde.

Een ambtenaar die zich voltijds in loopbaanonderbreking bevindt komt niet in aanmerking voor de versnelde functionele loopbaan. Een ambtenaar die zich in deeltijdse loopbaanonderbreking bevindt komt naar rata van de verrichte dienstprestaties in aanmerking voor de versnelde functionele loopbaan.

Het verlof wordt bovendien gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 173. Het verlof voor loopbaanonderbreking wordt in verlof voor persoonlijke redenen omgezet wanneer de ambtenaar een beroepsactiviteit uitoefent, uitgezonderd in de gevallen bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het voormeld koninklijk besluit van 7 mei 1999 of indien de ambtenaar een bijkomende beroepsactiviteit uitoefent als bezoldigd werknemer.

Afdeling 2. — Verlof in het kader van de arbeidsherverdeling
Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 174. § 1. Krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector en het koninklijk besluit van 10 april 1995 ter uitvoering van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector alsmede van alle bepalingen die deze regeling mochten wijzigen of vervangen, kan de ambtenaar verlof krijgen onder het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek en onder het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding.

§ 2. De ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad hebben recht op de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek of de halftijdse vervroegde uittreding.

De houders van een bevorderingsgraad kunnen deze stelsels genieten, middels de toelating van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

De mandaathouders worden van deze stelsels uitgesloten.

§ 3. Dit verlof is niet bezoldigd en wordt voor het overige gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Art. 175. L'agent peut bénéficier du congé selon les modalités suivantes :

1° l'agent qui désire bénéficier de ce congé introduit une demande auprès de son chef de service;

2° la demande est introduite au moins trois mois avant le début du congé. Ce délai peut être réduit de commun accord. La demande contient une proposition de calendrier précisant le régime des prestations de travail;

3° la période de congé prend cours le premier jour du premier mois d'un trimestre.

Sous-section 2. Du régime de la semaine volontaire de quatre jours

Art. 176. L'agent occupé à temps plein bénéficie de la semaine volontaire de quatre jours pendant une période ininterrompue d'au moins un an.

Art. 177. § 1^{er}. Le calendrier de travail proposé par l'agent est examiné en tenant compte du fonctionnement du service.

§ 2. L'agent peut mettre fin au régime de la semaine volontaire de quatre jours moyennant un préavis de trois mois, communiqué par lettre recommandée au directeur général ou au directeur général adjoint, à moins que celui-ci n'accepte un délai plus court.

§ 3. Le remplacement de l'agent qui bénéficie du congé par un chômeur au sens de la loi du 10 avril 1995 précitée s'effectue au plus tôt dans le mois où le deuxième membre du personnel opte pour la semaine de quatre jours et au plus tard dans le mois où le cinquième membre du personnel opte pour la semaine de quatre jours.

Sous-section 3. — Du départ anticipé à mi-temps

Art. 178. Les prestations à mi-temps sont accomplies selon les modalités suivantes :

- soit chaque jour;
- soit selon une autre répartition sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le conseil d'administration peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

Le remplacement de deux agents qui font usage du droit au départ anticipé à mi-temps intervient dans un délai d'un mois à compter du jour où le deuxième agent entame sa période de congé pour départ anticipé à mi-temps.

CHAPITRE 3bis. — *Des prestations réduites pour convenances personnelles*

Art. 179. § 1^{er}. Ont droit aux prestations réduites pour convenances personnelles, les agents titulaires d'un grade de recrutement.

Peuvent bénéficier de ces congés les agents titulaires d'un grade de promotion, moyennant l'autorisation du directeur général et du directeur général adjoint.

Sont exclus de ces congés les agents titulaires d'un mandat.

§ 2. L'agent est tenu d'accomplir la moitié, les deux tiers, les trois quarts, les quatre cinquièmes ou les neuf dixièmes de la durée de prestations qui lui sont normalement imposées.

Ces prestations s'effectuent soit chaque jour, soit selon une autre répartition fixée sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 2, le conseil de direction peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

Les prestations réduites doivent toujours prendre cours au début du mois.

§ 3. L'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus. Des prorogations de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus peuvent être accordées. Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

§ 4. Le calendrier de travail est fixé selon les mêmes modalités que celles visées aux articles 175, 2° et 177 § 1^{er}.

§ 5. L'agent peut reprendre ses fonctions à temps plein avant l'expiration de la période accordée moyennant un préavis de trois mois à moins que le directeur général ou le directeur général adjoint n'accepte un délai plus court.

Art. 175. De ambtenaar kan het verlof genieten overeenkomstig volgende regeling :

1° de ambtenaar die gebruik wenst te maken van dit verlof, dient daartoe bij zijn diensthoofd een aanvraag in;

2° de aanvraag geschiedt minstens drie maanden vóór de aanvang van de periode van het verlof. Deze termijn kan in gemeenschappelijk overleg worden ingekort. Deze aanvraag bevat een voorstel van werkschema waarin bepaald wordt hoe de arbeidsprestaties worden geregeld;

3° de periode van het verlof neemt een aanvang op de eerste dag van de eerste maand van een trimester.

Onderafdeling 2. — Het stelsel van de vrijwillige vierdaagse werkweek

Art. 176. De ambtenaar die voltijds werkt geniet de vrijwillige vierdaagse werkweek gedurende een ononderbroken periode van ten minste één jaar.

Art. 177. § 1. Het door de ambtenaar voorgestelde werkschema wordt onderzocht rekening houdend met de werking van de dienst.

§ 2. De ambtenaar kan een einde maken aan de regeling van de vrijwillige vierdaagse werkweek mits een opzegging van drie maanden die per aangetekend schrijven aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal ter kennis wordt gebracht, tenzij deze een kortere termijn aanvaardt.

§ 3. De vervanging van de ambtenaar die het verlof geniet door een werkloze in de zin van voormelde wet van 10 april 1995 heeft ten vroegste plaats in de maand waarin het tweede personeelslid voor de vierdaagse werkweek kiest en uiterlijk in de maand waarin het vijfde personeelslid voor de vierdaagse werkweek kiest.

Onderafdeling 3. — De halftijdse vervroegde uittreding

Art. 178. De halftijdse prestaties worden verricht op de volgende wijze :

- ofwel elke dag;
- ofwel volgens een andere verdeling over de week.

In afwijking van het eerste lid kan de raad van bestuur beslissen om over te gaan tot een verdeling per maand voor bepaalde functies die hij vastlegt.

Wanneer twee ambtenaren gebruik maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding, worden zij vervangen binnen een termijn van een maand die ingaat de dag dat het verlof voor halftijdse vervroegde uittreding van de tweede ambtenaar aanvangt.

HOOFDSTUK 3bis. — *Verminderde prestaties om persoonlijke redenen*

Art. 179. § 1. De ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad hebben recht op de verminderde prestaties om persoonlijke redenen.

De houders van een bevorderingsgraad kunnen deze verlopen genieten, met toestemming van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

De mandaathouders worden van deze verlopen uitgesloten.

§ 2. De ambtenaar moet de helft, twee derden, drie vierden, vier vijfden of negen tienden van de prestaties volbrengen die hem normaal worden opgelegd.

Deze prestaties worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere vaste verdeling over de week verricht.

In afwijking van het tweede lid kan de directieraad beslissen voor sommige door hem bepaalde ambten een indeling van de dienstprestaties per maand op te leggen.

De verminderde prestaties moeten steeds een aanvang nemen bij het begin van de maand.

§ 3. De machtiging om verminderde prestaties te leveren wordt toegekend voor een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden. Verlengingen van minstens 3 maanden en maximum 24 maanden kunnen worden toegekend. Voor elke verlenging wordt een aanvraag van het betrokken personeelslid vereist. Zij moet ten minste een maand voor het verstrijken van het lopende verlof worden ingediend.

§ 4. Het werkschema wordt op dezelfde wijze bepaald als geregeld in de artikelen 175, 2° en 177 § 1.

§ 5. De ambtenaar kan zijn ambt volledig hervatten voordat de toegestane periode verstrijkt met inachtneming van een opzegperiode van drie maanden tenzij de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal een kortere periode aanvaardt.

Art. 180. § 1^{er}. Durant la période d'absence, l'agent bénéficiant du régime de prestations réduites pour convenances personnelles est en non-activité. Il peut néanmoins faire valoir ses titres à la promotion, ainsi qu'à la carrière fonctionnelle accélérée, proportionnellement aux services qu'il preste.

La promotion à un grade supérieur met fin d'office à l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites.

§ 2. L'agent bénéficie du traitement dû en raison des prestations réduites.

Art. 181. L'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites est suspendue dès que l'agent obtient un des congés suivants :

1° le congé de maternité, le congé de paternité, le congé parental et le congé d'accueil;

2° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;

3° le congé pour accomplir un stage ou une période d'essai;

4° le congé pour présenter sa candidature aux élections;

5° le congé pour remplir en temps de paix des prestations au Corps de protection civile;

6° le congé pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel;

7° le congé pour mission;

8° le congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes;

le congé visé à l'article 77, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

CHAPITRE 4. — Des congés de courte durée

Section 1^{re}. — Des vacances annuelles

Art. 182. L'agent a droit à 35 jours ouvrables par an de congé de vacances.

Il bénéficie d'un supplément de congé annuel de vacances :

1° d'un jour ouvrable après cinq années d'ancienneté de service;

de deux jours ouvrables après dix années d'ancienneté de service.

Art. 183. Les congés de vacances sont pris selon les convenances de l'agent tout en tenant compte des nécessités du service.

L'agent a droit à un congé de vacances d'au moins dix jours ouvrables consécutifs.

Art. 184. L'agent a le droit de prendre, dans les limites des 35 jours ouvrables, quatre jours ouvrables de congé sans que l'intérêt du service puisse lui être opposé pour prendre soin d'une personne habitant sous son toit qui est victime d'une grave maladie ou d'un grave accident.

Par personne vivant sous le même toit, il faut entendre : le conjoint, la personne avec laquelle il vit en couple, un parent soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse.

L'agent doit produire un certificat médical attestant :

1° la gravité de la maladie ou de l'accident;

la nécessité impérieuse de la présence de l'agent.

Art. 185. Si l'agent a utilisé les quatre jours ouvrables visés à l'article 184, alinéa 1^{er} ou s'il a utilisé intégralement les jours ouvrables prévus à l'article 182, il a droit à deux jours ouvrables supplémentaires, pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions qu'à l'article 184.

Art. 186. Le congé annuel est pris dans l'année civile, selon les modalités fixées par le directeur général et le directeur général adjoint.

Les modalités du report de jours de vacances non utilisés sont fixées par le directeur général et le directeur général adjoint, après concertation avec les organisations syndicales représentatives.

Art. 180. § 1. Tijdens de duur van afwezigheid is de ambtenaar die gebruik maakt van de regeling van verminderde prestaties om persoonlijke redenen op non-activiteit. Hij kan niettemin zijn aanspraken op bevordering doen gelden alsook op de versnelde functionele loopbaan, naar rata van de verrichte dienstprestaties.

De bevordering tot een hogere graad maakt een einde aan de machtiging tot het uitoefenen van zijn ambt met verminderde prestaties.

§ 2. De ambtenaar geniet de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties.

Art. 181. De machtiging om verminderde prestaties te verrichten wordt opgeschort zodra de ambtenaar één van de volgende verloven bekomt :

1° het bevallingsverlof, vaderschapsverlof, ouderschapsverlof en opvangverlof;

2° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

3° het verlof om een stage of een proefperiode te vervullen;

4° het verlof om kandidaat te zijn voor de verkiezingen;

5° het verlof om in vreedstijd prestaties te verrichten bij het korps Civiele Bescherming;

6° het verlof om een ambt uit te oefenen bij een ministerieel kabinet;

7° het verlof voor opdracht;

8° het verlof voor werkzaamheden bij een erkende politieke fractie in een federale wetgevende vergadering of een wetgevende vergadering van een Gemeenschap of een Gewest of bij de voorzitter van één van die groepen;

het verlof bedoeld in artikel 77, § 1, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende de uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

HOOFDSTUK 4. — De verloven van korte duur

Afdeling 1. — De jaarlijkse vakantie

Art. 182. De ambtenaar heeft jaarlijks recht op 35 werkdagen vakantie.

Hij geniet een bijkomende jaarlijkse vakantie van :

1° één werkdag na vijf jaar dienstanciënniteit;

twee werkdagen na tien jaar dienstanciënniteit.

Art. 183. De vakantiedagen worden genomen naar keuze van de ambtenaar doch met inachtneming van de behoeften van de dienst.

De ambtenaar heeft recht op een onafgebroken periode van ten minste tien werkdagen vakantie.

Art. 184. De ambtenaar heeft het recht om binnen het aantal van 35 werkdagen, vier werkdagen verlof te nemen zonder dat het dienstbelang daar tegenover kan worden gesteld om in geval van ernstige ziekte of ongeval een persoon bij te staan die met de ambtenaar onder hetzelfde dak woont.

Onder personen die onder hetzelfde dak wonen, worden verstaan : de echtgenoot, de persoon met wie hij samenleeft, een bloedverwant hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een persoon opgenomen met het oog op adoptie of pleegvoogdij.

De ambtenaar moet een medisch attest voorleggen ter staving van :

1° de ernst van de ziekte of het ongeval;

de dwingende noodzakelijkheid van de aanwezigheid van de ambtenaar.

Art. 185. Indien de ambtenaar de in artikel 184, eerste lid bedoelde vier werkdagen heeft opgebruikt of indien hij volledig de werkdagen waarin artikel 182 voorziet heeft opgebruikt, heeft hij recht op twee bijkomende werkdagen om dezelfde redenen en onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in artikel 184.

Art. 186. De jaarlijkse vakantie wordt opgenomen binnen het kalenderjaar, volgens de nadere regels door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal vastgelegd.

De nadere regels van de overdracht van onbestede vakantiedagen worden vastgesteld door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal, na overleg met de representatieve vakorganisaties.

Art. 187. L'Agence du stationnement est dotée d'un régime de travail standard qui prévoit des plages fixes, des plages mobiles et des permanences de service dont les modalités sont fixées par le conseil d'administration.

Par dérogation à ce régime de travail, le directeur général et le directeur général adjoint peuvent arrêter un régime de travail particulier s'appliquant à des unités organisationnelles ou des activités spécifiques.

La présence de l'agent soumis au règlement du pointage est enregistrée le matin, le midi et le soir. Les heures prestées en surplus sont régularisées pendant des plages mobiles.

La moyenne du temps de travail maximum ne peut dépasser 38 heures par semaine.

Art. 188. Toute période d'activité de service donne droit aux vacances annuelles. Ces dernières sont réduites à due concurrence :

1° lorsque l'agent, dans le courant de l'année, entre en service ou démissionne de ses fonctions;

2° lorsqu'il obtient au cours de l'année des congés :

* pour accomplir un stage ou une période d'essai auprès d'un service public tel que défini à l'article 221;

* pour présenter sa candidature aux élections législatives, communales, régionales, provinciales, communales ou européennes;

* pour des raisons impérieuses d'ordre familial;

* en raison d'un départ anticipé à mi-temps;

* en application de la semaine volontaire de quatre jours;

* pour interruption de la carrière professionnelle;

* pour effectuer une mission telle que définie dans l'article 223;

Les absences pendant lesquelles l'agent se trouve dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité donnent également lieu à une réduction proportionnelle du congé de vacances.

Le nombre de jours ainsi calculé est toujours un demi-jour ou un jour complet. Ce nombre est arrondi au demi-jour ou au jour complet supérieur.

Art. 189. Les jours de vacances fixés dans la présente section sont suspendus en cas de maladie ou de disponibilité pour maladie pour autant que le contrôle médical soit possible.

Art. 190. Le congé annuel de vacances est assimilé à une période d'activité de service. Il en est de même pour les deux jours supplémentaires prévus à l'article 185 alinéa 1^{er}.

Section 2. — Des jours fériés

Art. 191. § 1^{er}. L'agent est en congé les jours fériés légaux, ainsi que les 2 et 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. Les jours de congés visés au § 1^{er} qui coïncident avec un samedi ou un dimanche sont compensés par un congé du 27 décembre au 31 décembre inclus.

§ 3. L'agent qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service, est obligé de travailler l'un des jours mentionnés au § 1^{er} ou pendant la période visée au § 2 obtient en substitution des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 4. Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

Section 3. — Du congé pour raisons familiales

Sous-section 1^{re}. — Des congés de circonstance

Art. 192. L'agent obtient, dans les limites fixées ci-après, un congé à l'occasion des événements suivants :

1° le mariage de l'agent : 4 jours ouvrables;

2° l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple au moment de l'événement : 14 jours ouvrables;

3° le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vivait en couple : 4 jours ouvrables;

4° le décès d'un parent au premier degré soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : 4 jours ouvrables;

Art. 187. In het Parkeeragentschap geldt een standaardwerktijdregeling met onderscheid tussen stamtijden, glijtijden en bereikbaarheid van de dienst waarvan de modaliteiten worden vastgesteld door de raad van bestuur.

In afwijking van deze werktijdregeling kunnen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal voor specifieke organisatorische eenheden of werkzaamheden een bijzondere werktijdregeling vaststellen.

De aanwezigheid van de ambtenaar die onderworpen is aan het prikklokreglement wordt 's morgens, 's middags en 's avonds geregistreerd. De gepresteerde uren in meer worden geregulariseerd op de glijtijden.

De maximum gemiddelde werktijd mag de 38 uren per week niet overschrijden.

Art. 188. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijkse vakantie. Deze laatste wordt in evenredige mate verminderd :

1° wanneer de ambtenaar in de loop van het jaar in dienst treedt of zijn ambt definitief neerlegt;

2° wanneer hij tijdens het jaar verlof bekomt :

* om een stage of een proefperiode te vervullen bij een overheidsdienst zoals bepaald in artikel 221;

* om kandidaat te zijn voor de wetgevende, gemeenschaps-, gewests-, provinciale, gemeentelijke of Europese verkiezingen;

* om dwingende redenen van familiaal belang;

* wegens halftijdse vervroegde uittreding;

* met toepassing van de vrijwillige vierdaagse werkweek;

* voor onderbreking van de beroepsloopbaan;

* om een opdracht uit te voeren zoals bepaald in artikel 223;

De afwezigheden waarbij de ambtenaar in non-activiteit of beschikbaarheid is geplaatst, geven eveneens aanleiding tot een evenredige vermindering van de vakantie.

Het aldus berekende aantal dagen bedraagt steeds een hele of een halve dag. De afronding gebeurt naar de hogere halve of hele dag.

Art. 189. De in deze afdeling bepaalde vakantiedagen worden opgeschort bij ziekte of bij beschikbaarheid wegens ziekte voor zover de geneskundige controle mogelijk is.

Art. 190. De jaarlijkse vakantie wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Dit geldt eveneens voor de twee bijkomende dagen voorzien in artikel 185, eerste lid.

Afdeling 2. — De feestdagen

Art. 191. § 1. De ambtenaar heeft verlof op de wettelijke feestdagen, op 2 en 15 november en op 26 december.

§ 2. De in § 1 vermelde verlofdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag, worden gecompenseerd door een verlof van 27 december tot en met 31 december.

§ 3. De ambtenaar die krachtens de arbeidsregeling die op hem van toepassing is, of ten gevolge van de behoeften van de dienst verplicht is te werken op één van de dagen bedoeld in § 1 of gedurende de periode bedoeld in § 2, bekomt vervangende verlofdagen die genomen kunnen worden onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof.

§ 4. De verloven bedoeld in dit artikel worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 3. — Het verlof om familiale redenen

Onderafdeling 1. — Het omstandigheidsverlof

Art. 192. De ambtenaar bekomt verlof, binnen de hierna gestelde perken, naar aanleiding van de volgende gebeurtenissen :

1° het huwelijk van de ambtenaar : 4 werkdagen;

2° de bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 14 werkdagen;

3° het overlijden van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde : 4 werkdagen;

4° het overlijden van een bloedverwant in de eerste graad hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : 4 werkdagen;

5° le mariage d'un enfant de l'agent ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : 2 jours ouvrables;

6° le décès d'un parent, à quelque degré que ce soit, soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, habitant sous le même toit que l'agent : 2 jours ouvrables;

7° le décès d'un parent au deuxième degré, soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, n'habitant pas sous le même toit que l'agent : 1 jour ouvrable.

Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Art. 193. Les congés de circonstance sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Sous-section 2. — Du congé pour des motifs impérieux d'ordre familial

Art. 194. L'agent peut obtenir un congé de maximum 45 jours ouvrables par année civile en raison de :

1° l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que l'agent, ou d'un parent ou allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent;

2° la garde, pendant les périodes de vacances scolaires, de ses enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans.

Si le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial est pris au cours d'une période de travail à temps partiel, sa durée est réduite à due concurrence.

Art. 195. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Sous-section 3. — Du congé parental

Art. 196. Un congé parental de trois mois au maximum est accordé à l'agent en activité de service, après la naissance ou l'adoption d'un enfant ou le placement d'un enfant dans une famille d'accueil dans le cadre de la politique d'accueil. Ce congé doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 10 ans. Le congé ne peut être fractionné que par mois et ne peut être pris que par jour entier.

A l'issue du congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire.

Art. 197. Le congé parental n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Sous-section 4. — Du congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou du placement dans une famille d'accueil à la suite d'une décision judiciaire

Art. 198. L'agent peut obtenir un congé lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans sa famille en vue de son adoption.

Le congé est de 6 semaines au plus. Le congé peut être fractionné par semaine et doit être pris au plus tard dans les quatre mois qui suivent l'accueil de l'enfant dans la famille de l'agent. A la demande de l'agent, 3 semaines au plus de ce congé peuvent être prises avant que l'enfant n'ait été effectivement accueilli dans la famille.

La durée maximum du congé d'adoption est doublée lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

L'agent qui désire bénéficier du congé par application du présent article communique à l'autorité dont il relève la date à laquelle le congé prendra cours et sa durée. Cette communication se fait par écrit au moins un mois avant le début du congé à moins que l'autorité n'accepte un délai plus court à la demande de l'intéressé.

L'agent doit présenter les documents suivants :

1° une attestation, délivrée par l'autorité centrale compétente de la Communauté, qui confirme l'attribution de l'enfant à l'agent pour obtenir le congé de 3 semaines au plus avant que l'enfant ne soit accueilli dans la famille;

2° une attestation qui confirme l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers pour pouvoir prendre le congé restant.

5° het huwelijk van een kind van de ambtenaar of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : 2 werkdagen;

6° het overlijden van een bloedverwant in om het even welke graad hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, maar onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar : 2 werkdagen;

7° het overlijden van een bloedverwant in de tweede graad hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, maar niet onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar : 1 werkdag.

Als het voorval zich voordoet tijdens een periode van deeltijdse arbeid wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd.

Art. 193. Het omstandigheidsverlof wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Onderafdeling 2. — Het verlof wegens dwingende familiale redenen

Art. 194. Met een maximum van vijfenveertig werkdagen per kalenderjaar, kan de ambtenaar verlof krijgen wegens :

1° ziekenhuisopname van een persoon die met de ambtenaar onder hetzelfde dak woont of van een bloed- of aanverwant in de eerste graad die niet met de ambtenaar onder hetzelfde dak woont;

2° opvang tijdens de periodes van schoolvakantie van zijn kinderen die niet de leeftijd van 15 jaar bereikt hebben.

Indien het verlof wegens dwingende familiale redenen tijdens een periode van deeltijdse arbeid genomen wordt, wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd.

Art. 195. Dit verlof is niet bezoldigd. Het wordt voor het overige met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Onderafdeling 3. — Het ouderschapsverlof

Art. 196. Aan de ambtenaar in dienstactiviteit wordt, bij de geboorte of de adoptie van een kind of de plaatsing van een kind in een opvanggezin in het kader van de pleegzorg, maximum drie maanden ouderschapsverlof toegestaan. Dit verlof moet genomen worden voor het kind de leeftijd van 10 jaar heeft bereikt. Het verlof mag enkel gesplitst worden in maanden en genomen worden met volledige dagen.

Na het ouderschapsverlof heeft de ambtenaar het recht zijn functie opnieuw uit te oefenen of, indien dat onmogelijk is, een gelijkwaardige of gelijkaardige functie te bekleden.

Art. 197. Het ouderschapsverlof wordt niet vergoed. Het wordt voor het overige met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Onderafdeling 4. — Het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij of plaatsing in een onthaalgezin naar aanleiding van een rechterlijke beslissing

Art. 198. De ambtenaar kan verlof krijgen wanneer een kind beneden tien jaar in zijn gezin wordt opgenomen met het oog op adoptie.

Het verlof bedraagt ten hoogste 6 weken. Het verlof kan gesplitst worden in weken en dient te worden genomen uiterlijk binnen de vier maanden na de opname van het kind in het gezin van de ambtenaar. Op vraag van de ambtenaar kan ten hoogste 3 weken van dit verlof opgenomen worden vooraleer het kind effectief in het gezin wordt opgenomen.

De maximumduur van het adoptieverlof wordt verdubbeld wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct. of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler 1 van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regelgeving betreffende de kinderbijslag.

De ambtenaar die het verlof wenst te genieten bij toepassing van dit artikel, deelt aan de overheid onder welke hij ressorteert, de datum mee waarop het verlof zal aanvangen en de duur ervan. Die mededeling gebeurt schriftelijk minstens één maand vóór de aanvang van het verlof, tenzij de overheid op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

De ambtenaar dient de volgende documenten voor te leggen:

1° een attest, uitgereikt door de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap, waarin de toewijzing van het kind aan de ambtenaar, wordt bevestigd, om het verlof van ten hoogste 3 weken te verkrijgen vooraleer het kind opgenomen wordt in het gezin;

2° een attest dat de inschrijving van het kind in het bevolkings- of vreemdelingenregister bevestigt om het resterend verlof te kunnen opnemen.

Art. 199. L'agent peut obtenir un congé d'accueil lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans sa famille en vue de sa tutelle officieuse. Il peut obtenir également ce congé lorsqu'il accueille un mineur dans sa famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil.

La durée maximum du congé est de quatre semaines si l'enfant accueilli a atteint l'âge de trois ans et de six semaines s'il n'a pas encore atteint cet âge. Le congé débute le jour où l'enfant est accueilli dans la famille et ne peut pas être fractionné.

La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

Art. 200. Le congé d'accueil en vue de l'adoption, de la tutelle officieuse et du placement d'un mineur suite à une décision judiciaire de placement est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Section 4. — Du congé de maternité

Art. 201. § 1^{er}. Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. La rémunération due pour la période pendant laquelle l'agent féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-neuf semaines en cas de naissance multiple.

La rémunération due pour la prolongation du congé postnatal accordée en application de l'article 203, ne peut couvrir plus d'une semaine.

La rémunération due pour la prolongation du repos postnatal accordé en application de l'article 207, § 5 ne peut couvrir plus de 24 semaines.

§ 3. Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les cinq semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

Le présent paragraphe est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse se situent pendant les sept semaines qui, en cas de naissance multiple, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

Art. 202. § 1^{er}. Lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 201, § 2, la rémunération est due.

§ 2. A la demande de l'agent féminin, le congé de maternité est, en application de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 prolongé, après la neuvième semaine, d'une période dont la durée est égale à la durée de la période au cours de laquelle elle a continué à travailler à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est attendue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite à concurrence des jours pendant lesquels elle a travaillé pendant la période de sept jours qui précède l'accouchement.

§ 3. Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les six semaines ou, en cas de naissance multiple, pendant les huit semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés visés à l'article 191;
- 3° les congés visés aux articles 184, 185 et 192;
- 4° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;

les absences pour maladie à l'exclusion des absences visées à l'article 201, § 3.

Art. 203. A la demande de l'agent féminin, la période d'interruption de travail est prolongée, après la neuvième semaine, d'une période d'une semaine, lorsque l'agent féminin a été absent pour maladie pendant l'ensemble de la période à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est attendue.

Art. 199. De ambtenaar kan verlof krijgen wanneer een kind beneden tien jaar in zijn gezin wordt opgenomen met het oog op pleegvoogdij. Hij kan ook dit verlof krijgen wanneer hij een minderjarige opneemt in zijn gezin ingevolge een rechterlijke beslissing tot plaatsing in een opvanggezin.

De maximumduur van het verlof bedraagt vier weken indien het opgenomen kind ouder is dan drie jaar en zes weken indien het die leeftijd nog niet heeft bereikt. Het verlof vangt aan op de dag dat het kind in het gezin wordt opgenomen en kan niet gesplitst worden.

De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct. of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler 1 van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regelgeving betreffende de kinderbij-slag.

Art. 200. Het verlof voor de opvang met het oog op adoptie, pleegvoogdij en plaatsing in een onthaalgezin van een minderjarige naar aanleiding van een rechterlijke beslissing wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 4. — Het bevallingsverlof

Art. 201. § 1. Het bevallingsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. De bezoldiging over de periode gedurende welke de vrouwelijke ambtenaar bevallingsverlof geniet, mag niet meer dan vijftien weken bestrijken of negentien weken in geval van meervoudige geboorte.

De bezoldiging voor de verlenging van de postnatale rust toegestaan in toepassing van artikel 203, mag niet meer dan één week bestrijken.

De bezoldiging voor de verlenging van de postnatale rust toegestaan in toepassing van artikel 207, § 5 mag niet meer dan 24 weken bestrijken.

§ 3. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de vijf weken die vallen voor de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden voor het bepalen van de administratieve stand van de vrouwelijke ambtenaar veranderd in bevallingsverlof.

Deze paragraaf is eveneens van toepassing op de periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de zeven weken die, in geval van geboorte van een meerling, vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

Art. 202. § 1. Wanneer de vrouwelijke ambtenaar het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt de vrouwelijke ambtenaar zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel 201, § 2 is de bezoldiging verschuldigd.

§ 2. Op verzoek van de vrouwelijke ambtenaar wordt het moederschapsverlof, in toepassing van artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971, na de negende week verlengd met een periode waarvan de duur gelijk is aan de duur van de periode waarin zij verder gearbeid heeft vanaf de zesde week vóór de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de achtste week wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. Deze periode wordt, bij vroeggeboorte, verminderd met de dagen waarop arbeid verricht werd tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat.

§ 3. Worden gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnataal verlof verschoven kunnen worden, de volgende afwezigheden gedurende de zes weken of, in geval van de geboorte van een meerling, gedurende de acht weken die vallen vóór de zevende dag welke aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaan :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof;
- 2° de in artikel 191 bedoelde feestdagen;
- 3° de in de artikelen 184, 185 en 192 bedoelde verloven;
- 4° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

De afwezigheden wegens ziekte met uitsluiting van de afwezigheden bedoeld in artikel 201, § 3.

Art. 203. Op vraag van de vrouwelijke ambtenaar wordt de periode van arbeidsonderbreking na de negende week, verlengd met één week, wanneer de vrouwelijke ambtenaar afwezig is geweest wegens ziekte gedurende de ganse periode vanaf de zesde week voorafgaand aan de werkelijke datum van de bevalling, of de achtste week wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht.

En cas de naissance multiple, à la demande de l'agent féminin, la période d'interruption de travail après la neuvième semaine, éventuellement prolongée, est prolongée au maximum d'une période de deux semaines.

Art. 204. En période de grossesse ou d'allaitement, les agents féminins ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 38 heures par semaine.

Art. 205. L'agent qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 206. L'article 201 ne s'applique pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation.

Art. 207. § 1^{er}. Si la mère de l'enfant décède lors de l'accouchement ou durant le congé de maternité ou si elle est hospitalisée à nouveau, le père de l'enfant ou l'agent avec lequel la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant obtient, à sa demande, un congé en remplacement du congé de maternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé en remplacement du congé de maternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début de congé en remplacement du congé de maternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant peut bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité aux conditions suivantes :

1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;

2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé en remplacement du congé de maternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. Le congé du père de l'enfant ou de la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant en remplacement du congé de maternité est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

A partir du moment où le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant obtient le congé prévu par le présent article, il n'a plus droit au congé visé à l'article 192, alinéa premier, 2°.

§ 5. Dans le cas où, après les sept premiers jours à compter de sa naissance, le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier, le congé de repos postnatal peut, à la demande de l'agent féminin, être prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle son enfant est resté hospitalisé après les sept premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser vingt-quatre semaines. A cet effet, l'agent féminin remet à l'autorité dont elle relève :

Ingeval van geboorte van een meerling, wordt op verzoek van de vrouwelijke ambtenaar de periode van arbeidsonderbreking na de negende week, eventueel verlengd, verlengd met een periode van maximaal twee weken.

Art. 204. Zwangere of borstgevende ambtenaren mogen geen overuren verrichten. Als overuren dienen, voor de toepassing van dit artikel, te worden beschouwd, alle werk bovenop de 38 uren week.

Art. 205. De ambtenaar die, met toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en het artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector, is vrijgesteld van arbeid, wordt ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige periode. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 206. Het artikel 201 is niet van toepassing in geval van miskraam vóór de 181^e dag van de zwangerschap.

Art. 207. § 1. Als de moeder van het kind overlijdt bij de bevalling of tijdens het moederschapsverlof of als zij in het ziekenhuis wordt heropgenomen, verkrijgt de vader van het kind of de ambtenaar waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft, op eigen verzoek een verlof ter vervanging van het moederschapsverlof om in de opvang van het kind te voorzien.

§ 2. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet opgebruikt had. De ambtenaar die vader van het kind is of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft en die het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof wenst te genieten stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte binnen zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof. Hij legt zo spoedig mogelijk een uittreksel uit de overlijdensakte van de moeder voor.

§ 3. In geval van hospitalisatie van de moeder kan de ambtenaar die vader van het kind is of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft, een verlof ter vervanging van het moederschapsverlof krijgen onder de volgende voorwaarden :

1° de pasgeborene moet het ziekenhuis verlaten hebben;

2° de hospitalisatie van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof kan niet aanvangen voor de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en moet beëindigd zijn op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en uiterlijk op het einde van het gedeelte van het bevallingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt.

De ambtenaar die de vader van het kind is of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft en die het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof wenst te genieten, stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een getuigschrift dat de duur van de hospitalisatie van de moeder vermeldt bovenop de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling en de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis verlaten heeft.

§ 4. Het verlof van de vader van het kind of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft ter vervanging van het moederschapsverlof is bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Zodra de vader van het kind of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft het verlof bedoeld in dit artikel verkrijgt, heeft hij geen recht meer op het verlof bedoeld in artikel 192, eerste lid, 2°.

§ 5. Wanneer het pasgeboren kind na de eerste zeven dagen te rekenen vanaf zijn geboorte in de verplegingsinrichting moet opgenomen blijven, kan op verzoek van de vrouwelijke ambtenaar de postnatale rustperiode verlengd worden met een duur gelijk aan de periode dat haar kind na die eerste zeven dagen in de verplegingsinrichting opgenomen blijft. De duur van deze verlenging mag vierentwintig weken niet overschrijden. Met dat doel bezorgt de vrouwelijke ambtenaar aan de overheid waaronder zij ressorteert:

1° à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les sept premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation;

2° le cas échéant, à la fin de la période de prolongation qui résulte des dispositions prévues dans le présent alinéa, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

Art. 208. § 1^{er}. L'agent féminin a droit à une dispense de service afin d'allaiter son enfant au lait maternel et/ou de tirer son lait jusqu'à sept mois après la naissance de l'enfant.

Dans des circonstances exceptionnelles liées à l'état de santé de l'enfant, attestées par un certificat médical, la période totale pendant laquelle l'agent féminin a le droit de prendre des pauses d'allaitement peut être prolongée de deux mois maximum.

§ 2. La pause d'allaitement dure une demi-heure. L'agent féminin qui preste quatre heures ou plus par journée de travail a droit à une pause à prendre pendant ce même jour. L'agent féminin qui preste au moins sept heures et demie par journée de travail a droit à deux pauses à prendre ce même jour. Lorsque l'agent féminin a droit à deux pauses au cours de la journée de travail, elle peut les prendre en une ou deux fois sur cette même journée.

La durée de la ou des pause(s) d'allaitement est incluse dans la durée des prestations de la journée de travail.

Le(s) moment(s) de la journée au(x)quel(s) l'agent féminin peut prendre la ou les pause(s) d'allaitement est (sont) à convenir entre l'agent et l'autorité dont elle relève. A défaut d'accord, les pauses d'allaitement suivent ou précèdent directement les temps de repos prévus au règlement du travail.

§ 3. L'agent féminin qui souhaite obtenir le bénéfice des pauses d'allaitement avertit par écrit deux semaines à l'avance l'autorité dont elle relève, à moins que celle-ci n'accepte de réduire ce délai à la demande de l'intéressée.

Le droit aux pauses d'allaitement est accordé moyennant la preuve de l'allaitement. La preuve de l'allaitement est, à partir du début de l'exercice du droit aux pauses d'allaitement apportée, au choix de l'agent féminin, par une attestation d'un centre de consultation des nourrissons (O.N.E., Kind en Gezin ou Dienst für Kind und Familie) ou par un certificat médical.

Une attestation ou un certificat médical doit ensuite être remis par l'agent féminin chaque mois à l'autorité dont elle relève, à la date anniversaire de l'exercice du droit aux pauses d'allaitement.

Section 5. — Du congé pour raisons médicales ou humanitaires

Art. 209. L'agent féminin peut obtenir à sa demande une dispense de service pour subir des examens médicaux prénatals qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 210. L'agent obtient un congé pour don de:

1° sang : à concurrence d'un jour;

2° plasma sanguin : à concurrence d'un demi-jour.

Ce congé peut être pris soit le jour même, soit le lendemain, avec un maximum de quatre jours ouvrables par an.

L'agent doit fournir la preuve de son don de sang ou de plasma.

Art. 211. L'agent obtient un congé pour don de moelle osseuse, d'organes ou de tissus. La durée de ce congé est celle requise par l'hospitalisation et la convalescence. Le temps nécessaire pour effectuer les examens médicaux préalables peut également être pris en compte.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 212. Lorsque le conjoint ou la personne avec laquelle il vit en couple ou un membre de leur famille, habitant sous le même toit que l'agent est atteint d'une maladie dont son médecin établit la gravité et le haut degré de contagiosité, l'agent doit demander à son médecin de contacter le médecin-chef du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé Administratif dont relève l'agent afin de déterminer de commun accord les mesures préventives les mieux appropriées, en ce compris la chimioprophylaxie et les congés éventuels.

1° bij het einde van de postnatale rustperiode, een getuigschrift van de verplegingsinrichting waaruit blijkt dat het pasgeboren kind in de verplegingsinrichting opgenomen blijft na de eerste zeven dagen vanaf zijn geboorte en met vermelding van de duur van de opname;

2° in voorkomend geval een nieuw getuigschrift van de verplegingsinrichting bij het einde van de verlenging die voortvloeit uit het bepaalde in dit lid waaruit blijkt dat tijdens deze verlenging het pasgeboren kind de verplegingsinrichting nog niet heeft mogen verlaten en met vermelding van de duur van de opname.

Art. 208. § 1. De vrouwelijke ambtenaar heeft recht op een dienstvrijstelling om haar kind met moedermelk te voeden en/of melk af te kolven tot zeven maanden na de geboorte van het kind.

In uitzonderlijke omstandigheden die verband houden met de gezondheidstoestand van het kind en voor zover één en ander blijkt uit een medisch getuigschrift, kan de totale duur tijdens welke de vrouwelijke ambtenaar recht heeft op borstvoedingspauzes, met maximum twee maanden worden verlengd.

§ 2. De borstvoedingspauze duurt een half uur. De vrouwelijke ambtenaar die tijdens een werkdag vier uur of langer werkt, heeft die dag recht op één pauze. De vrouwelijke ambtenaar die tijdens een werkdag ten minste zeven en een half uur werkt, heeft die dag recht op twee pauzes. Als de vrouwelijke ambtenaar recht heeft op twee pauzes tijdens een werkdag, kan zij deze opnemen in één keer of twee keer.

De duur van borstvoedingspauze(s) is bij de duur van de prestaties van de werkdag begrepen.

De vrouwelijke ambtenaar dient met de overheid waaronder zij ressorteert overeen te komen op welk(e) moment(en) van de dag zij de borstvoedingspauze(s) kan nemen. Bij ontstentenis van een akkoord vallen de borstvoedingspauzes onmiddellijk vóór of na de in het arbeidsreglement bepaalde rusttijden.

§ 3. De vrouwelijke ambtenaar die wenst de borstvoedingspauzes te genieten brengt schriftelijk twee weken op voorhand de overheid waaronder ze ressorteert hiervan op de hoogte, tenzij deze op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

Het recht op borstvoedingspauzes wordt toegekend mits het bewijs van borstvoeding wordt geleverd. Het bewijs wordt vanaf het begin van de uitoefening van het recht, naar keuze van de vrouwelijke ambtenaar geleverd door een attest van een consultatiebureau voor zuigelingen (Kind en Gezin, O.N.E. of Dienst für Kind und Familie) of door een medisch getuigschrift.

Nadien bezorgt de vrouwelijke ambtenaar aan de overheid waarvan zij afhangt elke maand een attest of een medisch getuigschrift, telkens op de datum waarop de uitoefening van het recht op borstvoedingspauzes voor het eerst is ingegaan.

Afdeling 5. — Het verlof om medische of humanitaire redenen

Art. 209. De vrouwelijke ambtenaar kan dienstvrijstelling krijgen om naar prenatale medische onderzoeken te gaan die niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden.

De aanvraag moet worden gestaafd door een medisch attest.

Art. 210. De ambtenaar krijgt verlof voor het afstaan van :

1° bloed : a rato van een dag;

2° bloedplasma : a rato van een halve dag.

Dit verlof kan worden genomen hetzij de dag zelf, hetzij de dag nadien, met een maximum van vier werkdagen per jaar.

De ambtenaar moet het bewijs leveren dat hij bloed of plasma heeft gegeven.

Art. 211. De ambtenaar krijgt verlof voor het afstaan van beenmerg, van organen of van weefsel. De duur van dit verlof is die van de ziekenhuisopname en het vereiste herstel. De tijd noodzakelijk voor de voorafgaande medische onderzoeken kan eveneens in aanmerking komen.

De aanvraag moet worden gestaafd door een medisch attest.

Art. 212. Wanneer de echtgenoot of de levenspartner of een inwonend familielid van de ambtenaar aan een ziekte lijdt die door zijn geneesheer als ernstig en uitermate besmettelijk wordt beschouwd dient de ambtenaar zijn geneesheer te vragen zich tot de hoofdgeneesheer van het geneeskundig centrum van de Administratieve Gezondheidsdienst waaronder de ambtenaar ressorteert te wenden om na gemeenschappelijk overleg de meest gepaste preventieve maatregelen te treffen waaronder chemoprophylaxe en eventueel verlof.

Art. 213. L'agent peut obtenir un congé pour :

1° suivre les cours de l'école du corps de la protection civile;

2° effectuer en temps de paix des prestations en qualité d'engagé volontaire auprès de ce corps.

Art. 214. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, l'agent peut obtenir un congé de maximum cinq jours ouvrables par an, pour accompagner des handicapés et des malades ou pour effectuer d'autres missions humanitaires au cours de voyages et de séjours en Belgique ou à l'étranger.

Ces voyages ou séjours doivent être organisés par un organisme public ou une association dont la mission est la prise en charge de handicapés, de malades ou est humanitaire. L'organisme ou l'association doit être reconnue par l'Etat belge ou une de ses entités fédérées.

La demande de congé doit être appuyée par une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour est placé sous sa responsabilité.

Art. 215. Les congés pour raisons médicales ou humanitaires sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activités de service.

Section 6. — Congés exceptionnels

Art. 216. § 1^{er}. L'agent peut obtenir un congé pour effectuer un rappel à l'armée en tant que réserviste.

§ 2. L'agent obtient un congé pour participer à un jury de Cour d'Assises et ce, pour la durée de la session.

§ 3. Ces congés sont assimilés à une période d'activité de service.

CHAPITRE 5. — Des congés de longue durée

Section 1^{re}. — Du congé pour convenances personnelles

Art. 217. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, l'agent peut obtenir un congé pour convenances personnelles.

Art. 218. Le congé pour convenances personnelles n'est accordé qu'à temps plein et pour une période d'un mois au moins et de six mois au plus. Il peut être prolongé ou, après une interruption, faire l'objet d'une nouvelle demande.

Sauf dérogation du conseil d'administration et sur avis favorable du conseil de direction, ce congé ne peut excéder 24 mois sur toute la carrière.

Chaque demande de prolongation doit être introduite au moins un mois avant l'expiration de la période de congé en cours.

Art. 219. Le congé pour convenances personnelles n'est pas rémunéré. Il est assimilé à une période de non-activité.

Art. 220. Les maladies ou accidents survenus durant cette période de congé ne sont pas pris en compte.

Section 2. — Du congé pour accomplir un stage dans un service public

Art. 221. L'agent peut obtenir un congé pour accomplir un stage ou effectuer une période d'essai dans un emploi dans un service public.

Un emploi dans l'enseignement subventionné ou l'enseignement universitaire est assimilé à un emploi dans un service public.

Le congé est accordé pour la période correspondant à la durée du stage ou de la période d'essai.

Art. 222. Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Section 3. — Du congé pour mission

Art. 223. § 1^{er}. Le conseil d'administration peut, avec l'accord de l'agent, charger ce dernier d'une mission.

§ 2. Un agent peut également, avec l'accord du conseil d'administration accepter une mission :

1° auprès d'un autre organisme d'intérêt public qui dépend de la Région de Bruxelles-Capitale ou du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° auprès d'un ministère ou d'un organisme d'intérêt public qui dépend de l'autorité fédérale, d'une autre région, d'une communauté ou de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune;

Art. 213. De ambtenaar kan verlof krijgen om :

1° de cursussen bij te wonen van de school van het korps voor civiele bescherming;

2° in vreedstijd prestaties te verrichten als vrijwilliger bij dit korps.

Art. 214. Met een maximum van vijf werkdagen per jaar en voor zover het belang van de dienst er zich niet tegen verzet, kan de ambtenaar verlof krijgen om mindervalide en zieken te vergezellen of om andere humanitaire zendingen te vervullen tijdens verblijven en reizen in binnen- of buitenland.

Deze verblijven of reizen moeten georganiseerd zijn door een openbare instelling of een vereniging die de zorg voor mindervalide en zieken of de humanitaire zendingen als opdracht heeft. De instelling of vereniging moet erkend zijn door de Belgische Staat of een van haar gefedereerde entiteiten.

De aanvraag moet worden gestaafd met een attest waarbij de vereniging of instelling verklaart dat de reis of het verblijf onder haar verantwoordelijkheid gebeurt.

Art. 215. De verloven om medische of humanitaire redenen zijn bezoldigd en worden gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Afdeling 6. — Uitzonderlijk verlof

Art. 216. § 1. De ambtenaar kan verlof krijgen om gevolg te geven aan een wederoproeping als reservist.

§ 2. De ambtenaar bekomt een verlof om deel uit te maken van de jury van het Hof van Assisen en dit tijdens de duur van de zitting.

§ 3. Deze verloven worden met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

HOOFDSTUK 5. — De verloven van lange duur

Afdeling 1. — Het verlof om persoonlijke redenen

Art. 217. Indien het belang van de dienst er zich niet tegen verzet, kan de ambtenaar verlof om persoonlijke redenen krijgen.

Art. 218. Het verlof om persoonlijke redenen wordt enkel voltijds en voor minstens een maand en ten hoogste zes maanden toegekend. Het kan verlengd worden of na een onderbreking opnieuw worden aangevraagd.

Behoudens afwijking toegestaan door raad van bestuur en op gunstig advies van de directieraad, mag dit verlof niet meer bedragen dan 24 maanden over de gehele loopbaan.

Iedere vraag tot verlenging moet ten minste één maand vóór het verstrijken van het lopende verlof worden aangevraagd.

Art. 219. Het verlof om persoonlijke redenen is niet bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van non-activiteit.

Art. 220. Met ziekten of ongevallen opgelopen gedurende deze verlofperiode wordt geen rekening gehouden.

Afdeling 2. — Het verlof om een stage te doen in een overheidsdienst

Art. 221. De ambtenaar kan verlof krijgen om een stage of proefperiode te doen in een betrekking bij een overheidsdienst.

Een betrekking in het gesubsidieerd of het universitair onderwijs wordt gelijkgesteld met een betrekking in een overheidsdienst.

Het verlof wordt toegestaan voor een periode die overeenstemt met de duur van de stage of van de proefperiode.

Art. 222. Dit verlof is niet bezoldigd en wordt voor het overige gelijkgesteld met dienstactiviteit.

Afdeling 3. — Het verlof wegens opdracht

Art. 223. § 1. De raad van bestuur kan een ambtenaar, met zijn instemming, belasten met een opdracht.

§ 2. Iedere ambtenaar kan eveneens met instemming de raad van bestuur, een opdracht aanvaarden :

1° bij een andere instelling van openbaar nut die afhangt van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° bij een ministerie of een instelling van openbaar nut die afhangt van de federale overheid, van een ander gewest, van een gemeenschap of van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

3° internationale exercée en dehors de la Belgique, confiée soit par un des Gouvernements du Royaume ou une administration publique belge, soit par un Gouvernement étranger ou une administration publique étrangère;

4° internationale exercée en Belgique ou ailleurs, auprès d'une institution internationale;

5° dans un pays en voie de développement.

§ 3. L'agent désigné pour exercer un mandat dans un service public belge est mis d'office en mission pour la durée du mandat.

Art. 224. Le conseil d'administration autorise la mission pour deux ans au plus. Ils peuvent, à chaque fois, la prolonger au maximum de la même durée.

Art. 225. § 1^{er}. Pendant la durée d'une mission couverte par une première autorisation, l'agent est placé en congé. Ce congé pour mission n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

§ 2. Le congé est toutefois rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision de la Commission européenne du 12 novembre 2008 "relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelles auprès des services de la Commission" ou de la décision de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 23 mars 2011 "fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du service européen pour l'action extérieure".

Le congé est toutefois rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 de la Commission des Communautés européennes. Il peut également être rémunéré avec l'accord du Gouvernement lorsque la mission est accordée dans le cadre des programmes de l'Union européenne.

Art. 226. § 1^{er}. Pendant la durée d'une mission couverte par des autorisations ultérieures, l'agent est placé en congé si la mission qu'il exerce est reconnue d'intérêt général. Ce congé pour mission n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Pour l'application du présent paragraphe, est considéré comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service du même gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède.

§ 2. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions :

1° qui comportent l'exercice d'une fonction dans un pays en voie de développement;

2° exercées par l'agent désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 ou du 7 janvier 1998 de la Commission des Communautés européennes ou lorsque la mission est accordée dans le cadre des programmes de l'Union européenne;

3° pour exercer un mandat dans un service public belge.

§ 3. Le caractère d'intérêt général est reconnu aux missions internationales visées à l'article 223, § 2, 3° et 4° lorsqu'elles sont considérées par le ministre fonctionnellement compétent comme présentant un intérêt prépondérant soit pour le pays, soit pour un gouvernement ou une administration publique belges.

§ 4. Dans des cas exceptionnels, le caractère d'intérêt général est reconnu à des missions visées à l'article 223, § 2, 1° et 2°, selon les mêmes conditions que celles fixées au § 3 du présent article.

§ 5. Par dérogation au § 2 et 3 du présent article, toute mission perd de plein droit son caractère d'intérêt général à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'agent a atteint une ancienneté de service suffisante pour pouvoir prétendre à l'obtention d'une pension immédiate ou différée à charge du gouvernement étranger, de l'administration publique étrangère ou de l'organisme international au profit duquel la mission est accomplie.

Art. 227. Pendant la durée d'une mission qui est couverte par des autorisations ultérieures mais qui n'est pas reconnue d'intérêt général, l'agent est placé en non-activité. Dans cette position, il n'a pas droit au traitement et ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement dans son échelle de traitement.

3° op internationaal vlak buiten België uitgeoefend, die wordt toevertrouwd hetzij door één van de regeringen van het Rijk of een Belgisch openbaar bestuur, hetzij aangeboden door een buitenlandse regering of door een buitenlands openbaar bestuur;

4° op internationaal vlak in of buiten België uitgeoefend, bij een internationale instelling;

5° in een ontwikkelingsland.

§ 3. De ambtenaar die wordt aangewezen om een mandaat in een Belgische overheidsdienst uit te oefenen wordt ambtshalve in opdracht geplaatst voor de duur van het mandaat.

Art. 224. De raad van bestuur verleent de opdracht voor ten hoogste twee jaar. Zij kunnen haar verlengen voor telkens maximum dezelfde duur.

Art. 225. § 1. Tijdens de duur van een opdracht welke door een eerste machtiging is gedekt, is de ambtenaar met verlof. Dit verlof wegens opdracht wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. Het verlof wordt evenwel bezoldigd wanneer de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens het besluit van de Europese Commissie van 12 november 2008 "betreffende de regeling die van toepassing is op nationale deskundigen die gedetacheerd zijn of een beroepsopleiding volgen bij de diensten van de Commissie" of krachtens het besluit van de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid van 23 maart 2011 "tot vaststelling van de regeling die van toepassing is op nationale deskundigen die zijn gedetacheerd bij de Europese dienst voor extern optreden".

Het verlof wordt evenwel bezoldigd wanneer de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens de beschikking van 26 juli 1988 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen. Het kan eveneens worden bezoldigd met instemming van de Regering wanneer de opdracht in het kader van de programma's van de Europese Unie wordt toegewezen.

Art. 226. § 1. Tijdens de duur van een opdracht die door latere machtigingen is gedekt wordt aan de ambtenaar verlof verleend indien de opdracht welke hij uitvoert als zijnde van algemeen belang is erkend. Dit verlof wegens opdracht wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Voor de toepassing van deze paragraaf, wordt als latere machtiging beschouwd, deze die elke latere periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, hetzelfde overheidsbestuur of dezelfde instelling, voor zover die periode niet door meer dan zes maanden wordt gescheiden van deze die aan die periode voorafgaat.

§ 2. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor :

1° de opdrachten welke de uitoefeningen van een ambt in een ontwikkelingsland in zich sluiten;

2° uitgevoerd door de als nationale deskundige aangewezen ambtenaar krachtens de beschikking van 26 juli 1988 of 7 januari 1998 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen of wanneer de opdracht in het kader van de programma's van de Europese Unie wordt toegewezen;

3° om een mandaat in een Belgische publieke overheidsdienst uit te oefenen.

§ 3. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de internationale opdrachten bedoeld in artikel 223, § 2, 3° en 4° wanneer zij door de functioneel bevoegde minister geacht worden van overwegend belang te zijn hetzij voor het land, hetzij voor een regering of een openbaar bestuur in België.

§ 4. In uitzonderlijke gevallen wordt het karakter van algemeen belang voor de in artikel 223, § 2, 1° en 2° bedoelde opdrachten erkend onder dezelfde voorwaarden dan die vastgesteld in § 3 van dit artikel.

§ 5. In afwijking van §§ 2 en 3 van dit artikel, verliest iedere opdracht van rechtswege haar karakter van algemeen belang vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin de ambtenaar een dienstancienniteit heeft bereikt die volstaat om aanspraak te kunnen maken op het krijgen van een onmiddellijk ingaand dan wel uitgesteld pensioen ten laste van een buitenlandse regering, van het buitenlandse openbare bestuur of van de internationale instelling ten behoeve waarvan de opdracht werd vervuld.

Art. 227. Tijdens de duur van een opdracht die door volgende machtigingen is gedekt doch niet erkend van algemeen belang te zijn, wordt de ambtenaar op non-activiteit gesteld. In die stand heeft hij geen recht op wedde en kan hij zijn aanspraken op bevordering in zijn weddeschaal niet doen gelden.

Pour l'application de l'alinéa premier du présent article, est considéré comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service du même gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède.

Art. 228. L'agent qui est chargé d'une mission internationale par le conseil d'administration peut bénéficier d'une indemnité.

Le conseil d'administration fixe l'indemnité en tenant compte :

1° de la rétribution accordée pour l'exécution de la mission;

2° de la durée de la mission, du coût de la vie dans le pays où il remplit sa mission, du rang social correspondant à cette mission ainsi que des charges familiales accrues inhérentes à l'expatriation.

L'indemnité ne peut être accordée si l'agent bénéficie d'avantages équivalents soit en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit en raison de l'accomplissement de sa mission.

Art. 229. Lorsque l'agent est en congé pour mission depuis deux ans, le conseil d'administration peut décider que l'emploi que l'agent occupait, doit être considéré comme vacant dans l'intérêt du service.

Art. 230. En tenant compte d'un délai de préavis d'au moins trois mois et de six mois au plus, le conseil d'administration peut, à tout moment, mettre un terme à la mission dont il a chargé l'agent.

Art. 231. L'agent dont la mission s'est achevée ou qui a mis fin à sa mission, se trouve à nouveau à la disposition de son organisme.

CHAPITRE 6. — *Du congé de maladie*

Section 1^{re}. — Des jours de congé de maladie

Art. 232. Pour l'ensemble de sa carrière, l'agent qui, par suite de maladie, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, a droit à des congés de maladie à concurrence de 21 jours ouvrables par 12 mois d'ancienneté de service. S'il n'est pas en service depuis 36 mois, son traitement lui est néanmoins garanti pendant 63 jours ouvrables.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Sont également pris en considération, l'ensemble des services effectifs que l'agent a accomplis, à quelque titre que ce soit, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un autre service public ou d'un établissement d'enseignement, un service d'orientation professionnelle, un centre psycho-médico-social ou un institut médico-pédagogique pour autant que ceux-ci soient créés, reconnus ou subventionnés par l'Etat, une Région ou une Communauté.

Pour l'agent invalide de guerre, le nombre de jours fixé à l'alinéa premier est porté respectivement à 32 et 95.

Art. 233. Le nombre de jours ouvrables, visé à l'article 232 est réduit à due concurrence lorsqu'au cours de sa carrière, l'agent a obtenu un congé :

1° dans le cadre de la redistribution du travail;

2° pour effectuer un stage auprès d'un autre service public;

3° pour remplir une mission en dehors de la Région;

4° pour être candidat aux élections;

5° pour interruption de la carrière professionnelle;

6° pour cause de maladie, sauf en cas d'accident de travail ou sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle.

L'agent qui a été placé en non-activité en raison d'absence injustifiée, est soumis à la même règle.

Si le nombre de jours de congé de maladie ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

Seuls les jours ouvrables compris dans la période d'absence pour maladie sont comptabilisés.

Art. 234. § 1^{er}. Le congé de maladie ne met pas fin aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle visés aux articles 168 à 173, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire de quatre jours visés dans la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, ni aux prestations réduites pour convenances personnelles visées aux articles 179 à 181.

L'agent continue à percevoir le traitement dû en raison des prestations réduites.

Voor de toepassing van het eerste lid van dit besluit wordt als latere machtiging beschouwd, die welke iedere latere periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, van hetzelfde openbaar bestuur of van dezelfde instelling voor zover de beschouwde periode van de voorafgaande periode niet wordt gescheiden door een termijn die zes maanden overschrijdt.

Art. 228. De ambtenaar die door raad van bestuur met een internationale opdracht wordt belast, kan een vergoeding genieten.

De raad van bestuur stelt de vergoeding vast rekening houdend met :

1° de bezoldiging toegekend ter uitvoering van de opdracht;

2° de duur van de opdracht, de levensduur in het land waar de opdracht wordt uitgevoerd, de sociale rang die met deze opdracht overeenstemt en de verhoogde gezinslasten verbonden aan de expatriatie.

De vergoeding mag niet worden toegekend indien de ambtenaar hetzij krachtens andere wets- of verordeningbepalingen, hetzij wegens de vervulling van zijn opdracht, gelijkwaardige voordelen geniet.

Art. 229. Zodra de ambtenaar twee jaar met verlof wegens opdracht is, kan de raad van bestuur beslissen of de betrekking die hij bekleedt, in het belang van de dienst als vacant moet worden beschouwd.

Art. 230. Met inachtneming van een opzeggingstermijn van ten minste drie maanden en ten hoogste zes maanden, kan de raad van bestuur op ieder ogenblik een eind maken aan de opdracht waarmede de ambtenaar is belast.

Art. 231. De ambtenaar wiens opdracht verstreken is of door zijn toedoen wordt beëindigd, stelt zich opnieuw ter beschikking van zijn instelling.

HOOFDSTUK 6. — *Het verlof wegens ziekte*

Afdeling 1. — *De ziekteverlofdagen*

Art. 232. Tijdens zijn volledige loopbaan heeft de ambtenaar, die wegens ziekte verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen, recht op ziekteverlof tot maximum 21 werkdagen per 12 maanden dienstanciënniteit. Als hij nog geen 36 maanden in dienst is wordt zijn wedde hem niettemin gedurende 63 werkdagen gewaarborgd.

Dit verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Worden eveneens in aanmerking genomen de werkelijke prestaties die de ambtenaar in welke hoedanigheid verricht heeft, als titularis van ambten met volledige prestaties in een andere overheidsdienst of een onderwijsinstelling, een dienst voor beroepskeuze, een psycho-medisch-sociaal centrum of een medisch-pedagogisch instituut voor zover zij werden opgericht, erkend of gesubsidieerd door de Staat, een Gewest of Gemeenschap.

Voor de ambtenaar die oorlogsinvalide is wordt het aantal in het eerste lid vastgestelde dagen respectievelijk op 32 en 95 gebracht.

Art. 233. Het aantal werkdagen, bedoeld in artikel 232 wordt in evenredigheid verminderd, wanneer hij tijdens zijn loopbaan verlof heeft gekregen :

1° van arbeidsherverdelende aard;

2° om een stage te vervullen in een andere overheidsdienst;

3° om een opdracht te vervullen buiten het Gewest;

4° om kandidaat te zijn bij verkiezingen;

5° voor onderbreking van de beroepsloopbaan;

6° wegens ziekte, behalve in geval van een arbeidsongeval of op de weg van en naar het werk of een beroepsziekte.

De ambtenaar die op non-activiteit is geplaatst geweest wegens ongewettigde afwezigheid, is onderworpen aan dezelfde regel.

Indien het aldus berekende aantal dagen ziekteverlof geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de onmiddellijk hogere eenheid.

Enkel de werkdagen begrepen in de periode van afwezigheid wegens ziekte worden aangerekend.

Art. 234. § 1. Het verlof wegens ziekte maakt geen einde aan de stelsels van loopbaanonderbreking zoals bedoeld in artikelen 168 tot 173, noch aan de stelsels van de halftijdse vervroegde uittreding en van de vierdagenweek bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, noch aan verminderde prestaties om persoonlijke redenen zoals bedoeld in de artikelen 179 tot 181.

De ambtenaar blijft de voor zijn verminderde prestaties verschuldigde wedde ontvangen.

§ 2. Lorsque l'agent effectue des prestations à temps partiel, les absences pour cause de maladie sont imputées sur le nombre de jours de congé auxquels il a droit en vertu de l'article 232, au prorata des prestations qu'il aurait dû accomplir.

Si le nombre total des jours ainsi comptabilisés par 12 mois d'ancienneté de service n'est pas un nombre entier, la fraction de jour est négligée.

Pour l'agent qui effectue des prestations à temps partiel, sont à comptabiliser comme congé de maladie les jours d'absence pendant lesquels l'agent aurait dû fournir des prestations.

Art. 235. Le congé de maladie est temporairement interrompu pendant le congé pour motifs impérieux d'ordre familial. Les jours de congé pour motifs impérieux qui coïncident avec le congé de maladie ne sont pas considérés comme des jours de congé de maladie.

Art. 236. § 1^{er}. Sous réserve de l'article 244 et par dérogation à l'article 232, le congé de maladie est accordé sans limite de temps, lorsqu'il est provoqué par :

- 1° un accident de travail;
- 2° un accident survenu sur le chemin du travail;
- 3° une maladie professionnelle.

En outre, les jours de congé accordés suite à un accident de travail, à un accident survenu sur le chemin du travail ou à une maladie professionnelle ne sont pas pris en considération, même après la date de consolidation, pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en vertu de l'article 232.

§ 2. Les agents menacés par une maladie professionnelle et qui, selon des modalités fixées par le ministre, sont amenés à cesser temporairement d'exercer leurs fonctions, sont mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 237. Les jours de congé de maladie accordés à la suite d'un accident causé par la faute d'un tiers et autre qu'un accident visé à l'article 236 ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en vertu de l'article 232, à concurrence du pourcentage de responsabilité imputé au tiers et qui sert de fondement à la subrogation de l'Agence du stationnement.

Art. 238. Lorsque l'agent effectue des prestations réduites réparties sur l'ensemble des jours ouvrables, les absences pour cause de maladie sont comptabilisées au prorata du nombre d'heures qu'il aurait dû prester pendant son absence.

Si le nombre de jours ouvrables ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure.

Si le nombre total des jours ainsi comptabilisés par douze mois d'ancienneté de service n'est pas un nombre entier, la fraction de jour est négligée.

Si l'agent bénéficie d'un congé à temps partiel en vertu d'une disposition légale relative à la redistribution du travail dans le secteur public, les jours ouvrables pendant lesquels l'agent aurait dû fournir des prestations sur la base d'un régime de travail à temps plein, sont comptabilisés comme congés de maladie.

Section 2. — Du contrôle et de la déclaration d'inaptitude définitive

Art. 239. L'agent absent pour raison de maladie est soumis à la surveillance sanitaire du service de contrôle médical désigné par le Gouvernement.

Si l'agent n'est pas d'accord avec la décision du médecin-contrôleur, le médecin-contrôleur prend contact endéans les 24 heures avec le médecin-traitant. En cas de désaccord entre les deux médecins, ils désignent immédiatement de commun accord un médecin- d'arbitrage. La décision du médecin d'arbitrage est définitive.

En application de l'article 167, l'agent est de plein droit en non activité pour toute absence pour maladie injustifiée. Toutefois, le directeur général ou le directeur général adjoint peuvent convertir l'absence en congé de vacances annuelles.

Art. 240. L'agent reste soumis à la réglementation de l'Administration de l'expertise médicale de l'Etat pour ce qui concerne les accidents de travail, les maladies professionnelles et les déclarations d'inaptitude médicale définitive.

Art. 241. En vertu de la procédure en vigueur auprès de l'Administration de l'expertise médicale de l'Etat, l'agent a le droit d'intenter un recours contre les décisions dudit service pour les matières visées à l'article 240.

§ 2. Wanneer de ambtenaar deeltijdse prestaties verricht, worden de afwezigheden wegens ziekte aangerekend op het aantal dagen verlof waarop hij krachtens artikel 232 recht heeft, naar rata van de te verrichten prestaties.

Als het totale aantal aldus verrekende dagen per 12 maanden dienstanciënniteit geen geheel getal is wordt de dagbreuk verwaarloosd.

Voor de ambtenaar die deeltijdse prestaties verricht, worden de dagen ziekteverlof de dagen afwezigheid aangerekend tijdens welke de ambtenaar prestaties diende te verrichten.

Art. 235. Het verlof wegens ziekte wordt tijdelijk onderbroken tijdens het verlof om dwingende redenen van familiaal belang. De dagen verlof om dwingende redenen die samenvallen met een ziekteverlof worden niet als ziekteverlofdagen beschouwd.

Art. 236. § 1. Onder voorbehoud van artikel 244 en in afwijking van artikel 232, wordt het verlof wegens ziekte zonder tijdsbeperking toegestaan, naar aanleiding van :

- 1° een arbeidsongeval;
- 2° een ongeval op de weg van en naar het werk;
- 3° een beroepsziekte.

Bovendien komen de verlofdagen toegestaan naar aanleiding van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk of een beroepsziekte, niet in aanmerking voor het bepalen van het aantal verlofdagen die de ambtenaar overeenkomstig artikel 232 nog kan krijgen, zelfs niet na de datum van consolidatie.

§ 2. De ambtenaren die door een beroepsziekte bedreigd worden en die, onder de door de minister vastgestelde voorwaarden, daardoor tijdelijk ophouden hun ambt uit te oefenen, worden ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige periode. Het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 237. De verlofdagen wegens ziekte ingevolge een ongeval veroorzaakt door de schuld van een derde dat geen ongeval is als bedoeld in artikel 236 worden niet in aanmerking genomen om het aantal verlofdagen te bepalen die de ambtenaar nog krachtens artikel 232 kan krijgen ten belope van het percentage aansprakelijkheid dat aan de derde is toegewezen en dat als grondslag dient voor de subrogatie van het Parkeeragentschap.

Art. 238. Wanneer de ambtenaar verminderde prestaties verricht die gespreid zijn over alle werkdagen, wordt het ziekteverlof aangerekend pro rata van het aantal uren dat hij gedurende zijn afwezigheid had moeten presteren.

Indien het aldus berekende aantal werkdagen geen geheel getal is, wordt het afgerond naar de onmiddellijk hogere eenheid.

Indien aldus het totaal aantal aangerekende dagen per twaalf maanden dienstanciënniteit geen geheel getal is, wordt het gedeelte van de dag niet meegerekend.

Indien de ambtenaar deeltijds verlof geniet op basis van een wettelijke bepaling tot herverdeling van de arbeid in de openbare sector, worden als ziekteverlof meegerekend de werkdagen tijdens dewelke hij op basis van een voltijdse werkregeling prestaties had moeten verrichten.

Afdeling 2. — Het toezicht en de definitieve ongeschiktheidsverklaring

Art. 239. De wegens ziekte afwezige ambtenaar staat onder het geneeskundig toezicht van de door de Regering aangewezen medische controledienst.

Indien de ambtenaar niet akkoord gaat met de beslissing van de controlerend geneesheer, neemt de controlerend geneesheer binnen de 24 uur contact met de behandelende geneesheer. Ingeval van niet-akkoord tussen beide geneesheren, wijzen zij onmiddellijk in onderling akkoord een arbitrerend geneesheer aan. De beslissing van de arbitrerend geneesheer is definitief.

In toepassing van artikel 167 is de ambtenaar in non-activiteit voor alle niet gewettigde afwezigheden wegens ziekte. Niettemin kunnen de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal de afwezigheid omzetten in jaarlijks vakantieverlof.

Art. 240. De ambtenaar blijft onderworpen aan de reglementering van het Bestuur van de medische expertise van de Staat voor wat betreft de arbeidsongevallen, de beroepsziekten en de definitieve medische ongeschiktheidsverklaring.

Art. 241. Met eerbiediging van de geldende procedure bij het Bestuur van de medische expertise van de Staat, heeft de ambtenaar een recht van beroep tegen de beslissingen van deze dienst, voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 240.

Art. 242. L'agent ne peut être déclaré définitivement inapte pour cause de maladie avant d'avoir épuisé le nombre de jours de congé de maladie auxquels il a droit.

L'alinéa premier n'est pas applicable à l'agent qui, après avoir accompli une mission auprès d'un Gouvernement étranger, d'une administration publique étrangère ou d'une institution internationale, a été, à ce titre, mis à la retraite pour cause d'invalidité et bénéficie d'une pension.

Section 3. — Des prestations réduites pour cause de maladie

Art. 243. En vue de se réadapter au rythme normal de travail, un agent peut exercer ses fonctions par prestations réduites pour maladie. Ces prestations réduites doivent succéder directement à une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours.

Les prestations réduites s'effectuent chaque jour.

Art. 244. Sans préjudice de ce qui est prévu pour l'agent en disponibilité pour maladie aux articles 161, 162 et 240, le service de contrôle médical visé à l'article 239, alinéa 1^{er} apprécie si l'agent en congé de maladie est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales.

L'agent en congé de maladie est soumis à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 239, alinéa 2.

L'agent en congé de maladie peut lui-même demander à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % de ses prestations normales.

Cet agent doit produire un certificat médical et un plan de réintégration établis par son médecin traitant. Dans le plan de réintégration, le médecin traitant mentionne la date probable de reprise intégrale du travail.

Le service de contrôle médical avise le directeur général et le directeur général adjoint de sa décision.

Art. 245. Le directeur général et le directeur général adjoint rappellent l'agent en service en lui permettant d'accomplir lesdites prestations réduites, pour autant que celles-ci soient compatibles avec les exigences imposées par le bon fonctionnement du service.

Art. 246. L'agent peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales pour une période de trente jours calendrier au maximum.

Des prolongations peuvent être accordées, au maximum pour une période équivalente, si le service de contrôle médical se prononce dans ce sens lors d'un nouvel examen.

La durée des prestations réduites visées dans la présente section est de maximum un an au cours d'une carrière sauf si l'affection dont l'agent souffre est reconnue comme maladie grave et de longue durée par l'Administration de l'expertise médicale de l'Etat.

Art. 247. Les jours d'absence d'un agent qui effectue des prestations réduites pour cause de maladie sont considérés comme congé.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, l'agent qui exerce ses fonctions par prestations réduites pour maladie est tenu de prendre ses jours de congé de vacances par jour entier.

CHAPITRE 7. — Des congés pour raisons politiques

Section 1^{re}. — Du congé pour présenter sa candidature aux élections

Art. 248. L'agent peut obtenir un congé lui permettant de présenter sa candidature aux élections législatives, communautaires, régionales, provinciales, communales ou européennes.

Ce congé est accordé pour la durée de la campagne électorale à laquelle participe l'intéressé en tant que candidat.

Art. 249. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Section 2. — Du congé pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu

Art. 250. Il y a lieu d'entendre par groupe politique reconnu un groupe d'élus reconnu comme tel conformément au règlement de l'assemblée législative à laquelle ces élus appartiennent.

Art. 242. De ambtenaar kan niet definitief ongeschikt worden verklaard wegens ziekte alvorens hij het aantal werkdagen heeft uitgeput waarop hij recht heeft als ziekteverlof.

Het eerste lid is niet toepasselijk op de ambtenaar die een opdracht heeft vervuld bij een buitenlandse Regering, een buitenlands openbaar bestuur of een internationale instelling, en uit dien hoofde in ruste werd gesteld wegens invaliditeit en een pensioen ontvangt.

Afdeling 3. — De verminderde prestaties wegens ziekte

Art. 243. Met het oog op zich opnieuw aan te passen aan het normale arbeidsritme, kan een ambtenaar zijn ambt met verminderde prestaties wegens ziekte uitoefenen. Deze verminderde prestaties moeten onmiddellijk aansluiten bij een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van tenminste dertig dagen.

De verminderde prestaties worden elke dag verricht.

Art. 244. Onverminderd wat voor de ambtenaar in beschikbaarheid wegens ziekte bepaald is in de artikelen 161, 162 en 240, oordeelt de medische controledienst bedoeld in artikel 239, eerste lid of een ambtenaar met ziekteverlof in staat is om zijn ambt terug op te nemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties.

De ambtenaar met ziekteverlof wordt onderworpen aan de arbitrageprocedure bedoeld in artikel 239, tweede lid.

De ambtenaar met ziekteverlof kan zelf vragen zijn ambt weder te mogen opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties.

Deze ambtenaar dient een geneeskundig getuigschrift en een plan voor reïntegratie voor te leggen van zijn behandelende arts. In het plan voor reïntegratie vermeldt de behandelende arts de vermoedelijke datum van de volledige werkhervatting.

De medische controledienst geeft kennis van zijn beslissing aan de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Art. 245. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal roepen de ambtenaar opnieuw in dienst en staan hem toe die verminderde prestaties te verrichten, tenzij die maatregel niet in overeenstemming kan worden gebracht met de eisen van de goede werking van de dienst.

Art. 246. De ambtenaar zal zijn ambt opnieuw kunnen opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties voor een periode van maximum dertig kalenderdagen.

Verlengingen voor ten hoogste dezelfde periode mogen worden toegestaan, indien de medische controledienst zich bij een nieuw onderzoek in die zin uitspreekt.

De duur van de verminderde prestaties bedoeld in deze afdeling bedraagt maximaal een jaar in een loopbaan tenzij de aandoening waaraan de ambtenaar lijdt erkend is als ernstige ziekte en van lange duur door het Bestuur van de medische expertise van de Staat.

Art. 247. De dagen die een ambtenaar afwezig is tijdens een periode van verminderde prestaties wegens ziekte, worden beschouwd als verlof.

Dit verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Niettemin moet de ambtenaar, die zijn ambt uitoefent met verminderde prestaties wegens ziekte, zijn vakantieverlofdagen opnemen met volledige dagen.

HOOFDSTUK 7. — De verloven om politieke redenen

Afdeling 1. — Het verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen

Art. 248. De ambtenaar kan een verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor de wetgevende, gemeenschaps-, gewest-, provinciale, gemeentelijke of Europese verkiezingen.

Dit verlof wordt toegekend voor een periode die overeenstemt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan hij deelneemt.

Art. 249. Dit verlof wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 2. — Het verlof om een functie uit te oefenen bij een erkende politieke fractie

Art. 250. Een erkende politieke fractie is een groep verkozenen die als dusdanig is erkend overeenkomstig het reglement van de wetgevende vergadering waartoe zij behoren.

Art. 251. L'agent peut obtenir un congé pour exercer une fonction dans un groupe politique reconnu.

Le Président d'un groupe politique introduit à cet effet une demande auprès du directeur général et du directeur général adjoint.

Le conseil de direction vérifiera que ce congé ne va pas à l'encontre de l'intérêt du service.

Le congé est accordé par le conseil d'administration, avec l'accord de l'agent.

Art. 252. La décision mentionne la durée du congé accordé, ainsi que le groupe politique au sein duquel l'agent exercera une fonction.

Art. 253. Le conseil d'administration peut mettre fin au congé pour des raisons de service moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois.

Art. 254. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Il n'est pas rémunéré.

*Section 3. — Du congé
pour détachement auprès d'un cabinet ministériel*

Art. 255. § 1^{er}. L'agent obtient un congé lorsqu'il est désigné pour exercer une fonction :

1° dans le secrétariat, la cellule de coordination générale de la politique ou la cellule politique générale ou, le cas échéant, le cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral;

2° dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat du Gouvernement d'une Communauté ou Région;

3° dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune.

Le détachement effectué auprès d'un Gouvernement autre que celui de la Région de Bruxelles-Capitale n'est autorisé que moyennant le remboursement de la rémunération de l'agent détaché.

§ 2. Au terme de son détachement et à moins d'un nouveau détachement dans un(e) autre secrétariat, cellule de coordination générale de la politique ou cellule politique générale du Gouvernement fédéral ou cabinet, l'agent obtient un jour de congé par mois d'activité presté dans ces organes, avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables.

Art. 256. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Section 4. — Du congé pour exercer un mandat politique

Art. 257. L'agent peut obtenir une dispense de service 2 jours par mois pour l'exercice des mandats politiques suivants :

a) conseiller communal qui n'est ni bourgmestre ni échevin ni président d'un conseil de l'aide sociale;

b) membre d'un conseil de l'aide sociale, autre que le président;

c) membre d'un conseil de district, autre que les membres du bureau et le président;

d) conseiller provincial non membre de la députation ou du collège provincial.

Art. 258. La dispense de service prévue à l'article 256, se prend à la convenance de l'intéressé par jour ou demi-jour. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 259. L'agent peut, dans les limites fixées ci-après, obtenir un congé politique facultatif pour l'exercice des mandats politiques suivants:

1° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre ni échevin ni président d'un conseil de l'aide sociale, membre d'un conseil de l'aide sociale, qui n'est ni président ni membre du bureau permanent, ou membre d'un conseil de district qui n'est ni président ni membre du bureau, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80.000 habitants: 2 jour par mois;

b) plus de 80.000 habitants : 4 jours par mois;

2° échevin, président du conseil de l'aide sociale ou membre du bureau d'un conseil de district d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : 4 jours par mois;

b) de 30.001 à 50.000 habitants: le quart d'un emploi à temps plein;

Art. 251. De ambtenaar kan verlof krijgen om een ambt uit te oefenen bij een erkende politieke fractie.

De Voorzitter van een politieke fractie dient hiertoe een verzoek in bij de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

De directieraad gaat na of het belang van de dienst er zich niet tegen verzet.

Het verlof wordt toegekend door de raad van bestuur, met de instemming van de ambtenaar.

Art. 252. De beslissing vermeldt de duur van het toegekende verlof, alsmede de politieke fractie waarbij de ambtenaar een ambt zal uitoefenen.

Art. 253. De raad van bestuur kan om dienstredenen het verlof beëindigen mits hij een opzeggingstermijn van een maand respecteert.

Art. 254. Het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het is niet bezoldigd.

*Afdeling 3. — Het verlof
voor detachering bij een ministerieel kabinet*

Art. 255. § 1. De ambtenaar krijgt verlof wanneer hij aangewezen wordt om een functie te vervullen op :

1° het secretariaat, de cel algemene beleidscoördinatie of de cel algemeen beleid of, in voorkomend geval, het kabinet van een lid van de federale Regering;

2° het kabinet van een minister of Staatssecretaris van de Regering van een Gemeenschap of Gewest;

3° Het kabinet van een minister of Staatssecretaris van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De detachering bij een andere Regering dan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is slechts toegestaan indien de bezoldiging van de gedetacheerde ambtenaar wordt terugbetaald.

§ 2. Op het einde van zijn detachering en tenzij hij naar een ander secretariaat, cel algemene beleidscoördinatie of cel algemeen beleid van de federale Regering of kabinet overgaat, krijgt de ambtenaar, per maand activiteit in deze organen, één dag verlof met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen.

Art. 256. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 4. — Het verlof om een politiek mandaat uit te oefenen

Art. 257. De ambtenaar krijgt vrijstelling van dienst van 2 dagen per maand voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten:

a) gemeenteraadslid dat noch burgemeester noch schepen noch voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn is;

b) lid van een raad voor maatschappelijk welzijn, de voorzitter uitgezonderd;

c) lid van een districtsraad, de bureauleden en de voorzitter uitgezonderd;

d) provincieraadslid, niet-lid van de deputatie of het provinciaal college.

Art. 258. De vrijstelling van dienst bepaald in artikel 256, wordt naar keuze van de betrokkene genomen in dagen of halve dagen. Zij mag niet van een maand naar een andere worden overgedragen tenzij zij is toegekend voor het uitoefenen van een mandaat van provincieraadslid.

Art. 259. De ambtenaar kan, binnen de hierna bepaalde grenzen, op zijn aanvraag een facultatief politiek verlof krijgen voor de uitoefening van volgende gemeentelijke mandaten:

1° gemeenteraadslid dat noch burgemeester noch schepen noch voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn is, lid van een raad voor maatschappelijk welzijn dat noch voorzitter noch lid van het vast bureau is, of lid van een districtsraad, dat noch voorzitter noch lid van het bureau is, van een gemeente:

a) tot 80.000 inwoners: 2 dagen per maand;

b) meer dan 80.000 inwoners: 4 dagen per maand;

2° schepen, voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of lid van het bureau van een districtsraad van een gemeente :

a) tot 30.000 inwoners: 4 dagen per maand;

b) van 30.001 tot 50.000 inwoners: een vierde van een voltijds ambt;

c) de 50.001 à 80.000 habitants: la moitié d'un emploi à temps plein;
3° bourgmestre d'une commune ou président d'un conseil de district d'une commune:

- a) jusqu'à 30.000 habitants : un quart d'un emploi à temps plein;
b) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein

4° membre du bureau permanent d'un conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 10.000 habitants : 1 ou 2 jours par mois;
b) de 10.001 à 20.000 habitants : 1, 2 ou 3 jours par mois;
c) plus de 20.000 habitants : 1, 2, 3, 4 ou 5 jours par mois

5° conseiller provincial n'étant pas membre de la députation ou du collège provincial : 4 jours par mois;

Art. 260. L'agent est, dans les limites fixées ci-après, en congé politique d'office pour l'exercice des mandats politiques suivants:

1° bourgmestre d'une commune comptant :

- a) jusqu'à 20.000 habitants : 3 jours par mois;
b) de 20.001 à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;
c) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;
d) plus de 50.000 habitants : à temps plein;

2° le président d'un conseil de district d'une commune est assimilé, en ce qui concerne le congé politique d'office, à un bourgmestre d'une commune dont le nombre d'habitants correspond à celui du district, la durée du congé politique d'office étant limitée au pourcentage du traitement de ce bourgmestre qu'il perçoit;

3° échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 20.000 habitants : 2 jours par mois;
b) de 20.001 à 30.000 habitants : 4 jours par mois;
c) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;
d) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;
e) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

4° un membre d'un conseil de district d'une commune est assimilé, en ce qui concerne le congé politique d'office, à un échevin d'une commune dont le nombre d'habitants correspond à celui du district, la durée du congé politique d'office étant limitée au pourcentage du traitement de cet échevin qu'il perçoit;

5° membre de la députation ou du collège provincial : à temps plein.".

Art. 261. Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 27 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vue d'exercer un mandat de membre du Parlement ou du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'agent est en congé politique d'office à raison d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :

1° membre d'une des Chambres législatives ou du Gouvernement fédéral;

2° membre du Parlement régional wallon, du Parlement de la Communauté française, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone;

3° membre du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement flamand et du Gouvernement de la Communauté germanophone;

4° membre du Parlement européen ou de la Commission européenne.

Art. 262. Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment.

Art. 263. Pour l'application des articles 257, 259 et 260, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale.

Art. 264. L'agent qui n'exerce pas une fonction à temps plein est mis en congé politique d'office à temps plein dès lors que son mandat politique correspond déjà à un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Le nombre de jours de congé politique est fixé proportionnellement aux services effectivement prestés par le membre du personnel.

c) van 50.001 tot 80.000 inwoners: de helft van een voltijds ambt;

3° burgemeester van een gemeente of voorzitter van een districtsraad van een gemeente :

- a) tot 30.000 inwoners : een vierde van een voltijds ambt;
b) van 30.001 tot 50.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

4° lid van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente :

- a) tot 10.000 inwoners : 1 of 2 dagen per maand;
b) van 10.001 tot 20.000 inwoners : 1, 2 of 3 dagen per maand;
c) meer dan 20.000 inwoners : 1, 2, 3, 4 of 5 dagen per maand;

5° provincieraadslid, niet-lid van de deputatie of het provinciaal college: 4 dagen per maand;

Art. 260. De ambtenaar is, binnen de hierna bepaalde grenzen, in politiek verlof van ambtswege voor de uitoefening van volgende politieke mandaten:

1° burgemeester van een gemeente:

- a) tot 20.000 inwoners : 3 dagen per maand;
b) van 20.001 tot 30.000 inwoners : een vierde van een voltijds ambt;
c) van 30.001 tot 50.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;
d) meer dan 50.000 inwoners : voltijds;

2° de voorzitter van een districtsraad van een gemeente wordt wat betreft het politiek verlof van ambtswege gelijkgesteld met een burgemeester van een gemeente waarvan het bevolkingsaantal overeenstemt met dat van het district, waarbij de duur van het ambtshalve politiek verlof beperkt wordt tot het percentage van de wedde van die burgemeester die hij ontvangt;

3° schep en voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente :

- a) tot 20.000 inwoners: 2 dagen per maand;
b) van 20.001 tot 30.000 inwoners: 4 dagen per maand;
c) van 30.001 tot 50.000 inwoners: een vierde van een voltijds ambt;
d) van 50.001 tot 80.000 inwoners: de helft van een voltijds ambt;
e) meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

4° een lid van het bureau van een districtsraad van een gemeente wordt wat betreft het politiek verlof van ambtswege gelijkgesteld met een schepen van een gemeente waarvan het bevolkingsaantal overeenstemt met dat van het district, waarbij de duur van het ambtshalve politiek verlof wordt beperkt tot het percentage van de wedde van die schep en die hij ontvangt;

5° lid van de deputatie of van een provinciaal college: voltijds. »

Art. 261. Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 27 april 1995 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met het oog op de uitoefening van een mandaat van lid van het Parlement of de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is de ambtenaar in politiek verlof van ambtswege, ten belope van een voltijds ambt, voor de uitoefening van een mandaat van :

1° lid van één der wetgevende Kamers of van de federale Regering;

2° lid van het Parlement van het Waalse Gewest, van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van het Vlaams Parlement en van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap;

3° lid van de Vlaamse Regering, van de Waalse Gewestregering, van de Franse Gemeenschapsregering en van de Duitstalige Gemeenschapsregering;

4° lid van het Europees Parlement of van de Europese Commissie.

Art. 262. Het politiek verlof van ambtswege vangt aan op de datum van de eedaflegging.

Art. 263. Voor de toepassing van de artikelen 257, 259 en 260, wordt het aantal inwoners bepaald overeenkomstig de bepalingen van de van de Nieuwe Gemeentewet.

Art. 264. De ambtenaar die geen voltijds ambt uitoefent wordt met voltijds politiek verlof van ambtswege gezonden indien aan zijn politiek mandaat reeds een politiek verlof van ambtswege beantwoordt waarvan de duur ten minste de helft van een voltijds ambt belooft.

Het aantal politieke verlofdagen wordt vastgesteld in verhouding tot de effectief door het personeelslid gepresteerde diensten.

Art. 265. L'agent qui a droit à un congé politique dont la durée n'excède pas la moitié d'un emploi à temps plein, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à mi-temps ou à temps plein.

L'agent qui a droit à un congé politique à mi-temps, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à temps plein.

Art. 266. Les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou le congé politique d'office sont assimilées à des périodes d'activité de service. Elles ne sont toutefois pas rémunérées.

Art. 267. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits. S'il n'a pas été remplacé dans son emploi, il réintègre cet emploi lorsqu'il reprend son activité. S'il a été remplacé, il est affecté à un autre emploi.

Art. 268. Après sa réintégration, l'agent ne peut pas cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

CHAPITRE 8. — *Du recours en matière de congés, d'absences et de disponibilité*

Art. 269. Excepté pour un congé de maladie, en cas de disponibilité pour maladie, pour un congé pour mission et en cas de démission d'office pour absence injustifiée de plus de dix jours ouvrables, l'agent peut introduire un recours auprès de la commission visée à l'article 17 lorsqu'il est en désaccord avec une décision en matière de congés, d'absences ou de disponibilité.

Art. 270. L'agent dispose, pour introduire son recours, d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle il a été avisé de la décision de refus opposée à sa demande.

Il est entendu par la commission à sa demande et peut se faire assister par une personne de son choix.

Art. 271. La décision contestée est défendue par un agent désigné par l'autorité qui a pris cette décision.

La décision de la commission est définitive.

La commission statue dans le délai d'un mois qui débute le jour où le recours est introduit.

TITRE 8. — *DE LA FORMATION*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 272. Il faut entendre par formation professionnelle, toute formation qui permet à l'agent d'améliorer ses connaissances et compétences, en lien avec la fonction que l'agent exerce actuellement ou pourrait exercer à l'avenir dans son organisme, dans un autre organisme d'intérêt public ou dans un ministère.

Est considérée d'office comme une formation professionnelle, la formation préparatoire aux examens de carrière.

Une formation ne sera reconnue formation professionnelle qu'avec l'accord du service chargé de la formation.

Lorsque la formation est proposée à l'initiative de l'agent, l'accord du supérieur hiérarchique est en outre requis.

Art. 273. Les programmes de formation sont confiés à des collaborateurs internes ou à des experts externes.

Art. 274. L'Agence du stationnement est tenue :

1° d'organiser l'accueil des nouveaux membres du personnel et de fixer un programme de formation individuel en collaboration avec le supérieur hiérarchique habilité;

2° d'établir le plan de formation annuel;

d'organiser les formations.

Art. 275. Un plan de formation est établi pour chaque année budgétaire. Ce plan comprend :

1° les objectifs généraux de la formation qu'il faut atteindre, tant sur le plan qualitatif que quantitatif;

2° les priorités pour l'année à venir;

3° les formations à prévoir en ce qui concerne le contenu, la forme et la durée;

4° le caractère obligatoire ou non des différentes formations;

Art. 265. De ambtenaar die recht heeft op een politiek verlof waarvan de duur niet de helft van een voltijds ambt overschrijdt, kan, op zijn aanvraag, halftijds of voltijds politiek verlof krijgen.

De ambtenaar die recht heeft op een halftijds politiek verlof, kan op zijn aanvraag, voltijds politiek verlof krijgen.

Art. 266. De periodes welke door facultatief politiek verlof of politiek verlof van ambtswege worden gedekt, worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Ze worden evenwel niet bezoldigd.

Art. 267. Het politiek verlof eindigt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op die tijdens de welke het mandaat een einde neemt.

Vanaf dat ogenblik, herkrijgt de belanghebbende zijn rechten. Wanneer hij niet in zijn betrekking werd vervangen, bezet hij die betrekking wanneer hij zijn dienst hervat. Indien hij wel werd vervangen, wordt hij voor een andere betrekking aangewezen.

Art. 268. De ambtenaar mag na zijn wederopneming zijn wedde niet cumuleren met voordelen die verbonden zijn aan de uitoefening van een politiek mandaat en die een wederaanpassingsvergoeding betreffen.

HOOFDSTUK 8. — *Het beroep inzake verlof, afwezigheid en beschikbaarheid*

Art. 269. Behalve inzake ziekteverlof, in geval van beschikbaarheid wegens ziekte, inzake verlof voor opdracht en in geval van ontslag van ambtswege wegens ongerechtvaardigde afwezigheid van meer dan tien werkdagen, kan de ambtenaar in beroep gaan bij de commissie bedoeld in artikel 17 wanneer hij niet akkoord gaat met een beslissing inzake verlof, afwezigheden of beschikbaarheid.

Art. 270. De ambtenaar beschikt voor het instellen van zijn beroep, over een termijn van tien dagen ingaande op de dag waarop hem kennis is gegeven van de beslissing tot afwijzing van zijn aanvraag.

Hij kan op zijn vraag worden gehoord door de commissie en mag zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 271. De betwiste beslissing wordt verdedigd door een ambtenaar aangewezen door de overheid die de beslissing heeft getroffen.

De beslissing van de commissie is definitief.

De commissie beslist binnen een termijn van een maand die aanvangt op de dag dat het beroep werd ingediend.

TITEL 8. — *DE VORMING*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 272. Inzake beroepsvorming dient te worden verstaan, elke vorming die de ambtenaar toelaat zijn kennis en bekwaamheden te verbeteren, in verband met de functie die de ambtenaar uitoefent of zou kunnen uitoefenen in de toekomst in zijn instelling, in een andere instelling van openbaar nut of in een ministerie.

Wordt ambtshalve als beroepsvorming beschouwd, de vorming die op de loopbaanexamens voorbereidt.

Een vorming wordt slechts erkend als beroepsvorming met het akkoord van de met de vorming belaste dienst.

Ingeval de vorming op het initiatief van de ambtenaar voorgesteld wordt, is bovendien het akkoord van de hiërarchische meerdere vereist.

Art. 273. De vormingsprogramma's worden toevertrouwd aan interne medewerkers of aan externe deskundigen.

Art. 274. Het Parkeeragentschap wordt belast met :

1° het onthaal van de nieuwe personeelsleden te organiseren en samen met de bevoegde hiërarchische meerdere een individueel opleidingsprogramma vast te leggen;

2° het jaarlijks vormingsplan op te stellen;

de opleidingen te organiseren.

Art. 275. Er wordt voor elk begrotingsjaar een vormingsplan opgesteld. Dit plan houdt in :

1° de te bereiken algemene doelstellingen van de vorming, zowel kwalitatief als kwantitatief;

2° de prioriteiten voor het komende jaar;

3° de te voorziene opleidingen naar inhoud, vorm en duur;

4° het al dan niet verplicht karakter van de verschillende opleidingen;

5° le budget à prévoir pour chacun des objectifs de la formation;

une évaluation du plan de formation précédent.

Art. 276. Le plan de formation est établi en collaboration avec le ou les correspondants de la formation qui sont désignés par le directeur général et le directeur général adjoint. Ceux-ci définissent au préalable les besoins en formation.

Art. 277. Le plan de formation annuel est approuvé par le conseil d'administration.

Il est soumis à la concertation avec les organisations syndicales avant le premier novembre.

CHAPITRE 2. — Du déroulement de la formation

Section 1^{re}. — De la formation professionnelle continuée

Art. 278. § 1^{er}. La formation professionnelle continuée est la formation qui :

- a pour objectifs de faciliter l'adaptation de l'agent à l'évolution de l'organisation, des techniques et des conditions de travail et de maintenir ou améliorer la qualification professionnelle;
- est en lien avec la fonction actuelle qu'exerce l'agent;
- est proposée par le service chargé de la formation ou par le supérieur hiérarchique de l'agent, ou est demandée par l'agent.

Les frais de formation professionnelle continuée sont supportés par l'Agence du stationnement pour autant que l'agent respecte les conditions précisées à l'article 279.

Le service chargé de la formation ou le supérieur hiérarchique peut imposer à l'agent de suivre certaines de ces formations.

Est exclue de la formation professionnelle continuée, toute formation professionnelle volontaire, sauf dérogation expresse accordée par le Directeur général et le Directeur général adjoint.

La formation linguistique en français et en néerlandais, n'est pas considérée comme de la formation professionnelle continuée. L'agent bénéficie néanmoins de la dispense de service visée au paragraphe 2 pour les suivre.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 278, une dispense de service est accordée lorsque la formation professionnelle continuée a lieu durant les heures de service.

Art. 279. L'inscription de l'agent à une formation implique son engagement formel à suivre la formation, que celle-ci soit choisie à l'initiative de l'agent ou qu'elle lui soit imposée.

Si l'agent est empêché d'y assister, il doit immédiatement communiquer la justification de son absence au service chargé de la formation. A défaut, les frais engagés pour cette formation pourront être mis à sa charge et récupérés par l'Agence du stationnement. En outre, il n'obtient pas de dispense de service pour cette formation et perd ainsi un nombre de jours de vacances annuelles qui correspond au nombre de jours de formation manqués sans justification.

Section 2. — De la formation professionnelle volontaire

Art. 280. La formation professionnelle volontaire est la formation demandée par l'agent et qui lui permet de développer sa carrière professionnelle en rapport avec la fonction que l'agent exerce actuellement ou pourrait exercer à l'avenir à l'Agence du stationnement.

Les frais de la formation professionnelle volontaire sont supportés par l'agent.

Art. 281. Sont reconnues comme étant de la formation professionnelle volontaire :

A. Dans la Communauté flamande :

1° les formations dans le cadre de l'Enseignement de promotion sociale, organisées, subventionnées ou reconnues par la Communauté;

2° les formations dans le cadre des études de base;

3° les formations suivantes des instituts supérieurs et des universités, pour lesquelles un diplôme ou un certificat peut être obtenu :

a) les formations initiales et les formations académiques, les formations continues et les formations académiques continues ou les formations de doctorat, organisées le soir ou le week-end;

b) les formations de postgraduat et les formations postacadémiques quel que soit le moment où elles se donnent;

5° de begroting te voorzien voor ieder van de vormingsdoelstellingen;

een evaluatie van het vorige vormingsplan.

Art. 276. Het vormingsplan wordt opgesteld in samenwerking met de vormingsverantwoordelijke(n) die worden aangewezen door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal. Deze laatsten bespreken de vormingsnoden vooraf.

Art. 277. Het jaarlijkse vormingsplan wordt goedgekeurd door de raad van bestuur.

Het wordt vóór 1 november voorgelegd aan het overleg met de vakorganisaties.

HOOFDSTUK 2. — Het verloop van de vorming

Afdeling 1. — De doorlopende beroepsvorming

Art. 278. § 1. De doorlopende beroepsvorming is de vorming die :

- tot doel heeft de aanpassing van de ambtenaar aan de evolutie van de organisatie, de technieken en de werkomstandigheden te vergemakkelijken en de beroepsbekwaamheid te behouden of te verbeteren;

- in verband staat met de huidige functie van de ambtenaar;

- wordt voorgesteld door de met de vorming belaste dienst of door de hiërarchische meerdere van de ambtenaar, of aangevraagd wordt door de ambtenaar.

De kosten verbonden aan de doorlopende beroepsvorming worden gedragen door het ParkeerParkeeragentschap voor zover de ambtenaar de in artikel 279 bepaalde voorwaarden in acht neemt.

De met de vorming belaste dienst of de hiërarchische meerdere kan de ambtenaar opleggen bepaalde van deze vormingen te volgen.

Wordt uitgesloten van de doorlopende beroepsvorming, elke vrijwillige beroepsvorming, behoudens een uitdrukkelijke door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal toegekende afwijking middels.

De taalvormingen in het Nederlands en het Frans, worden niet als doorlopende beroepsvorming beschouwd. Niettemin geniet de ambtenaar de in paragraaf 2 bedoelde dienstvrijstelling om ze te volgen.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 278 wordt een dienstvrijstelling verleend ingeval de doorlopende beroepsvorming plaatsvindt tijdens de diensturen.

Art. 279. De inschrijving van de ambtenaar voor een vorming impliceert zijn formele verbintenis om de vorming te volgen, ongeacht het gaat om een vrijwillige dan wel opgelegde vorming.

Als de ambtenaar in de onmogelijkheid verkeert om de vorming bij te wonen, moet hij onmiddellijk zijn afwezigheid verantwoorden bij de met de vorming belaste dienst. Bij ontstentenis kunnen de voor deze vorming gemaakte kosten op hem worden verhaald en teruggewonnen worden door het Parkeeragentschap. Bovendien bekomt hij geen dienstvrijstelling voor deze vorming en verliest hij zodoende een aantal dagen jaarlijkse vakantie a rato van het aantal zonder verantwoording gemiste uren.

Afdeling 2. — De vrijwillige beroepsvorming

Art. 280. De vrijwillige beroepsvorming is de vorming die door de ambtenaar wordt aangevraagd en die hem toelaat zijn loopbaan in verband met de functie die de ambtenaar momenteel uitoefent of zou kunnen uitoefenen in de toekomst in het Parkeeragentschap.

De kosten van de vrijwillige beroepsvorming worden gedragen door de ambtenaar.

Art. 281. Worden erkend als vrijwillige beroepsvorming :

A. In de Vlaamse Gemeenschap:

1° de vormingen in het kader van het Onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Gemeenschap;

2° de vormingen in het kader van de basiseducatie;

3° de volgende vormingen van de hogescholen en de universiteiten waarvoor een diploma of een getuigschrift behaald kan worden:

a) de basisvormingen en de academische vormingen, de voortgezette vormingen en voortgezette academische vormingen of de doctoraatsvormingen, die 's avonds of in de weekeinde gegeven worden;

b) de posthogeschoolvormingen en de postacademische vormingen, ongeacht het tijdstip waarop ze gegeven worden;

c) les cours qui font partie des formations citées en a) et b), qui peuvent être suivis comme élève libre, quel que soit le moment où ils se donnent;

4° les cours de l'enseignement supérieur ouvert qui sont offerts par les instituts supérieurs et les universités.

B. Dans la Communauté française :

1° les cours dans le cadre de l'Enseignement de promotion sociale, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté;

2° les formations suivantes de l'enseignement supérieur non universitaire, des hautes écoles et des universités, pour lesquelles un diplôme, un certificat ou tout autre titre peut être obtenu :

a) les formations de type court et de type long et les formations universitaires des premier et deuxième cycles, les formations de tout cycle d'études complémentaires et les formations de troisième cycle, organisées le soir ou le week-end;

b) toute autre formation, quel que soit le moment où elle se donne;

c) les cours qui font partie des formations citées en a) et b), et qui peuvent être suivis comme élève libre, quel que soit le moment où ils se donnent;

C. Dans la Communauté germanophone

les formations de l'Enseignement non-universitaire de type court et de type long, organisées le soir ou le week-end.

Art. 282. § 1^{er}. Dans le cadre de la formation professionnelle volontaire, l'agent peut obtenir un congé de formation de maximum 120 heures par année scolaire.

Par année scolaire, on entend la période du 1^{er} septembre au 31 août.

Pour l'enseignement supérieur ouvert de la Communauté flamande, le nombre d'heures de congé de formation est fixé au quart de la charge d'étude prévue pour ce cours. Ce nombre figure sur le bulletin d'inscription.

Le congé de formation est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. Le maximum fixé par le paragraphe premier du présent article est diminué proportionnellement aux congés et absences ci-après obtenus durant l'année scolaire en cours :

1° les absences pendant lesquelles l'agent est dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité;

2° le congé pour interruption de la carrière professionnelle;

3° le départ anticipé à mi-temps;

4° la semaine volontaire de quatre jours;

5° le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial;

6° le congé pour accomplir un stage dans un service public;

7° le congé pour mission

8° le congé pour présenter sa candidature aux élections.

§ 3. Le maximum fixé conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 est augmenté du nombre d'heures de congé de formation refusées dans l'intérêt du service pour l'année scolaire précédente pour la même formation.

Art. 283. § 1^{er}. Le congé de formation est accordé par le Directeur général et par le Directeur général adjoint; ceux-ci peuvent déléguer cette compétence à l'agent qu'ils désignent auprès du service chargé de la formation. L'agent adresse sa demande de congé de formation au Directeur général et au Directeur général adjoint ou à l'agent désigné, avec l'avis de son supérieur hiérarchique. Si aucune décision n'est intervenue un mois après l'introduction de la demande, le congé de formation est considéré comme accordé.

Ce congé peut être refusé totalement ou partiellement s'il est incompatible avec l'intérêt du service. Cependant, un refus motivé par l'intérêt du service ne peut pas être opposé à l'agent deux années consécutives.

Pour les formations qui nécessitent d'être présent aux cours, un congé de formation ne peut être accordé que deux fois pour une même formation.

Dans l'enseignement supérieur ouvert de la Communauté flamande, un congé de formation ne peut être accordé qu'une seule fois pour un même cours. Un congé de formation pour un autre cours de cet enseignement ne peut être demandé que si l'agent a obtenu un certificat

c) de cursussen die deel uitmaken van de vormingen vermeld onder a) en b), die men als vrije student kan volgen, ongeacht het tijdstip waarop ze gegeven worden;

4° de cursussen van het open hoger onderwijs die door de hogescholen en de universiteiten aangeboden worden.

B. In de Franse Gemeenschap:

1° de cursussen in het kader van het Onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Gemeenschap;

2° de volgende vormingen van het hoger niet-universitair onderwijs, van de hogescholen en van de universiteiten waarvoor een diploma, een getuigschrift of elke andere titel behaald kan worden:

a) de vormingen van het korte type en van het lange type en de universitaire vormingen van de eerste en de tweede cyclus, de cycli van aangevulde studies en de vormingen van de derde cyclus, die 's avonds of in de weekeinde gegeven worden;

b) iedere andere vorming, ongeacht het tijdstip waarop ze gegeven wordt;

c) de cursussen die deel uitmaken van de vormingen vermeld onder a) en b), die men als vrije student kan volgen, ongeacht het tijdstip waarop ze gegeven worden;

C. In de Duitstalige Gemeenschap:

de vormingen van het hoger niet-universitair onderwijs van het korte type en van het lange type, die 's avonds of in de weekeinde gegeven worden.

Art. 282. § 1. In het kader van de vrijwillige beroepsvorming, kan de ambtenaar een vormingsverlof van maximum 120 uren per schooljaar bekomen.

Met schooljaar wordt bedoeld de periode van 1 september tot 31 augustus.

Voor het open hoger onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap komt het aantal uren vormingsverlof overeen met een vierde van de studielast die voor deze cursus vastgesteld is. Dit aantal staat op het inschrijvingsbewijs vermeld.

Het vormingsverlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. Het maximum dat in eerste paragraaf van dit artikel vastgesteld is wordt evenredig verminderd naargelang van de volgende verloven en afwezigheden die gedurende het lopende schooljaar verkregen zijn:

1° de afwezigheden waarbij de ambtenaar in de administratieve toestand van non-activiteit of beschikbaarheid is geplaatst;

2° het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan;

3° de halftijdse vervroegde uittreding;

4° de vrijwillige vierdagenweek;

5° het verlof wegens dwingende familiale redenen;

6° het verlof om een stage te doen in een overheidsdienst;

7° het verlof voor opdracht;

8° het verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen.

§ 3. Het maximum dat vastgesteld werd overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 wordt verhoogd met het aantal uren vormingsverlof dat voor het vorige schooljaar voor dezelfde vorming in het belang van de dienst geweigerd werd.

Art. 283. § 1. Het vormingsverlof wordt toegekend door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal; ze kunnen deze bevoegdheid overdragen aan de ambtenaar die ze aanwijzen bij de dienst belast met vorming. De ambtenaar richt zijn verzoek voor een vormingsverlof tot de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal of tot de aangewezen ambtenaar, met het advies van zijn hiërarchische meerdere. Indien er een maand nadat het verzoek werd ingediend geen beslissing werd genomen, wordt geacht dat het vormingsverlof toegekend is.

Dit verlof kan geheel of gedeeltelijk geweigerd worden als het onverenigbaar is met het belang van de dienst. Het belang van de dienst mag echter niet in twee opeenvolgende jaren ingeroepen worden om een vormingsverlof te weigeren.

Voor vormingen waarbij men in de les aanwezig moet zijn, mag het vormingsverlof niet meer dan twee keer worden toegekend voor een zelfde vorming.

Voor het open hoger onderwijs in de Vlaamse Gemeenschap mag het vormingsverlof slechts eenmaal worden toegekend voor een zelfde cursus. Er kan slechts een vormingsverlof voor een andere cursus van dit onderwijs gevraagd worden, indien de ambtenaar geslaagd is voor

de réussite soit du cours pour lequel il avait obtenu le premier congé, soit pour un autre cours de cet enseignement.

§ 2. Le congé de formation est accordé moyennant un contrôle de l'inscription et un contrôle de l'assiduité.

Ces contrôles se font sur base d'une attestation d'inscription et d'une attestation d'assiduité que l'agent est tenu de produire selon les prescriptions et les délais fixés par la GRH. L'agent est invité à transmettre les attestations d'inscription et d'assiduité dès le début de la formation à l'établissement qui organise la formation afin que ce dernier les complète en temps utile.

Si l'agent abandonne prématurément la formation, le congé de formation prend fin à ce moment. Dans ce cas, l'agent signale immédiatement son abandon au service chargé de la formation et lui transmet l'attestation d'assiduité.

§ 3. Le congé de formation doit être utilisé pendant la période où les cours se donnent, cette période étant prolongée le temps des sessions d'examens auxquelles participe l'agent.

Dans l'enseignement supérieur ouvert de la Communauté flamande, l'agent doit présenter les examens du cours choisi au moins une fois dans les douze mois qui suivent son inscription. Il peut utiliser les heures de congé de formation au plus tôt deux mois avant le premier examen et au plus tard au dernier examen auquel il participe.

Si la formation comporte un grand nombre d'heures, le service chargé de la formation peut planifier le congé de formation, après avoir consulté le supérieur hiérarchique et l'agent. Cette planification tient compte de l'intérêt du service mais elle ne peut pas porter atteinte au droit de participer aux examens.

§ 4. Le droit à un congé de formation est suspendu si l'attestation d'assiduité fait apparaître que l'agent n'a pas suivi régulièrement la formation pour laquelle il a obtenu un congé de formation. La suspension s'étend à la partie restante de l'année scolaire et aux trois années scolaires suivantes.

Section 3. — De la formation en matière de concours au niveau supérieur

Art. 284. L'agent a droit à une formation préparatoire aux examens visés aux articles 100, 104 et 106 du présent arrêté.

Il ne peut toutefois bénéficier plus de deux fois de la même formation.

Art. 285. Dans le cas où les formations sont données durant les heures de service, l'agent bénéficie d'une dispense de service.

A sa demande, il obtient un congé d'étude de cinq jours maximum pour le concours d'accession aux niveaux A et B et de deux jours maximum pour les concours d'accession aux niveaux C et D.

Il a droit à un jour de congé d'étude pour la première épreuve.

En ce qui concerne le concours d'accession au niveau A, l'agent a droit à un jour de congé d'étude par épreuve ou brevet.

TITRE 9. — DU REGIME DISCIPLINAIRE CHAPITRE 1^{er}. — Des peines disciplinaires

Art. 286. Les peines disciplinaires qui peuvent être prononcées sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
 - 2° la retenue de traitement;
 - 3° le déplacement disciplinaire;
 - 4° la suspension disciplinaire;
 - 5° la régression barémique;
 - 6° la rétrogradation;
 - 7° la démission d'office;
- la révocation.

Art. 287. La retenue de traitement ne peut être infligée pour une période de plus de trois mois.

Elle ne peut excéder celle prévue à l'article 23, alinéa 2 de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Art. 288. L'agent déplacé par mesure disciplinaire, ne peut obtenir à sa demande ni une nouvelle affectation, ni un transfert pendant le délai qui est fixé pour l'effacement de sa peine disciplinaire.

de cursus waarvoor hij het eerste verlov heeft gekregen, of indien hij geslaagd is voor een andere cursus van dit onderwijs.

§ 2. Het vormingsverlov wordt toegekend middels een controle van de inschrijving en de nauwgezetheid.

Deze controles gebeuren aan de hand van een inschrijvingsbewijs en een nauwgezetheidbewijs dat de ambtenaar gehouden is over te maken volgens de voorschriften en binnen de termijnen vastgelegd door het HRM. De ambtenaar wordt verzocht de inschrijving- en nauwgezetheidbewijzen aan de instelling die de vorming organiseert aan het begin van de vorming voor te leggen, zodanig dat deze laatste ze tijdig kan invullen.

Als de ambtenaar voortijdig stopt met de vorming, komt er op dat ogenblik een einde aan het vormingsverlov. In dit geval meldt de ambtenaar zijn stopzetting onmiddellijk aan de aangewezen ambtenaar en bezorgt hem het nauwgezetheidbewijs.

§ 3. Het vormingsverlov moet gebruikt worden tijdens de periode waarin de lessen gegeven worden, deze periode wordt verlengd met de examenzittijden waaraan de ambtenaar deelneemt.

In het open hoger onderwijs in de Vlaamse Gemeenschap moet de ambtenaar op zijn minst één keer in de twaalf maanden die op zijn inschrijving volgen, de examens van de gekozen cursus afleggen. Hij mag de uren vormingsverlov gebruiken op zijn vroegst twee maanden voor het eerste examen en op zijn laatst voor het laatste examen waaraan hij deelneemt.

Als de vorming uit een groot aantal uren bestaat, kan de dienst belast met de vorming een planning voor het vormingsverlov opleggen, na raadpleging van de hiërarchische meerdere en de ambtenaar. Deze planning houdt rekening met het belang van de dienst maar ze mag geen afbreuk doen aan het recht om aan lessen en aan examens deel te nemen.

§ 4. Het recht op een vormingsverlov wordt geschorst indien uit het nauwgezetheidbewijs blijkt dat de ambtenaar de vorming waarvoor hij een vormingsverlov heeft gekregen, niet nauwgezet heeft gevolgd. De schorsing geldt voor het resterende gedeelte van het schooljaar en voor de drie volgende schooljaren.

Afdeling 3. — De vorming inzake vergelijkende examens voor overgang naar hoger niveau

Art. 284. De ambtenaar heeft recht op een opleiding die hem voorbereidt op de in artikelen 100, 104 en 106 van dit besluit bedoelde examens.

Hij mag evenwel slechts tweemaal dezelfde opleiding volgen.

Art. 285. Indien de opleidingen worden gegeven tijdens de diensturen, geniet hij dienstvrijstelling.

Op zijn verzoek, krijgt hij een studieverlov van ten hoogste vijf dagen voor het vergelijkend examen voor overgang naar niveau A en B en van ten hoogste 2 dagen voor de vergelijkende examens voor overgang naar niveau C en D.

Hij heeft recht op een dag studieverlov voor de eerste proef.

Wat betreft het vergelijkend examen voor overgang naar niveau A heeft de ambtenaar recht op een dag studieverlov per proef of brevet.

TITEL 9. — DE TUCHTREGELING HOOFDSTUK I. — De tuchtstraffen

Art. 286. De tuchtstraffen die kunnen worden uitgesproken, zijn :

- 1° de terechtwijzing;
 - 2° de inhouding van wedde;
 - 3° de verplaatsing bij tuchtmaatregel;
 - 4° de tuchtschorsing;
 - 5° de lagere inschaling;
 - 6° de terugzetting in graad;
 - 7° het ontslag van ambtswege;
- de afzetting.

Art. 287. De inhouding van wedde kan niet worden toegepast voor een periode van meer dan drie maanden.

Zij mag niet meer bedragen dan deze bepaald bij artikel 23, tweede lid van de wet van 12 april 1965 op de bescherming van het loon der werknemers.

Art. 288. De bij tuchtmaatregel verplaatste ambtenaar kan op zijn aanvraag geen nieuwe aanwijzing noch overplaatsing bekomen gedurende de termijn die voor de uitwissing van zijn tuchtstraf is bepaald.

Art. 289. La suspension disciplinaire ne peut excéder une période de trois mois.

Elle place de plein droit l'agent dans la position administrative de non-activité.

Durant la suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement.

Une retenue de traitement qui ne peut excéder le maximum prévu à l'article 288, alinéa 2 lui est infligée.

Art. 290. La régression barémique est infligée, selon le cas, par l'attribution :

1° d'une échelle de traitement inférieure dans le même grade;

2° d'un grade du même rang doté d'une échelle de traitement inférieure;

La rétrogradation est infligée par l'attribution d'un grade d'un rang inférieur classé dans le même niveau ou dans un niveau inférieur.

Art. 291. La révocation et la démission d'office rompent définitivement les liens de l'agent avec l'Agence du stationnement.

CHAPITRE 2. — De l'action disciplinaire

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 292. L'action disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui se sont produits ou qui ont été constatés dans les six mois précédant la date à laquelle l'action est entamée.

Art. 293. Lorsqu'une action pénale est intentée et que le ministère public a communiqué la décision judiciaire définitive au conseil d'administration, l'action disciplinaire ne peut être entamée au-delà des six mois qui suivent la date de la communication.

Cependant, un acquittement au pénal n'empêche pas l'autorité d'infliger une peine disciplinaire, pourvu que la motivation de la sanction ne se heurte pas à l'autorité de la chose jugée. L'autorité n'est en outre, pas liée par la manière dont les juridictions judiciaires ont apprécié le comportement de l'agent à l'occasion des faits mis à sa charge.

Art. 294. Lorsque plusieurs faits sont reprochés à l'agent, il n'est toutefois entamé qu'une seule procédure qui peut donner lieu au prononcé d'une seule peine disciplinaire.

A tout moment de la procédure disciplinaire, l'agent peut, pour sa défense, consulter son dossier, être entendu et être assisté par la personne de son choix.

Art. 295. § 1^{er}. Les notifications visées dans le présent titre IX consistent :

- soit en la remise d'une pièce contre accusé de réception daté et signé;

- soit par l'envoi par lettre recommandée d'une pièce.

§ 2. Tout délai est calculé à partir du lendemain de la remise de la pièce ou du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi par lettre recommandée de celle-ci, la date de la poste faisant foi, sauf preuve contraire du destinataire. Le délai comprend tous les jours, même le samedi, le dimanche et les jours fériés visés à l'article 191, § 1^{er}.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié visé à l'article 191, § 1^{er}, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable. Lorsque ce jour tombe entre Noël et Nouvel An, il est reporté au premier jour ouvrable après le Nouvel An.

Art. 296. Lors de chaque procédure disciplinaire, le directeur général et le directeur général adjoint désignent le supérieur hiérarchique habilité à proposer les peines disciplinaires.

Section 2. — De la proposition de la peine

Art. 297. Peuvent formuler une proposition de peines disciplinaires:

1° un supérieur hiérarchique habilité pour le rappel à l'ordre, la retenue de traitement, le déplacement disciplinaire et la suspension disciplinaire à l'égard des agents de rang A3 ou d'un rang inférieur;

2° le conseil de direction pour la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office et la révocation à l'égard des agents de rang A3 ou d'un rang inférieur;

un ministre ou un Secrétaire d'Etat, désigné par le Gouvernement, pour toutes les peines à l'encontre des agents de rang A4 ou d'un rang supérieur.

Art. 289. De tuchtschorsing mag een periode van drie maanden niet overschrijden.

Zij plaatst de ambtenaar van rechtswege in de stand van non-activiteit.

Tijdens de tuchtschorsing kan de ambtenaar zijn rechten op bevoordering of weddeverhoging niet laten gelden.

Hij ondergaat een inhouding van wedde die het maximum bepaald bij artikel 288, tweede lid, niet mag overschrijden.

Art. 290. De lagere inschaling wordt, naar gelang van het geval, opgelegd door toekenning :

1° van een lagere weddenschaal in dezelfde graad;

2° van een graad van dezelfde rang met een lagere weddenschaal;

De terugzetting in graad wordt opgelegd middels toekenning van een graad van een lagere rang die in hetzelfde of in een lager niveau is ingedeeld.

Art. 291. De afzetting en het ontslag van ambtswege verbreken definitief de banden van de ambtenaar met het Parkeeragentschap.

HOOFDSTUK 2. — De tuchtvoeding

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 292. De tuchtvoeding mag enkel slaan op feiten die zich hebben voorgedaan of die werden vastgesteld binnen de zes maanden voorafgaand aan de datum waarop de voeding aanvangt.

Art. 293. Ingeval van strafvoeding en indien het openbaar ministerie de definitieve rechtsbeslissing heeft medegedeeld aan de raad van bestuur, wordt de tuchtvoeding niet later ingesteld dan zes maanden na de datum van de mededeling.

Vrijspraak door de strafrechter is voor de overheid geen beletsel om een tuchtstraf uit te spreken, op voorwaarde dat de motivering van de straf het gezag van gewijsde niet aantast. De overheid is bovendien niet gebonden door de wijze waarop de rechtbanken het gedrag van de ambtenaar hebben beoordeeld omtrent de hem ten laste gelegde feiten.

Art. 294. Wanneer meer dan één feit de ambtenaar ten laste wordt gelegd, kan dit niettemin slechts aanleiding geven tot één procedure en tot het uitspreken van één tuchtstraf.

In elke fase van de tuchtprocedure, kan de ambtenaar, in functie van zijn verdediging, zijn dossier consulteren, en gehoord en bijgestaan worden door een persoon van zijn keuze.

Art. 295. § 1. De betekeningen bedoeld in deze titel IX gebeuren :

- hetzij middels de afgifte van een stuk tegen een gedateerd en getekend ontvangstbewijs;

- hetzij middels de aangetekende verzending van een stuk.

§ 2. Elke termijn wordt berekend vanaf de dag volgend op de afgifte van het stuk of vanaf de derde werkdag volgend op de aangetekende verzending ervan, postdatum ter staving, behoudens tegenbewijs van de verzender. De termijn omvat alle dagen, zelfs zaterdagen, zondagen en de feestdagen bedoeld in artikel 191, § 1.

De vervalddag wordt inbegrepen in de termijn. Wanneer deze dag evenwel valt op een zaterdag, een zondag of een feestdag, bedoeld in artikel 191, § 1, wordt de vervalddag verplaatst naar de eerstvolgende werkdag. Als deze dag valt tussen Kerstmis en Nieuwjaar, wordt hij verplaatst naar de eerstvolgende werkdag na Nieuwjaar.

Art. 296. Tijdens elke tuchtprocedure wijzen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal de gemachtigde hiërarchische meerdere tot het voorstellen van de tuchtstraffen aan.

Afdeling 2. — Het voorstel van straf

Art. 297. Kunnen een voorstel van tuchtstraffen opmaken:

1° een gemachtigde hiërarchische meerdere, voor de terechtwijzing, de inhouding van wedde, de verplaatsing bij tuchtmaatregel en de tuchtschorsing jegens de ambtenaren van rang A3 of lager;

2° de directieraad voor de lagere inschaling, de terugzetting in graad, het ontslag van ambtswege en de afzetting jegens de ambtenaren van rang A3 of lager;

een minister of een Staatssecretaris, aangewezen door de Regering voor alle straffen jegens ambtenaren van rang A4 of hoger.

Art. 298. Les autorités visées à l'article 297 entendent l'agent sur les faits avant de proposer une peine.

Si elles estiment qu'une peine doit être proposée, elles notifient la proposition de peine à l'agent, en même temps que le rapport de l'audition.

La proposition de peine est également notifiée en même temps à l'autorité qui prononce la peine.

La notification de la proposition de peine entame l'action disciplinaire.

CHAPITRE 3. — *Du recours en matière disciplinaire*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 299. L'agent à l'encontre duquel la sanction est proposée, peut introduire, soit personnellement, soit par son avocat, dans les vingt jours de la notification de la proposition, un recours contre celle-ci auprès de la chambre de recours des organismes d'intérêt public ou auprès de la chambre de recours régionale des fonctionnaires généraux, selon son grade. Dès réception du recours, le greffier en informe l'autorité compétente pour prononcer la peine.

Le recours est adressé au président par lettre recommandée à l'adresse fixée par le règlement d'ordre intérieur.

Section 2. — De la chambre de recours commune aux organismes d'intérêt public et de la chambre de recours régionale des fonctionnaires généraux

Art. 300. La chambre de recours commune aux organismes d'intérêt public instituée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour les recours en matière disciplinaire des agents de l'Agence du stationnement de tous les niveaux, excepté les fonctionnaires dirigeants.

§ 2. En vertu de l'article 299, les agents de l'Agence du stationnement seront soumis aux règles de procédure prévues par l'arrêté du 26 septembre 2002.

Art. 301. La chambre de recours régionale des fonctionnaires généraux instituée par l'article 285, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale connaît des recours en matière disciplinaire des fonctionnaires généraux du ministère et des fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE 4. — *Du prononcé de la peine disciplinaire*

Art. 302. Prononcent la peine disciplinaire, les autorités suivantes :

1° un supérieur hiérarchique habilité pour le rappel à l'ordre, la retenue de traitement, le déplacement disciplinaire et la suspension disciplinaire à l'égard des agents de rang A3 ou d'un rang inférieur; ce supérieur ne peut être celui qui, en vertu de l'article 281, 1°, a proposé la peine; en l'absence de supérieur hiérarchique, le conseil de direction prononce la peine;

2° le conseil d'administration pour la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office et la révocation à l'égard des agents de rang A3 ou d'un rang inférieur;

3° deux Ministres ou Secrétaires d'Etat désignés par le Gouvernement pour le rappel à l'ordre, la retenue de traitement, le déplacement disciplinaire et la suspension disciplinaire à l'égard des agents de rang A4 ou d'un rang supérieur.

4° Le Gouvernement pour la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office et la révocation à l'égard des agents de rang A4 ou d'un rang supérieur.

L'autorité compétente ne peut prononcer une peine plus lourde que celle proposée ni ne peut invoquer d'autres faits que ceux ayant motivé la proposition.

Art. 303. L'autorité visée à l'article 319, 1° à 4° se prononce dans les deux mois de la réception de l'avis émis par la chambre de recours. Celle-ci devient exécutoire le premier jour qui suit la notification.

Elle notifie par lettre recommandée à la poste la décision définitive à l'agent dans les quinze jours du prononcé de la décision.

CHAPITRE 5. — *De l'inscription et de la radiation de la peine.*

Art. 304. Toute peine disciplinaire fait l'objet d'une inscription sur la fiche disciplinaire de l'agent.

Art. 298. De in artikel 297 bedoelde overheden horen de ambtenaar over de feiten alvorens een straf voor te stellen.

Indien zij oordelen dat een straf moet worden voorgesteld betekenen zij een voorstel van straf aan de ambtenaar, samen met het verslag van de hoorzitting.

Het voorstel van straf wordt eveneens gelijktijdig betekend aan de overheid die de straf uitspreekt.

De betekening van het voorstel van straf zet de tuchtvoeding in.

HOOFDSTUK 3. — *Het beroep inzake tuchtaangelegenheden*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 299. De ambtenaar tegen wie de straf werd voorgesteld, kan, binnen twintig dagen na de betekening van het voorstel, hetzij persoonlijk, hetzij door zijn advocaat, beroep indienen bij de raad van beroep van de instellingen van openbaar nut of de gewestelijke raad van beroep van de ambtenaren-generaal, naargelang zijn graad. Bij ontvangst van het beroep, informeert de griffier ervan de bevoegde overheid die de straf uitspreekt.

Het beroep wordt aangetekend aan de voorzitter gericht op het adres vastgesteld door het huishoudelijk reglement.

Afdeling 2. — De gemeenschappelijke raad van beroep voor de instellingen van openbaar nut en de regionale raad van beroep van de ambtenaren-generaal

Art. 300. De gemeenschappelijke raad van beroep voor de instellingen van openbaar nut ingesteld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 26 september 2002 houdende het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is bevoegd voor de beroepen inzake tuchtzaken van de ambtenaren van het Parkeeragentschap van alle niveaus, uitgezonderd de leidende ambtenaren

§ 2. Krachtens artikel 299, zullen de agenten van het Parkeeragentschap onderworpen worden aan de procedureregels voorzien in het besluit van 26 september 2002.

Art. 301. De gewestelijke raad van beroep van de ambtenaren-generaal ingesteld door het artikel 285, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behandelt de beroepen inzake tuchtzaken van de ambtenaren-generaal van het Ministerie en de leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK 4. — *De uitspraak van de tuchtstraf*

Art. 302. Volgende overheden spreken de tuchtstraf uit:

1° een gemachtigde hiërarchische meerdere voor de terechtwijzing, de inhouding van wedde, de verplaatsing bij tuchtmaatregel en de tuchtschorsing jegens de ambtenaren van rang A3 of lager; deze meerdere mag niet diegene zijn die krachtens artikel 281, 1°, de tuchtstraf voorgesteld heeft. In afwezigheid van hiërarchische meerdere, spreekt de directieraad de straf uit.

2° de raad van bestuur voor de lagere inschaling, de terugzetting in graad, het ontslag van ambtswege en de afzetting jegens de ambtenaren van rang A3 of lager;

3° twee Ministers of Staatssecretarissen, aangewezen door de Regering voor de terechtwijzing, de inhouding van wedde, de verplaatsing bij tuchtmaatregel en de tuchtschorsing jegens de ambtenaren van rang A4 of hoger.

4° de Regering voor de lagere inschaling, de terugzetting in graad, het ontslag van ambtswege en de afzetting jegens de ambtenaren van rang A4 of hoger.

De bevoegde overheid kan geen zwaardere straf uitspreken dan de voorgestelde straf en kan alsook geen andere feiten inroepen dan die welke het voorstel van straf hebben gemotiveerd.

Art. 303. De in artikel 319, 1° tot 4° van dit artikel bedoelde overheid spreekt zich binnen twee maanden na de ontvangst van het door de raad van beroep uitgebrachte advies uit. Deze wordt uitvoerbaar op de eerste dag volgend op de betekening.

Binnen de vijftien dagen na uitspraak van de beslissing brengt zij per aangetekend schrijven de definitieve beslissing ter kennis van de ambtenaar.

HOOFDSTUK 5. — *De inschrijving en de schrapping van de straf*

Art. 304. Elke tuchtstraf wordt ingeschreven op de tuchtfiche van de ambtenaar.

Art. 305. La radiation des peines disciplinaires est automatique après une période dont la durée est fixée à :

- 1° six mois pour le rappel à l'ordre;
- 2° un an pour la retenue de traitement;
- 3° dix-huit mois pour le déplacement disciplinaire;
- 4° deux ans pour la suspension disciplinaire;
- 5° trente mois pour la régression barémique;
- 6° trois ans pour la rétrogradation.

Le délai prend cours à partir de la notification de la sanction.

Art. 306. La radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la peine disciplinaire radiée.

TITRE 10. — DE LA SUSPENSION DANS L'INTERET DU SERVICE

Art. 307. L'agent peut, dans l'intérêt du service être suspendu de sa fonction :

- 1° lorsqu'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° lorsqu'il fait l'objet d'une poursuite disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices probants.

L'agent peut être privé de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion et son droit à l'avancement de traitement et peut faire l'objet d'une retenue de traitement qui ne peut être supérieure à la retenue visée à l'article 23, alinéa 2 de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Art. 308. Les mesures visées par l'article 307 sont prononcées par :

- 1° le ministre fonctionnellement compétent, à l'encontre des fonctionnaires dirigeants;
- 2° le directeur général ou le directeur général adjoint, à l'encontre des autres agents.

Ils entendent l'agent au préalable, au plus tard quinze jours après avoir eu connaissance des faits qui sont à charge de celui-ci. L'agent peut se faire assister par une personne de son choix.

Si l'agent ne peut être entendu pour cas de force majeure endéans ce délai, il peut se faire représenter. Ce délai est prorogé de dix jours maximum.

La décision de suspension est notifiée selon les règles visées à l'article 295.

Art. 309. L'agent peut, dans les huit jours de la notification telle que visée à l'article 295, introduire un recours devant une des chambres de recours visées à l'article 301 selon son grade.

Art. 310. Les chambres de recours visées aux articles 301 et 302 connaissent des recours relatifs à la suspension dans l'intérêt du service et aux mesures prévues à l'article 307, alinéa 2.

La procédure de recours est celle prévue pour le recours en matière disciplinaire.

Si l'avis rendu par la chambre de recours concernée diffère de la décision rendue par l'autorité compétente en première instance, le conseil d'administration se prononce sur la mesure à prendre à l'encontre des fonctionnaires dirigeants et le ministre fonctionnellement compétent à l'encontre des autres agents. Si l'avis rendu par la chambre de recours concernée est conforme à la décision rendue par l'autorité compétente en première instance, l'autorité visée dans le présent alinéa confirme la mesure.

Art. 311. Sauf en cas de poursuite pénale, la durée de la suspension s'élève à six mois maximum.

Elle peut être renouvelée par périodes de six mois en cas de poursuite pénale.

Art. 312. La suspension dans l'intérêt du service ainsi que les mesures visées à l'article 307, alinéa 2, prennent fin d'office lorsque la sanction disciplinaire prononcée suite à une faute grave visée à l'article 286 alinéa 1^{er}, 2 est définitive.

La sanction disciplinaire encourue par l'agent rétroagit à une date qui ne peut cependant être antérieure à celle à laquelle les mesures prises en application de l'article 307, alinéa 2, ont produit leurs effets.

En ce cas, la durée de la suspension dans l'intérêt du service est imputée à due concurrence sur la durée de la suspension disciplinaire.

Art. 305. De schrapping van de tuchtstraffen gebeurt van ambtswege na een periode waarvan de duur wordt vastgesteld op:

- 1° zes maanden voor de terechtwijzing;
- 2° een jaar voor de inhouding van wedde;
- 3° achttien maanden voor de verplaatsing bij tuchtmaatregel;
- 4° twee jaar voor de tuchtschorsing;
- 5° dertig maanden voor de lagere inschaling;
- 6° drie jaar voor de terugzetting in graad.

De termijn gaat in vanaf de betekening van de straf.

Art. 306. De schrapping heeft tot gevolg dat er geen rekening meer mag worden gehouden met de geschrapte tuchtstraf.

TITEL 10. — DE SCHORSING IN HET BELANG VAN DE DIENST

Art. 307. De ambtenaar kan in het belang van de dienst in zijn ambt worden geschorst :

- 1° in geval van strafrechtelijke vervolgingen;
- 2° in geval van tuchtrechterlijke vervolging wegens een ernstig vergrijp waarbij de betrokkene op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn.

De ambtenaar kan het recht ontzegd worden om zijn aanspraken op bevordering en op verhoging in wedde te doen gelden en zijn wedde kan ingehouden worden in een mate die geen aanleiding mag geven tot een inhouding van wedde die hoger ligt dan die welke bedoeld is bij artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Art. 308. De maatregelen bedoeld in artikel 307 worden uitgesproken door :

- 1° de functioneel bevoegde minister in verband met de leidende ambtenaren;
- 2° de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal in verband met de andere ambtenaren;

Zij horen de ambtenaar vooraf, uiterlijk vijftien dagen nadat hij kennis heeft gekregen van de feiten die de ambtenaar ten laste worden gelegd. De ambtenaar mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Indien de ambtenaar wegens overmacht niet kan worden gehoord binnen deze termijn, mag hij zich laten vertegenwoordigen. Deze termijn wordt verlengd met maximum tien dagen.

De schorsingsbeslissing wordt betekend volgens de regels bedoeld in artikel 295.

Art. 309. De ambtenaar kan binnen acht dagen na de betekening zoals bedoeld in artikel 295, in beroep gaan bij een der raden van beroep bedoeld in artikel 301 naargelang zijn graad.

Art. 310. De raden van beroep bedoeld in artikelen 301 en 302 nemen kennis van het beroep inzake de schorsing in het belang van de dienst en inzake de maatregelen waarin artikel 307, tweede lid voorziet.

De beroepsprocedure is degene welke geldt voor beroepen omtrent tuchtzaken.

Indien het door de betrokken raad van beroep uitgebrachte advies anders luidt dan de door de bevoegde overheid in eerste aanleg getroffen beslissing, spreekt de raad van bestuur zich uit over de te treffen maatregel tegen de leidende ambtenaren en de functioneel bevoegde minister tegen de andere ambtenaren. Indien het door de betrokken raad van beroep uitgebrachte advies in overeenstemming is met de door de bevoegde overheid in eerste aanleg getroffen beslissing, bevestigt de overheid bedoeld in dit lid de maatregel.

Art. 311. Behalve in geval van strafrechtelijke vervolging, mag de duur van de schorsing ten hoogste zes maanden bedragen.

Zij kan worden verlengd met zesmaandelijks termijnen in geval van strafrechtelijke vervolging.

Art. 312. De schorsing in het belang van de dienst alsmede de maatregelen bedoeld in artikel 307, tweede lid eindigen van rechtswege wanneer de tuchtrechterlijke uitspraak voor een zwaar vergrijp bedoeld in artikel 286 eerste lid, 2 definitief wordt.

De door een ambtenaar opgelopen tuchtstraf werkt terug tot op een datum die niet verder mag teruggaan dan degene vanaf welke de met toepassing van artikel 307, tweede lid, getroffen maatregelen uitwerking hebben.

In dit geval wordt de duur van de schorsing in het belang van de dienst, tot de nodige termijn, op de duur van de tuchtschorsing aangerekend.

**TITRE 11. — DES INCOMPATIBILITES
ET DES CUMULS D'ACTIVITES PROFESSIONNELLES**

Art. 313. Est incompatible avec la qualité d'agent, toute activité que ce dernier exerce lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne et qui :

1° l'empêche de remplir ses devoirs d'agent ou engendre des conflits d'intérêt,

2° ou n'est pas en accord avec la dignité de sa fonction.

L'agent qui ne respecte pas cette disposition, s'expose à une action disciplinaire.

Art. 314. Le cumul d'activités professionnelles est interdit à moins qu'une autorisation ait été accordée.

Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation qui procure des revenus professionnels imposables et qui n'est pas inhérente à l'exercice de la fonction.

Est inhérente à sa fonction, toute mission qui, conformément à une disposition légale ou réglementaire, est liée à cette fonction ou toute mission pour laquelle l'agent est désigné par l'autorité dont il dépend.

Art. 315. Un mandat politique n'est pas considéré comme une activité professionnelle.

L'agent qui est élu doit en avertir le service chargé de la GRH, lequel en informe le directeur général et le directeur général adjoint.

L'exercice d'un mandat de rang A4 au moins est incompatible avec un mandat politique dont le congé politique correspondant excède un quart temps d'un emploi à temps plein.

Art. 316. Une autorisation peut être accordée à un agent pour exercer une activité professionnelle en dehors des heures de service si celle-ci n'est pas en contradiction avec les dispositions de l'article 330.

Art. 317. Une autorisation peut être accordée à un agent pour exercer une activité professionnelle durant les heures de service si cette activité :

1° n'est pas en contradiction avec les dispositions de l'article 330;

2° est d'intérêt général pour la Région;

3° peut être exercée sans inconvénient pour le service ou pour le public.

Par heures de service, il faut entendre les plages fixes qui déterminent le régime de l'horaire variable.

Cet agent est en activité de service.

Le ministre précise les modalités d'application de cette mesure.

Art. 318. La demande de cumul est introduite par écrit auprès du supérieur hiérarchique de rang A3 au moins à l'aide d'un formulaire type qui est fourni par le service chargé de la GRH.

Le supérieur hiérarchique susvisé donne un avis motivé à l'endroit du formulaire réservé à cet effet avant d'envoyer le dossier au directeur général et au directeur général adjoint.

Art. 319. L'autorisation est accordée ou refusée par le directeur général et le directeur général adjoint pour les agents de rang A4 au plus et par le Ministre fonctionnellement compétent pour les fonctionnaires dirigeants.

Art. 320. L'agent est informé de la décision dans les trente jours à dater de sa demande.

Art. 321. L'autorisation peut toujours être retirée par le directeur général et le directeur général adjoint.

**TITRE 12. — DE L'INTEGRATION
DES PERSONNES HANDICAPEES**

Art. 322. § 1^{er}. L'Agence du stationnement est tenue d'occuper un nombre de personnes handicapées fixé à deux pour cent de l'effectif prévu au cadre organique.

§ 2. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par "organismes de reconnaissance" les quatre organismes suivants :

1° l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, en abrégé A.W.I.P.H.;

**TITEL 11. — ONVERENIGBAARHEDEN
EN CUMULATIE VAN BEROEPSACTIVITEITEN**

Art. 313. Met de hoedanigheid van ambtenaar is onverenigbaar elke activiteit die de ambtenaar zelf of via een tussenpersoon uitoefent en die :

1° verhindert dat hij zijn ambtsplichten vervult of strijdigheid van belangen tot gevolg heeft,

2° of niet past met de waardigheid van zijn ambt.

De ambtenaar die deze bepaling niet eerbiedigt, stelt zich bloot aan een tuchtvordering.

Art. 314. De cumulatie van beroepsactiviteiten is verboden tenzij daar toestemming is voor verleend.

Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid die een belastbaar beroepsinkomen verschaft en die niet inherent is aan de uitoefening van het ambt.

Inherent aan het ambt is elke opdracht die ingevolge een wettelijke of reglementaire bepaling verbonden is aan het ambt of waarvoor de ambtenaar wordt aangewezen door de overheid waaronder hij ressorteert.

Art. 315. Een politiek mandaat wordt niet beschouwd als een beroepsactiviteit.

De verkozen ambtenaar moet de dienst belast met het HRM verwittigen, die op zijn beurt de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal op de hoogte brengt.

De uitoefening van een mandaat van ten minste rang A4 is onverenigbaar met een politiek mandaat waarvan het overeenstemmende politiek verlof een vierde van een voltijdse betrekking overschrijft.

Art. 316. Er kan toestemming worden verleend voor de uitoefening van een beroepsactiviteit buiten de diensturen, indien deze niet in strijd is met de bepalingen van artikel 330.

Art. 317. Er kan toestemming worden verleend voor de uitoefening van een beroepsactiviteit binnen de diensturen, indien deze :

1° niet in strijd is met de bepalingen van artikel 330;

2° van algemeen belang is voor het Gewest;

3° zonder nadeel voor de dienst of voor het publiek kan worden uitgeoefend.

Onder diensturen dient te worden verstaan : de stamtijden die de glijdende werktijdregeling vastlegt.

Deze ambtenaar is in actieve dienst.

De minister bepaalt de wijze waarop deze maatregel wordt toegepast.

Art. 318. De aanvraag tot cumulatie wordt schriftelijk ingediend bij de hiërarchische meerdere van ten minste rang A3 door middel van een modelformulier dat door de dienst belast met HRM wordt verstrekt.

De voormelde hiërarchische meerdere geeft een gemotiveerd advies in het vak dat op het formulier daartoe is voorzien alvorens het dossier door te sturen naar de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Art. 319. De toestemming wordt verleend of geweigerd door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal voor de ambtenaren van ten hoogste rang A4 en door de functioneel bevoegde Minister voor de leidende ambtenaren.

Art. 320. De ambtenaar wordt binnen dertig dagen na datum van zijn aanvraag in kennis gesteld van de beslissing.

Art. 321. De toestemming kan worden herroepen door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

**TITEL 12. — DE INSCHAKELING
VAN PERSONEN MET EEN HANDICAP**

Art. 322. § 1. Het Parkeeragentschap moet een aantal gehandicapte personen tewerkstellen dat gelijk is aan twee percent van de personeelsformatie.

§ 2. Voor de toepassing van deze titel, wordt verstaan onder "erkenninginstellingen" de vier volgende instellingen:

1° het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", in het kort A.W.I.P.H.;

2° l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées (Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung);

3° la " Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap ", anciennement le " Vlaams Fonds voor Personen met een Handicap ";

4° le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

5° la personne qui est en possession d'une attestation délivrée par la Direction Générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux.

§ 3. Peuvent occuper un emploi du quota réservé aux personnes handicapées les candidats qui remplissent au moment du recrutement au moins l'une des conditions suivantes :

1° avoir été enregistré auprès d'un des organismes de reconnaissance visés au § 2, ou avoir fait l'objet d'une décision d'intervention de la part d'un de ceux-ci, et avoir communiqué à un de ceux-ci toute décision relative aux dispositions d'aide ou d'intégration sociale ou professionnelle prise par le pouvoir fédéral ou communautaire;

2° avoir été victime d'un accident du travail et fournir une attestation délivrée par le Fonds des Accidents du Travail ou par l'Office médico-social de l'Etat certifiant une incapacité d'au moins 66 %;

3° avoir été victime d'une maladie professionnelle et fournir une attestation délivrée par le Fonds des Maladies professionnelles ou par l'Office médico-social de l'Etat certifiant une incapacité d'au moins 66 %;

4° avoir été victime d'un accident de droit commun et fournir une copie du jugement délivré par le greffe du tribunal certifiant que le handicap ou l'incapacité est d'au moins 66 %;

5° avoir été victime d'un accident domestique et fournir une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins 66 %;

bénéficiaire d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

Art. 323. La personne handicapée a la possibilité de participer à un concours de recrutement visé aux articles 21 et suivants du chapitre recrutement du présent arrêté. Elle peut, à cette occasion, demander de bénéficier d'aménagements raisonnables lors de sa participation aux épreuves.

Pour chaque concours de recrutement, il est établi, outre les listes des lauréats visées au chapitre relatif au recrutement, des listes spécifiques des personnes handicapées lauréates. Celles-ci n'y figurent qu'à leur demande et pour autant qu'elles aient produit une attestation leur conférant la qualité de personne handicapée au sens de l'article 322§ 3.

Les personnes handicapées reprises dans la liste spécifique visée à l'alinéa précédent gardent le bénéfice de leur classement sans limite de temps.

Sans préjudice des dispositions du présent article, les règles relatives au recrutement visées au présent arrêté, sont applicables à la sélection et au recrutement des personnes handicapées.

Si le pourcentage fixé à l'article 322§ 3 du présent arrêté n'est pas atteint, le ministre ou son délégué peut donner priorité, lors du recrutement, aux personnes handicapées lauréates.

Art. 324. § 1^{er}. Les modalités des concours d'accession au niveau supérieur et des formations préparatoires à la promotion sont adaptées aux contraintes liées aux handicaps.

§ 2. En cas de changement d'affectation, l'avis du médecin du travail peut être requis en vue de vérifier l'aptitude de la personne handicapée à occuper le nouvel emploi.

§ 3. Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent organiser, en collaboration avec les organismes de reconnaissance visés au 339, § 2, l'accueil, la formation et l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

2° de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor personen met een handicap (Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung);

3° het "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", voorheen het "Vlaams Fonds voor Personen met een Handicap"

4° de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden.

5° de persoon die in het bezit is van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen.

§ 3. De betrekkingen die voor gehandicapte personen bestemd zijn, kunnen bekleed worden door kandidaten die bij hun aanwerving ten minste één van de volgende voorwaarden vervullen:

1° ingeschreven zijn bij één van de erkenningsinstellingen bedoeld in § 2 of het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot tegemoetkoming vanwege één van deze instellingen en één van deze instellingen in kennis te hebben gesteld van elke beslissing betreffende maatregelen inzake hulp of sociale integratie of inschakeling in het arbeidsproces, die door de federale of gemeenschapsoverheid is genomen;

2° het slachtoffer zijn geweest van een arbeidsongeval en een attest overleggen van het Fonds voor Arbeidsongevallen of van de Sociaal-Medische Rijksdienst waarbij een ongeschiktheid van ten minste 66 % wordt bevestigd;

3° door een beroepsziekte zijn getroffen en een attest voorleggen van het Fonds voor Beroepsziekten of van de Sociaal-Medische Rijksdienst waarbij een ongeschiktheid van ten minste 66 % wordt bevestigd;

4° het slachtoffer zijn geweest van een gemeenrechtelijk ongeval en een door de griffie van de rechtbank afgeven afschrift van het vonnis overleggen waarbij een handicap of een ongeschiktheid van ten minste 66 % wordt bevestigd;

5° het slachtoffer zijn geweest van een thuisongeval en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling overleggen waarbij een vaste ongeschiktheid van ten minste 66 % wordt bevestigd;

een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming genieten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan de gehandicapten.

Art. 323. De gehandicapte persoon heeft de mogelijkheid om deel te nemen aan een vergelijkend wervingsexamen bedoeld in artikel 21 en volgende van het hoofdstuk Werving van dit besluit. Hij kan, bij deze gelegenheid, vragen om een behoorlijke inrichting tijdens zijn deelname aan de proeven.

Voor elk vergelijkend wervingsexamen, worden, buiten de lijsten bedoeld in het hoofdstuk betreffende de werving, bijzondere lijsten van de geslaagde gehandicapte personen aangelegd. Deze laatste worden er slechts in opgenomen op hun vraag en voor zover ze een attest hebben voorgelegd dat hen de hoedanigheid van gehandicapte persoon in de zin van artikel 322§ 3 verleent.

De gehandicapte personen opgenomen in de bijzondere lijst bedoeld in het eerste lid behouden hun rangschikking zonder tijdsbeperking.

Onverminderd de bepalingen van voorgaand artikel, zijn de regels betreffende de in dit besluit bedoelde werving van toepassing op de selectie en werving van gehandicapte personen.

Als het percentage dat bepaald is in artikel 322§ 3 van dit besluit niet bereikt is, kan de minister of zijn afgevaardigde bij de aanwerving voorrang geven aan personen met een handicap die laureaat zijn.

Art. 324. § 1. De modaliteiten van de examens voor overgang tot een hoger niveau en van de vormingen ter voorbereiding op een bevoorrechte zijn aangepast aan de beperkingen opgelegd door de handicaps.

§ 2. In geval van verandering van betrekking kan het advies van de arbeidsgeneesheer vereist worden om de bekwaamheid van de gehandicapte persoon tot het bekleden van de nieuwe betrekking na te gaan.

§ 3. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal kunnen in samenwerking met de erkenningsinstellingen bedoeld in 339, § 2, het onthaal, de vorming en de inschakeling in het arbeidsproces van de gehandicapte personen organiseren.

LIVRE 2. — DU STATUT PECUNIAIRE

TITRE 1^{er}. — DU TRAITEMENTCHAPITRE 1^{er}. — Des échelles de traitement

Art. 325. Chaque échelle de traitement est désignée par une lettre suivie de trois chiffres.

La lettre désigne le niveau du grade, le premier chiffre son rang, le deuxième chiffre le grade correspondant à une qualification particulière dans le même rang, le troisième chiffre le code de l'échelle de traitement.

Le chiffre zéro signifie que le code n'est pas déterminé.

Art. 326. Les grades que peuvent porter les agents bénéficient des échelles qui suivent :

NIVEAU A	
directeur général	A500
directeur général adjoint	A410
directeur-chef de service	A400
ingénieur directeur	A310
Directeur	A300
premier ingénieur	A220
premier attaché	A210
	A200
Ingénieur	A113
	A112
	A111
Attaché	A103
	A102
	A101
NIVEAU B	
assistant principal	B200
Assistant	B103
	B102
	B101
NIVEAU C	
adjoint principal	C200
adjoint	C103
	C102
	C101
NIVEAU D	
commis principal	D200
commis	D103
	D102
	D101
NIVEAU E	
préposé principal	E200
préposé	E103
	E102
	E101

Art. 327. Les échelles de traitement en vigueur à l'Agence sont reprises dans l'annexe I du présent arrêté.

Les barèmes sont liés aux fluctuations des prix à la consommation visée à l'article 28 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux.

Art. 328. Les augmentations intercalaires sont accordées sur la base de l'ancienneté pécuniaire, conformément aux articles 411 et 412.

BOEK 2. — DE BEZOLDIGINGSREGELING

TITEL I. — DE WEDDE

HOOFDSTUK I. — De weddenschalen

Art. 325. Iedere weddenschaal wordt aangeduid met een letter gevolgd door drie cijfers.

De letter duidt het niveau aan, het eerste cijfer de rang, het tweede de graad overeenstemmend met een bijzondere kwalificatie in dezelfde rang, het derde de code van de weddenschaal.

Het cijfer nul betekent dat de code niet bepaald is.

Art. 326. Aan de graden die de ambtenaren kunnen bekleden, zijn de volgende schalen verbonden :

NIVEAU A	
directeur-generaal	A500
adjunct-directeur-generaal	A410
directeur-hoofd van dienst	A400
ingenieur-directeur	A310
directeur	A300
eerste ingenieur	A220
eerste attaché	A210
	A200
ingenieur	A113
	A112
	A111
attaché	A103
	A102
	A101
NIVEAU B	
eerste assistent	B200
assistent	B103
	B102
	B101
NIVEAU C	
eerste adjunct	C200
adjunct	C103
	C102
	C101
NIVEAU D	
eerste klerk	D200
klerk	D103
	D102
	D101
NIVEAU E	
eerste beambte	E200
beambte	E103
	E102
	E101

Art. 327. De weddenschalen die gelden in het Parkeeragentschap zijn opgenomen in bijlage I van dit besluit.

De bedragen van de weddenschaal volgen de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen bedoeld in artikel 28 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes.

Art. 328. De tussentijdse verhogingen worden toegekend op grond van de geldelijke anciënniteit, conform de artikelen 411 en 412.

Art. 329. Les premiers attachés qui occupent un emploi d'expert ou d'encadrement, bénéficient de l'échelle de traitement A200.

Ceux qui occupent un emploi d'expert de haut niveau, bénéficient de l'échelle de traitement A210.

Art. 330. Sans préjudice de l'article 140, les titulaires du grade de directeur qui remplissent les conditions d'évaluation et de formation prévues à l'article 81, § 2, alinéa 1^{er} et 278 et qui comptent neuf ans d'ancienneté au moins dans le grade de rang A3 ou supérieur, bénéficient de l'échelle de traitement A310.

Art. 331. Les agents dont le mandat prend fin après une période de mandat qui excède cinq années consécutives, bénéficient respectivement de l'échelle A400, s'ils sont titulaires à la fin de leur mandat d'un grade de rang A5 ou A4+, et de l'échelle A310, s'ils sont titulaires à la fin de leur mandat du grade de rang A4.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er} dont le mandat prend fin après une période de mandat qui excède dix années consécutives, conservent le bénéfice de leur échelle barémique.

Les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas d'application lorsque le mandat prend fin à la suite d'une rétrogradation.

Les périodes de mandat auxquelles correspondent une évaluation négative ne sont pas prises en compte dans le calcul visé dans les deux premiers alinéas du présent article.

CHAPITRE 2. — De la fixation du traitement de l'agent

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 332. Sans préjudice des dispositions réglementaires contraires, le traitement de tout agent est fixé dans une des échelles de son grade.

Art. 333. A chaque modification du statut pécuniaire d'un grade, tout traitement établi compte tenu de ce grade est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement modifié est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son grade à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé est maintenu jusqu'à ce que l'agent obtienne un traitement au moins égal.

Art. 334. L'agent définitif qui a été promu n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du niveau B ou C et l'échelle de son nouveau grade du niveau A, l'agent obtient au moins, à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 1.000 EUR à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

L'application de cette disposition ne peut avoir pour effet de porter le traitement de l'agent au-delà du traitement maximum, soit de l'échelle de son nouveau grade, soit de l'échelle de son ancien grade s'il est plus élevé.

Art. 335. Le traitement est payé à terme échu.

L'agent reçoit son traitement au plus tard le dernier jour ouvrable du mois, à l'exception du traitement de décembre qu'il reçoit au plus tard le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante.

Section 2. — Du calcul du traitement

Art. 336. Le traitement du mois est égal à 1/12^e du traitement annuel.

Art. 337. Lorsque l'agent définitif ou stagiaire est, à une date autre que le premier du mois, nommé à un nouveau grade ne constituant pas le grade de base visé à l'article 428, alinéa 2, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à modification.

Lorsque l'agent définitif ou stagiaire décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours reste dû.

Art. 329. De eerste attachés die een expertbetrekking of een kaderbetrekking bekleden, genieten de weddenschaal A200.

Zij die een expertbetrekking van hoog niveau bekleden, genieten de weddenschaal A210.

Art. 330. Onverminderd artikel 140 genieten de titularissen van de graad van directeur, die voldoen aan de voorwaarden inzake evaluatie en vorming bedoeld in artikelen 81, § 2, eerste lid en 278, derde lid, en die minstens negen jaar anciënniteit tellen in de graad A3 of hoger, de weddenschaal A310.

Art. 331. De ambtenaren van wie het mandaat, na een mandaatperiode die vijf opeenvolgende jaren overschrijdt, verstreken is, genieten respectievelijk de weddeschaal A400, als ze op het einde van hun mandaat titularis zijn van een graad van rang A5 of A4+ en de weddeschaal A310, als ze op het einde van hun mandaat titularis zijn van een graad van rang A4.

De ambtenaren bedoeld in het eerste lid van wie het mandaat, na een mandaatperiode die tien opeenvolgende jaren overschrijdt, verstreken is, blijven hun weddeschaal genieten.

De eerste twee leden van dit besluit zijn niet van toepassing als het mandaat verstrijkt ten gevolge van een terugzetting in graad.

De mandaatperiodes waarvoor een negatieve evaluatie werd bekomen, komen niet in aanmerking voor de berekening bedoeld in de eerste twee leden van dit artikel.

HOOFDSTUK 2. — De vaststelling van de wedde van de ambtenaar

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 332. Onverminderd de tegengestelde reglementaire bepalingen, wordt de wedde van elke ambtenaar vastgesteld in een van de schalen van zijn graad.

Art. 333. Bij wijziging van het geldelijk statuut van een graad, wordt de eraan verbonden wedde opnieuw vastgesteld alsof het nieuwe geldelijk statuut altijd had bestaan.

Indien de gewijzigde wedde lager ligt dan degene die de ambtenaar genoot in zijn graad bij de inwerkingtreding van het wijzigende besluit, behoudt hij zijn hoogste wedde tot hij een op zijn minst daaraan gelijke wedde heeft.

Art. 334. De vaste ambtenaar die werd bevorderd, heeft in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan hij zou hebben genoten in zijn vorige graad.

Wanneer de schaal van zijn vorige graad tot niveau B of C en de schaal van zijn nieuwe graad tot niveau A behoort, bekomt de ambtenaar in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die 1.000 EUR hoger ligt dan die welke hij zou genoten hebben in zijn vorige graad.

De toepassing van deze bepaling mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van de ambtenaar hoger ligt dan de maximumwedde hetzij van de schaal van zijn nieuwe graad, hetzij van de schaal van zijn vorige graad als deze hoger is.

Art. 335. De wedde wordt betaald na vervallen termijn.

De ambtenaar ontvangt zijn wedde uiterlijk de laatste werkdag van de maand, met uitzondering van zijn wedde van december die hij ontvangt uiterlijk de eerste werkdag van de maand januari van het volgende jaar.

Afdeling 2. — De berekening van de wedde

Art. 336. De maandwedde is gelijk aan 1/12 van de jaarwedde.

Art. 337. Wanneer de vaste of stagedoende ambtenaar op een andere datum dan de eerste van de maand wordt benoemd in een nieuwe graad die geen basisgraad is bedoeld in artikel 428, tweede lid, wordt de wedde van de lopende maand niet aangepast.

Wanneer de vaste of stagedoende ambtenaar overlijdt of op rust gesteld wordt, blijft de wedde van de lopende maand verschuldigd.

Art. 338. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, le traitement à temps plein est multiplié par la fraction suivante :

$$\frac{\text{le pourcentage de prestations} \times \text{le nombre de jours ouvrables prestés}}{\text{le nombre de jours ouvrables devant être prestés sur base du calendrier de travail}}$$

Le nombre de jours ouvrables prestés ou devant être prestés est égal au nombre d'heures prestées ou devant être prestées divisé par 7,6.

Il faut entendre par :

- a) " jour ouvrable " : chaque jour de la semaine, y compris les jours fériés, à l'exception du samedi et du dimanche;
- b) " jour ouvrable presté " : chaque jour ouvrable pour lequel est due une rémunération;
- c) " calendrier de travail " : le nombre de jours ouvrables à prester dans un mois.

CHAPITRE 3. — *De la rétribution garantie, de l'allocation de foyer et de résidence, du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année*

Section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 339. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

« prestations complètes », les prestations telles que définies à l'article 402.

Section 2. — De la rétribution garantie

Art. 340. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions de la présente section, il faut entendre par " rétribution ", le traitement augmenté de l'allocation de foyer ou de résidence.

Les allocations familiales et leurs suppléments mensuels n'interviennent pas dans la détermination de la rétribution.

§ 2. La rétribution annuelle garantie de l'agent ayant atteint l'âge de 21 ans n'est jamais inférieure, pour des prestations complètes :

- à 13.234,20 EUR, si, en matière de sécurité sociale, l'intéressé est soumis uniquement au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé;
- à 12.478,10 EUR, dans les autres cas.

§ 3. La différence entre la rétribution annuelle garantie visée au § 2 et la rétribution qui reviendrait normalement à l'agent, lui est octroyée sous la forme d'un supplément de traitement et incorporée à son traitement.

§ 4. Si l'agent effectue des prestations incomplètes, le traitement fixé conformément au § 3 ne lui est accordé qu'au prorata de ces prestations.

§ 5. La rétribution annuelle garantie est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Section 3. — De l'allocation de foyer ou de résidence

Art. 341. § 1^{er}. Au cas où le traitement annuel, fixé pour des prestations complètes d'un agent n'excède pas les montants repris au § 5 :

1° est attributaire d'une allocation de foyer :

l'agent marié ou qui vit en couple à moins que l'allocation ne soit attribuée à son conjoint ou à la personne avec laquelle il vit en couple;

l'agent isolé dont un ou plusieurs enfants font partie du ménage et qui sont bénéficiaires d'allocations familiales;

2° est attributaire d'une allocation de résidence, l'agent qui n'est pas visé au 1°.

§ 2. Au cas où les deux conjoints ou les deux personnes qui vivent en couple répondent chacune aux conditions pour obtenir l'allocation de foyer ou de résidence, ils désignent de commun accord celui des deux à qui sera payée l'allocation.

La liquidation de cette allocation est subordonnée à une déclaration sur l'honneur de l'agent selon le modèle établi par la GRH.

§ 3. Une allocation de résidence est attribuée aux agents qui n'obtiennent pas l'allocation de foyer.

Art. 338. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt de wedde voor volledige prestaties vermenigvuldigd met de volgende breuk :

$$\frac{\text{het percentage van de prestaties} \times \text{het aantal gepresteerde werkdagen}}{\text{het aantal te presteren werkdagen op basis van het werkschema}}$$

Het aantal gepresteerde of te presteren werkdagen is gelijk aan het aantal gepresteerde of te presteren uren gedeeld door 7,6.

Wordt verstaan onder :

- a) " werkdag " : elke dag, de feestdag inbegrepen, met uitzondering van de zaterdag en de zondag;
- b) " gepresteerde werkdag " : elke dag waarvoor een verloning verschuldigd is;
- c) " werkschema " : het aantal te presteren werkdagen in een maand.

HOOFDSTUK 3. — *De gewaarborgde bezoldiging; de haard- of standplaatsvergoeding, het vakantiegeld en de eindejaarstoelage*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 339. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

« volledige prestaties », de prestaties zoals bepaald in artikel 402.

Afdeling 2. — De gewaarborgde bezoldiging

Art. 340. § 1. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling wordt verstaan onder "bezoldiging" de wedde vermeerderd met de haardtoelage of met de standplaatstoelage.

De kinderbijslagen en de maandelijkse supplementen daarvan komen niet in aanmerking voor de vaststelling van de bezoldiging.

§ 2. De jaarlijkse gewaarborgde bezoldiging van de ambtenaar die 21 jaar oud is, bedraagt nooit, voor volledige prestaties, minder dan :

- 13.234,20 EUR, indien de betrokkene, wat betreft de sociale zekerheid, enkel onderworpen is aan de regeling inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering sector geneeskundige verzorging;
- 12.478,10 EUR, in de andere gevallen.

§ 3. Het verschil tussen de in § 2 bedoelde jaarlijkse gewaarborgde bezoldiging en de bezoldiging waarop de ambtenaar normaal zou recht hebben, wordt hem toegekend in de vorm van een weddebijslag en in zijn wedde opgenomen.

§ 4. Wanneer de ambtenaar onvolledige prestaties verricht dan wordt hem de overeenkomstig § 3 vastgestelde wedde slechts toegekend naar rata van die prestaties.

§ 5. De jaarlijkse gewaarborgde bezoldiging wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Afdeling 3. — De haard- of standplaatstoelage

Art. 341. § 1. In het geval dat de jaarwedde, vastgesteld voor volledige prestaties van een ambtenaar, de in § 5 vermelde bedragen niet overschrijdt :

1° heeft recht op een haardtoelage :

de gehuwde ambtenaar of de ambtenaar die samenleeft tenzij de toelage toegekend wordt aan zijn echtgenoot of aan de persoon met wie hij samenleeft;

de alleenstaande ambtenaar van wie één of meer kinderen deeluitmaken van het gezin die recht geven op kinderbijslag;

2° heeft recht op een standplaatstoelage, de niet in 1° bedoelde ambtenaar.

§ 2. In het geval dat de twee echtgenoten of de twee personen die samenleven elk beantwoorden aan de voorwaarden om de haardtoelage of de standplaatstoelage te verkrijgen, wijzen ze in wederzijds akkoord diegene van de twee aan wie de toelage zal uitbetaald worden.

De uitbetaling van deze toelage wordt afhankelijk gesteld van een verklaring op erewoord die door de ambtenaar wordt opgesteld volgens het door het HRM vastgesteld model.

§ 3. Een standplaatstoelage wordt toegekend aan de ambtenaar die geen haardtoelage krijgt.

§ 4. Les agents en disponibilité ne bénéficient ni de l'allocation de foyer, ni de l'allocation de résidence.

§ 5. Le montant annuel de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence est fixé comme suit :

1° traitements n'excédant pas 16.099,84 EUR :

- allocations de foyer : 719,89 EUR;
- allocations de résidence : 359,95 EUR;

2° traitements excédant 16.099,84 EUR sans toutefois dépasser 18.329,27 EUR :

- allocations de foyer : 359,95 EUR;
- allocations de résidence : 179,98 EUR.

La rétribution de l'agent dont le traitement dépasse 16.099,84 EUR ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

La rétribution de l'agent dont le traitement dépasse 18.329,27 EUR ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

Par rétribution il faut entendre dans ce cas le traitement augmenté de l'allocation complète ou partielle de foyer ou de l'allocation complète ou partielle de résidence, diminuée de la retenue destinée au financement de la pension de survie.

§ 6. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence, ainsi que les traitements-limites fixés pour leur attribution sont rattachés à l'indice-pivot 138,01.

§ 7. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est attribuée aux agents assumant des fonctions à prestations incomplètes au prorata de leurs prestations.

§ 8. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est payée en même temps que le traitement du mois auquel elle se rapporte. Elle est payée dans la même mesure et d'après les mêmes modalités que le traitement si celui-ci n'est pas dû pour le mois entier.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation de foyer ou à l'allocation de résidence tel qu'il est défini aux §§ 1^{er} à 4 du présent article, le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

Section 4. — Du pécule de vacances

Art. 342. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions de la présente section, il faut entendre par :

1° "année de référence" : l'année civile précédant l'année pendant laquelle les vacances doivent être accordées;

2° "traitement annuel" : le traitement, le salaire, la rétribution garantie, l'indemnité ou l'allocation tenant lieu de traitement ou de salaire y compris l'allocation de foyer ou l'allocation de résidence éventuelle.

§ 2. Les agents bénéficient chaque année d'un pécule de vacances dont le montant est égal à 92 % d'un douzième du (ou des) traitement(s) annuel(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le (ou les) traitement(s) du(s) pour le mois de mars de l'année de vacances. (13)

Ce pourcentage se calcule sur le (ou les) traitement(s) qui aurai(en)t été du(s) pour le mois considéré, lorsque l'agent n'a bénéficié pour ledit mois d'aucun traitement ou seulement d'un traitement réduit.

§ 3. Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, l'agent bénéficie d'un pécule de vacances complet.

§ 4. Lorsque l'agent n'a pas accompli des prestations complètes durant toute l'année de référence, le montant du pécule de vacances est fixé comme suit :

1° un douzième du montant annuel pour chaque période de prestations s'étendant sur la totalité d'un mois;

2° un trentième du montant mensuel par jour civil lorsque les prestations ne s'étendent pas sur la totalité d'un mois.

§ 5. En dérogation au § 4, sont prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances, les périodes pendant lesquelles, au cours de l'année de référence, l'agent :

1° a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées;

§ 4. De in beschikbaarheid gestelde ambtenaar genieten noch de haardtoelage, noch de standplaatstoelage.

§ 5. Het jaarlijks bedrag van de haardtoelage of van de standplaatstoelage wordt vastgesteld als volgt :

1° wedden die 16.099,84 EUR niet te boven gaan :

- haardtoelage : 719,89 EUR;
- standplaatstoelage : 359,95 EUR;

2° wedden die hoger liggen dan 16.099,84 EUR doch 18.329,27 EUR niet te boven gaan :

- haardtoelage : 359,95 EUR;
- standplaatstoelage : 179,98 EUR.

De bezoldiging van de ambtenaar wiens wedde 16.099,84 EUR te boven gaat, mag niet kleiner zijn dan die welke het zou bekomen indien zijn wedde gelijk zou zijn aan dit bedrag. In voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardtoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

De bezoldiging van de ambtenaar wiens wedde 18.329,27 EUR te boven gaat, mag niet kleiner zijn dan die welke het zou bekomen ware zijn wedde gelijk aan dit bedrag. Bij voorkomen geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardtoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

Onder bezoldiging moet in dit geval worden verstaan het salaris verhoogd met de volledige of gedeeltelijke haardtoelage of de volledige of gedeeltelijke standplaatstoelage, verminderd met de inhouding voor de samenstelling van het overlevingspensioen.

§ 6. De haard- of standplaatstoelage en de grenswedden vastgesteld voor de toekenning ervan worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

§ 7. De haardtoelage of de standplaatstoelage wordt toegekend aan de ambtenaar met onvolledige dienstprestaties, naar rata van die prestaties.

§ 8. De haardtoelage of de standplaatstoelage wordt betaald tezelfdertijd als de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft. Zij wordt betaald in dezelfde mate en volgens dezelfde modaliteiten als de wedde wanneer deze voor geen volledige maand verschuldigd is.

Wanneer zich in de loop van een maand een feit voordoet dat het recht op de haard- of standplaatstoelage wijzigt, zoals bepaald is bij §§ 1 tot 4 van dit artikel, wordt het voordeligste stelsel voor de volle maand toegepast.

Afdeling 4. — Het vakantiegeld

Art. 342. § 1. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° "referentiejaar" : het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar tijdens hetwelk de vakantie moet worden toegestaan;

2° "jaarwedde" : de wedde, het loon, de gewaarborgde bezoldiging of de daarmee gelijkgestelde vergoeding of toelage, de eventuele haardtoelage of de standplaatstoelage inbegrepen.

§ 2. De ambtenaren genieten ieder jaar een vakantiegeld waarvan het bedrag gelijk is aan 92 % van een twaalfde van de jaarlijkse wedde(n), zoals die gekoppeld is (zijn) aan de index van de consumptieprijzen, die de wedde(n) bepalen welke verschuldigd is (zijn) voor de maand maart van het vakantiejaar.

Dit percentage wordt berekend op basis van de wedde(n) die zou(den) verschuldigd zijn voor de beschouwde maand, wanneer de ambtenaar voor die maand geen of slechts een gedeeltelijke wedde ontvangen heeft.

§ 3. Voor volledige prestaties verricht gedurende het gehele referentiejaar, geniet de ambtenaar een volledig vakantiegeld.

§ 4. Wanneer de ambtenaar geen volledige prestaties heeft verricht gedurende het gehele referentiejaar, wordt het bedrag van het vakantiegeld als volgt vastgesteld :

1° een twaalfde van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

2° een dertigste van het maandbedrag per kalenderdag wanneer de prestaties niet een ganse maand beslaan.

§ 5. In afwijking van § 4, worden voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld in aanmerking genomen de perioden waarin de ambtenaar, tijdens het referentiejaar :

1° zijn functies heeft opgeschort wegens de verplichtingen die hem opgelegd zijn krachtens de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van her reservekader van de krijgsmacht;

2° a bénéficié d'un congé parental;

3° a été absent suite à un congé ou à une interruption visés aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ou à l'article 18, alinéa 2 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

§ 6. Est également prise en considération pour le calcul du pécule de vacances, la période allant du 1^{er} janvier de l'année de référence jusqu'au jour précédant celui où l'agent a acquis cette qualité, à condition :

d'être entré en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de quatre mois qui suit :

a) soit la date à laquelle l'agent a quitté l'établissement où il a effectué ses études dans les conditions prévues à l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

b) soit à la date à laquelle le contrat d'apprentissage prend fin.

L'agent doit faire la preuve qu'il réunit les conditions requises.

§ 7. Deux ou plusieurs pécules de vacances, y compris ceux acquis par application des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, ne peuvent être cumulés au-delà du montant correspondant au pécule de vacances le plus élevé, qui est obtenu lorsque les pécules de vacances de toutes les fonctions ou activités sont calculés sur base de prestations complètes.

A cet effet, le pécule de vacances d'une ou de plusieurs fonctions est réduit ou retenu à l'exception du pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Si les retenues ou réductions doivent ou peuvent se faire sur plusieurs pécules de vacances, le pécule de vacances le moins élevé est d'abord réduit ou supprimé.

Pour l'application des alinéas précédents, il y a lieu d'entendre par pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, la partie du pécule de vacances qui ne correspond pas à la rémunération des jours de vacances.

Pour l'application des alinéas précédents, l'agent qui cumule des pécules de vacances est tenu d'en communiquer le montant calculé pour des prestations complètes, à chaque service du personnel dont il dépend.

Toute infraction à l'alinéa précédent peut entraîner des peines disciplinaires.

§ 8. Le pécule de vacances est payé pendant le mois de mai de l'année pendant laquelle les vacances doivent être accordées.

En dérogation à la règle énoncée à l'alinéa précédent, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la date de la mise à la retraite, du décès, de la démission, du licenciement ou de la révocation de l'intéressé.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pécule de vacances est calculé compte tenu du pourcentage et de la retenue éventuelle en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont l'agent bénéficie à la même date.

S'il ne bénéficie à cette date d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le (ou les) traitement(s) qui lui aurai(en)t été du(s).

§ 9. Une retenue de 13,07 % est effectuée sur le pécule de vacances.

Section 5. — De l'allocation de fin d'année

Art. 343. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions de la présente section, il faut entendre par :

1° "rémunération", tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte non tenu des augmentations ou de diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2° "rétribution", la rémunération telle qu'elle est visée au 1° augmentée éventuellement de l'allocation de foyer ou de résidence;

3° "rétribution brute", la rétribution telle qu'elle est visée au 2°, compte tenu des augmentations ou de diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2° met ouderschapsverlof was;

3° afwezig geweest is ingevolge een verlof of een arbeidsonderbreking zoals vermeld in de artikelen 39 en 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 of in artikel 18, tweede lid van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de arbeidstijd.

§ 6. Voor de berekening van het vakantiegeld wordt eveneens in aanmerking genomen de periode vanaf 1 januari van het referentiejaar tot de dag welke voorafgaat aan die waarop de ambtenaar die hoedanigheid heeft verkregen, op voorwaarde :

uiterlijk in dienst te zijn getreden op de laatste werkdag van de vier maanden volgend op :

a) hetzij de datum waarop de ambtenaar de inrichting heeft verlaten waarin hij zijn studie heeft gedaan onder de voorwaarden bepaald in artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijlag voor loonarbeiders;

b) hetzij de datum waarop de leerovereenkomst werd beëindigd.

De ambtenaar moet het bewijs leveren dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet.

§ 7. Twee of meer vakantiegelden met inbegrip van die verkregen in toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers, kunnen niet gecumuleerd worden boven een bedrag overeenkomend met het hoogste vakantiegeld dat bekomen wordt wanneer de vakantiegelden van al de uitgeoefende ambten of activiteiten berekend worden op basis van volledige prestaties.

Hiervoor wordt het vakantiegeld van één of meerdere ambten verminderd of ingehouden, met uitzondering van het vakantiegeld in uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers.

Indien de inhoudingen of verminderingen moeten of kunnen gebeuren op verscheidene vakantiegelden, wordt eerst het kleinste vakantiegeld ingehouden of verminderd.

Voor de toepassing van voorgaande leden moet onder het vakantiegeld in uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers worden verstaan, het gedeelte van het vakantiegeld dat niet overeenstemt met het loon voor de vakantiedagen.

Voor de toepassing van voorgaande leden is het personeelslid dat vakantiegelden cumuleert, gehouden het bedrag ervan, evenals eventueel het bedrag berekend voor volledige prestaties, mede te delen aan elke personeelsdienst waarvan het afhangt.

Iedere inbreuk op het voorgaande lid kan aanleiding geven tot tuchtstraffen.

§ 8. Het vakantiegeld wordt uitbetaald tijdens de maand mei van het jaar gedurende hetwelk de vakantie moet worden toegekend.

In afwijking van de in de vorige lid omschreven regel, wordt het vakantiegeld uitbetaald tijdens de maand volgend op de datum waarop de ambtenaar de leeftijdsgrens bereikt, of op de datum van overlijden, van ontslagneming, van afdanking of van afzetting van de belanghebbende.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt het vakantiegeld berekend rekening houdend met het percentage en de eventuele inhouding die op de beschouwde datum gelden; het percentage wordt toegepast op de jaarwedde die als basis dient voor de berekening van de wedde die de ambtenaar op die datum geniet.

Wanneer hij op die datum geen wedde of een verminderde wedde geniet wordt het percentage berekend op de wedde(n) die hem dan verschuldigd zouden geweest zijn.

§ 9. Op het vakantiegeld wordt een inhouding van 13,07 % uitgevoerd.

Afdeling 5. — De eindejaarstoelage

Art. 343. § 1. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° "bezoldiging", iedere wedde, loon of in plaats daarvan gestelde vergoeding, zonder rekening te houden met de vermeerderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen;

2° "beloning", de bezoldiging zoals deze bedoeld is in 1°, eventueel vermeerderd met de haardtoelage of met de standplaatstoelage;

3° "brutobeloning", de beloning zoals deze bedoeld is in 2°, rekening gehouden met vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;

4° " période de référence ", la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée.

§ 2. Les agents bénéficient d'une allocation de fin d'année aux conditions et modalités fixées dans la présente section.

§ 3. L'agent qui, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, a perçu la totalité de sa rémunération pendant toute la période de référence, bénéficie de la totalité du montant de l'allocation de fin d'année prévu aux §§ 6 à 9.

§ 4. Si l'agent, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes, n'a pas perçu la totalité de sa rémunération visée au § 3, il bénéficie d'une allocation de fin d'année dont le montant est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue.

§ 5. Si durant la période de référence, l'agent, titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes :

1° a bénéficié d'un congé parental;

2° n'a pas pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations qui lui incombent en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire;

ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

§ 6. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

§ 7. Le montant de l'allocation de fin d'année se calcule comme suit :

1° pour la partie forfaitaire, le montant de celle-ci est fixé à la somme de 335,06 EUR. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01 et sera indexé de la même manière que le traitement dû pour le mois d'octobre de l'année en cours.

2° Pour la partie variable :

la partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 8. Si l'agent n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si elle avait été due.

§ 9. Pour l'agent qui bénéficie de la rémunération garantie conformément à l'article 361, le montant à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation de fin d'année est celui de la rémunération garantie.

§ 10. L'allocation de fin d'année est soumise aux retenues prévues en application des dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sauf pour les bénéficiaires qui sont exclusivement soumis au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé.

§ 11. L'allocation de fin d'année est payée pendant le mois de décembre de l'année considérée.

TITRE 2. — DES ALLOCATIONS

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 344. L'accomplissement de prestations qui ne peuvent être considérées comme normales et inhérentes à la fonction, peut donner lieu à l'octroi d'une allocation.

Art. 345. En cas d'interruption de l'exercice de la fonction, l'allocation n'est due que si cette interruption ne dépasse pas trente jours ouvrables et n'enlève pas à l'agent le bénéfice de son traitement.

Art. 346. Si le traitement du mois n'est pas dû entièrement, les allocations visées au chapitre II concernant les allocations liées à la carrière et au chapitre V concernant l'allocation de bilinguisme sont payées au prorata appliqué pour le traitement.

4° "referentieperiode" : de periode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar.

§ 2. De ambtenaren genieten een eindejaarstoelage onder de voorwaarden en volgens de regelen die in deze afdeling worden bepaald.

§ 3. De belanghebbende bekomt het volledig genot van het bedrag van de in §§ 6 tot 9 bepaalde toelage, indien hij als titularis van een ambt met volledige prestaties het volledig voordeel van zijn bezoldiging heeft genoten tijdens de hele duur van de referentieperiode.

§ 4. Wanneer de betrokkene niet het volledig voordeel van de in § 3 bedoelde bezoldiging heeft genoten, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rata van de bezoldiging die hij werkelijk heeft ontvangen.

§ 5. Wanneer de belanghebbende, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, tijdens de verwijzingsperiode :

1° met ouderschapsverlof was;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens de verplichtingen hem opgelegd door de militiewetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchtrekenen;

worden deze periodes gelijkgesteld met periodes tijdens welke hij het volledig voordeel van zijn bezoldiging heeft genoten.

§ 6. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte en een veranderlijk gedeelte.

§ 7. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt als volgt berekend :

1° het bedrag van het forfaitair gedeelte wordt vastgesteld op 335,06 EUR. Dit bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van spilindex 138,01 en wordt geïndexeerd op dezelfde wijze als de voor de maand oktober van het lopende jaar verschuldigde wedde

2° voor het wijzigbaar gedeelte :

het wijzigbaar gedeelte bedraagt 2,5 pct. van de jaarlijkse brutobeloning die tot grondslag diende voor de berekening van de beloning aan de gerechtigde verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar.

§ 8. Wanneer de betrokkene het voordeel van zijn beloning niet heeft genoten voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, komt voor de berekening van het wijzigbaar deel van de toelage die jaarlijkse brutobeloning in aanmerking welke voor de berekening van zijn beloning voor deze maand tot grondslag zou hebben gediend, indien deze laatste beloning verschuldigd was geweest.

§ 9. Voor de ambtenaar die geniet van een gewaarborgde bezoldiging overeenkomstig artikel 361 zal het bedrag van de gewaarborgde bezoldiging in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van het wijzigbaar deel van de eindejaarstoelage.

§ 10. Op de eindejaarstoelage worden de inhoudingen verricht welke zijn vastgesteld krachtens de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders behalve voor de gerechtigden die uitsluitend onderworpen zijn aan de regeling van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, sector geneeskundige verzorging.

§ 11. De eindejaarstoelage wordt uitbetaald tijdens de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

TITEL 2. — DE TOELAGEN

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 344. Het vervullen van prestaties die niet als normaal en inherent aan het ambt kunnen worden beschouwd, kan aanleiding geven tot het toekennen van een toelage.

Art. 345. In het geval van onderbreking van de ambtsuitoefening is de toelage slechts verschuldigd als die onderbreking niet langer duurt dan dertig werkdagen en de ambtenaar het recht op zijn wedde niet verliest.

Art. 346. Als de maandelijks wedde niet volledig verschuldigd is, worden de toelagen bedoeld in het hoofdstuk II betreffende de toelagen verbonden met de loopbaan en in het hoofdstuk V betreffende de tweetaligheidstoelage, uitbetaald volgens de pro rata toegepast op de wedde.

Art. 347. Sans préjudice des règles relatives au contrôle administratif et budgétaire, les allocations sont fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE 2. — *Des allocations liées à la carrière*

Section 1^{re}. — De l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure

Art. 348. L'agent qui assume une fonction supérieure ininterrompue pendant une période d'au moins nonante jours, reçoit une allocation égale à la différence entre la rémunération dont l'agent bénéficierait dans le grade de la fonction supérieure et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif.

La rémunération visée à l'alinéa premier comprend l'allocation de foyer ou de résidence.

Cette allocation est octroyée avec effet rétroactif au 1^{er} jour où l'agent a effectivement exercé la fonction supérieure.

Aussi longtemps qu'il occupe ladite fonction, l'agent a droit aux augmentations intercalaires d'après les règles fixées à l'article 345.

L'allocation est liée aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01.

Section 2. — De l'allocation à certains lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur

Art. 349. L'agent, lauréat d'un concours d'accession au niveau supérieur qui, à l'expiration d'une période de deux ans à dater du procès-verbal de ce concours, n'a pas été nommé au grade pour lequel il a concouru, obtient une allocation annuelle dont le montant est fixé comme suit :

- * 1.125 EUR pour les concours donnant accès au niveau A;
- * 500 EUR pour les concours donnant accès au niveau B;
- * 500 EUR pour les concours donnant accès au niveau C;
- * 375 EUR pour les concours donnant accès au niveau D.

L'allocation est liquidée mensuellement, en même temps que le traitement. Elle est liée aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01.

Art. 350. L'octroi de l'allocation ne peut à aucun moment avoir pour conséquence de porter la rémunération de l'agent à un montant supérieur à celui qu'il aurait obtenu s'il avait été nommé au grade pour lequel il a concouru.

Pour déterminer cette rémunération, il est tenu compte de l'allocation de foyer ou de résidence et de toute autre allocation inhérente à l'exercice de la fonction.

L'agent qui refuse la promotion à laquelle il peut prétendre en raison de la réussite du concours perd, à dater de son refus, le bénéfice de l'allocation prévue à l'article 366.

CHAPITRE 3. — *Des allocations liées au travail presté*

Section 1^{re}. — De l'allocation pour heures supplémentaires

Art. 351. Par heures supplémentaires, il y a lieu d'entendre les prestations fournies par un agent occupé à temps plein et imposées exceptionnellement les jours ouvrables entre 21.00 heures et 06.00 heures et le samedi, dimanche et jour férié.

Art. 352. Chaque heure supplémentaire est compensée prioritairement par un congé égal à :

- * 125 % des prestations supplémentaires fournies les jours ouvrables entre 20.00 heures et 22.00 heures;
- * 150 % des prestations supplémentaires fournies le samedi;
- * 150 % des prestations supplémentaires fournies les jours ouvrables entre 22.00 heures et 07.30 heures;
- * 200 % des prestations supplémentaires fournies le dimanche ou jour férié.

Si le congé compensatoire n'a pas pu être accordé endéans les quatre mois, une allocation de respectivement 1,25/1850e, 1,5/1850e ou 2/1850e de la rémunération globale annuelle est octroyée.

Art. 353. L'allocation pour heures supplémentaires est octroyée uniquement aux agents des niveaux C, D et E qui sont occupés à temps plein.

Art. 347. Onverminderd de regels betreffende de administratieve en begrotingscontrole worden de toelagen door de Regering vastgesteld.

HOOFDSTUK 2. — *De toelagen verbonden met de loopbaan*

Afdeling 1. — De toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt

Art. 348. De ambtenaar die een hoger ambt onafgebroken waarneemt gedurende een periode van ten minste negentig dagen, krijgt een toelage die gelijk is aan het verschil tussen de bezoldiging die de ambtenaar zou genieten in de graad van het hoger ambt en de bezoldiging die hij geniet in zijn effectieve graad.

De in het eerste lid bedoelde bezoldiging omvat de haard- of standplaatstoelage.

Deze toelage wordt retroactief toegekend tot de eerste dag waarop de ambtenaar de hogere functie effectief uitoefende.

Zolang hij voormelde functie bekleedt, heeft de ambtenaar recht op tussentijdse verhogingen volgens de bij artikel 345 vastgestelde regels.

De toelage wordt gekoppeld aan de schommelingen van de spilindex 138,01.

Afdeling 2. — De toelage aan sommige laureaten van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau

Art. 349. De ambtenaar die slaagt voor een vergelijkend overgangsexamen naar het hogere niveau en die na verloop van twee jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van dat examen, niet is benoemd tot de graad waarvoor hij heeft medegegongen, krijgt een jaarlijkse toelage waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld :

- * 1.125 EUR voor de vergelijkende examens die toegang verlenen tot niveau A;
- * 500 EUR voor de vergelijkende examens die toegang verlenen tot niveau B;
- * 500 EUR voor de vergelijkende examens die toegang verlenen tot niveau C;
- * 375 EUR voor de vergelijkende examens die toegang verlenen tot niveau D.

De toelage wordt maandelijks en samen met de wedde vereffend. Zij wordt gekoppeld aan de schommelingen van de spilindex 138,01.

Art. 350. De toekenning van de toelage mag nooit tot gevolg hebben dat de bezoldiging van de ambtenaar hoger ligt dan die welke hij zou hebben bekomen als hij zou benoemd geworden zijn in de graad waarvoor hij heeft medegegongen.

Om deze bezoldiging te bepalen wordt met de haard- of standplaats-toelage en iedere andere toelage inherent aan het uitoefenen van het ambt rekening gehouden.

De ambtenaar die de bevordering weigert, waarop hij omwille van het slagen voor het vergelijkend examen aanspraak kan maken, verliest vanaf de dag van weigering het voordeel van de toelage voorzien in artikel 366.

HOOFDSTUK 3. — *De toelage verbonden aan de gepresteerde arbeid*

Afdeling 1. — De toelage voor overuren

Art. 351. Onder overuren dient te worden verstaan de prestaties verstrekt door een ambtenaar voltijds in dienst en die uitzonderlijk worden opgelegd op werkdagen tussen 21.00 uur en 06.00 uur en op zaterdag, zondag en feestdag.

Art. 352. Elk overuur wordt, bij voorrang, gecompenseerd door een verlof dat gelijk is aan :

- * 125 % van de geleverde bijkomende prestaties op werkdagen tussen 20.00 uur en 22.00 uur;
- * 150 % van de geleverde bijkomende prestaties op zaterdag;
- * 150 % van de geleverde bijkomende prestaties op werkdagen tussen 22.00 uur en 07.30 uur;
- * 200 % van de geleverde bijkomende prestaties op zondag of feestdag.

Indien het compensatieverlof niet kon worden toegekend binnen de vier maanden, wordt een toelage toegekend respectievelijk van 1,25/1850ste, 1,5/1850ste of 2/1850ste van de jaarlijkse brutobezoldiging per overuur.

Art. 353. De toelage voor overuren wordt alleen toegekend aan ambtenaren van niveau C, D en E die voltijds zijn tewerkgesteld.

Art. 354. L'agent rappelé extraordinairement en dehors de ses obligations de service, pour participer à un travail imprévu et urgent, reçoit une allocation égale à la valeur des 4/1850e de la rémunération globale annuelle brute. Cette allocation est indépendante de la rétribution des heures supplémentaires.

Art. 355. Le conseil d'administration décide de l'opportunité d'accomplir des heures supplémentaires rétribuées, sur avis de l'Inspecteur des finances.

Section 2. De l'allocation pour prestations de nuit, du samedi et du dimanche

Art. 356. Il est octroyé un congé compensatoire ou une allocation pour les prestations accomplies entre 22 heures et 6 heures.

Art. 357. Les prestations de nuit et du dimanche donnent droit prioritairement à un congé compensatoire.

Le congé compensatoire est égal à :

* prestations dominicales : 100 % des prestations accomplies;

* prestations de nuit : 25 % des prestations accomplies.

Le montant par heure de prestation de l'allocation est fixé à 1/1850e de la rémunération augmentée des allocations de foyer ou résidence et/ou pour fonction supérieure.

Art. 358. L'allocation pour prestations de nuit accomplies les samedis, les dimanches ou les jours fériés légaux ou reconnus peut être cumulée aux allocations pour prestations du samedi et du dimanche.

Les allocations visées dans la présente section ne peuvent être cumulées avec les allocations pour prestations d'heures supplémentaires. L'agent concerné bénéficie du régime le plus favorable.

Art. 359. L'allocation est payée mensuellement, à terme échu. La fraction d'heure que comporte la somme mensuelle des prestations est arrondie à l'heure supérieure si elle est égale ou supérieure à trente minutes. Elle est négligée si elle n'atteint pas cette durée.

Section 3. — De l'allocation pour travaux insalubres, incommodes ou pénibles, ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés

Art. 360. Il est accordé aux agents qui sont chargés de travaux insalubres, incommodes ou pénibles, ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés, une allocation horaire forfaitaire de 2,50 EUR liée aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01.

Le conseil d'administration fixe après avis du service interne pour la prévention et la protection au travail et avec l'accord du ministre du Budget la liste des travaux qui donnent droit à l'allocation prévue à l'alinéa 1^{er}.

Section 4. — De l'allocation de garde

Art. 361. Un congé compensatoire ou une allocation de garde est octroyé à l'agent qui, dans le cadre d'un système de garde organisé, doit, en dehors de ses prestations, rester appelable en vue de prestations éventuelles.

En sont exclus, les agents qui ont la jouissance effective d'un logement de service ou qui bénéficient de l'allocation de logement ou de l'allocation de concierge.

Le congé compensatoire est égal à 8 h pour une période de garde de 7 jours consécutifs.

En fonction de l'organisation du travail propre à l'Agence, le Ministre fonctionnellement compétent ou son délégué peut accorder un régime de congé compensatoire plus favorable.

CHAPITRE 4. — De l'allocation allouée aux comptables

Art. 362. § 1. Il est octroyé aux comptables des recettes et aux régisseurs d'avance ou à leurs suppléants, une allocation forfaitaire dont le montant annuel est fixé à 900 EUR.

L'allocation est liquidée mensuellement et en même temps que le traitement. Elle est liée aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01.

§ 2. L'allocation n'est pas due lorsque le comptable est suspendu.

§ 3. Cette allocation est octroyée au comptable suppléant ou au régisseur d'avance suppléant au prorata de la période pendant laquelle il a effectivement exercé sa fonction.

§ 4. L'allocation n'est pas due si les différents comptes qui relèvent de la compétence du comptable ou du régisseur d'avance n'atteignent pas le montant de 30.000 EUR par an.

Art. 354. De ambtenaar die uitzonderlijk buiten zijn dienstverplichtingen teruggeroepen wordt om deel te nemen aan een onvoorzien en dringend werk, ontvangt een toelage die gelijk is aan 4/1850e van de jaarlijkse brutobezoldiging. Deze toelage staat los van de betaling van de overuren.

Art. 355. De raad van bestuur beslist, op advies van de Inspecteur van financiën, of het opportuun is dat er bezoldigde overuren worden gepresteerd.

Afdeling 2. — De toelage voor nacht-, zaterdag-, en zondagswerk

Art. 356. Er wordt een compensatieverlof of een toelage toegekend voor de prestaties geleverd tussen 22u00 en 6u00.

Art. 357. De nacht- en zondagprestaties geven, bij voorrang recht op een compensatieverlof.

Het compensatieverlof is gelijk aan :

* zondagprestaties : 100 % van de geleverde prestaties;

* Nachtprestaties : 25 % van de geleverde prestaties.

Het bedrag per uur prestatie van de toelage wordt vastgesteld op 1/1850ste van het salaris vermeerderd met de haard- of standplaats-toelage en/of de toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt.

Art. 358. De toelage voor nachtprestaties verricht op zaterdagen, zondagen en wettelijke of erkende feestdagen mag gecumuleerd worden met de toelagen voor zaterdag- en zondagprestaties.

De toelagen, bedoeld in deze afdeling, mogen niet gecumuleerd worden met de toelagen voor het presteren van overuren. De betrokken ambtenaar geniet van het gunstigste stelsel.

Art. 359. De toelage wordt maandelijks uitbetaald, na het vervallen van de termijn. Het uurgedeelte van het maandelijks totaal van de prestaties wordt naar boven afgerond als het gelijk is aan of meer dan dertig minuten bedraagt. Het wordt genegeerd indien het minder bedraagt.

Afdeling 3. — De toelage voor ongezonde, hinderlijke of lastige werken of werken die een gevoel van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproepen bij de personeelsleden die ermee belast zijn

Art. 360. Aan de ambtenaren die belast zijn met ongezonde, hinderlijke of lastig werk of werk die een gevoel van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproept bij de personeelsleden die ermee belast zijn wordt een forfaitaire uurtoelage van 2,50 EUR toegekend, gebonden aan de schommelingen van de spilindex 138,01.

De raad van bestuur stelt na advies van de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het werk met de instemming van de minister van Begroting de lijst met werken vast die recht geven op de toelage bedoeld in het eerste lid.

Afdeling 4. — De toelage voor wachtdienst

Art. 361. Een compensatieverlof of een wachttoelage wordt toegekend aan de ambtenaar die, in het kader van een georganiseerd wachtsysteem, buiten zijn prestaties oproepbaar dient te zijn met het oog op het vervullen van eventuele prestaties.

Hiervan worden uitgesloten, de ambtenaren die effectief in het genot zijn van een dienstwoning of die een huisvestingstoelage of een toelage voor huisbewaarders genieten.

Het compensatieverlof bedraagt 8 uren voor een wachtdienstperiode van 7 opeenvolgende dagen.

In functie van de werkorganisatie eigen aan de instelling, kan de functioneel bevoegde minister of zijn afgevaardigde een gunstiger regime inzake het compensatieverlof toekennen.

HOOFDSTUK 4. — De toelagen aan de rekenplichtigen

Art. 362. § 1. Aan de rekenplichtigen van de ontvangsten en de beheerders van de voorschotten of aan hun plaatsvervangers, wordt een forfaitaire jaartoelage toegekend van 900 EUR.

De toelage wordt maandelijks en samen met de wedde uitbetaald. Zij wordt gekoppeld aan de schommelingen van de spilindex 138,01.

§ 2. De toelage is niet verschuldigd als de rekenplichtige geschorst is.

§ 3. De toelage wordt aan de plaatsvervangend rekenplichtige of aan de plaatsvervangend beheerders van de voorschotten toegekend naar rato van de periode waarin hij zijn functie daadwerkelijk vervult

§ 4. De toelage is niet verschuldigd indien de verschillende rekeningen waarvoor de rekenplichtige of de plaatsvervangend beheerder van de voorschotten verantwoordelijk is, niet het bedrag van 30.000 EUR per jaar bereiken.

CHAPITRE 5. — *De l'allocation de bilinguisme*

Art. 363. § 1^{er}. Une prime de bilinguisme est accordée aux agents qui ont apporté devant une commission d'examen constituée par SELOR la preuve qu'ils ont une connaissance orale et/ou écrite de la deuxième langue.

Cette connaissance écrite et/ou orale est déterminée par l'arrêté royal du 8 mars 2001 précité fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissance linguistique prévues par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

§ 2. Le montant annuel de l'allocation varie en fonction du certificat linguistique délivré à l'agent, le montant est fixé sur base des examens visés à l'arrêté royal précité du 8 mars 2001 :

- les agents qui après le 24 janvier 2012, auront réussi les épreuves organisées par le SELOR sur base de l'article 10 du dit arrêté, verront leur réussite valorisée à titre définitif pour l'obtention de l'allocation de bilinguisme liée à la connaissance élémentaire orale de l'autre langue (allocation annuelle de 600 euros)

- les agents qui auront réussi, après le 24 janvier 2012, les épreuves organisées par SELOR sur base de :

- * l'association de l'article 8 et 10 du dit arrêté

ou

- * de l'article 9§ 2, alinéa 2, du dit arrêté verront leur réussite valorisée à titre définitif pour l'obtention de l'allocation de bilinguisme liée à la connaissance élémentaire orale et écrite de l'autre langue (allocation annuelle de 2.400 euros)

- les agents qui auront réussi après le 24 janvier 2012, les épreuves organisées par SELOR sur base de l'article 12 du dit arrêté verront leur réussite valorisée à titre définitif pour l'obtention de l'allocation de bilinguisme liée à la connaissance suffisante orale et écrite de l'autre langue (allocation annuelle de 3.200 euros)

Les différentes allocations ne peuvent être cumulées

Art. 364. § 1^{er}. Une prime de bilinguisme est accordée aux agents qui ont apporté devant une commission d'examen constituée par SELOR la preuve qu'ils ont de la deuxième langue une connaissance orale correspondant au niveau de leur grade.

Le montant annuel de la prime de bilinguisme est fixé comme suit :

- niveau A, à partir du rang A3: 3200 €;

- niveau A, rangs A1 et A2 : 2400 €;

- niveau B : 1600 €;

- niveau C : 1500 €;

- niveau D : 1000 €;

- niveau E : 750 €.

Art. 365. Les primes de bilinguisme sont liquidées mensuellement et en même temps que le traitement. Elles sont liées aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01.

CHAPITRE 6. — *Des primes octroyées aux agents en application des régimes d'interruption de carrière et de redistribution du travail*

Art. 366. Les agents qui sont en interruption de carrière en application de l'article 168 du présent arrêté perçoivent durant leur congé une allocation dont le montant est fixé par l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations ainsi que par toutes les dispositions qui les modifieraient ou les remplaceraient.

Art. 367. Les agents qui font usage du droit visé à l'article 173 bénéficient d'un complément de traitement de 80,57 EUR par mois qui fait intégralement partie du traitement. Ce montant est relié à l'indice-pivot 117,19.

Art. 368. Les agents qui font usage du droit visé à l'article 177 reçoivent une prime mensuelle d'un montant de 295,99 EUR non indexé.

CHAPITRE 7. — *De l'allocation octroyée aux formateurs*

Art. 369. § 1^{er}. Une allocation forfaitaire de 30 EUR par demi-journée de préparation de trois heures au moins est octroyée à tout agent de l'Agence qui accepte de dispenser une formation aux agents de son organisme.

HOOFDSTUK 5. — *De tweetaligheidstoelage*

Art. 363. § 1 Een premie voor tweetaligheid wordt toegekend aan de ambtenaren die voor een examencommissie samengesteld door SELOR het bewijs hebben geleverd dat zij een schriftelijke en/of mondelinge kennis hebben van de tweede taal.

Deze schriftelijke en/of mondelinge kennis wordt bepaald bij het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966.

§ 2. Het jaarbedrag van de toelage verschilt naargelang het aan de ambtenaar afgeleverde taalgetuigschrift; het bedrag wordt vastgesteld op basis van de examens bedoeld in het voormeld koninklijk besluit van 8 maart 2001:

- de ambtenaren die na 24 januari 2012, slagen voor de proeven die SELOR organiseert op basis van artikel 10 van dit besluit, zullen op basis van dit wetslagen definitief de tweetaligheidstoelage bekomen voor de elementaire mondelinge kennis van de andere taal (jaartoelage van 600 EUR).

- de ambtenaren die na 24 januari 2012 slagen voor deproeven die SELOR organiseert op basis van :

- * de combinatie van artikel 8 en artikel 10,

of

- * artikel 9, § 2, tweede lid, van dit besluit, zullen op basis van dit wetslagen definitief de tweetaligheidstoelage bekomen voor de elementaire mondelinge en schriftelijke kennis van de andere taal (jaartoelage van 2.400 EUR).

- de ambtenaren die na 24 januari 2012, slagen voor de proeven die SELOR organiseert op basis van artikel 12 van dit besluit, zullen op basis van dit wetslagen definitief de tweetaligheidstoelage bekomen voor de elementaire mondelinge en schriftelijke kennis van de andere taal (jaartoelage van 3.200 EUR).

De verschillende toelagen kunnen niet gecumuleerd worden

Art. 364. De ambtenaren, die geslaagd zijn voor het in artikel 7 van voormeld koninklijk besluit van 8 maart 2001 bedoelde examen, bekomen een tweetaligheidstoelage volgens hun niveau.

Het jaarbedrag van de tweetaligheidspremie bedoeld wordt vastgesteld als volgt :

- niveau A, vanaf rang A3: 3200€;

- niveau A, rangen A1 en A2 : 2400€;

- niveau B : 1600€;

- niveau C : 1500€;

- niveau D : 1000€;

- niveau E : 750€.

Art. 365. De tweetaligheidspremies worden maandelijks en samen met de wedde vereffend. Zij zijn gebonden aan de schommelingen van de spilindex 138,01.

HOOFDSTUK 6. — *De premies toegekend in toepassing van de stelsels van loopbaanonderbreking en van arbeidsherverdeling*

Art. 366. De ambtenaren in loopbaanonderbreking in toepassing van artikel 168 van dit besluit, ontvangen tijdens hun verlof een toelage waarvan het bedrag is vastgesteld door het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, evenals door elke bepaling die het zou wijzigen of vervangen.

Art. 367. De ambtenaren die gebruik maken van het recht bedoeld bij artikel 173 genieten een weddebijslag van 80,57 EUR per maand die volledig deel uitmaakt van de wedde. Dit bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 117,19.

Art. 368. De ambtenaren die gebruik maken van het recht bedoeld bij artikel 177 bekomen een niet-geïndexeerde maandelijks premie van 295,99 EUR

HOOFDSTUK 7. — *Toelagen voor opleiders*

Art. 369. § 1. Een forfaitaire vergoeding van 30 EUR per halve dag van ten minste drie uren voorbereiding wordt toegekend aan de ambtenaar van de instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die aanvaardt een vorming te geven aan de ambtenaren van zijn instelling.

Une allocation forfaitaire de 30 EUR par demi-journée de formation dispensée pendant trois heures au moins est octroyée à tout agent de l'organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale qui accepte de dispenser une formation aux agents de son organisme.

Par dérogation à l'alinéa deux du présent article, le Directeur général et le Directeur général adjoint peuvent accorder une allocation forfaitaire de 10 EUR par heure de formation lorsqu'une formation est dispensée par plage horaire de moins de trois heures.

L'allocation visée aux alinéas 1 et 2 du présent paragraphe est également octroyée lorsque cette formation est dispensée aux agents du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale dans la mesure où le contenu de la formation répond à un besoin commun déterminé par le service chargé de la formation au sein du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et par le service chargé de la formation au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le montant maximal de l'allocation octroyée par agent est de 1.200 EUR par an.

Les montants visés dans le présent paragraphe sont liés aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01.

§ 2. Les modalités d'organisation de la formation (notamment les objectifs, le contenu, le support de formation, la phase de préparation, le public-cible, les dates et la durée) sont réglées en concertation par le formateur et le service chargé de la formation au sein de l'organisme. Elles sont soumises à l'approbation du Directeur général et du Directeur général adjoint de l'organisme.

Le formateur fournit un support de formation (syllabus ou autre) aux participants.

La formation est évaluée tant par la Direction chargée des ressources humaines et de la formation que par les agents auxquels la formation est dispensée et par le formateur lui-même.

CHAPITRE 8. — *De la prime de mandat*

Art. 370. § 1^{er}. L'agent détenteur d'un mandat, reçoit une prime de mandat dont le montant annuel s'élève à :

- 1° pour les agents du rang A5 et A4+ : 3.000 EUR;
- 2° pour les agents du rang A4 : 2.000 EUR.

La prime de mandat est payée mensuellement aux mêmes conditions que le traitement. Elle est liée à l'indice-pivot 138,01.

§ 2. Sur proposition conseil d'administration, le Gouvernement fixe les objectifs qui sont communs à l'ensemble de l'organisme pour chaque année civile. Ces objectifs concernent aussi bien le fonctionnement interne qu'externe de l'Agence du stationnement.

Si les objectifs fixés à l'alinéa premier sont atteints, le Gouvernement peut prendre la décision de doubler la prime de mandat pour l'ensemble des détenteurs de mandat.

Le conseil de direction fait un rapport au Gouvernement via le ministre fonctionnellement compétent, précisant dans quelle mesure les objectifs de l'année civile écoulée sont atteints et de quelle manière ils le sont, pour l'ensemble de l'organisme.

Dans le cas où le Gouvernement prend une décision positive, le doublement de la prime aux détenteurs de mandat est payé en un versement dans les trois mois qui suivent la décision du Gouvernement.

CHAPITRE 9. — *De la prime d'ingénieur*

Art. 371. § 1^{er}. Il est accordé aux agents titulaires des grades d'ingénieur, de premier ingénieur, d'ingénieur directeur, ainsi qu'aux agents des rangs A4 à A7, qui sont titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil, agronome ou chimiste et des industries agricoles, une prime d'ingénieur pour autant qu'ils exercent la fonction spécifique d'ingénieur comme prévue dans leur description de fonction.

Cette prime est également accordée aux agents titulaires des grades d'attaché scientifique, de premier attaché scientifique et de directeur scientifique, porteurs d'un de ces diplômes pour autant que celui-ci constitue une condition de recrutement et qu'ils exercent la fonction spécifique liée à ces diplômes comme prévues dans leur description de fonction.

En forfaitaire vergoeding van 30 EUR per halve dag van ten minste drie uren vormingswerk wordt toegekend aan de ambtenaar van de instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die aanvaardt een vorming te geven aan de ambtenaren van zijn instelling.

In afwijking van het tweede lid van dit artikel kunnen de Directeur-generaal en de Adjunct-directeur-generaal een forfaitaire toelage van 10 EUR toekennen per vormingsuur als de vorming wordt gegeven in tijdsbestekken van minder dan drie uur.

De toelage bedoeld in het eerste en tweede lid van deze paragraaf wordt eveneens toegekend aan de ambtenaren van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor zover dat de inhoud beantwoordt aan een gemeenschappelijke behoefte bepaald door de dienst belast met de vorming in het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en door de dienst belast met de vorming in een instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het maximumbedrag van de vergoeding toegekend per ambtenaar bedraagt 1.200 EUR per jaar.

De bedragen bedoeld in deze paragraaf zijn gekoppeld aan de schommelingen van de spilindex 138,01.

§ 2. De modaliteiten van de organisatie van de vorming (nl. de doelstellingen, de inhoud, het documentatiemateriaal, de voorbereidingsfase, de doelgroep, de data en de duur) worden in overleg geregeld door de opleider en de dienst belast met de vorming in een instelling. Zij zijn onderworpen aan de goedkeuring van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van de instelling.

De opleider voorziet de deelnemers van het documentatiemateriaal (syllabus en dergelijke).

De vorming wordt geëvalueerd zowel door de Directie belast met het Human Resources Management en de vorming als door de ambtenaren die de vorming genieten en door de opleider zelf.

HOOFDSTUK 8. — *De mandaatpremie*

Art. 370. § 1. De ambtenaar die houder is van een mandaat, ontvangt een mandaatpremie waarvan het jaarlijks bedrag gelijk is aan :

- 1° voor de ambtenaren van rang A5 en A4+ : 3.000 EUR;
- 2° voor de ambtenaren van rang A4 : 2.000 EUR.

De mandaatpremie wordt maandelijks uitbetaald onder dezelfde voorwaarden als de wedde. Ze wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 2. Op voorstel van raad van bestuur bepaalt de Regering voor ieder kalenderjaar doelstellingen die gemeenschappelijk zijn voor het geheel van de instelling. Deze doelstellingen betreffen zowel de interne als de externe werking van het Parkeeragentschap.

Bij het berekenen van de doelstellingen bedoeld in het eerste lid kan de mandaatpremie worden verdubbeld voor alle mandaathouders gezamenlijk, bij beslissing van de Regering.

Hiertoe rapporteert de directieraad via de functioneel bevoegde minister aan de Regering over de mate waarin en de wijze waarop de doelstellingen van het verlopen kalenderjaar zijn bereikt voor het geheel van de instelling.

In het geval van een positieve beslissing van de Regering, wordt de verdubbeling van de premie aan de mandaathouders in éénmaal betaald binnen de drie maanden na de beslissing van de Regering.

HOOFDSTUK 9. — *De ingenieurstoelage*

Art. 371. § 1. Er wordt aan de ambtenaren, titularis van de graad van ingenieur, eerste ingenieur of ingenieur-directeur, alsook aan de ambtenaren van rang A4 tot A7, die titularis zijn van een diploma van burgerlijk, landbouwkundig of voor de scheikunde en de landbouwindustrieën ingenieur, en ingenieurstoelage toegekend voor zover zij de specifieke functie van ingenieur uitoefenen zoals voorzien in hun functiebeschrijving..

Deze premie wordt eveneens toegekend aan de ambtenaren die titularis zijn van de graden van wetenschappelijk attaché, eerste wetenschappelijk attaché en wetenschappelijk directeur, dragers van een van die diploma's voor zover die een voorwaarde vormt voor de aanwerving en voor zover zij de specifieke functie uitoefenen in verband met deze diploma's zoals voorzien in hun functiebeschrijving.

§ 2. Le montant annuel forfaitaire de la prime d'ingénieur est fixé à 3.500 EUR.

La prime d'ingénieur est payée mensuellement et aux mêmes conditions que le traitement. Elle est liée à l'indice-pivot 138,01.

§ 3. La prime d'ingénieur ne peut être cumulée avec l'avantage pécuniaire prévu par mesure transitoire par l'arrêté royal du 14 janvier 1969 concernant la prime de productivité en faveur des ingénieurs du Ministère des Travaux Publics.

CHAPITRE 10. — *Des primes de projet*

Art. 372. § 1^{er}. Une prime de projet est octroyée aux agents chargés de la réalisation de projets temporaires qui présentent un caractère stratégique et transversal.

Peuvent bénéficier de cette prime, les agents titulaires d'un grade du rang A2 au plus et disposant d'une évaluation "favorable".

La durée du projet est de deux ans au maximum. Une prolongation de cette période peut être décidée par le conseil d'administration, après une évaluation en concertation entre le Ministre fonctionnellement compétent et le directeur général et le directeur général adjoint.

La prime n'est due que s'il n'y a pas d'interruption de l'exercice de la fonction pendant plus de 30 jours ouvrables successifs, à l'exception des congés annuels et du congé octroyé dans le cadre de la protection de la maternité.

§ 2. Le directeur général et le directeur général adjoint préparent un dossier de projet en concertation avec conseil d'administration, et le lui soumettent ensuite pour approbation.

Le dossier comporte au moins les données suivantes :

1. la description du projet;
2. le caractère stratégique et transversal du projet;
3. la durée du projet;
4. les objectifs poursuivis;
5. la répartition des tâches entre le chef de projet et les assistants de projet ainsi que l'importance des prestations effectuées par chacun d'eux;
6. les règles d'évaluation du projet.

Le conseil d'administration désigne les chefs et les assistants des projets. Il peut mettre fin à un projet à tout moment ou à la participation à celui-ci d'un chef ou d'un assistant de projet. Il peut également pourvoir au remplacement de l'un d'eux.

La désignation d'un agent comme chef de projet suppose l'exercice de la fonction à temps plein.

La désignation d'un agent comme assistant de projet suppose l'exercice de la fonction à mi-temps au moins.

§ 3. Le montant annuel de la prime de projet est fixé à :

- 3500 ou 5500 EUR pour le chef de projet;
- 2500 EUR pour l'assistant de projet.

Le conseil d'administration fixe le montant de la prime octroyée au chef de projet en fonction de l'importance dudit projet.

La prime de projet est payée mensuellement à terme échu jusqu'au terme du projet. Elle est liée à l'indice-pivot 138,01.

CHAPITRE 11. — *Prime de vie chère*

Art. 373. § 1^{er} Une prime de vie chère est accordée mensuellement aux agents qui sont inscrits au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2 La prime de vie chère s'élevé à 46,38 EUR par mois. Cette prime est payée mensuellement aux mêmes conditions que le traitement. Cette prime n'est pas soumise à l'indexation.

§ 3. Pour l'agent qui change de domicile, la prime de vie chère est payée à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1^{er} juillet 2012.

§ 2. Het jaarlijks forfaitair bedrag van de ingenieurstoelage wordt vastgesteld op 3.500 EUR.

De ingenieurstoelage wordt maandelijks en op dezelfde voorwaarden als de wedde uitbetaald. Ze wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 3. De ingenieurstoelage kan niet worden gecumuleerd met het bij overgangsmaatregel toegekende geldelijk voordeel voorzien bij het koninklijk besluit van 14 januari 1969 betreffende de productiviteitspremie ten gunste van de burgerlijk ingenieurs bij het Ministerie van Openbare Werken.

HOOFDSTUK 10. — *De projecttoelagen*

Art. 372. § 1. Er wordt een projecttoelage toegekend aan de ambtenaren belast met het ontwikkelen van tijdelijke projecten met een strategisch en transversaal karakter.

Kunnen deze toelage genieten de ambtenaren titularis van een graad van ten hoogste rang A2, die een evaluatie "gunstig" hebben bekomen.

De duur van het project bedraagt maximum twee jaar. Tot een verlenging van deze periode kan beslist worden door de raad van bestuur, na een evaluatie van het project, in overleg tussen de functioneel bevoegde Minister en de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

De toelage is slechts verschuldigd als er zich geen onderbreking van de ambtsvervulling van meer dan dertig opeenvolgende werkdagen heeft voorgedaan, met uitzondering van het jaarlijks vakantieverlof en het verlof toegestaan in het kader van de moederschapsbescherming.

§ 2. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal bereiden een projectdossier voor in overleg met raad van bestuur voor de instellingen van categorie B en leggen het hem of haar vervolgens ter goedkeuring voor.

Het dossier bevat minstens de volgende gegevens :

1. de beschrijving van het project;
2. het strategisch en transversaal karakter van het project;
3. de duur van het project;
4. de nagestreefde doelstellingen;
5. de verdeling van de taken onder de projectleider en de projectleden en de omvang van ieders prestatie;
6. de evaluatieregels van het project.

De raad van bestuur duidt de projectleiders en projectleden aan. Hij of zij kan ten alle tijde een einde stellen aan een project of aan de deelname van een projectleider of projectlid. Hij of zij kan ook overgaan tot de vervanging van een van hen.

De aanduiding van een ambtenaar als projectleider veronderstelt de voltijdse uitoefening van de functie.

De aanduiding van een ambtenaar als projectlid veronderstelt minstens de halftijdse uitoefening van de functie.

§ 3. Het jaarlijks bedrag van de projecttoelage is als volgt vastgesteld:

- 3500 of 5500 EUR voor de projectleider;
- 2500 EUR voor het projectlid.

In functie van de belangrijkheid van het project bepaalt de raad van bestuur het bedrag van de projecttoelage van de projectleider.

De projecttoelage wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald tot op het einde van het project. Ze wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

HOOFDSTUK 11. — *Levensduurtepremie*

Art. 373. § 1^{er} Een levensduurtepremie wordt maandelijks toegekend aan de ambtenaren die in het bevolkingsregister van een van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn ingeschreven.

§ 2. De levensduurtepremie bedraagt 46,38 EUR per maand. Deze premie wordt maandelijks betaald onder dezelfde voorwaarden als de wedde. Deze premie wordt niet geïndexeerd.

§ 3. Voor ambtenaar die zijn of haar domicilie wijzigt wordt de levensduurtepremie uitbetaald vanaf de maand die volgt op de datum van inschrijving van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum na 1 juli 2012 valt.

§ 4. L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'agent informe immédiatement la direction de la gestion du personnel de tout changement de domicile ayant un impact sur son droit au bénéfice de la prime de vie chère.

TITRE 3. — DES INDEMNITES

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 374. Il est accordé une indemnité à l'agent qui est astreint à supporter des charges réelles qui ne peuvent être considérées comme normales et inhérentes à la fonction.

Art. 375. Lorsque la situation qui donne lieu à l'octroi d'une indemnité est susceptible de se reproduire, le montant de cette indemnité peut être établi forfaitairement.

Art. 376. Lorsque l'exercice de la fonction à laquelle une indemnité forfaitaire est attachée, est interrompu, le paiement de l'indemnité est suspendu, dans la mesure où les charges ne sont plus supportées.

CHAPITRE 2. — Des indemnités liées aux déplacements

Section 1^{re}. — Disposition générales

Art. 377. Sans préjudice des articles 397 à 400, l'agent a droit au remboursement des frais liés aux déplacements de service.

Tout déplacement est subordonné à l'autorisation du conseil de direction.

Cette autorisation peut être générale, notamment dans les cas où les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement.

Art. 378. Hormis quand l'intérêt du service l'exige, chaque déplacement pour le service doit être effectué par le moyen de transport le moins onéreux.

Art. 379. Le conseil de direction réduit le remboursement dans la mesure où il estime que les frais sont exagérés ou que les déplacements auraient pu être évités.

Section 2. — De l'utilisation des moyens de transports en commun

Art. 380. Les débours d'un déplacement en transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels.

Art. 381. Les agents obtiennent soit des réquisitoires à échanger contre un billet ordinaire, soit un remboursement en échange du titre de transport.

Art. 382. Si la gare de départ est située dans la commune de résidence effective de l'intéressé et que celle-ci ne correspond pas avec sa résidence administrative, il ne peut en résulter de charges supplémentaires. Le supplément éventuel résultant du déplacement incombe à l'intéressé.

Art. 383. Pour ses déplacements de service à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, l'agent bénéficie d'un abonnement sur le réseau de la S.T.I.B.

Section 3. — De l'utilisation d'un véhicule personnel

Art. 384. Les autorisations d'utiliser son véhicule personnel dans le cadre des besoins du service sont délivrées par le conseil d'administration, dans les limites des crédits prévus à sa division budgétaire, et sur avis de l'Inspecteur des Finances.

Elles ne sont valables que jusqu'au 31 décembre de chaque année.

Le conseil d'administration fixe également le maximum kilométrique annuel autorisé. Le maximum kilométrique peut être fixé par service.

Art. 385. Sauf autorisation expresse, l'agent ne peut porter en compte les déplacements de service à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le cas échéant, l'autorisation du conseil d'administration fixe un maximum kilométrique distinct pour ces déplacements.

Art. 386. L'indemnité kilométrique est fixée à 0,2636 EUR du kilomètre quelle que soit la puissance imposable de la voiture admise pour la liquidation de l'indemnité.

Le montant peut être revu par le ministre.

§ 4. De toekenning van de levensduurtepremie eindigt op de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping van de ambtenaar uit het bevolkingsregister één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien hij is ingeschreven in de bevolkingsregisters van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De ambtenaar brengt de directie Personeelsbeheer onmiddellijk op de hoogte van elke domiciliewijziging die een impact heeft op zijn of haar recht op het verkrijgen van de levensduurtepremie.

TITEL 3. — DE VERGOEDINGEN

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 374. Een vergoeding wordt toegekend aan de ambtenaar die verplicht wordt werkelijke lasten te dragen die niet als normaal of inherent aan het ambt kunnen worden beschouwd.

Art. 375. Wanneer de situatie die aanleiding geeft tot het toekennen van een vergoeding onderhevig is aan herhaling, kan een forfaitair bedrag worden vastgesteld.

Art. 376. In geval van onderbreking van de uitoefening van zijn ambt wordt de uitbetaling van de vergoeding opgeschort voor zover de lasten niet meer worden gedragen.

HOOFDSTUK 2. — De vergoedingen voor reiskosten

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 377. Onverminderd de artikelen 397 tot 400 heeft de ambtenaar recht op de terugbetaling van de kosten verbonden aan dienstreizen.

Elke reis vereist de toestemming van de directieraad.

De toestemming kan algemeen zijn, inzonderheid ingeval de betrokkenen regelmatig moeten reizen.

Art. 378. Behalve wanneer het belang van de dienst het vereist, gebeurt elke dienstreis met het goedkoopste vervoermiddel.

Art. 379. De directieraad vermindert de terugbetaling indien hij of zij meent dat de kosten overdreven zijn of de reizen hadden kunnen worden vermeden.

Afdeling 2. — Het gebruik van het openbaar vervoer

Art. 380. De onkosten van een reis met het openbaar vervoer worden terugbetaald volgens de officiële tarieven.

Art. 381. De ambtenaren ontvangen hetzij een reisorder in te ruilen voor een gewoon ticket, hetzij een terugbetaling in ruil voor het vervoersbewijs.

Art. 382. Als het vertrekstation gelegen is in de werkelijke woonplaats van de betrokkene en deze niet overeenstemt met zijn administratieve standplaats mag dit niet leiden tot bijkomende lasten. De eventuele toeslag van de reis is voor rekening van de betrokkene.

Art. 383. Voor zijn dienstreizen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geniet de ambtenaar een vrij abonnement op het vervoersnet van de M.I.V.B.

Afdeling 3. — Het gebruik van het eigen voertuig

Art. 384. De machtigingen om de eigen wagen in het kader van de dienstnoodwendigheden te gebruiken worden gegeven door de raad van bestuur, binnen de kredieten van zijn begrotingsafdeling en op gunstig advies van de Inspectie van Financiën.

Zij zijn slechts geldig tot 31 december van elk jaar.

De raad van bestuur besluit eveneens het maximum jaarlijks kilometeraantal dat wordt toegestaan. Dit aantal kan per dienst worden vastgesteld.

Art. 385. Behoudens uitdrukkelijke machtiging mag de ambtenaar geen dienstreizen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in rekening brengen.

In voorkomend geval wordt in de machtiging van raad van bestuur een maximum aantal kilometers bepaald.

Art. 386. De kilometervergoeding wordt vastgesteld op 0,2636 EUR per kilometer ongeacht het belastbaar vermogen van het voertuig dat in aanmerking komt voor vergoeding.

Het bedrag kan worden herzien door de minister.

Cette indemnité kilométrique couvre tous les frais résultant de l'utilisation de la voiture personnelle, excepté les frais d'assurance tous risques qui sont pris en charge par l'organisme.

Art. 387. L'agent qui effectue des déplacements à vélo dans le cadre des besoins du service, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en dehors de celui-ci, peut obtenir une indemnité aux mêmes conditions que celles visées aux articles 397 et 398.

Art. 388. Les agents qui se déplacent en prenant comme point de départ ou de retour leur résidence habituelle, ne peuvent obtenir une indemnité supérieure à celle qui leur serait due si les déplacements avaient comme point de départ et de retour leur résidence administrative.

Art. 389. Les indemnités sont liquidées sur production d'une déclaration sur l'honneur, appuyée d'un relevé établissant le nombre de kilomètres parcourus pour le service.

CHAPITRE 3. — *Du remboursement des frais de séjour*

Art. 390. Il est alloué une indemnité forfaitaire journalière pour frais de séjour aux agents qui doivent effectuer des déplacements pour le service.

Art. 391. L'indemnité pour frais de séjour à l'intérieur du pays est fixée conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères et de tous les arrêtés qui le modifieraient.

Art. 392. L'indemnité visée à l'article 406 n'est pas allouée du chef des déplacements qui sont effectués dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Toutefois, dans les cas exceptionnels, un régime forfaitaire particulier peut être établi conseil d'administration.

Art. 393. Les agents délégués pour participer aux travaux de conférences internationales tenues dans le pays, ont droit au remboursement de la dépense réellement effectuée, sur production d'une note justificative.

Art. 394. Le séjour à l'étranger donne lieu au remboursement de la dépense réellement effectuée par l'intéressé sur la production d'une note justificative.

Le conseil d'administration est toutefois autorisé à arrêter des taux journaliers forfaitaires pour les déplacements officiels dans certains pays.

Art. 395. Les situations particulières résultant notamment de l'exercice de fonctions itinérantes ou de détachements, sont réglées par le conseil d'administration.

Art. 396. Sans préjudice de mesures disciplinaires éventuelles, le conseil d'administration a la faculté de refuser l'indemnité de séjour s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par le présent arrêté.

CHAPITRE 4. — *Des indemnités pour frais de déplacement sur le chemin du travail*

Section 1^{re}. — *Des indemnités pour utilisation du vélo sur le chemin du travail*

Art. 397. L'agent qui se déplace à vélo pour se rendre de son domicile vers son lieu de travail a droit à un remboursement de ses frais.

L'indemnité est allouée à l'agent qui utilise son vélo sur le chemin du travail au moins cinq fois par mois.

Art. 398. L'indemnité est fixée forfaitairement. Ce montant ne pourra être inférieur à 0,21 € par kilomètre.

Elle est calculée en fonction du chemin le plus court ou qui offre le plus de sécurité entre son domicile et sa résidence administrative.

Art. 399. L'indemnité est liquidée sur production d'une déclaration sur l'honneur appuyée d'un relevé trimestriel.

Le conseil de direction exerce un contrôle sur les déclarations.

Section 2. — *Des indemnités pour utilisation des transports en commun publics sur le chemin du travail*

Art. 400. § 1^{er}. L'agent qui utilise les transports en commun publics par chemin de fer, combinés ou non avec d'autres transports en commun publics, bénéficie d'une intervention dans les frais d'abonnement pour effectuer

Deze kilometervergoeding dekt alle kosten van het gebruik van het eigen voertuig, behalve de kosten van een all-riskverzekering die de instelling ten laste neemt.

Art. 387. Een ambtenaar die van de fiets gebruik maakt voor de behoeften van de dienst op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of daarbuiten kan aanspraak maken op een vergoeding volgens de in artikelen 397 en 398 bepaalde regeling.

Art. 388. De ambtenaren die zich verplaatsen met hun gebruikelijke woonplaats als vertrek- of aankomstpunt, kunnen geen vergoeding bekomen die hoger ligt dan die welke hen verschuldigd zou zijn indien zij hun administratieve standplaats als vertrek- of aankomstpunt zouden nemen.

Art. 389. De vergoedingen worden vereffend op overlegging van een aangifte op erewoord met een overzicht van het aantal voor de dienst afgelegde kilometers.

HOOFDSTUK 3. — *De vergoeding voor verblijfskosten*

Art. 390. Er wordt aan de ambtenaren die dienstreizen moeten maken een dagelijkse forfaitaire vergoeding van hun verblijfskosten toegekend.

Art. 391. De vergoeding voor verblijfskosten in het binnenland wordt vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de personeelsleden van de Ministeries en elk ander besluit die het mocht wijzigen.

Art. 392. De vergoeding bedoeld in artikel 406 wordt niet toegekend voor reizen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Niettemin kan in uitzonderlijke gevallen de raad van bestuur een bijzonder forfaitair stelsel invoeren.

Art. 393. De ambtenaren die worden afgevaardigd om deel te nemen aan internationale conferenties in het binnenland hebben recht op terugbetaling van de werkelijke uitgaven op overlegging van een verantwoordingsnota.

Art. 394. Het verblijf in het buitenland geeft aanleiding tot de terugbetaling van de werkelijke uitgaven op overlegging van een verantwoordingsnota.

De raad van bestuur is evenwel gemachtigd de dagelijkse forfaitaire bedragen vast te stellen voor de officiële reizen in sommige landen.

Art. 395. De raad van bestuur regelt de bijzondere situaties die met name ontstaan als gevolg van de uitoefening van een reizende functie of als gevolg van detachering.

Art. 396. Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtmaatregelen, kan de raad van bestuur de verblijfsvergoeding weigeren indien hij of zij vaststelt dat de rechthebbenden misbruik maken van de rechten die hen bij dit besluit worden toegekend.

HOOFDSTUK 4. — *De vergoeding voor vervoerkosten op de weg van en naar het werk*

Afdeling 1. — *De vergoeding voor het gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk*

Art. 397. De ambtenaar die zich per fiets verplaatst om zich van zijn woonplaats naar zijn werk te begeven, heeft recht op een vergoeding van zijn kosten.

De vergoeding wordt toegekend aan de ambtenaar die minstens vijf keer per maand gebruik maakt van zijn fiets op de weg van en naar het werk.

Art. 398. De vergoeding wordt forfaitair vastgesteld. Deze kan niet lager liggen dan 0,21 € per kilometer.

Zij wordt berekend volgens de kortste of de veiligste weg tussen zijn woonplaats en zijn administratieve standplaats.

Art. 399. De vergoeding wordt uitbetaald op overlegging van een aangifte op erewoord gestaafd met een driemaandelijks overzicht.

De directieraad oefent toezicht uit op de aangiften.

Afdeling 2. — *De vergoeding voor het gebruik van het gemeenschappelijk openbaar vervoer op de weg van en naar het werk*

Art. 400. § 1. De ambtenaar die van een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel per spoor gebruik maakt, al dan niet in combinatie met andere gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen, om zich

régulièrement le déplacement de sa résidence à son lieu de travail et inversement.

§ 2. L'intervention à charge de l'Agence du stationnement est réglée par des conventions conclues entre les différentes sociétés de transports en commun publics fédérales et régionales, d'une part et le ministre ou son délégué, d'autre part.

Dans le cadre de cette convention, le taux de l'intervention de l'Agence du stationnement est d'au moins 56 % du prix de la carte de train assimilée à l'abonnement social, sur base d'un tableau établi de commun accord.

§ 3. Pour le transport urbain et suburbain organisé par les sociétés régionales de transports publics, l'intervention dans le prix de l'abonnement est fixée conformément au § 2 du présent article.

CHAPITRE 5. — *De l'indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un agent*

Art. 401. § 1^{er}. Une indemnité pour frais funéraire est octroyée lorsque l'allocation pour frais funéraire prévue par l'article 61 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ne peut être accordée et si l'agent décédé se trouvait dans une des positions suivantes :

- en activité de service;
- en disponibilité pour maladie;
- en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- en non-activité dans le cadre d'un congé pour convenances personnelles.

§ 2. En cas de décès d'un agent visé au § 1^{er}, il est liquidé au profit de son conjoint non divorcé, ni séparé de corps ou la personne avec laquelle il vit en couple ou, à défaut, de ses héritiers en ligne directe, en compensation des frais funéraires, une indemnité correspondant à un mois de la dernière rémunération brute d'activité de l'agent. Cette rémunération comprend éventuellement les allocations ayant le caractère d'un accessoire du traitement.

Pour les agents en disponibilité, la dernière rémunération brute d'activité est s'il échet :

a) adaptée aux modifications résultant des fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume;

a) revue conformément à l'article 327 de l'arrêté royal précité.

L'indemnité ne peut dépasser le douzième du montant fixé en application de l'article 39 alinéas 1^{er}, 3 et 4 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

§ 3. A défaut des ayants droits visés au § 2, l'indemnité peut être liquidée au profit de toute personne physique ou morale qui justifie avoir assumé les frais funéraires. Dans ce cas l'indemnité est équivalente aux frais réellement exposés, sans qu'elle puisse cependant excéder la somme prévue par le présent arrêté en faveur du conjoint ou des héritiers en ligne directe.

§ 4. En raison de la conduite du bénéficiaire à l'égard du défunt, le conseil de direction peut décider, dans des cas exceptionnels, que l'indemnité ne sera pas liquidée ou qu'elle le sera au profit de l'un des bénéficiaires ou de plusieurs d'entre eux.

§ 5. L'indemnité prévue par le présent arrêté ne peut être cumulée avec des indemnités analogues accordées en vertu d'autres dispositions qu'à concurrence du montant visé au § 2.

LIVRE 3. — DE LA DETERMINATION DES ANCIENNETES ADMINISTRATIVE ET PECUNIAIRE

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. 402. Il faut entendre par "prestations complètes", les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

Art. 403. L'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut de conserver sur base de son statut, son traitement d'activité ou à défaut ses titres à l'avancement de traitement.

régulièrement te verplaatsen tussen de verblijfplaats en de werkplaats, geniet een tegemoetkoming in de abonnementskosten.

§ 2. De tegemoetkoming ten laste van het Parkeeragentschap wordt geregeld door overeenkomsten gesloten tussen de verschillende federale en gewestelijke maatschappijen voor gemeenschappelijk openbaar vervoer, enerzijds en de minister of zijn afgevaardigde, anderzijds.

In het kader van deze overeenkomst bedraagt het percentage van de tegemoetkoming door het Parkeeragentschap minstens 56 % van de prijs van het met het sociaal abonnement gelijkgestelde treinkaartje, op basis van een in gemeen overleg vastgestelde tabel.

§ 3. Voor het stads- en streekvervoer georganiseerd door de gewestelijke maatschappijen voor openbaar vervoer wordt de tegemoetkoming in de prijs van het abonnement vastgesteld overeenkomstig § 2 van dit artikel.

HOOFDSTUK 5. — *Vergoeding van de begrafenis-kosten bij overlijden van een ambtenaar*

Art. 401. § 1. Een vergoeding wegens begrafenis-kosten wordt toegekend indien de uitkering voor begrafenis-kosten bepaald bij het artikel 61 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, niet kan worden toegekend en wanneer de overleden ambtenaar zich in een der volgende standen bevond :

- in dienstactiviteit;
- in beschikbaarheid wegens ziekte;
- in beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;
- op non-activiteit in het kader van een verlof om persoonlijke redenen.

§ 2. In geval van overlijden van een in § 1 bedoelde persoon wordt ten bate van zijn niet uit de echt gescheiden noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, of bij diens ontstentenis van zijn erfgenamen in rechte lijn, als compensatie voor de begrafenis-kosten een vergoeding uitgekeerd die overeenstemt met het maandelijks bedrag van de laatste brutoactiviteitsbezoldiging van de ambtenaar. Deze bezoldiging omvat, in voorkomend geval, de toelagen die het karakter van een toebehoren van de wedde hebben.

Voor ambtenaren in beschikbaarheid wordt de laatste bruto-activiteitsbezoldiging, zo nodig:

a) aangepast aan de wijzigingen als gevolg van de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk;

b) herzien overeenkomstig artikel 327 van voormeld koninklijk besluit.

De vergoeding mag het twaalfde niet overschrijden van het bedrag vastgesteld bij toepassing van artikel 39, eerste, derde en vierde leden van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

§ 3. Bij ontstentenis van de in § 2 bedoelde rechthebbenden, mag de vergoeding worden uitgekeerd ten bate van elke natuurlijke of rechtspersoon die bewijst dat hij de begrafenis-kosten heeft gedragen. In dit geval is de vergoeding gelijk aan de werkelijke gemaakte kosten zonder dat zij evenwel meer mag belopen dan het bedrag dat bij dit besluit is voorzien ten gunste van de echtgenoot of van de erfgenamen in rechte lijn bepaald.

§ 4. Wegens het gedrag van de gerechtigde ten opzichte van de overledene, kan de directieraad, in uitzonderingsgevallen, beslissen de vergoeding niet uit te keren of ze ten bate van een of meer gerechtigden uit te keren.

§ 5. De bij dit besluit bepaalde vergoeding mag met soortgelijke, krachtens andere bepalingen toegekende vergoedingen, slechts ten belope van het bij § 2 bedoelde bedrag worden gecumuleerd.

BOEK 3. — DE VASTSTELLING VAN DE ADMINISTRATIEVE EN GELDELIJKE ANCIËNNITEIT

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. 402. Er dient te worden verstaan onder "volledige prestaties", de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.

Art. 403. De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten als hij zich in een administratieve stand bevindt op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij ontstentenis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

Art. 404. L'ancienneté est calculée par mois-calendrier. Les services qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

**TITRE 2. — DU CALCUL
DE L'ANCIENNETE ADMINISTRATIVE**

Art. 405. Pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau, les services effectifs pris en considération sont ceux prestés :

1° en qualité de stagiaire ou d'agent nommé;

2° dans un ministère ou un organisme public dépendant de l'Etat, des Communautés ou des Régions, ainsi que dans des services ou dans un organisme public de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune ou, moyennant une décision d'admissibilité prise par le ministre, dans un service public comparable à un de ceux énumérés ci avant, d'un Etat de l'Union européenne;

3° sans interruption due à une peine disciplinaire encourue par l'agent ou à un licenciement pour inaptitude professionnelle dans le cadre de l'évaluation de l'agent;

4° comme titulaire d'une fonction à temps plein ou partiel.

Le calcul de l'ancienneté de service s'effectue de la même manière étant entendu que les services effectifs sont pris en considération quelle que soit la qualité en laquelle ils ont été prestés.

Art. 406. Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés soit à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à ce grade ou à un grade équivalent, soit à partir de la date à laquelle il a été classé pour une promotion en raison de l'effet rétroactif formel de sa nomination.

Pour l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés soit à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade du niveau considéré ou à un grade équivalent, soit à partir de la date à laquelle il a été classé pour la promotion en raison de l'effet rétroactif formel de sa nomination.

Art. 407. Des prestations à temps partiel à concurrence de 1976 heures sont comptées pour douze mois-calendrier entiers.

Des prestations à temps partiel à concurrence d'un douzième de 1976 heures sont comptées pour un mois entier de calendrier, toute fraction d'heure étant négligée.

Art. 408. L'ancienneté administrative d'un agent qui est titulaire d'une fonction à temps partiel, est calculée au prorata des services effectivement prestés.

TITRE 3. — DE L'ANCIENNETE PECUNIAIRE

CHAPITRE 1^{er}. — Des services admissibles

Art. 409. § 1^{er}. Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire les services effectifs que l'agent a prestés à quelque titre que ce soit, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ou partielles :

* dans les services de l'Union européenne;

* dans les services de l'Etat fédéral, des Communautés, des Régions, de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou dans d'autres services publics;

* à l'Agence du stationnement

* dans les administrations locales;

* dans les services d'Afrique;

* dans les établissements d'enseignement des communautés, dans les établissements d'enseignement subventionnés par une subvention-traitement, dans les offices d'orientation scolaire et professionnelle ou les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés par une subvention-traitement;

* dans les universités de droit public et libres quelle que soit leur source de financement;

* dans un service public comparable à un de ceux énumérés au présent paragraphe, dans un Etat de l'Union européenne; moyennant une décision d'admissibilité prise par le ministre.

§ 2. Peuvent également être admis pour un maximum de six ans les services effectivement prestés sous contrat de travail dans le secteur privé ou en tant qu'indépendant.

Art. 410. La durée des services admissibles que l'agent a prestés dans l'enseignement, est fixée par le ministre, sur la base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes.

Art. 404. De anciënniteit wordt berekend per kalendermaand. De diensten die geen volledige maand beslaan worden genegeerd.

**TITEL 2. — DE BEREKENING
VAN DE ADMINISTRATIEVE ANCIËNNITEIT**

Art. 405. Voor de berekening van de graad- en niveau-anciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten gepresteerd :

1° in de hoedanigheid van stagiair of vastbenoemd ambtenaar;

2° in een ministerie of een instelling van openbaar nut behorende tot het Rijk, de Gemeenschappen of de Gewesten alsmede in diensten of een openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of op voorwaarde dat de minister beslist over de toelaatbaarheid ervan, in een overheidsdienst die vergelijkbaar is met één van die welke hiervoor opgesomd zijn, van een Staat van de Europese Unie;

3° zonder onderbreking die het gevolg is van een door de ambtenaar opgelopen tuchtstraf of ontslag wegens beroepsongeschiktheid in het kader van de evaluatie van de ambtenaar;

4° als titularis van een ambt met volledige of deeltijdse prestaties.

Voor de berekening van de dienstactiviteit geldt dezelfde berekeningswijze, met dien verstande dat werkelijke prestaties in gelijk welke hoedanigheid in aanmerking komen.

Art. 406. Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten berekend hetzij vanaf de datum waarop de ambtenaar in deze graad of een equivalente graad werd benoemd hetzij vanaf de datum waarop de ambtenaar voor bevordering werd gerangschikt wegens het formele terugwerken van zijn benoeming.

Voor de niveauanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten berekend vanaf de datum waarop de ambtenaar werd benoemd in een graad van het betreffende niveau of een equivalente graad hetzij van de datum waarop hij voor bevordering werd gerangschikt wegens het formele terugwerken van zijn benoeming.

Art. 407. Deeltijdse prestaties van 1976 uren worden geteld voor twaalf volle kalendermaanden.

Deeltijdse prestaties van een twaalfde van 1976 uren worden geteld voor één volle kalendermaand, waarbij elk uurgedeelte wordt verwaarloosd.

Art. 408. De administratieve anciënniteit van een ambtenaar die titularis is van een ambt met deeltijdse prestaties, wordt berekend pro rata van zijn werkelijke prestaties.

TITEL 3. — DE GELDELIJKE ANCIËNNITEIT

HOOFDSTUK 1. — In aanmerking komende diensten

Art. 409. § 1. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten gepresteerd door de ambtenaar in om het even welke hoedanigheid, als titularis van een bezoldigd ambt met volledige of deeltijdse prestaties, in :

* de diensten van de Europese Unie;

* de diensten van de federale Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of andere openbare diensten;

* het Parkeeragentschap

* de plaatselijke besturen;

* de Afrikadiensten;

* de onderwijsinstellingen van de gemeenschappen, de door een weddetoelage gesubsidieerde onderwijsinstellingen, de diensten voor onderwijs- of beroepsoriëntatie of de vrije door een weddetoelage gesubsidieerde psycho-medische en sociale centra;

* de publiekrechtelijke en vrije universiteiten ongeacht de oorsprong van hun financiën;

* een overheidsdienst die vergelijkbaar is met één van die welke opgesomd zijn in deze paragraaf, van een Staat van de Europese Unie; op voorwaarde dat de minister beslist over de toelaatbaarheid ervan.

§ 2. De effectief onder arbeidsovereenkomst gepresteerde diensten in de privé-sector of als zelfstandige kunnen eveneens in aanmerking komen voor een maximum van zes jaar.

Art. 410. De minister bepaalt op basis van een door de bevoegde overheden afgeleverd attest de duur van de in aanmerking komende diensten die de ambtenaar in het onderwijs heeft gepresteerd.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation, pour lesquelles le paiement s'est effectué en dixièmes et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire sont comptabilisées jour par jour.

Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2.

Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le quotient obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération. On ne tient pas compte du reste.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de services à prendre en considération.

CHAPITRE 2. — *Du calcul de l'ancienneté pécuniaire*

Art. 411. L'ancienneté que compte l'agent ne peut jamais dépasser la durée réelle de ses services admissibles.

Toutefois, l'ancienneté obtenue dans un service public duquel un agent a été transféré lui reste acquise, quel que soit le mode de calcul de l'ancienneté en vigueur au sein de ce service.

Art. 412. Les services qui sont pris en compte pour le calcul de l'ancienneté sont acquis dans le niveau du grade de base de l'agent. Ils sont comptés dans leur totalité.

Le grade de base est le premier grade auquel l'agent est nommé ou auquel il est nommé subséquentement selon un mode de nomination qui ne prend pas en considération sa qualité antérieure.

LIVRE 4. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 413. Restent d'application, aussi longtemps qu'elles peuvent être invoquées par un agent en service à l'AGENCE DU STATIONNEMENT ou par toute personne appelée à l'être et à la condition que cet agent ou cette personne bénéficie déjà d'une de ces mesures au moins le jour de l'entrée en vigueur du présent statut ou qu'elle en ait bénéficié antérieurement, les dispositions visées par :

- l'article 41 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères et les dispositions auxquelles se réfèrent ces articles;

l'article 24 de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat et les dispositions auxquelles il se réfère.

Art. 414. L'agent qui est en congé en vertu des dispositions visées aux Livre premier, Titre VII, Chapitres III, IV, V, VI et VII du présent arrêté conformément à la réglementation qui était d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficie de ce congé jusqu'au terme de la période pendant laquelle il était accordé sans pouvoir le prolonger.

Art. 415. Les dispositions réglementaires en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté restent d'application aux agents qui se sont inscrits avant la date susvisée à un examen d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade.

L'agent qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, est dispensé d'une épreuve de l'examen d'accession à un niveau supérieur, conserve cette dispense ou l'obtient aux conditions visées à l'article 102 ou 106.

Art. 416. Les agents qui bénéficient de l'allocation de bilinguisme au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévue à l'article 53 par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, maintiennent leur droit à l'allocation de bilinguisme dont ils bénéficiaient avant cette prise d'effet.

Art. 417. Les formations dans le cadre de la carrière fonctionnelle accélérée visées à l'article 280 du présent arrêté, suivies à partir de l'année académique 1999-2000 seront prises en considération mais sans effet rétroactif sur la progression de la carrière.

Art. 418. Par dérogation à l'article 34, le Gouvernement ouvre les mandats des rangs A4, A4+ et A5 simultanément aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel du secteur public, aux membres du personnel d'une assemblée parlementaire et aux membres du personnel des Conseils des commissions communautaires.

De op dit attest vermelde volledige prestaties waarvoor de betaling gebeurde in tienden en die per schooljaar geen volledig jaar van werkelijke diensten vertegenwoordigen worden dag per dag samengesteld.

Het globaal aantal aldus gewerkte dagen met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2.

Het totaal van deze rekenkundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het bekomen quotiënt geeft het aantal in aanmerking te nemen maanden. Er wordt geen rekening gehouden met de rest.

De op het attest vermelde volledige prestaties vervuld gedurende een volledig schooljaar, gelden voor een totaal van 300 dagen en vertegenwoordigen één in aanmerking te nemen dienstjaar.

HOOFDSTUK 2. — *De berekening van de geldelijke anciënniteit*

Art. 411. De anciënniteit van de ambtenaar mag nooit de werkelijke duur van zijn in aanmerking komende diensten overschrijden.

De anciënniteit aan de ambtenaar toegekend in een openbare dienst waaruit hij werd overgeplaatst, blijft nochtans verworven, ongeacht de van kracht zijnde berekeningswijze van de anciënniteit in die dienst.

Art. 412. De diensten aangenomen voor de berekening van de anciënniteit zijn verworven in het niveau van de basisgraad van de ambtenaar. Zij worden in hun geheel verrekend.

De basisgraad is de eerste graad waartoe de ambtenaar wordt benoemd of waartoe hij nadien wordt benoemd volgens een benoemingswijze die geen rekening houdt met zijn vorige hoedanigheid.

BOEK 4. — OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

TITEL 3. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 413. Zolang zij kunnen worden ingeroepen door een ambtenaar in dienst bij het PARKEERAGENTSCHAP of door iedere persoon die ertoe gerechtigd is en op voorwaarde dat deze ambtenaar of deze persoon reeds het voordeel van minstens één van deze maatregelen geniet op de dag van de inwerkingtreding van dit statuut of dat hij er voordien van genoten heeft, blijven de bepalingen van toepassing die bedoeld worden door :

- Artikel 41 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries en de bepalingen waarnaar deze artikelen verwijzen;

Artikel 24 van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen en de bepalingen waarnaar het verwijst.

Art. 414. De ambtenaar die een verlof heeft verkregen, zoals bedoeld in Boek I, Titel VII, Hoofdstukken III, IV, V, VI en VII van dit besluit, overeenkomstig de reglementering die van kracht was vóór de inwerkingtreding van dit besluit, geniet dit verlof tot het einde van de periode waarvoor het was toegestaan zonder het te kunnen verlengen.

Art. 415. De reglementaire bepalingen van kracht op de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijven van toepassing op de ambtenaren die vóór bovenbedoelde datum zich hebben ingeschreven voor een examen voor overgang naar een hoger niveau of een examen voor verhoging in graad.

De ambtenaar die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werd vrijgesteld van een examengedeelte voor overgang naar een hoger niveau, behoudt deze vrijstelling of verkrijgt ze onder de voorwaarden bedoeld in artikel 102 of 106.

Art. 416. De ambtenaren die de taalpremie genieten op het moment van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966, behouden het recht op de taalpremie die ze genoten voor deze inwerkingtreding.

Art. 417. De in artikel 280 van dit besluit bedoeld vormingen in het kader van de versnelde functionele loopbaan, gevolgd vanaf het schooljaar 1999-2000 komen in aanmerking maar zonder terugwerkende kracht wat betreft het verlof van de loopbaan.

Art. 418. In afwijking van artikel 34 stelt de Regering de mandaten van rang A4, A4+ en A5 gelijktijdig open voor de statutaire ambtenaren en de contractuele personeelsleden van de openbare sector, voor personeelsleden van een parlementaire vergadering en voor personeelsleden van de raden van de gemeenschapscommissies.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique qu'une seule fois à titre transitoire lors de la première déclaration de vacance des dits emplois.

S'il y a, lors de la première déclaration de vacance d'un emploi de mandat, insuffisamment de candidats jugés aptes, ledit emploi de mandat est déclaré vacant par procédure ouverte, visée à l'article 34.

TITRE 2. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 419. Le présent arrêté produit ses effets dans les dix jours de la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 420. Le ministre ayant les Travaux publics et les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

De bepaling bedoeld in het eerste lid is slechts één maal van toepassing bij wijze van overgangsmaatregel bij de eerste vacantverklaring van deze betrekkingen.

Indien er bij de eerste vacantverklaring van een mandaatbetrekking onvoldoende geschikt bevonden kandidaten zijn, wordt de betrokken mandaatbetrekking vacant verklaard via een open procedure, zoals bedoeld in artikel 34.

TITEL 2. — SLOTBEPALINGEN

Art. 419. Dit besluit heeft uitwerking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 420. De Minister bevoegd voor Openbare Werken en Vervoer is belast met uitvoering van dit besluit.

Bijlage I / Annexe I (1) (3) (6) (15) (19)(21)

À partir du 1^{er} janvier 2010

Ancienneté	A101	A102	A103	A111	A112
0	22789,00	24960,00	27001,00	27001,00	30212,00
1	23436,00	25607,00	27648,00	27648,00	30859,00
2	24083,00	26254,00	28295,00	28295,00	31506,00
3	24730,00	26901,00	28942,00	28942,00	32153,00
4	24730,00	26901,00	28942,00	28942,00	32153,00
5	25720,00	27891,00	29932,00	30074,00	33285,00
6	25720,00	27891,00	29932,00	30074,00	33285,00
7	26710,00	28881,00	30922,00	31206,00	34417,00
8	26710,00	28881,00	30922,00	31206,00	34417,00
9	27700,00	29871,00	31912,00	32338,00	35549,00
10	27700,00	29871,00	31912,00	32338,00	35549,00
11	28690,00	30861,00	32902,00	33470,00	36681,00
12	28690,00	30861,00	32902,00	33470,00	36681,00
13	29680,00	31851,00	33892,00	34602,00	37813,00
14	29680,00	31851,00	33892,00	34602,00	37813,00
15	30670,00	32841,00	34882,00	35734,00	38945,00
16	30670,00	32841,00	34882,00	35734,00	38945,00
17	31660,00	33831,00	35872,00	36866,00	40077,00
18	31660,00	33831,00	35872,00	36866,00	40077,00
19	32650,00	34821,00	36862,00	37998,00	41209,00
20	32650,00	34821,00	36862,00	37998,00	41209,00
21	33640,00	35811,00	37852,00	39130,00	42341,00
22	33640,00	35811,00	37852,00	39130,00	
23	34630,00	36801,00	38842,00	40262,00	
24	34630,00	36801,00	38842,00		
25	35620,00	37791,00	39832,00		
26					
27					

À partir du 1^{er} janvier 2010

Ancienneté	A113	A200	A210	A220
0	33202,00	29071,00	29202,00	34697,00
1	33899,00	29071,00	29202,00	35394,00
2	34596,00	30182,00	30586,00	36091,00
3	35293,00	30182,00	30586,00	36788,00
4	35293,00	31293,00	31970,00	36788,00
5	36677,00	31293,00	31970,00	38172,00
6	36677,00	32404,00	33354,00	38172,00
7	38061,00	32404,00	33354,00	39556,00
8	38061,00	33515,00	34738,00	39556,00
9	39445,00	33515,00	34738,00	40940,00
10	39445,00	34626,00	36122,00	40940,00
11	40829,00	34626,00	36122,00	42324,00
12	40829,00	35737,00	37506,00	42324,00
13	42213,00	35737,00	37506,00	43708,00
14	42213,00	36848,00	38890,00	43708,00
15	43597,00	36848,00	38890,00	45092,00
16	43597,00	37959,00	40274,00	45092,00
17	44981,00	37959,00	40274,00	46476,00
18	44981,00	39070,00	41658,00	46476,00
19	46365,00	39070,00	41658,00	47860,00
20		40181,00	43042,00	
21		40181,00	43042,00	
22		41292,00	44426,00	
23		41292,00		
24		42403,00		
25				
26				
27				

Ancienneté	A300	A310	A400	A410	A500
0	31970,00	35626,00	40626,00	42615,00	48281,00
1	33475,00	37081,00	40626,00	42615,00	48281,00
2	33475,00	37081,00	42010,00	44070,00	49665,00
3	34980,00	38536,00	42010,00	44070,00	49665,00
4	34980,00	38536,00	43394,00	45525,00	51049,00
5	36485,00	39991,00	43394,00	45525,00	51049,00
6	36485,00	39991,00	44778,00	46980,00	52433,00
7	37990,00	41446,00	44778,00	46980,00	52433,00
8	37990,00	41446,00	46162,00	48435,00	53817,00
9	39495,00	42901,00	46162,00	48435,00	53817,00
10	39495,00	42901,00	47546,00	49890,00	55201,00
11	41000,00	44356,00	47546,00	49890,00	55201,00
12	41000,00	44356,00	48930,00	51345,00	56585,00
13	42505,00	45811,00	48930,00	51345,00	56585,00
14	42505,00	45811,00	50314,00	52800,00	57969,00
15	44010,00	47266,00	50314,00	52800,00	57969,00
16	44010,00	47266,00	51698,00	54255,00	59353,00
17	45515,00	48721,00	51698,00	54255,00	59353,00
18	45515,00	48721,00	53082,00	55710,00	60737,00
19	47020,00	50176,00	53082,00	55710,00	60737,00
20	47020,00	50176,00	54466,00	57165,00	62121,00
21	48525,00	51631,00	54466,00	57165,00	62121,00
22	48525,00	51631,00	55850,00	58620,00	63505,00
23	50030,00	53086,00			
24					
25					
26					
27					

À partir du 1^{er} juillet 2008

Ancienneté	B101	B102	B103	B200
0	16466,00	18456,00	21597,00	22486,00
1	16931,00	18770,00	21870,00	22759,00
2	17103,00	19084,00	22143,00	23032,00
3	18245,00	20226,00	23022,00	23750,00
4	18245,00	20226,00	23022,00	23750,00
5	18781,00	20762,00	23558,00	24154,00
6	18781,00	20762,00	23558,00	24154,00
7	19317,00	21298,00	24094,00	25033,00
8	19317,00	21298,00	24094,00	25033,00
9	19853,00	21834,00	24630,00	25912,00
10	19853,00	21834,00	24630,00	25912,00
11	20389,00	22370,00	25166,00	26791,00
12	20753,00	22734,00	25530,00	26791,00
13	21289,00	23441,00	26237,00	27670,00
14	21289,00	23441,00	26237,00	27670,00
15	21825,00	24148,00	26944,00	28549,00
16	21825,00	24148,00	26944,00	28549,00
17	22361,00	24855,00	27651,00	29428,00
18	22361,00	24855,00	27651,00	29428,00
19	22897,00	25562,00	28358,00	30307,00
20	22897,00	25562,00	28358,00	30307,00
21	23433,00	26269,00	29065,00	31186,00
22	23433,00	26269,00	29065,00	31186,00
23	23969,00	26976,00	29772,00	32065,00
24	23969,00	26976,00	29772,00	32065,00
25	24505,00	27683,00	30479,00	32944,00
26	24505,00	27683,00	31186,00	32944,00
27	25576,00	28855,00	31893,00	33823,00

Ancienneté	C101	C102	C103	C200
0	14628,00	16052,00	17143,00	19981,00
1	15133,00	16598,00	17709,00	20295,00
2	15335,00	17144,00	18275,00	20609,00
3	15537,00	17690,00	18841,00	21640,00
4	15537,00	17690,00	18841,00	21640,00
5	16164,00	18317,00	19468,00	22176,00
6	16164,00	18317,00	19468,00	22176,00
7	16791,00	18944,00	20095,00	22712,00
8	16791,00	18944,00	20095,00	22712,00
9	17418,00	19571,00	20722,00	23248,00
10	17418,00	19571,00	20722,00	23248,00
11	18045,00	20198,00	21349,00	23784,00
12	18045,00	20198,00	21349,00	24148,00
13	18672,00	20825,00	21976,00	24855,00
14	18672,00	20825,00	21976,00	24855,00
15	19299,00	21452,00	22603,00	25562,00
16	19299,00	21452,00	22603,00	25562,00
17	19926,00	22079,00	23230,00	26269,00
18	19926,00	22079,00	23230,00	26269,00
19	20553,00	22706,00	23857,00	26976,00
20	20553,00	22706,00	23857,00	26976,00
21	21180,00	23333,00	24484,00	27683,00
22	21180,00	23333,00	24484,00	27683,00
23	21807,00	23960,00	25111,00	28390,00
24	21807,00	23960,00	25111,00	28390,00
25	22434,00	24587,00	25738,00	29097,00
26	22434,00	24587,00	25738,00	29097,00
27	23374,00	25840,00	26991,00	29804,00

Ancienneté	D101	D102	D103	D200
0	14426,00	14426,00	15224,00	16880,00
1	14780,00	14780,00	15447,00	17385,00
2	14780,00	14780,00	15670,00	17385,00
3	15255,00	15417,00	16701,00	17890,00
4	15538,00	15700,00	16974,00	17890,00
5	15538,00	15700,00	16974,00	18395,00
6	15821,00	16246,00	17247,00	18395,00
7	15821,00	16600,00	17247,00	18900,00
8	16104,00	16600,00	17520,00	18900,00
9	16104,00	16954,00	17520,00	19405,00
10	16387,00	16954,00	17793,00	19405,00
11	16549,00	17308,00	17793,00	19910,00
12	16943,00	17308,00	18349,00	19910,00
13	17115,00	17662,00	18693,00	20415,00
14	17459,00	17662,00	18885,00	20415,00
15	17459,00	18016,00	19047,00	20920,00
16	17803,00	18016,00	19249,00	20920,00
17	17803,00	18370,00	19411,00	21425,00
18	18147,00	18370,00	19613,00	21425,00
19	18147,00	18724,00	19765,00	21930,00
20	18491,00	18724,00	19978,00	21930,00
21	18491,00	19078,00	20130,00	22435,00
22	18835,00	19078,00	20353,00	22435,00
23	18835,00	19432,00	20495,00	22940,00
24	19179,00	19432,00	20849,00	22940,00
25	19523,00	19786,00	21203,00	23445,00
26	19523,00	19786,00	21446,00	23445,00
27	19867,00	20140,00	21810,00	23950,00

Ancienneté	E101	E102	E103	E200
0	14109,00	14210,00	15251,00	15564,00
1	14241,00	14322,00	15363,00	15918,00
2	14241,00	14434,00	15475,00	15918,00
3	14736,00	15465,00	16556,00	16272,00
4	14878,00	15465,00	16556,00	16272,00
5	14878,00	15607,00	16748,00	16626,00
6	15020,00	15607,00	16748,00	16626,00
7	15020,00	15749,00	16940,00	16980,00
8	15162,00	15749,00	16940,00	16980,00
9	15162,00	15891,00	17132,00	17334,00
10	15304,00	15891,00	17132,00	17334,00
11	15304,00	16033,00	17294,00	17688,00
12	15739,00	16407,00	17688,00	17688,00
13	15891,00	16630,00	17850,00	18042,00
14	16033,00	16630,00	17850,00	18042,00
15	16033,00	16772,00	18012,00	18396,00
16	16175,00	16772,00	18012,00	18396,00
17	16175,00	16914,00	18174,00	18750,00
18	16317,00	16914,00	18174,00	18750,00
19	16317,00	17056,00	18336,00	19104,00
20	16459,00	17056,00	18336,00	19104,00
21	16459,00	17198,00	18498,00	19609,00
22	16601,00	17198,00	18498,00	
23	16601,00	17340,00	18660,00	
24	16743,00	17340,00	18660,00	
25	16743,00	17482,00	18893,00	
26	16814,00			
27				

Annexe II
CHAPITRE 1^{er}.

Les diplômes et certificats pris en considération pour l'admission dans les administrations de la Région de Bruxelles-Capitale selon les niveaux, sont les suivants :

NIVEAU A

1) Diplômes de :

licencié
docteur
pharmacien
agrégé
ingénieur civil
ingénieur agronome
ingénieur chimiste et des industries agricoles
ingénieur commercial
ingénieur civil architecte
ingénieur biologiste
médecin
dentiste
vétérinaire

délivrés par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, ou par les établissements y assimilés par la loi ou le décret si les études ont comporté au moins quatre années, même si une partie de ces études n'a pas été accomplie dans un des établissements d'enseignement précités ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

2) Diplômes de :

licencié en sciences commerciales
agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales
ingénieur commercial
licencié en sciences administratives
licencié traducteur
licencié interprète
licencié en sciences nautiques
ingénieur industriel
architecte
licencié en communication appliquée

délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés ou par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

3) Diplômes de :

architecte d'intérieur
licencié en recherche et développement
maître en musique ou en arts plastiques ou en art dramatique ou en arts audiovisuels

délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de type long, créé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par un jury d'examen institué par cette Communauté.

4) Certificat délivré à ceux qui ont terminé les études

de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou celui de licencié, avec la qualification déterminée par le Roi, en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur.

5) Diplôme de master sanctionnant des études de 2e cycle, valorisables pour au moins 60 crédits, délivré par une université ou une Haute Ecole.

NIVEAU A (MESURES TRANSITOIRES)

1) Diplôme délivré par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de licencié délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'OutreMer à Anvers, si les études ont comporté au moins quatre années.

2) Diplômes de :

licencié en sciences commerciales
d'ingénieur commercial
d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales

Bijlage II
HOOFDSTUK I.

De volgende diploma's of studiegetuigschriften komen in aanmerking voor de toelating tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naargelang van de niveaus :

NIVEAU A

1) Diploma's van :

licentiaat
doctor
apotheker
geaggregeerde
burgerlijk ingenieur
landbouwkundig ingenieur
ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën
handelsingenieur
burgerlijk ingenieurarchitect
bioingenieur
arts
tandarts
dierenarts

uitgereikt door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan de universiteiten verbonden scholen, of door de bij de wet of bij decreet daarmee gelijkgestelde instellingen indien de studies ten minste vier jaar hebben omvat, zelfs als een gedeelte van die studies niet in een van de voormelde onderwijsinstellingen werd volbracht of door een door de Staat of een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

2) Diploma's van :

licentiaat in de handelswetenschappen
geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs in de handelswetenschappen
handelsingenieur
licentiaat in de bestuurswetenschappen
licentiaatvertaler
licentiaattolk
licentiaat in de nautische wetenschappen
industriële ingenieur
architect
licentiaat in de toegepaste communicatie

uitgereikt door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs van het lange type of door een door de Staat of een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

3) Diploma's van :

interieurarchitect
licentiaat in de productontwikkeling
meester in de muziek, of in de beeldende kunst of in de dramatische kunst of in de audiovisuele kunst

uitgereikt door een door de Vlaamse Gemeenschap opgerichte, gesubsidieerde of erkende instelling van hoger onderwijs van het lange type of door een door deze Gemeenschap ingestelde examencommissie.

4) Getuigschrift uitgereikt aan diegenen die de studies hebben voleindigd

aan de polytechnische afdeling of aan de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School en die krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van het hoger onderwijs gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur of van licentiaat, met de door de Koning bepaalde kwalificatie.

5) Diploma van master uitgereikt door een universiteit of een hogeschool na een masteropleiding van de 2e cyclus van ten minste 60 studiepunten.

NIVEAU A (OVERGANGSMAATREGEL)

1) Diploma uitgereikt door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen en licentiaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor de Overzeese Gebieden te Antwerpen indien de studies ten minste vier jaar hebben omvat.

2) Diploma van :

licentiaat in de handelswetenschappen
handelsingenieur
geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs in de handelswetenschappen

de licencié traducteur

de licencié interprète

délivré par des établissements d'enseignement technique supérieur du troisième degré, ou par des établissements d'enseignement technique classés comme instituts supérieurs de commerce A5 ou par un jury d'examens institué par l'Etat.

3) Diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle de cinq ans par :

la section de sciences administratives de l'Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans à Bruxelles;

le "Hoger Instituut voor Bestuurs en Handelswetenschappen" à Ixelles;

le "Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen" à Anvers.

NIVEAU B

1) Certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle supérieur;

2) Diplôme de géomètre-expert immobilier;

3) Diplôme de géomètre des mines;

4) Diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice

délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

5) Diplôme ou certificat de candidature

délivré après un cycle d'au moins deux années d'études, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements y assimilés par la loi ou les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat ou l'une des Communautés soit par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

6) Diplôme d'ingénieur technicien délivré après des cours supérieurs techniques du deuxième degré.

7) Diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique, paramédical, pédagogique ou agricole ou supérieur social du type court et de promotion sociale ou de l'enseignement artistique ou technique supérieur du 3e, 2e ou 1er degré.

délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés.

8) Certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire.

9) Diplôme de bachelier, sanctionnant des études d'un cycle ou de premier cycle, valorisables pour au moins 180 crédits, délivré par une université ou une Haute Ecole ou un jury institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

NIVEAU B (MESURES TRANSITOIRES)

1) Diplôme délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par l'Université coloniale de Belgique à Anvers ou diplôme de candidature délivré par l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer à Anvers.

2) Diplôme de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études

par une école d'enseignement technique supérieur du troisième degré ou par des établissements d'enseignement technique, classés comme instituts supérieurs de commerce dans la catégorie A5.

3) Diplôme de conducteur civil délivré par une université belge.

4) Diplôme d'ingénieur technicien délivré par une école supérieure technique du deuxième degré.

5) Diplôme :

d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur

d'instituteur primaire

d'institutrice primaire

d'institutrice gardienne

6) Diplôme de gradué en sciences agronomiques,

délivré conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 31 octobre 1934 fixant les conditions de collation des diplômes, d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste agricole, d'ingénieur des eaux et forêts, d'ingénieur agronome colonial, d'ingénieur horticulteur,

licentiaatvertaler

licentiaattolk

uitgereikt door inrichtingen van hoger technisch onderwijs van de derde graad of door inrichtingen van technisch onderwijs gerangschikt als handelshogescholen categorie A5 of door een door de Staat ingestelde examencommissie.

3) Diploma of eindgetuigschrift uitgereikt na een cyclus van vijf jaar door :

de afdeling bestuurswetenschappen van het "Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans" te Brussel;

het Hoger Instituut voor Bestuurs en Handelswetenschappen te Elsene;

het Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen te Antwerpen.

NIVEAU B

1) Getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus.

2) Diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen.

3) Diploma van mijnmeter.

4) Diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan

uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen of door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

5) Kandidaatsdiploma of getuigschrift

uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, ofwel door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde instellingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen ofwel door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

6) Diploma van technisch ingenieur uitgereikt na hogere technische leergangen van de tweede graad.

7) Diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch, paramedisch, pedagogisch, landbouwkundig of sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie of van hoger kunst of technisch onderwijs van de 3e, 2e of 1e graad.

uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen.

8) Getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studie jaren van de polytechnische afdeling of van de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School.

9) Diploma van bachelor uitgereikt na een opleiding van één cyclus of na de eerste cyclus van een opleiding van twee cycli na ten minste 180 studiepunten uitgereikt door een universiteit of een Hogeschool of door een door de Staat of door een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

NIVEAU B (OVERGANGSMAATREGEL)

1) Diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie door de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen of kandidaatsdiploma uitgereikt door het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden te Antwerpen.

2) Kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie

door een inrichting van hoger technisch onderwijs van de derde graad of door een inrichting van technisch onderwijs, gerangschikt als handelshogeschool in de categorie A5.

3) Diploma van burgerlijk conducteur uitgereikt door een Belgische universiteit.

4) Diploma van technisch ingenieur afgeleverd door een hogere technische school van de tweede graad.

5) Diploma van :

geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs

lager onderwijzer

lagere onderwijzeres

bewaarschoolonderwijzeres

6) Diploma van gegradueerde in de landbouwwetenschappen,

uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1934 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de diploma's van landbouwkundig ingenieur, scheikundig landbouwingenieur, ingenieur voor waters en

d'ingénieur de génie rural, d'ingénieur des industries agricoles, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1936.

7) Diplôme délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur du premier degré et de plein exercice, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat.

8) Diplôme classé dans l'une des catégories suivantes : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An

délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat.

9) Diplôme classé dans la catégorie B3/B1

délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes par un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige :

- ou un diplôme d'études secondaires supérieures complètes;
- ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé;
- ou un diplôme d'une section classée en catégorie B3/B2.

NIVEAU C

1) Certificat d'enseignement secondaire supérieur ou diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat ou de l'une des Communautés pour l'enseignement secondaire.

2) Diplôme délivré à la suite de l'examen prévu à l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

3) Brevet :

d'hospitalier ou d'hospitalière ou d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers;

d'infirmier ou d'infirmière;

délivré soit par une section de nursing créée, subventionnée ou reconnue par l'Etat dans la catégorie des écoles professionnelles complémentaires soit par un jury d'examen institué par l'Etat ou l'une des Communautés.

4) Diplôme, certificat d'études ou attestation de fréquentation avec fruit de la sixième année d'enseignement général, technique artistique ou professionnel secondaire de plein exercice, délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés.

5) Certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur.

6) Diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration et organisation d'un cours technique secondaire supérieur

d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes.

NIVEAU C (MESURES TRANSITOIRES)

1) Certificat délivré à la suite d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles que ces dispositions existaient avant le 8 juin 1964.

2) Diplôme ou certificat de l'enseignement moyen supérieur, homologué ou délivré par le jury d'Etat pour l'enseignement moyen supérieur.

3) Diplôme agréé de fin d'études moyennes du degré supérieur (section commerciale).

4) Diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement moyen supérieur obtenu avec fruit.

5) Diplôme homologué d'école technique secondaire supérieure ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure

délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou diplôme d'école technique secondaire supérieure délivré par le jury d'Etat.

6) Diplôme ou certificat de fin d'études d'école technique secondaire supérieure anciennes catégories A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A, C1, C1A, C5/C1, C1/A2

bossen, koloniaal landbouwkundig ingenieur, tuinbouwkundig ingenieur, boerderijbouwkundig ingenieur, ingenieur der landbouwbedrijven, zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1936.

7) Diploma uitgereikt door een inrichting voor het hoger technisch onderwijs van de eerste graad met volledig leerplan opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie.

8) Diploma gerangschikt in een van navolgende categorieën : A1, A6/A1, A7/A1, C1/A1, A8/A1, A1/D, A2An, C1/D, C5/C1/D, C1/An

uitgereikt door een inrichting voor hoger technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van regeringswege samengestelde examencommissie.

9) Diploma gerangschikt in de categorie B3/B1

uitgereikt na een cyclus van ten minste zeventienhonderdvijftig lestijden door een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die bij de toelating het volgende eist :

- of een diploma van volledige hogere secundaire studiën;
- of het welslagen voor een daarmede gelijkgesteld toelatingsexamen;
- of een diploma van een afdeling gerangschikt in de categorie B3/B2.

NIVEAU C

1) Getuigschrift van hoger secundair onderwijs; bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, gehomologeerd of uitgereikt door de examencommissie van de Staat of van een van de Gemeenschappen voor het secundair onderwijs.

2) Diploma uitgereikt na het examen bedoeld in artikel 5 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

3) Brevet van :

verpleeg of ziekenhuisassistent(e);

verpleger of verpleegster;

uitgereikt, hetzij door een door de Staat of één van de Gemeenschappen in de categorie van de aanvullende secundaire beroepsscholen opgerichte, gesubsidieerde of erkende verplegingsafdeling, hetzij door een door de Staat of een van de Gemeenschappen ingestelde examencommissie.

4) Einddiploma, studiegetuigschrift of getuigschrift van het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan uitgereikt na het volgen met vrucht door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen.

5) Getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus.

6) Diploma van een tot de groep handel, administratie en organisatie behorende afdeling van een hogere secundaire technische leergang

van een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen, uitgereikt na een cyclus van ten minste zeventienhonderdvijftig lestijden.

NIVEAU C (OVERGANGSMAATREGEL)

1) Getuigschrift uitgereikt na een van de voorbeleidende proeven voorgeschreven in de artikelen 10, 10bis en 12, van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals die bepalingen bestonden voor 8 juni 1964.

2) Gehomologeerd of door de examencommissie van de Staat voor het hoger middelbaar onderwijs uitgereikt diploma of getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs.

3) Erkend of aanvaard diploma van middelbare studies van de hogere graad (handelsafdeling).

4) Diploma of eindgetuigschrift van hoger middelbaar onderwijs behaald met vrucht.

5) Gehomologeerd diploma van de hogere secundaire technische school of eindgetuigschrift van studies in een hogere secundaire technische school

uitgereikt na een cyclus van drie jaren hogere secundaire studies, met vrucht, door een inrichting van technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of diploma van de hogere secundaire technische school uitgereikt door de examencommissie van de Staat.

6) Diploma of eindgetuigschrift van de hogere secundaire technische school vroeger categorieën A2, A6/A2, A6/C1/A2, A7/A2, A8/A2, A2A, C1, C1A, C5/C1, C1/A2

délivré après un cycle de trois années d'études secondaires supérieures, avec fruit, par un établissement d'enseignement technique, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou par un jury d'Etat de l'enseignement secondaire.

7) Diplôme homologué d'enseignement artistique secondaire supérieur de plein exercice,

délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 février 1971 fixant l'équivalence du niveau des études des établissements d'enseignement artistique à celui de l'école technique secondaire supérieure et déterminant les conditions dans lesquelles les diplômes sont délivrés et de l'arrêté royal du 25 juin 1976 réglant les études de certaines sections secondaires supérieures des établissements d'enseignement artistique de plein exercice.

8) Diplôme, certificat de fin d'études, brevet ou attestation d'études de la sixième année de l'enseignement artistique ou professionnel secondaire supérieur de plein exercice, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

9) Brevet ou certificat de fin d'études délivré après la fréquentation du cycle secondaire supérieur d'une section professionnelle

d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et classé dans l'une des catégories A4, C3, C2, C5.

10) Diplôme délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes

par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B1, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

11) Diplôme ou certificat de fin d'études délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes

par un établissement d'enseignement technique classé dans la catégorie B3/B2 créé, subventionné ou reconnu par l'Etat et qui, lors de l'admission, exige un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé.

NIVEAU D NIVEAU E

Aucun diplôme ou certificat d'études n'est requis.

CHAPITRE II.

§ 1^{er}. - Sont admis également les diplômes et certificats d'études obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes ou certificats d'études visés dans la présente liste.

Le Conseil d'administration peut sous sa surveillance, confier à SELOR tout ou partie de l'organisation des concours, en accord avec le ministre.

§ 2. - Par dérogation au § 1^{er}, les dispositions de la directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans et de la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, sont prises en considération pour l'admission dans les administrations de l'Etat.

L'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale est chargé, dans le cadre d'un concours de recrutement déterminé, de recevoir les candidatures de porteurs de titres visés à l'article 3, points a et b de la directive précitée du 21 décembre 1988 et aux articles 3, 5, 6, 8 et 9 de la directive précitée du 18 juin 1992. Pour connaître la valeur des titres présentés, l'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale soumet, pour avis, ces titres aux autorités compétentes en matière d'enseignement.

uitgereikt na een cyclus van drie jaren hogere secundaire studien, met vrucht, door een inrichting van technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een examencommissie van de Staat.

7) Gehomologeerd diploma van hoger secundair kunstonderwijs met volledig leerplan,

uitgereikt overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 10 februari 1971 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van het studiepeil van de inrichtingen voor kunstonderwijs met dat van hogere secundaire technische school en waarbij de voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's bepaald worden en het koninklijk besluit van 25 juni 1976 tot regeling van de studies van sommige hogere secundaire afdelingen van de inrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan.

8) Einddiploma, eindgetuigschrift, studieattest of brevet van het zesde jaar van het kunst of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

9) Brevet of eindgetuigschrift uitgereikt na afloop van de hogere cyclus van een beroepsafdeling

verbonden aan een inrichting voor technisch onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en gerangschikt in één van de categorieën A4, C3, C2, C5.

10) Diploma uitgereikt na een cyclus van ten minste zeventienhonderdvijftig lestijden

door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B1, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

11) Einddiploma of getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste zeventienhonderdvijftig lestijden

door een inrichting voor technisch onderwijs gerangschikt in de categorie B3/B2, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat en die bij de toelating een diploma van lagere secundaire studies of het wetslagen voor een daarmee gelijkgesteld toelatingsexamen eist.

NIVEAU D NIVEAU E

Geen enkele vereiste van diploma of studiegetuigschrift wordt gesteld.

HOOFDSTUK II.

§ 1. - Aangenomen worden eveneens de in overeenstemming met een buitenlandse regeling behaalde diploma's en studiegetuigschriften die, krachtens verdragen of internationale overeenkomsten of met toepassing van de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid, voorgeschreven bij de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gelijkwaardig worden verklaard met één van de in deze lijst bedoelde diploma's of studiegetuigschriften.

De raad van bestuur kan onder haar toezicht, aan SELOR geheel of gedeeltelijk de organisatie van het examen opdragen, middels akkoord van de Minister

§ 2. - In afwijking van § 1, worden de bepalingen van de richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten en van de richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, in aanmerking genomen voor de toelating tot de Rijksbesturen.

In het raam van een bepaalde vergelijkend wervinsexamen, is de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid ermee belast, de kandidaatstellingen in ontvangst te nemen van de houders van de in artikel 3, punten a en b van de voornoemde richtlijn van 21 december 1988 en in de artikelen 3, 5, 6, 8 en 9 van de voornoemde richtlijn van 18 juni 1992 bedoelde titels. Ten einde de waarde van de voorgestelde titels te kennen, legt de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid die titels voor advies voor aan de bevoegde onderwijsoverheden.

Il prend alors les décisions prévues à l'article 8, § 2, de la directive précitée du 21 décembre 1988, en ce compris l'application éventuelle des dispositions de compensation prévues en son article 4 ou celles qui sont prévues à l'article 12, § 2, de la directive précitée du 18 juin 1992, en ce compris l'application éventuelle des dispositions de compensation prévues en ses articles 4, 5 et 7.

§ 3. - Les directives publiées au *Moniteur belge* qui modifieraient ou remplaceraient les directives énumérées au § 2, sont applicables de plein droit sauf si elles affectent des dispositions qui doivent faire l'objet de mesures d'adaptation ou modifieraient les pouvoirs attribués à l'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

Bruxelles, le 2 mai 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PIQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Daarna treft hij de bij het artikel 8, § 2, van de voornoemde richtlijn van 21 december 1988 voorgeschreven beslissingen, met inbegrip van de eventuele toepassing van de bij artikel 4 ervan voorziene compensatiebepalingen of die voorgeschreven bij artikel 12, § 2, van de voornoemde richtlijn van 18 juni 1992, met inbegrip van de eventuele toepassing van de bij de artikelen 4, 5 en 7 ervan voorziene compensatiebepalingen.

§ 3. - De in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte richtlijnen die de in § 2 opgesomde richtlijnen zouden aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege toepasselijk, behalve indien ze bepalingen beïnvloeden die aanpassingsmaatregelen moeten ondergaan of de bevoegdheden zouden wijzigen die aan de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid zijn toegekend.

Brussel, 2 mei 2013.

Voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PIQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS